Le feuilleton du septennat : 1987-1988, la gloire de « Tonton » (page 10)

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13419 – **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 22 MARS 1988

L'Irlande, en Europe...

On ne les voit pas. Cependant, on sait que les deux hommes vont subir un sort horrible. La foule qui se jette sur leur voiture paraît tellement déchaînée... Ces images parvenues de Belfast sont insoutenables. Mais il y a pis.

Peut-être pourrait-on ou voudrait-on croire que pareille violence s'exprime beaucoup plus loin, ailleurs qu'en Europe ? Non, la caméra nous montre un décor qui n'a rien de très exotique : l'univers assez familier d'une banlieue industrielle. Il faut bien admettre que cela ne se passe pas au Liban ou dans l'un de ces autres lieux de conflit qui nous font frémir à distance, que l'Irlande du Nord et du Sud fait partie de la Communauté, que l'Ulster dépend du Royaume-Uni, et donc de l'une des sociétés les plus policées qui soient.

Dans la plupart des quartiers de Belfast, même en période de tension, les signes extérieurs d'une situation grave sont relativement rares. On peut ignorer le drame qui se produit à quelques centaines de mètres de soi. Ces dernières années, une certaine *normalisation s'est produite* dans la vie quotidienne. Toutefois, la violence est latente et, entretenue, ne demande qu'à exploser de temps à autre.

Si on ne livre pas souvent bataille dans les cimetières comme la semaine dernière, l'intimidation la plus rude est permanente. Dans les deux camps, presque chaque jour, des familles déménagent, chassées par l'intolérance la plus explicite, après plusieurs incendies volontaires et sous les menaces de mort répétées. On ne parle pas. On ne témoigne pas. Les « traîtres » sont abattus plus souvent qu'à leur tour, de préférence devant leurs proches. Le barème de la terreur est connu de chacun. Il y a beaucoup de boiteux à Belfast : pour une peccadille on devient invalide à vie, l'articulation d'un genou, ou des deux, éclatée par une balle tirée à bout portant.

Le reste de l'Europe a plutôt tendance à oublier l'Ulster. Même les médias britanniques ont d'ordinaire du mal à en parler. Il faut pourtant se rendre à l'évidence. L'Irlande du Nord est en proie depuis fort longtemps au sectarisme le plus sinistre ; comme au Liban, la religion sert d'identité, sert à tuer ; il y a quelque chose de médiéval dans ce conflit hérité du colonialisme ; mais la province n'en est pas moins au coin de notre Europe.

Si la Communauté apporte déjà un appui économique et financier très important aux deux Irlandes, les dirigeants européens, étant données les circonstances, pourraient peut-être faire davantage, ne pas se contenter de dire qu'il s'agit d'un problème ne concernant que la République et le Royaume-Uni. Même s'il a paru récemment quelque peu remis en cause, l'accord anglo-irlandais de 1985 a toujours le mérite d'exister, pour tenter de trouver un début de solution politique à laquelle les parties directement intéressées, catholique et protestante, sont jusqu'à présent incapables de parvenir.

Ce n'est certes qu'un schéma, et le conflit, au fond, est vraisemblablement insoluble à court et à moyen terme. Mais l'intérêt et le soutien que la Communauté peut apporter aux tentatives des gouvernements de Londres et de Dublin ne sont assurément pas superflus.

(Lire nos informations page 2.)



M 0147 - 0322 0- 4,50 F
3790147004500 03220

En dépit des accrochages à la frontière du Nicaragua

Managua et la Contra sont prêts à renouer le dialogue

Tandis que les troupes américaines ont engagé au Honduras les « manœuvres Faisan doré », les accrochages se poursuivent à la frontière du Nicaragua entre les sandinistes et la Contra. Le gouvernement sandiniste et les responsables de la Contra n'en sont pas moins prêts à renouer le dialogue, et ont maintenu la rencontre qui devait s'ouvrir lundi, à Sapoa, dans le sud du Nicaragua.

Drôle de dimanche au Honduras...

DANLI (Honduras)
de notre envoyé spécial

C'est un drôle de dimanche. Comme chaque semaine le championnat de football a commencé tôt, dimanche 20 mars, et sur le terrain qui borde la route principale, à quatre-vingts kilomètres à l'est de la capitale, près de la ville de Danli, l'équipe des *« Lions du Congo »* affronte celle des *« Ranchos »*. La partie est serrée et suivie avec la même attention par les supporters des deux camps, qui s'enflamment à chaque but. Les villageois des alentours ont monté, comme à l'accoutumée, des buvettes, et vendent leurs galettes.

Mais c'est tout de même un drôle de dimanche. A quelques centaines de mètres, de curieux oiseaux soulèvent de monstrueux nuages de poussière, depuis le début de la matinée, dans un vacarme assourdissant. Ils sont cinq, des gros Hercule C-130 américains. En quelques heures, ils déversent 650 hommes pour des manœuvres conjointes, avec 300 militaires honduriens amenés par hélicoptères.

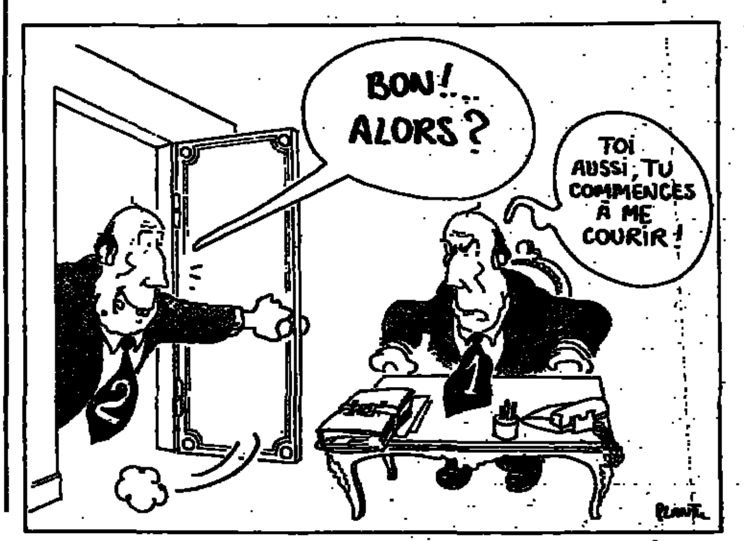
DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(Lire la suite et nos informations page 3.)

La préparation de l'élection présidentielle

M. Chirac qualifie de « farce » l'attitude de M. Mitterrand

M. Chirac a qualifié de « farce », le dimanche 20 mars, l'attitude de M. Mitterrand. Le candidat du RPR a posé à son concurrent socialiste dix questions destinées à marquer politiquement M. Mitterrand. Le chef de l'Etat devait faire connaître sa décision cette semaine. De leur côté, les barristes estiment que le « code de bonne conduite » majoritaire ne tient plus qu'à un fil.



Exceptionnel concours de circonstances

par Jean-Marie Colombani

« J'ai choisi d'affronter l'obstacle le plus dur », a coutume de dire François Mitterrand pour expliquer le choix de M. Chirac comme premier ministre ; mais, glisse aussitôt le chef de l'Etat : *« C'était pour qu'il soit moins un obstacle. »* ce jugement était formulé dès les premiers jours de la cohabitation. Il est évidemment de nature à renforcer la thèse de ceux – au rang desquels figure M. Chirac – qui ont toujours considéré que M. Mitterrand voudrait effacer, en 1988, la défaite de 1986 et que ladite cohabitation n'était jamais que l'institutionnalisation, au sommet de l'Etat, de la lutte pour le pouvoir.

En fait, cette quatrième candidature élyséenne que M. Mitterrand s'apprête à annoncer n'allait pas de soi. Le précédent malheureux de M. Giscard d'Estaing, auquel il avait déclaré le 21 mai 1981 que sa seule « erreur » avait été de se représenter ; ses propres propositions sur la durée du mandat, qu'il voulait limiter à une fois sept ans, ou deux fois cinq ans, puis ses états d'âme ; enfin, et surtout, l'annonce faite au pays que seules des *« circonstances exceptionnelles » – « tremblement de terre »* ou *« conflit mondial »*, avait ironisé Michel Rocard – le conduiraient à solliciter un nouveau bail.

(Lire la suite page 8.)

«Robert-Debré» : un nouvel établissement à Paris

Hôpital de plein jour

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a inauguré, lundi 21 mars, le nouvel hôpital pédiatrique Robert-Debré, boulevard Serurier, près du Pré-Saint-Gervais. Doté de cinq cents lits, dont soixante pour la maternité, celui-ci entrera en fonctions le 2 mai. Il a été baptisé Robert Debré, en hommage au célèbre pédiatre disparu en 1978.

L'établissement, dont le programme a été constamment remis à jour pour qu'il corresponde, dès son ouverture, aux normes techniques les plus récentes, a l'ambition d'être à la pointe de la recherche en matière de maladie des enfants, psychiatrie comprise. Mais, d'ores et déjà, il ouvre une ère nouvelle dans la politique d'équipement de l'Assistance publique, qui a confié cette remarquable et lumineuse réalisation à l'architecte Pierre Riboulet.

Lire page 17 l'article de FRÉDÉRIC EDELMANN

Les troubles dans le Caucase

Moscou durcit son attitude face aux revendications arméniennes.

PAGE 2

L'épreuve de force au Panama

Le général Noriega cherche à gagner du temps.

PAGE 3

Rapt et assassinat

Le jeune homme disparu dimanche près d'Annemasse a été retrouvé mort à Bourgoin.

PAGE 13

La télévision et la publicité

Spectaculaire progression des publiphobes.

PAGE 17

La francophonie en Espagne

« Langues et société en l'an 2000 », une rencontre à laquelle s'associent « El Pais » et « le Monde ».

PAGE 20

Le sommaire complet se trouve en page 48

Le meurtre d'un soldat israélien à Bethléem

Cisjordanie : de la révolte à la guérilla ?

Un soldat israélien a été tué par balles, dimanche 20 mars, à Bethléem, pour la première fois depuis le début, en décembre, des affrontements dans les territoires occupés. D'autre part, un Palestinien du camp de réfugiés de Rafah, dans la bande de Gaza, a été tué par balles lundi matin, au cours d'un affrontement entre manifestants palestiniens et militaires israéliens.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'est l'artère la plus paisible de Bethléem. La rue Manger, bordée de commerces cossus aux enseignes attrape-touristes *(« Happy Home », « Oriental Sweets »)*, grimpe en douceur vers la place de l'église de la Nativité. En son milieu, au coin d'une ruelle menant à un bureau du ministère de l'intérieur, une flaque de sang mêlé de pluie.

C'est là qu'est mort, dimanche 20 mars, le premier Israélien victime d'un attentat depuis le début des événements dans les territoires occupés. Le sergent Moshe Katz montait la garde quand il a été atteint à la tête par deux balles de pistolet tirées à bout portant par un ou des individus ayant réussi à s'enfuir.

Comme chaque fois que des armes à feu ont été utilisées au cours de ces derniers mois (sans doute à trois ou quatre reprises, mais jusqu'à présent sans jamais faire de victime), les autorités se refusent à y voir encore un changement de stratégie de la part des Palestiniens.

Le général Dan Shomron, le chef d'état-major de l'armée, qui s'est immédiatement rendu sur place, observait ainsi : *« C'est un événement extrêmement grave, mais je ne crois pas qu'on puisse parler d'une évolution générale vers la lutte armée. »* Si le propos se voulait rassurant, le général le nuançait dans la foulée : *« Il est cependant possible*, expliquait-il, *qu'on assiste à une recrudescence de ce type d'action au fur et à mesure que nous parvenons à maîtriser le mouvement dans les territoires. »* A demi-mot, c'est là une façon de reconnaître que, de manifestations en émeutes, le *« soulèvement »* pourrait bien glisser vers une forme de guérilla plus ponctuelle, mais plus dure.

L'attentat s'est produit au moment où le gouvernement multiplie les pressions économiques et militaires sur la population de Cisjordanie et de Gaza.

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite et nos informations page 4.)

Le Monde
ÉCONOMIE

■ Les résultats de l'emploi : à faible productivité, forte embauche. ■ L'état de la France : une grande bifurcation. ■ Les Etats-Unis déficitaires... et hégémoniques. ■ La chronique de Paul Fabra : main invisible ou providence ?

Pages 37 à 40

RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants

Page 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Etranger

URSS : un article de la « Pravda » sur les troubles du Caucase

Les autorités durcissent leur attitude face aux revendications arméniennes

MOSCOU
de notre correspondant

Long (près d'une page de la *Pravda* de lundi 21 mars), tantôt allusif et tantôt brutalement direct, *le message est parfaitement* clair. Après un mois de troubles et de tensions dans le Caucase, le bureau politique s'est, en effet, résolu à exposer, sous la signature de trois journalistes de l'organe du comité central, son analyse de la crise et les solutions qu'il entend y apporter.

Cela se résume en quatre points fondamentaux : pas question d'envisager le rattachement du Nagorny-Karabakh à l'Arménie ; il faut, en revanche, résoudre les problèmes *« brûlants »* qui s'y posent ; les *directions du parti*, en Arménie comme en Azerbaïdjan, ont commis de nombreuses et graves fautes ; les chefs de file du mouvement arménien sont des agitateurs connus de longue date et seulement soucieux de leurs propres *« ambitions »* ; et il *faut, enfin, revenir aux principes* léninistes de la politique des nationalités en respectant les *identités* de chaque peuple et en s'assurant que les droits de chacun puissent être respectés dans la pratique et non pas seulement dans les textes.

Autrement *dit, il y aura des* réformes, mais uniquement celles que les autorités centrales jugeront nécessaires, et l'heure de la fermeté a sonné – contre tout le monde, *manifestants* aussi bien que dirigeants locaux du parti et des institutions d'Etat.

A moins d'une semaine du rassemblement auquel les militants *arméniens* ont appelé, pour samedi prochain, sur la grande place d'Erevan, *il s'agit tout à la fois* d'intimider les manifestants potentiels, dont tout laisse penser qu'ils sont nombreux, et de les inciter à la modération en leur montrant qu'on sait, au *Kremlin*, que leur colère n'est pas illégitime. Dans le même esprit, depuis dix jours déjà, des personnalités arméniennes modérées essaient de faire valoir qu'un plénum du parti de la République doit se tenir la semaine prochaine et qu'il *conviendrait donc de repousser* le rassemblement dans l'attente de ses résultats – un important remaniement au minimum si l'on en juge par l'article de la *Pravda*.

Jusqu'à *présent*, ces personnalités (membres elles-mêmes du « comité d'organisation » qui préside au mouvement) avaient toutefois largement échoué dans leurs tentatives d'appel à ce que la *Pravda* nomme la *« raison »*, et il n'est pas du tout sûr qu'en s'en prenant aux chefs de file arméniens cet article contribue à apaiser les *« émotions »* – l'autre mot clé de l'organe du comité central.

Une partie *serrée* s'est maintenant ouverte, annoncée dès dimanche par la publication, dans la *Pravda* toujours, de lettres de lecteurs déplorant les effets néfastes des événements d'Arménie et d'Azerbaïdjan sur la production industrielle de plusieurs régions. Or, quand c'est l'économie nationale tout entière qui est menacée, les autorités – *à bon* entendeur salut – se doivent naturellement de prendre des mesures.

La carotte et le bâton

Bref, c'est la carotte et le bâton, et l'organe du comité central commence par faire valoir que ce problème du Nagorny-Karabakh *« n'est pas si simple »*, qu'il a déjà provoqué dans le passé des conflits tragiques, aggravés par les discordes religieuses, et qu'il a souvent resurgi après même que la région eut été rattachée, en 1923, à l'Azerbaïdjan.

La *Pravda* ne donne pas là de détails, mais note en revanche (cela s'applique-t-il aussi à la crise actuelle ?) que, lorsque ce problème resurgissait, c'était *« généralement à des moments où certains dirigeants d'Arménie avaient à détourner l'attention »* de leurs propres erreurs.

C'est ainsi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan se livrent depuis longtemps à des batailles d'experts, qui se lancent à la tête des manuels d'histoire, multiplient les mémoires et nourrissent la querelle. Or, estime la *Pravda*, *la vérité est que la décision* de 1923 est fondamentalement justifiée, car l'Azerbaïdjan offre plus de possibilités de développement au Nagorny-Karabakh, mais qu'on a, après avoir condamné le stalinisme, *« omis »* de revenir sur *ses déformations de la politique des* nationalités. Conclusion donc : les *« milliers et milliers »* de manifestants d'Erevan se rendaient-ils compte qu'en brisant les liens établis *entre* le Nagorny-Karabakh et l'Azerbaïdjan *« ils détruiraient les mécanismes bien réglés »* non seulement de l'économie locale, mais aussi, par conséquence, nationale ? Et la *Pravda* de s'exclamer : *« Et si d'autres régions allaient, en suivant cet exemple, vouloir satisfaire leurs intérêts particuliers au détriment d'autres peuples, que deviendrait notre Union ? »*

« Problèmes brûlants »

Mais cela ne veut pas dire, enchaîne *aussitôt le quotidien* du comité central, que le parti néglige les *« problèmes brûlants »* qui se posent. En les mettant à nu, la démocratisation actuelle a, au contraire, permis de s'y attaquer pour les résoudre très prochaine*ment*.

Suit une longue description de la manifestation d'Erevan, dont il ressort qu'elle était remarquablement *« disciplinée »*, *« soigneusement préparée »*, et que l'approvisionnement de la foule massée devant l'Opéra était *simplement* remarquable. Ces compliments n'ont toutefois qu'un but : démontrer que le phénomène n'aurait rien eu de spontané et serait l'œuvre de militants sortis soudain de l'ombre et avec l'aide peut-être (la *Pravda* est très ambiguë sur *ce point*) de personnes aux leviers de commande. En un mot : *« L'idée noble de rattachement a une odeur antisocialiste. »*

Mais fondamentalement, semble dire le *quotidien* du comité central, le problème est que le vent de la démocratisation n'a pas soufflé jusqu'au Caucase, puisque *« le comité central a souvent attiré l'attention des dirigeants des partis d'Arménie et d'Azerbaïdjan sur des défauts importants* (...), *mais il n'y a pas eu jusqu'à présent de changements significatifs »*. Les dirigeants arméniens auraient donc *« perdu la confiance des masses »* (ce qui signifie qu'ils doivent partir). Quant à ceux de l'Azerbaïdjan, *« ils méritent de vives critiques »* pour avoir *« lésé »* les droits nationaux des Arméniens de leur République, au Nagorny-Karabakh bien sûr, mais même à Bakou, dans la capitale.

Avant de terminer sur une colonne à la gloire de l'amitié internationaliste entre Azeris et Arméniens qui survit malgré tout à ces événements, la *Pravda* note que des problèmes ne se posent pas uniquement au Nagorny-Karabakh, mais dans d'autres régions autonomes aussi. C'est, explique le quotidien, que les lois garantissant leurs droits sont *« quelquefois »* ignorées par les Républiques auxquelles elles appartiennent, et c'est là un des nombreux problèmes sur lesquels devra se pencher le plénum sur les nationalités.

BERNARD GUETTA.

Les nouvelles « révélations » de Kim Philby

Colonel du KGB à Moscou ? *« Pendant un moment, ça a été merveilleux. J'ai eu un travail très intéressant à faire, écrire tout ce que je savais, tout ce que j'avais vécu. Cela m'a pris près de trois ans. Tout cela est quelque part dans les archives du KGB. Ce fut vraiment une bonne période. Je buvais moins, j'allais bien et j'avais un travail gratifiant. »*

Ainsi parle aujourd'hui Kim Philby, l'agent double britannique qui, en 1963, se réfugia à Moscou après avoir été démasqué par le MI 5, le service de contre-espionnage de la couronne. Dans une interview dont le *Sunday Times* a commencé la publication dimanche 20 mars, Kim Philby, soixante-seize ans, raconte les circonstances de sa fuite, sans pour autant vouloir dévoiler comment il a gagné Moscou depuis Beyrouth, où il se trouvait alors, *« car c'est une opération du KGB dont je ne peux pas parler »*. Mais, poursuit-il, *« après 1967 tout changea. Mon salaire arrivait régulièrement, mais j'avais le sentiment de ne pas avoir assez de travail. Il me sembla que le KGB n'avait aucune idée de mon véritable potentiel. Je me sentais frustré et tombai dans une profonde dépression. J'ai commencé à boire beaucoup et, le pire de tout, j'ai commencé à douter. Est-ce que j'avais bien fait ? »*

Vingt-cinq ans après sa défection, Kim Phiby ne se contente pas d'évoquer ses états d'âme. Il affirme avoir recommencé à travailler pour les services secrets britanniques en 1956, bien qu'il en fût officiellement radié en 1951 à cause des soupçons croissants qui pesaient sur lui.

Philby, membre du *« réseau de Cambridge »* avec Guy Burgess, Donald McLean et Anthony Blunt, déclare aussi avoir fui pour Moscou avec la complicité des autorités britanniques, qui préféraient éviter ainsi l'embarras et le retentissement d'un procès en Grande-Bretagne.

● **URSS : interdiction d'un rassemblement arménien à Moscou.** – Les forces de l'ordre, appuyées par des chasse-neige, ont empêché dimanche 20 mars un rassemblement au cimetière arménien de Moscou, où un millier d'Arméniens *s'étaient réunis la semaine précédente* pour demander le rattachement de la région de Nagorny-Karabakh à l'Arménie. *Par ailleurs*, selon un journal local arménien, 1 761 Arméniens, dont 435 familles, ont quitté la ville de Soumgaït, en Azerbaïdjan, après les massacres du *28 février*. Selon le dissident Sergueï Grigoriants, ces massacres auraient fait sept cent dix-neuf morts et non trente-deux comme l'affirment les autorités. *(AFP)*

IRLANDE DU NORD : l'assassinat par l'IRA de deux soldats britanniques à Belfast

Mme Thatcher dénonce une « sauvagerie révoltante »

L'émotion est très forte en Grande-Bretagne après le lynchage et l'assassinat – revendiqué par l'IRA – de deux soldats britanniques, samedi après-midi 19 mars, à Belfast.

***Le ministre chargé de l'Irlande du Nord,* M. Tom King, qui s'est rendu dimanche à Belfast, devait faire une déclaration à ce sujet, lundi, devant la Chambre des communes. Le premier *ministre irlandais*, M. Charles Haughey, a appelé, samedi soir, catholiques et protestants de l'Ulster à mettre un terme aux actes de vengeance. La *situation, a-t-il dit*, s'est tellement détériorée qu'il faut *« prendre de toute urgence des initiatives politiques »*.**

LONDRES
de notre correspondant

« On s'est fait deux Brits » : les jeunes gens qui remontent triomphalement Falls Road, l'artère principale du bastion catholique et républicain de Belfast-Ouest, viennent d'assister à une double mise à mort. Même à l'échelle de l'Irlande du Nord, la violence à laquelle vient d'être donné libre cours est inouïe. Deux soldats britanniques en civil ont été lynchés par la foule, puis exécutés d'une douzaine de balles par deux hommes en cagoule.

Il est 13 heures samedi. Une nouvelle fois, la quatrième en quatre jours, plusieurs milliers d'habitants du quartier républicain se rendent en procession au cimetière de Milltown, derrière un cercueil enveloppé d'un drapeau irlandais et surmonté d'une paire de gants et d'un béret noirs, signe que le mort appartenait à l'IRA. Kevin Brady a été tué, le mercredi précédent, dans ce même cimetière de Milltown, quand un tireur isolé protestant a lancé plusieurs grenades et déchargé son revolver sur la foule en deuil, faisant trois morts et une soixantaine de blessés dans ses rangs.

Samedi, la suspicion est à son comble. Le hommes du service d'ordre du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, arrêtent le moindre suspect pour une fouille en règle. Soudain un cri. Pour une raison inconnue, une Volkswagen gris métallisé arrive à vive allure face au cortège puis s'arrête net et tente de se dégager en marche arrière pour être aussitôt bloquée par un taxi *noir républicain*. Alors se déchaîne ce que Mme Thatcher appellera une *« sauvagerie révoltante »*.

Une grappe humaine prend d'assaut le véhicule. Un poing nu brise une vitre latérale pendant qu'un homme bondit sur le toit et défonce le pare-brise à coups de manivelle. L'un des occupants de la voiture sort un revolver, menace les agresseurs et tire une fois. En l'air, diront plus tard ses supérieurs en louant son courage.

Les assaillants, dont plusieurs membres du Sinn Fein reconnaissables à leurs brassards, refluent, mais pour *revenir aussitôt* à l'assaut. Les deux passagers, arrachés de leurs sièges, sont battus à coups de poing et de barres de fer à l'abri des regards des équipes de télévision et des photographes de presse, dont les films sont promptement saisis.

Les deux hommes ensanglantés sont jetés du haut d'un mur de 5 mètres et emmenés dans un taxi. Quelques centaines de mètres plus loin, ils sont déshabillés à l'exception de leurs sous-vêtements. Une douzaine de coups de feu crépitent. Les cadavres seront retrouvés par les forces de sécurité, abandonnés en bordure de chaussée.

Un prêtre catholique, le Père Alex Reid, a assisté à l'agonie de l'une des deux victimes. *« A cause de ce qui s'était passé le mercredi précédent, ils étaient tous sur les nerfs. Comme s'ils attendaient que quelque chose se passe. J'espère avoir réussi à donner un peu de dignité à la situation en récitant des prières, penché sur les corps. »*

« Nous les avons exécutés »

« Nous revendiquons l'exécution des deux SAS [Unité antiterroriste de l'armée] *qui ont lancé une attaque contre le cortège funéraire d'un de nos camarades »*, a déclaré peu après la « brigade de l'IRA pour Belfast ». Et d'expliquer : *« L'unité SAS a d'abord été appréhendée par la foule qui croyait à une attaque armée de loyalistes* [protestants]. *Nos volontaires les ont arrachés à la foule et, après les avoir clairement identifiés grâce à leur équipement et leurs papiers d'identité, nous les avons exécutés. »*

« Malgré la sauvagerie des SAS... leurs collègues et leurs familles pourront enterrer leurs morts dans la paix et la dignité », conclut le communiqué. Interrogé à la BBC dimanche, Gerry Adams, seul député du Sinn Fein au Parlement de Westminster, convenait : *« Ce qui est arrivé est terrible, mais doit être replacé dans le contexte du conflit engendré par la présence britannique en Irlande du Nord... Bien sûr, nous déplorons les morts. Tous les morts. »* Mais il n'est pas question de condamner l'attitude de la foule. Après l'attentat au cimetière de Milltown, il avait accusé la police de « collusion » avec le tireur protestant.

Le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Tom King, qui a dénoncé le *« double meurtre commis de sang froid »*, a annoncé qu'il ferait lundi après-midi une déclaration à la Chambre des communes. Assuré d'une condamnation unanime du lynchage de samedi, il n'en devra pas moins répondre aux questions qui se sont immédiatement posées sur la nouvelle politique de non-intervention des forces de sécurité à l'occasion de funérailles républicaines à Belfast. Destinée à éviter les affrontements, cette politique a été critiquée comme laxiste par les députés unionistes [protestants] mais répond aux souhaits du président du Sinn Fein, qui déclarait la semaine dernière encore à propos des soldats et policiers : *« Nous n'en voulons pas aux funérailles des nôtres. Nous n'en voulons d'ailleurs pas plus dans notre pays. »*

M. Tom King a indiqué qu'il communiquerait aux députés les premiers éléments de l'enquête. Trois suspects arrêtés samedi étaient toujours gardés à vue lundi, et la police provinciale a *entrepris* de visionner le film des événements tourné depuis un hélicoptère de l'armée. Dès dimanche, des voix se sont cependant élevées jusque dans les rangs conservateurs pour rappeler les risques d'escalade inhérents à une opération policière d'envergure dans le bastion catholique de Belfast-Ouest.

Enfin, le ministre sera en butte à de nombreuses interrogations concernant la présence des deux soldats samedi à Belfast-Ouest. La police provinciale avait dans un premier temps indiqué qu'ils étaient *« en mission de surveillance »*, mais l'armée a contredit cette version. *« Les deux caporaux* [Derek Wood, vingt-quatre ans, et Robert Howes, vingt-trois ans] *n'auraient jamais dû se trouver à cet endroit. Nous aimerions connaître les raisons de leur présence, mais j'ai peur que nous ne sachions jamais la réponse »*, a déclaré un porte-parole du quartier général des troupes britanniques en Irlande du Nord, peu après l'annonce de l'ouverture d'une enquête.

Les SAS ennemis jurés

Selon le ministère de la défense, les deux hommes étaient en route pour le sud de la province, afin d'y rejoindre leur régiment des transmissions, le Royal Corps of Signals, basé à Lisburn. Derek Woods, en Ulster depuis quatre ans, aurait souhaité montrer la réalité nord-irlandaise à son compagnon fraîchement débarqué.

L'armée est *en tout* cas catégorique sur un point. Les deux caporaux ne faisaient pas partie du corps des SAS, ennemis jurés de l'IRA depuis qu'ils ont tendu l'an dernier une embuscade dans laquelle huit membres du mouvement républicain ont été tués au moment de l'attaque d'un poste de police. Mais surtout, ce sont les SAS qui ont été désignés comme les auteurs de l'opération au cours de laquelle ont été abattus à Gibraltar, le 6 mars, un commando de deux hommes et une femme de l'IRA qui préparaient un attentat à la voiture piégée.

Le curé de la paroisse de Sainte-Agnès avait dénoncé en son temps *« le meurtre »* des trois membres de l'IRA à Gibraltar. Il a condamné *« l'assassinat aveugle »* commis par un extrémiste protestant lors de leurs obsèques à Belfast-Ouest. Dimanche, il avertissait ses paroissiens, *témoins pour* bon nombre du lynchage la veille des deux soldats britanniques : *« Ce sera maintenant aux catholiques de devenir la cible d'attaques terroristes protestantes. »*

(Intérim.)

Afrique

TUNISIE

M. Ben Ali affirme son attachement à l'émancipation de la femme

TUNIS
de notre correspondant

« Il n'y aura ni remise en cause ni abandon de ce que la Tunisie a pu réaliser au profit de la femme et de la famille. Le code du statut personnel est un acquis auquel nous sommes attachés et par lequel nous nous sentons engagés. Nous en sommes fiers et nous en tirons un réel orgueil. »

Par cette mise au point faite sur un ton de grande fermeté lors de l'allocution radiotélévisée qu'il a prononcée le 19 mars, à la veille de la fête nationale – qui marque cette année le trente-deuxième anniversaire de l'indépendance, – le président Ben Ali a très probablement voulu apaiser nombre d'incompréhensions qui se manifestaient depuis quelque temps dans une partie de l'opinion.

Après le 7 novembre, le nouveau pouvoir a en effet multiplié les réformes de nature à *« réconcilier le pays avec son identité islamique »* : appels réguliers à la prière à la radio et à la télévision, création d'un conseil islamique, réhabilitation de l'université de théologie de la Zitouna, références fréquentes et insistantes à la religion dans les cérémonies et discours officiels...

Tout récemment encore, lors d'une visite de M. Ben Ali en Arabie saoudite, on avait pu remarquer que les médias insistaient sur la partie religieuse du voyage, au point de présenter trois jours de suite à la télévision le même reportage sur le pèlerinage du chef de l'État aux lieux saints.

Une telle démarche a suscité incontestablement une réaction favorable dans les couches populaires. Mais elle provoque aussi diverses interrogations et même des inquiétudes dans les milieux modernistes. Ainsi, dans une déclaration rendue publique le 18 mars, quarante professeurs de l'enseignement supérieur, toutes tendances politiques confondues, ont cru bon de proclamer leur attachement à la *« modernité »* de la Tunisie et à la *« nécessaire séparation de l'islam et de la politique »*.

Pas d'amnistie pour les islamistes

Après les graves soubresauts qu'a connus le pays l'an passé du fait de l'agitation intégriste et de la répression qui a suivi, il est certes politiquement important de *« tirer le tapis sous les pieds du mouvement de la tendance islamiste »*, pour employer une expression souvent entendue dans les cercles proches du pouvoir. Mais dans quelle mesure *n'apporte-t-on* pas de l'eau au moulin des islamistes à force de vouloir récupérer leur discours ?

Dans cette situation floue, des voix *ont* pu *récemment* s'élever à la chambre des députés pour demander une limitation de l'emploi des femmes, et le journal *As Salah*, le plus fort tirage de la presse quotidienne et souvent le mieux informé, a annoncé, sans être contredit, la préparation d'*une nouvelle loi visant* à interdire l'adoption. Une telle mesure ouvrirait une brèche dans le code du statut personnel, bête noire des islamistes, qui consacre les droits de la femme et dont le respect représente l'un des caractères dominants de la Tunisie moderne.

La question des rapports entre la politique et l'islam demeure posée. A l'université, les *étudiants qui se* réclament de la tendance islamique (MTI) et qui, il n'y a pas si longtemps, en ont constitué le fer de lance s'activent à nouveau. Ils ont conquis la majorité des sièges au nouveau conseil de faculté. Même si ses principaux dirigeants demeurent incarcérés ou en fuite, le MTI n'a apparemment pas renoncé à faire entendre sa voix, revendiquant même une part indirecte dans le changement du 7 novembre.

Selon le journal *Al Amal*, les deux mille quarante-quatre personnes ayant bénéficié la semaine dernière de mesures de grâce de la part du président de la République (*le Monde* daté 20-21 mars) étaient toutes des condamnés de droit commun. De même qu'ils s'étaient refusés à apporter des précisions sur le très laconique communiqué diffusé vendredi, les milieux officiels n'ont voulu ni confirmer ni démentir l'information d'*Al Amal*.

MICHEL DEURÉ.

Europe

RFA : les élections régionales du 20 mars

Les chrétiens-démocrates conservent la majorité absolue au Parlement du Bade-Wurtemberg

BONN
de notre correspondant

M. Lothar Späth, ministre-président du Bade-Wurtemberg, a atteint son objectif : malgré un tassement des suffrages recueillis par son parti, l'Union chrétienne-démocrate, lors des élections régionales du dimanche 20 mars, il peut continuer à gouverner seul à Stuttgart sans passer par les fourches Caudines d'une coalition avec les libéraux.

Avec 49,1 % des voix, la CDU perd 2,8 % par rapport aux élections de 1984, mais conserve la majorité absolue des 126 mandats du Parlement régional, en raison du système électoral propre à la région qui aboutit à donner une prime aux grosses formations dans la répartition des voix « perdues » par celles qui n'ont pu franchir la barre des 5 % nécessaires pour avoir accès au Parlement.

Tout le monde s'accorde pour estimer que ce résultat est avant tout un succès personnel pour M. Lothar Späth, à qui les électeurs ont donné quitus d'une bonne gestion de leur Land, le plus riche de la République fédérale. M. Späth avait habilement su se démarquer du gouvernement de Bonn sur des points délicats, comme la réforme fiscale et celle de la sécurité sociale.

La déception était manifeste dans les états-majors des sociaux-démocrates et des libéraux.

M. Dieter Spöri, nouvelle tête de liste du SPD dans le Land, n'est pas parvenu à faire passer chez les électeurs son message d'une social-démocratie moderne, soucieuse d'une qualité de la croissance et ouverte aux nouvelles couches sociales issues de la troisième révolution industrielle. Le SPD piétine avec 32 % des voix, 0,4 % de moins qu'en 1984. Ce résultat est peu encourageant pour l'avenir du SPD à l'échelle fédérale : sans une remontée dans le sud, il lui sera difficile de reprendre le pouvoir à Bonn...

Les voix protestataires

Avec 5,9 % (– 1,3 %), les libéraux du FDP réalisent leur plus mauvais score de l'histoire d'un Land qui fut jadis leur principale place forte. Eux seuls défendaient sans arrière-pensées sur le terrain la politique menée par la coalition de Bonn. Cela ne leur a pas réussi, pas plus que le choix de leur tête de liste, M. Walter Döring, un enseignant de trente-trois ans que l'on s'accordait à trouver un peu léger pour affronter M. Späth.

En maintenant, avec 7,9 % des voix, à un cheveu près leur score de 1984, les Verts réussissent en revanche un résultat remarquable dans un contexte où, sur le plan national, l'audience des écologistes est plutôt en recul.

La seule vraie surprise du scrutin, c'est la progression notable des petites formations de droite et d'extrême droite qui totalisent 5,1 % des suffrages contre 0,5 % en 1984. En tête de ces « petits » on trouve le NPD (2,2 %), la plus à droite de ces formations, qui rassemble les nostalgiques du nazisme. Le Parti écologique démocratique (1,5 %) est une version droitière des Verts ; les républicains (1 %) mènent une campagne nationaliste, xénophobe et sécuritaire dans le style du Front national en France. Ces formations ont recueilli les voix protestataires, notamment dans les campagnes.

LUC ROSENZWEIG.

Elke Falk, ou la saga des secrétaires-espionnes

BONN
de notre correspondant,

Il manquerait quelque chose à la capitale de la République fédérale d'Allemagne si, à intervalle régulier, on ne découvrait, dans l'antichambre d'un ministre, ce personnage quasi légendaire : la secrétaire devenue espionne par amour. Elke Falk, quarante-quatre ans, arrêtée samedi 19 mars dans l'appartement de Bonn où elle vivait seule depuis 1974, résume à elle seule cette légende lassante à force de se répéter : celle de la secrétaire célibataire, ni trop laide, ni trop belle, mais désespérément seule qui, séduite par un « Roméo » est-allemand, fait fonctionner la photocopieuse pour fournir à son amant les documents confidentiels du gouvernement de Bonn.

En 1985 et 1986, deux cas semblables avaient défrayé la chronique ouest-allemande : celui de Margret Höke, secrétaire à la présidence de la République, condamnée en 1987 à huit ans de prison, et celui de Sonia Lüneburg, ancienne secrétaire de M. Martin Bangemann, ministre de l'économie et président du Parti libéral, qui s'est enfuie en RDA à la veille d'être démasquée.

Elke Falk fit la connaissance de son « Roméo », qui se faisait appeler Gerhard Thieme, en 1975, alors qu'elle travaillait à la chancellerie dans le bureau de M. Hans-Jürgen Wischnewski, proche collaborateur de l'ex-chancelier Helmut Schmidt. Les documents confidentiels qui passaient par ses mains concernaient les réunions du conseil des ministres et les rapports de services secrets ouest-allemands relatifs à la situation politique dans les pays du tiers-monde.

Mutée à partir de 1977 au ministère des transports, puis à celui de la coopération, Elke Falk continua à alimenter en documents confidentiels son amant retourné à Berlin-Est, qu'elle rencontrait les week-ends. Les informations auxquelles elle avait accès dans ces dernières fonctions – le département Europe du ministère de la coopération – étaient cependant loin de présenter un intérêt aussi grand pour ses mandataires que les comptes rendus de la chancellerie.

L.R.

TURQUIE

Mobilisation des intégristes islamiques en faveur des Palestiniens

ISTANBUL
de notre correspondant

Plus de vingt-cinq mille personnes venues des différentes parties de la Turquie ont manifesté dimanche 20 mars à Istanbul à l'appel du Comité de soutien au peuple de Palestine, inspiré par les intégristes du Parti de la prospérité de M. Necmettin Erbakan. La répression dans les territoires occupés a permis à celui-ci de rassembler, bien au-delà de son impact limité sur les questions de politique intérieure, la plus importante manifestation de rue depuis le coup d'Etat de 1980.

Les manifestants – hommes d'un côté, femmes de l'autre, la tête couverte – ont brûlé un drapeau israélien et applaudi aux appels à la rupture des relations diplomatiques lancés par un représentant de l'OLP en Turquie et le consul d'Iran à Istanbul. Des banderoles proclamant la *« fraternité des musulmans »* dénonçaient les Etats-Unis et l'URSS tandis que M. Erbakan protestait contre la candidature de la Turquie à la CEE.

Les manifestants s'en sont également pris aux francs-maçons, rendus responsables par les intégristes de l'introduction de la laïcité en Turquie par Ataturk, ainsi qu'au Rotary Club. Deux pancartes avaient été retirées par le comité d'organisation. L'une disait : *« A bas les Arméniens ! »*, l'autre avertissait les *« juifs »* que *« c'est l'armée de Mahomet, pas l'OLP, qui arrive »*.

M. F.

● **GRÈCE : quatorze blessés, dont quatre soldats américains, dans un attentat.** – Quatorze personnes, dont quatre soldats américains, ont été blessées par l'explosion d'une bombe artisanale, samedi soir 19 mars, dans une cafétéria de Glyfada, une banlieue résidentielle du sud d'Athènes. Cet attentat intervient alors qu'Athènes et Washington ont engagé depuis novembre dernier des négociations sur le renouvellement de l'accord bilatéral de coopération économique et de défense qui expire à la fin de l'année. – *(AFP.)*

Amériques

PANAMA

Le général Noriega cherche à gagner du temps...

Après avoir rejeté, vendredi 18 mars, les conditions mises par Washington pour lui permettre de partir en exil, le général Noriega, l'« homme fort » du Panama, entend résister jusqu'au bout. De la conciliation, le gouvernement américain est passé à la menace voilée. Dans une interview diffusée ce week-end à la télévision américaine, le secrétaire d'Etat George Shultz n'a pas hésité à déclarer : *« Le général Noriega doit partir. Le plus tôt sera le mieux. »* M. George Shultz a ajouté : *« Il devrait se dépêcher de partir avant que la chance qui s'offre à lui d'aller en Espagne ne disparaisse... »*

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

« Le général reste ! », titrait triomphalement, dimanche 20 mars, le journal progouvernemental *la Republica* (tous les médias d'opposition sont suspendus depuis trois semaines), en annonçant la décision du général Manuel Antonio Noriega de rejeter les exigences des Etats-Unis, qui cherchent à obtenir sa démission et son départ vers l'Espagne. Selon un communiqué de l'armée, les propositions de Washington sont jugées ici *« impraticables, inacceptables et anti-panaméennes »*.

Deux hauts fonctionnaires du département d'Etat, MM. William Walker (sous-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Amérique centrale) et Michael Kosak (conseiller juridique) avaient rencontré dans le plus grand secret, jeudi soir et vendredi, le général Noriega et plusieurs de ses collaborateurs, proposant à l'« homme fort » du Panama de s'exiler dans les plus brefs délais en Espagne. Les Etats-Unis se sont engagés en échange à ne pas demander son extradition pour le faire comparaître devant les deux tribunaux de Floride, qui l'ont inculpé de trafic de drogue en février.

Malgré l'affaiblissement de sa position à la suite du coup d'Etat manqué de mercredi dernier, le général Noriega ne donne pas l'impression de vouloir s'en aller. Il aurait fait des contre-propositions inacceptables pour les émissaires de Washington, demandant notamment qu'on lui laisse le temps de réorganiser l'état-major et de nommer son successeur. Parmi ses autres exigences, on signale son souhait de rester au Panama, et d'obtenir des garanties pour ses collaborateurs. Ou, encore, de voir maintenir en place le gouvernement qu'il a nommé après avoir destitué le 26 février le président de la République, M. Eric Delvalle.

Tout indique que le commandant en chef des Forces de défense cherche à gagner du temps et à obtenir la levée des sanctions économiques qui sont en train d'asphyxier le pays. Selon les déclarations d'un pilote panaméen, le major Augusto Vallalaz, qui a trouvé refuge aux Etats-Unis après l'échec du putsch de la semaine dernière, le général Noriega se préparerait à résister à une *« intervention militaire américaine »*. L'officier affirme avoir lui-même fait trois fois le voyage de Cuba, au cours des dernières semaines, pour aller chercher de grosses quantités d'armes qui ont été stockées dans des bases militaires situées à l'extérieur de la capitale. *« Seize voyages de ce genre étaient prévus »*, a-t-il déclaré à la télévision américaine.

La crainte d'affrontements

L'état d'urgence est toujours en vigueur depuis vendredi afin *« de préserver l'ordre public et de repousser les attaques de l'intérieur comme de l'extérieur contre l'économie nationale »*. Les autorités ont pris cette décision après avoir constaté qu'il y avait *« une véritable guerre non déclarée, contre le Panama, de la part des Etats-Unis »*, en collaboration avec *« certains secteurs politiques nationaux qui veulent s'emparer du pouvoir par la force pour remettre en question les traités « Torrijos-Carter »* (remise du canal au gouvernement panaméen et évacuation des dix mille soldats américains en l'an 2000).

Le gouvernement dénonce la stratégie de ses adversaires qui ont réussi à provoquer la fermeture de tous les magasins depuis le 4 mars, et à retirer de la circulation une grande partie des dollars disponibles (la devise américaine fait office de monnaie nationale).

Les autorités semblent décidées à empêcher la grève générale illimitée, décrétée par l'opposition à partir de ce lundi pour, selon les adversaires du régime, *« donner l'estocade finale au général Noriega »*. L'armée a annoncé, pour sa part, qu'elle prendra toutes les dispositions nécessaires pour *« garantir le libre accès des magasins et la circulation dans les rues de la capitale »*. Ce qui laisse craindre des affrontements. Depuis vendredi, en effet, plusieurs milliers de soldats en tenue de combat et fortement armés patrouillent dans les rues de la capitale et gardent les points stratégiques.

Après avoir « militarisé » les services publics pour éviter une répétition des sabotages organisés la semaine dernière par les syndicats – le pays tout entier a été privé d'électricité pendant vingt-quatre heures, – les autorités ont laissé entendre qu'elles pourraient appliquer la même mesure aux grandes chaînes d'alimentation, si elles n'ouvraient pas leurs magasins au public.

Dans un communiqué, publié dimanche par les journaux, un « Front pour la défense des pauvres » menace carrément de s'emparer des entreprises et des commerces qui participeront à la grève. Comme le martèle la propagande officielle depuis le début de la crise, le général Noriega semble disposé à se défendre *« jusqu'aux ultimes conséquences contre la plus grande offensive jamais lancée par les Etats-Unis contre le Panama »*.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Drôle de dimanche au Honduras...

(Suite de la première page.)

A peine larguées sur la piste de terre battue aménagée deux ans plus tôt, les troupes harnachées et camouflées s'enfoncent dans les montagnes environnantes. Pour elles aussi il s'agit d'un *« jeu »*.

Casqué, le visage peint en noir et vert, le major Ned Ennis, porte-parole du détachement américain, précise qu'il s'agit d'*« exer cices »*. Ses unités vont s'installer ici pendant quelques jours et participer à des manœuvres avec des pièces d'artillerie et des munitions à blanc. Les 3 150 hommes de la force américaine amenés ces derniers jours au Honduras, ont en effet, pour la plupart, quitté ce week-end leur base de Palmerola, proche de la capitale.

Sur les principales routes du pays, les convois militaires se succèdant, command-cars en tête, les engins du génie fermant la voie, derrière les camions porte-chars. Dans l'air l'agitation est la même : avions et hélicoptères troublent bruyamment le ciel. Avec les forces américaines déjà présentes – près de 2 800 hommes – et l'armée hondurienne, ce sont plus de 30 000 hommes qui sillonnent maintenant le pays. Près de Danli, les forces honduriennes restent pourtant invisibles. Le major américain confie lui-même *« ne pas savoir exactement où elles sont »*. Un sergent de l'armée hondurienne posté devant l'entrée de la piste d'atterrissage est bien seul et prend ses ordres *« des commandants américains »*.

L'armée régulière du pays, selon les commentaires de militaires honduriens, n'aurait pas vraiment apprécié *« l'appel à l'aide »* lancé par les autorités civiles aux Etats-Unis. Cela d'autant plus que la demande de soutien logistique faite par les Honduriens, qui concernait essentiellement le transport de leurs troupes sur les zones de combat par hélicoptères américains, leur a été refusée.

Dans la région de Bocay, le long de la frontière avec le Nicaragua, les combats semblent continuer avec l'armée sandiniste. Même si cette dernière s'est officiellement éloignée de la frontière, après une première série de nouveaux bombardements qui auraient été effectués samedi par l'aviation hondurienne. Pourtant, si les affrontements sont réels, ils ne semblent pas affecter outre mesure les autorités militaires de Tegucigalpa. Bien sûr, le président Jose Azcona multiplie les ultimatums auprès des sandinistes pour qu'ils s'abstiennent de toute pénétration. Mais l'un des plus hauts responsables de l'aviation, chargé des opérations, le colonel Navarro, a quitté le pays à la fin de la semaine dernière pour une mission d'études aux Etats-Unis. Un voyage programmé de longue date et qu'il n'a pas jugé utile de remettre.

Pour l'armée américaine, les manœuvres ont officiellement débuté dans le hall du principal hôtel de Tegucigalpa : une affiche informait les journalistes de la possibilité de suivre les manœuvres. Depuis quelques jours déjà les taxis proposaient, eux, des *« excursions à Palmerola »*. Si cet exercice dure officiellement quelques jours – la totalité des manœuvres nommées *« Faisan doré »* ne doit pas excéder dix jours – plusieurs changements au programme ont tout de même déjà eu lieu.

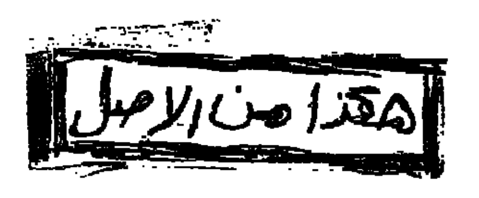
A l'origine, les forces américaines ne devaient pas se trouver dans les zones frontalières. Une limite, à 150 kilomètres environ des zones de combats avait même été fixée. Or, dans la région de Danli, les Américains ne sont qu'à une vingtaine de kilomètres du Nicaragua... et vont y rester quelques jours.

Cette perspective n'effraie pas les riverains. Près de la piste d'atterrissage, le long de la route, plusieurs petits groupes d'adolescents s'extasient en regardant les troupes manœuvrer : *« Ici, on a l'habitude. Des exercices, il y en a souvent. Seulement dans les montagnes quelques habitants ont pris peur et ont caché leur bétail. »* Un journaliste hondurien explique, lui, que *« cette démonstration, ce n'est pas pour nous, c'est pour le Congrès et pour que Reagan puisse aider la Contra tout en faisant peur aux sandinistes »*. A proximité des jeeps américaines des gamins, lorgnant sur les fusils d'assaut M-16, goûtent aux délices des rations de combat. Le plus jeune, s'adressant à un sergent, lui demande, gourmand : *« Tu en manges beaucoup, du chocolat ? »* Curieux dimanche...

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

La Ceiba
HONDURAS
0 50 100 150 km
Lagune de Carastaca
Puerto Lempira
Mocoron
C. Gracias à Dios
Sandy Bay
Coco
Rio
Leymus
Bocay
TEGUCIGALPA
Jalapa
Danli
Bonanza
Siuna
La Rosita
Puerto Cabezas
NICARAGUA
MATAGALPA
Matagalpa
Rio Grande
ZELAYA
Boaco
Rio Escondido
CHONTALES
El Bluff
Rama
Bluefields
MANAGUA
Granada
Masaya
L. de Nicaragua
RIO SAN JUAN
S. Juan
San Juan del Norte
OCÉAN PACIFIQUE
COSTA-RICA
MER DES CARAÏBES

● **ÉTATS-UNIS : « Primaires » à Porto-Rico.** – M. George Bush a confirmé son avance dans la course à la Maison Blanche en remportant, dimanche 20 mars, la victoire absolue à la « primaire » républicaine de Porto-Rico. Le révérend Jesse Jackson l'emporte côté démocrate, accentuant encore un peu plus la confusion dans une compétition très serrée. La veille, en effet, c'est le gouverneur du Massachusetts, Michael Dukakis, qui était sorti vainqueur des « caucus » démocrates du Kansas.



هكذا من الأصل

Proche-Orient

La réunion de la Conférence islamique d'Amman

L'Iran est isolé au sein d'une assemblée dominée par les pays arabes

AMMAN
de notre envoyée spéciale

Le soulèvement dans les territoires occupés, la guerre Iran-Irak et le conflit afghan domineront les travaux de la dix-septième session ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), que devait ouvrir, lundi 21 mars, le roi Hussein de Jordanie. Quarante-cinq délégations sur les quarante-six membres – l'Afghanistan est suspendue de l'OCI depuis 1980, mais les Moudjahidines assistent aux travaux en tant qu'observateurs – sont présentes à Amman, dont trente-cinq sont dirigées par des ministres des affaires étrangères.

Cette session ordinaire, qui se déroule à quelques dizaines de kilomètres des territoires occupés, sera, à la demande de l'OLP, baptisée « Session de solidarité islamique avec le soulèvement du peuple palestinien ». L'appui au soulèvement palestinien sera sans doute une des rares questions à faire l'unanimité, tant les sujets de discorde ne manquent pas dans une assemblée qui réunit à la fois les Asiatiques, les Africains et les Arabes.

L'appui au peuple palestinien est d'ailleurs une question distincte du conflit israélo-arabe, à propos duquel l'OCI devrait réaffirmer son soutien à la tenue d'une conférence internationale, perçue comme le meilleur moyen d'avancer vers la paix. La Jordanie ne souhaite pas en tout état de cause que soient examinées dans ce forum très disparate les dernières propositions américaines contenues dans le plan Shultz.

L'affrontement le plus sérieux devrait, bien entendu, opposer une fois de plus l'Irak et l'Iran. Déjà, lors de la réunion préparatoire, le ton a été donné par Bagdad, qui a demandé que soit examinée l'« *émigration des juifs iraniens vers la Palestine* », accusant Téhéran de *faciliter celle-ci en échange* d'« *armes et de pièces détachées* ».

Deuxième sujet délicat pour l'Iran, l'inscription à l'ordre du jour d'une question sur « *la protection des lieux saints de La Mecque et de Médine* ». Nombre de pays souhaitent que l'OCI renouvelle officiellement son soutien à l'Arabie saoudite « *gardienne des lieux saints* », et que soit fixé, en baisse pour le prochain pèlerinage, un quota de participants par pays. Une réduction très nette serait prévue dans le cas de l'Iran, qui en 1987 avait envoyé 150 000 pèlerins à La Mecque. Le 31 juillet, une de leurs manifestations avait dégénéré en un affrontement avec les forces de sécurité saoudiennes, qui avait fait officiellement 402 morts, dont 275 Iraniens.

M. Mohamed Teckhiri, directeur des relations internationales au ministère de l'information, qui dirige la délégation iranienne, après avoir affirmé samedi que l'évocation de cette affaire risquerait de mettre en cause l'unité de l'OCI, aurait l'intention d'y répondre en renouvelant la demande iranienne du droit de manifester lors du pèlerinage. Ce vœu à toutes les chances d'être repoussé.

A propos de la guerre qui fait rage sur le terrain, l'OCI renouvellera sans doute l'appel à l'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, tant l'Iran, qui avait boycotté le sommet de l'OCI à Koweït en 1987, semble isolé au sein d'une assemblée dominée de fait par les pays arabes. La conférence islamique n'a toutefois pas l'intention de relancer sa médiation dans ce conflit.

Le problème afghan

L'Afghanistan sera un sujet d'autant plus important que la Jordanie, pays hôte de la session ministérielle, s'active beaucoup sur ce problème, qui a été abordé lors du voyage éclair du premier ministre, M. Zeid Rifaï, à Moscou samedi. Alors que la Jordanie n'entretient pas de relations diplomatiques avec Kaboul, le ministre afghan des affaires étrangères a été reçu à Amman le mois dernier, et le roi Hussein se rendra mardi au Pakistan pour une visite officielle de quarante-huit heures.

De source diplomatique à Amman, on explique cet engagement jordanien dans l'affaire afghane de la manière suivante. Les Soviétiques auraient laissé entendre, notamment lors du voyage à Moscou du roi Hussein en décembre, qu'ils pourraient se montrer d'autant plus compréhensifs concernant la guerre du Golfe, c'est-à-dire favorables à l'application de la résolution 598, et sur le conflit israélo-arabe, que les Arabes, notamment l'Arabie saoudite, qui apporte un large soutien à la résistance, se montreraient plus souples sur l'avenir de l'Afghanistan. Au lendemain de l'annonce réitérée par Moscou de son retrait d'Afghanistan, le porte-parole jordanien a qualifié de « *sage et courageuse* » cette décision, ajoutant que « *la première tâche du peuple afghan était maintenant de recouvrer son unité nationale à travers une réconciliation générale* ».

Le roi Hussein prodiguera sans doute au général Zia Ul Aq quelques conseils de modération. Amman fera tout non seulement pour que l'URSS ne se trouve pas dans le camp des accusés lors de cette dix-septième session de l'OCI, mais pour que, au contraire, sa décision soit saluée.

Les Soviétiques ont dépêché un envoyé spécial à Amman, M. Mikhaïl Sytenko, qui s'est entretenu tour à tour samedi avec le secrétaire général de l'OCI, le Pakistanais Sharifuddin Pirzada, et avec le roi Hussein pour les tenir au courant dans le détail, dit-on, des derniers développements des conversations de Genève. La réunion ministérielle, qui durera en principe jusqu'au vendredi 25 mars, examinera en outre, au sein des commissions culturelles, économiques et administratives, les multiples sujets qui préoccupent les pays islamiques.

FRANÇOISE CHIPAUX.

En trois semaines

L'Iran et l'Irak affirment avoir tiré 225 missiles

Vingt et un jours après le tir du premier missile iranien le soir du 28 février, l'Iran et l'Irak ont annoncé avoir tiré au total 225 missiles – soit 10 par jour en moyenne – selon un décompte arrêté samedi 19 mars. Dans cette nouvelle « *guerre des villes* », marquée d'une brève trêve de quarante-huit heures à la fin de la semaine dernière, l'Iran affirme avoir tiré 125 missiles – 34 sur Bagdad et 91 sur d'autres agglomérations, la plupart dans le sud du pays. Sur les 100 missiles dont l'Irak a annoncé le tir, 90 ont visé Téhéran, 8 la ville sainte chiite de Qom et 2 Ispahan. Les Irakiens ont d'autre part confirmé que 26 missiles avaient touché Bagdad.

Sur le front du nord, l'Iran a affirmé samedi que ses troupes poursuivaient leur avance dans la province de Suleimaniyeh, contrôlant au total plus de 1 000 kilomètres carrés du Kurdistan irakien et a accusé Bagdad d'avoir bombardé à l'arme chimique, ces trois derniers jours, plusieurs localités kurdes prises par les forces iraniennes dans la région de Halabja, de Khormal, de Tovaila et de Dujayla. La radio de Téhéran indique que les forces iraniennes sont occupées à « *nettoyer* » la région des effets chimiques. Elles ont évacué une partie de la population atteinte vers l'arrière du front. Selon un communiqué militaire iranien, plus de 10 000 soldats irakiens ont été mis hors de combat depuis le début de l'opération, baptisée « Val Fajr 10 ».

Téhéran n'a pas, jusqu'à présent, mentionné la participation aux opérations de ses alliés kurdes irakiens, alors que M. Jalal Talabani avait affirmé dans l'interview qu'il nous avait accordée (*le Monde* du 19 mars) que l'attaque contre la région de Halabja avait été menée conjointement avec l'Union patriotique du Kurdistan, qu'il dirige et qui est fortement implantée dans la province de Suleymaniyeh. M. Talabani a précisé qu'il existait entre les Gardiens de la révolution iraniens et les pechmergas kurdes une étroite coopération au stade de la préparation des offensives, mais que celles-ci étaient menées sur le terrain d'une manière indépendante par les différentes forces alliées, qui utilisaient chacune ses propres méthodes et styles de lutte.

La perte de Halabja et de sa région a été durement ressentie à Bagdad, où le ministre irakien de la défense, le général Adnan Khaïrallah, a menacé de recourir à « *tous les moyens* » pour défendre le territoire irakien.

LIBAN : la préparation de l'élection présidentielle

M. Joumblatt joue la détente

BEYROUTH
de notre correspondant

En présentant, le dimanche 20 mars, un candidat à la présidence de la République, le leader druze, M. Walid Joumblatt, a incontestablement donné un gage de bonne volonté et indiqué clairement qu'il acceptait de voir l'élection se dérouler à son échéance constitutionnelle, l'été prochain.

Le candidat de M. Joumblatt est en effet un maronite, M. Antoine Achkar ; membre, certes, du parti du chef druze, le PSP, mais maronite quand même. Ce qui signifie que, jusqu'à nouvel ordre, M. Joumblatt joue le jeu et ne conteste pas que la présidence demeure, au terme d'un accord tacite, réservé aux maronites ; ce qu'il avait maintes fois récusé précédemment.

A l'approche de l'échéance présidentielle, la contestation du privilège maronite par les plus virulents des opposants musulmans paraît donc s'estomper graduellement, l'initiative de M. Joumblatt étant un indice parmi d'autres d'une ambiance conciliante et d'une confirmation de la détente. La Syrie y participe en négociant discrètement avec Washington un compromis pour la présidentielle libanaise.

Trois candidats déclarés briguent à ce jour la présidence : MM. Antoine Achkar, que vient de présenter M. Joumblatt, Farouk Abillama, ancien ambassadeur à Paris, et Dany Chamoun, chef du PNL (Parti national libéral) ; sans compter les innombrables « présidentiables » non déclarés...

L. G.

● **Les missiles chinois d'Arabie saoudite inquiètent Israël.** – L'achat de missiles chinois à moyenne portée par l'Arabie saoudite (*le Monde* daté 20-21 mars) a provoqué une vive inquiétude chez les responsables politiques et militaires à Jérusalem. « *L'Etat d'Israël a prouvé dans le passé qu'il n'a pas l'habitude d'attendre qu'un danger potentiel devienne effectif* », a déclaré, le dimanche 20 mars, à la radio israélienne, le directeur du cabinet du premier ministre, M. Yossi Ben Aharon. Faisant ainsi clairement allusion au bombardement de la centrale nucléaire irakienne d'Osirak par l'aviation israélienne le 7 juin 1981, M. Ben Aharon a ajouté qu'Israël a demandé aux Etats-Unis d'agir auprès de la Chine et de l'Arabie saoudite en vue du démantèlement des missiles chinois CSS-2 déjà déployés au sud de Ryad. – (*AFP.*)

Le meurtre d'un soldat israélien à Bethléem

Cisjordanie : de la révolte à la guérilla ?

(Suite de la première page.)

Il entend ainsi briser une révolte qui s'est déjà traduite par la mort de plus de quatre-vingt-dix Palestiniens (quatre-vingt-dix-neuf selon un décompte du *Jérusalem Post*) et ne donne pas de signe de répit.

Moshe Katz, un réserviste de vingt-huit ans originaire de Haïfa, patrouillait le long de la rue Manger avec deux autres soldats dans la matinée de dimanche. Les coups de feu ont été tirés au moment où ses deux camarades l'avaient laissé en faction devant le ministère de l'intérieur.

Plusieurs dizaines de soldats, de toutes les unités, casque lourd sur la tête, bouclèrent alors la rue Manger, arrêtant deux à trois cents possibles suspects ou témoins. Tous les hommes trouvés alentour furent visés, enfants et vieillards compris, toutes les maisons du quartier perquisitionnées, les taxis arabes arrêtés et leurs passagers appréhendés, tandis que les habitants d'un camp de réfugiés voisin étaient, eux aussi, conduits sur les lieux.

Tour à tour, ils furent forcés de s'accroupir, mains sur la tête, face à une galerie commerçante, avant d'être escortés pour interrogatoire vers le local du ministère. La ronde des interpellations se poursuivit pendant plusieurs heures, à peine interrompue par une brève et silencieuse visite du ministre de la défense, M. Rabin.

Il est trop tôt pour savoir si l'opération de dimanche fut la réponse d'un groupe militant à l'accroissement des pressions exercées depuis une dizaine de jours sur la population palestinienne : couvre-feu à Gaza, communications téléphoniques avec l'étranger supprimées, restriction à la liberté de mouvement des habitants des territoires, etc. (voir *le Monde* du 17 mars).

Les autorités ont appliqué, ce week-end, un tour de vis supplémentaire. Elles ont interdit le mouvement de jeunesse Shabiba (une association proche du Fath de M. Arafat), coupé le téléphone aux résidents de la localité de Kalkilya, procédé à des dizaines d'arrestations dans tous les territoires, autorisé les soldats à tirer immédiatement sur les lanceurs de cocktails Molotov, détruit une dizaine de maisons en Cisjordanie et facilité la procédure permettant les détentions administratives.

Quelques instants avant l'attentat de Bethléem et à 2 kilomètres environ de la rue Manger, la sortie de la messe dans le petit village de Beit-Sahour s'est transformée en mini-émeute. Plusieurs dizaines de jeunes ont dressé des barricades, incendié des pneus et lancé des pierres sur les soldats, qui, selon le témoignage d'un photographe, ont répliqué par un tir nourri : il y aurait eu trois à cinq blessés. Samedi, un Palestinien avait été tué dans le camp de Shati à Gaza, et un autre, âgé de dix-neuf ans, vendredi dans le camp de Ein-Bet-Elma, près de Naplouse, au moment où l'armée procédait à des arrestations.

ALAIN FRACHON.

Multiplication des incidents entre l'armée et la presse

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Plusieurs reporters-photographes ont été malmenés, sinon brutalisés, dimanche 20 mars, alors qu'ils tentaient de « couvrir » l'attentat de Bethléem. Un soldat a frappé d'un coup de crosse au visage un journaliste espagnol qui s'apprêtait à photographier une file de suspects et de témoins arrêtés. Peu avant, la police avait confisqué les photos du corps du sergent assassiné que venaient de prendre deux journalistes américains, l'un travaillant pour *Newsweek*, l'autres pour *Time Magazine*. Ce dernier a été brièvement arrêté et gratuitement malmené par un policier.

Ces incidents – ils ne sont pas rares – illustrent les relations de plus en plus tendues entre la presse, particulièrement celle qui utilise l'image, et les forces de sécurité israéliennes – du moins sur le terrain.

Au début de la semaine, alors que l'armée patrouillait dans certaines rues de Bethléem, après un incident, des soldats sont arrivés au domicile de M. Jamil Hamad, correspondant de *Time Magazine* pour les territoires occupés, professionnel respecté et de longue expérience. Le traitement fut celui qui paraît de plus en plus fréquemment réservé aux Palestiniens lors de ce genre de perquisitions : actes de vandalisme de la part des soldats, meubles brisés et insultes grossières à l'intention de Mme Hamad. Mais, dit-on à *Time*, « *le comportement des soldats n'a fait qu'empirer lorsqu'ils ont appris la profession de M. Hamad* »...

Al. Fr.

● **Nouvelle tournée de M. Habib au Proche-Orient.** – M. Philip Habib, émissaire du gouvernement américain, a informé, dimanche 20 mars, le roi Hussein de Jordanie de la teneur des entretiens qu'a eus M. Shamir aux Etats-Unis la semaine dernière. Cette nouvelle tournée proche-orientale a déjà mené M. Habib au Caire, dans le cadre de la promotion du plan de paix de M. Shultz. La visite de l'émissaire américain – qui doit également se rendre en Arabie saoudite et au Maroc – intervient au lendemain des entretiens du premier ministre jordanien, M. Zeid Rifai, à Moscou. Ces conversations ont permis, selon l'agence Tass, à l'URSS et à la Jordanie de réaffirmer leur refus de tout « *accord séparé* » au Proche-Orient. – (*AFP.*)

Le colloque israélo-palestinien de Bruxelles

Plaidoyer pour une reconnaissance mutuelle

A l'issue de trois jours de débats à Bruxelles, des personnalités israéliennes et palestiniennes ont souligné, dimanche 20 mars, que la solution du conflit du Proche-Orient passait inévitablement par une reconnaissance mutuelle des deux parties. « *L'heure de la négociation est arrivée* [...]. *Nous voulons tous une reconnaissance mutuelle* », a ainsi déclaré M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères et actuel président de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, lors d'un colloque organisé par le centre communautaire laïc juif (CCLJ) de Belgique.

« *La reconnaissance doit être mutuelle et simultanée. Nous devons avoir le courage de dire les mots en même temps* », a pour sa part déclaré M. Hanna Siniora, directeur du quotidien palestinien de Jérusalem-est *Al-Fajr*.

Ce colloque, dont le thème était « Donnez une chance à la paix » et qui s'est clos sous les applaudissements d'une foule essentiellement composée de juifs, a été marqué par deux incidents. Des membres de l'Organisation des jeunes juifs de Belgique ont manifesté leur opposition à cette initiative et demandé la fermeture du bureau de l'OLP, tandis que le représentant de la centrale palestinienne, M. Shawki Armali, qui voulait assister aux débats, était éconduit par le service d'ordre. – (*Reuter.*)

A TRAVERS LE MONDE

Chine

M. Zhao Ziyang souhaite « davantage d'ouverture »

Le plénum du comité central du PC chinois s'est achevé, samedi 19 mars, après cinq jours de débats. Au cours de ce plénum, M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, a prononcé un important discours en faveur de « *davantage d'ouverture* », de « *consultation et de dialogue* », de discussion « *à tous les niveaux* » et de l'accélération des réformes. M. Zhao a aussi lancé un appel pour un gouvernement « *honnête et propre* ».

La longueur inattendue du plénum et la teneur du discours de M. Zhao semblent confirmer les informations selon lesquelles il s'oppose au premier ministre, M. Li Peng, sur le rythme et l'ampleur des réformes. En effet, M. Zhao, citant à sa rescousse M. Deng Xiaoping, a réaffirmé l'importance de son projet de développement accéléré et d'ouverture vers l'étranger des zones côtières, pourtant placé en cinquième et dernière priorité par M. Li le mois dernier lors de son discours à l'occasion du Nouvel An chinois.

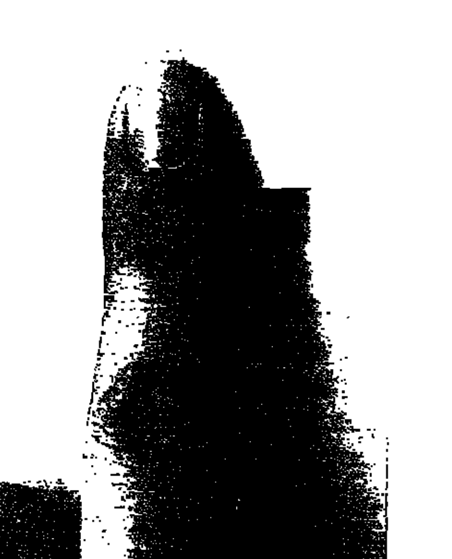
Ethiopie

Deux officiers soviétiques capturés par les rebelles érythréens

Nairobi. – Les séparatistes du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) ont annoncé, samedi 19 mars, la capture de deux officiers soviétiques au cours d'une offensive contre les forces gouvernementales dans le nord de l'Ethiopie.

La radio clandestine du FPLE, La voix des grandes masses d'Ethiopie, a affirmé qu'un colonel et un lieutenant étaient les premiers officiers soviétiques faits prisonniers depuis que Moscou s'est engagé militairement dans un soutien au gouvernement marxiste éthiopien, en 1977. Dans un communiqué diffusé samedi, le FPLE affirme que ses combattants ont opéré jeudi une sortie à partir de leur bastion de Nakfa, dans le nord de l'Erythrée, et ont cerné vendredi la garnison gouvernementale d'Afabet, à 40 kilomètres au sud. Des avions et des hélicoptères de combat ont tenté de stopper l'offensive, ajoute le FPLE.

Des employés d'associations humanitaires luttant contre la famine ont confirmé par téléphone depuis Addis Abeba que les combats s'étaient intensifiés dans le nord de l'Erythrée. – (*Reuter.*)



L'aide aux résistants afghans sera poursuivie « tant qu'ils seront menacés »

déclare M. Reagan

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, est arrivé, dimanche 20 mars, à Washington pour de nouveaux entretiens avec son homologue américain, M. George Shultz, destinés à préparer le prochain sommet soviéto-américain de Moscou. La date de ce sommet – probablement fin mai – devrait d'ailleurs être fixée à l'issue des conversations à Washington.

Les entretiens officiels du ministre soviétique ne devraient commencer que mardi 22 mars et porter principalement sur les questions du désarmement, notamment la préparation d'un traité sur la limitation des armements stratégiques (START), et l'Afghanistan, afin d'éliminer les derniers obstacles au retrait soviétique.

En ce qui concerne les START, M. Shultz a déclaré, dimanche, sur le réseau de télévision NBC, qu'il était « *possible* » que le traité soit prêt pour le sommet, mais qu'il fallait encore accomplir « *une très grosse besogne* » et que l'on ne pouvait « *en aucune façon dire que c'est dans la poche* ».

A ce propos, le président Reagan a déclaré, dans un entretien à l'*International Herald Tribune* publié lundi, qu'il aimerait avoir cette année une seconde rencontre au sommet avec le numéro un soviétique, M. Gorbatchev, si un accord START n'est pas mis au point avant leur rencontre de mai.

A la question de savoir s'il désire rencontrer à nouveau M. Gorbatchev après le sommet de mai prochain, M. Reagan a dit : « *Si c'est pour signer un traité, oui, certainement.* »

Toujours dans le domaine du désarmement, la RDA a annoncé, samedi 19 mars, la fin du retrait anticipé des missiles nucléaires soviétiques du type SS-12 déployés sur son territoire. Ce retrait avait commencé le 25 février.

A propos de l'Afghanistan, M. Reagan précise, dans son entretien à l'*International Herald Tribune*, que les Etats-Unis ne laisseront pas les rebelles afghans dans une situation militaire inférieure à celle que connaîtront les forces de Kaboul à la suite du retrait des troupes soviétiques. « *Nous ne ferons sûrement rien qui puisse mettre en danger les moudjahidines* », a-t-il dit, ajoutant que, en dépit des demandes soviétiques de suspension de l'aide militaire aux rebelles, celle-ci sera poursuivie « *tant qu'ils seront menacés* ».

Il sera également question entre MM. Shultz et Chevardnadze de l'Amérique centrale. Le ministre soviétique a fait à son arrivée à Washington une courte déclaration faisant allusion à l'envoi de trois mille deux cents soldats américains au Honduras, ajoutant que la situation est « *assez grave et constitue un sujet d'inquiétude sérieuse pour nous* ». – *(AFP.)*

● **Des élections à Kaboul.** – Le régime du président Najibullah a annoncé, le samedi 19 mars, la tenue de scrutins pour l'élection de deux Chambres (une Assemblée nationale et un Sénat), du 6 au 15 avril. Un porte-parole de la résistance a qualifié ce projet de Kaboul de « *supercherie* ». – *(AFP.)*

Le dernier voyage à l'étranger du septennat

Visite à un jeune européen

DONANA (Andalousie)
de notre envoyée spéciale

Qui pourrait mieux que le chef du gouvernement espagnol incarner la jeunesse et l'avenir de l'Europe ? C'est cette compagnie-là qu'a choisie M. Mitterrand pour clore sept années de diplomatie élyséenne, et cette image : l'arrivée dans une Land Rover, conduite par Felipe Gonzalez, sportif et détendu, en blouson de cuir noir, au palais de Donana, pavillon de chasse des rois d'Espagne, au cœur d'une des plus grandes réserves naturelles d'Europe.

De cette journée de M. Mitterrand dans le sud de l'Espagne, de ses six heures de promenade et de conversations avec le chef du gouvernement espagnol, il ne fallait attendre aucune annonce particulière. L'ébauche à grands traits d'un avenir commun n'en fut pas moins jetée lors de la conférence de presse finale, donnée en plein air, sous un ardent soleil andalou, même si le président de la République prit soin de souligner que « *les intérêts de la France et de l'Europe* » dureraient, en toute hypothèse, « *plus longtemps que lui* ».

M. Gonzalez avait fait remarquer que l'Espagne et la France se partageront en 1989 la présidence de la Communauté européenne. Cela conduisit M. Mitterrand à s'exprimer sur cet avenir et à souligner que l'urgence est, de son point de vue, du côté des questions monétaires. « *Il faudra*, dit-il à propos de l'union monétaire européenne et de la création d'une banque centrale européenne, *faire entrer ces projets dans la vie vécue et pas seulement rêvée.* »

Les choses étant ce qu'elles sont, M. Mitterrand n'étant en mesure d'exprimer directement aucun projet concret, on ne pouvait s'attendre à d'amples déclarations sur un sujet qui intéresse particulièrement le président du gouvernement espagnol, à savoir la défense de l'Europe. M. Gonzalez qui, l'été dernier, à Latche, avait exprimé son désir d'être associé à la réflexion commune sur la sécurité européenne, est d'ailleurs resté lui-même, cette fois, d'une très grande prudence. Dans une Espagne passionnément européenne mais où l'anti-américanisme n'est pas mort, une contribution accrue à la défense occidentale serait d'autant mieux acceptée qu'elle s'inscrirait dans le cadre européen. Mais il semble que le sujet ne soit pas encore mûr, et que l'on n'ait pas encore trouvé, à Madrid, le moyen de s'accrocher de façon crédible au « moteur » franco-allemand dans ce domaine.

Une question fut posée par un journaliste espagnol sur l'avenir de la coopération entre les deux pays en matière de lutte antiterroriste dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement en France. Cette coopération a été particulièrement efficace depuis deux ans, et les Espagnols ne se cachent pas d'avoir trouvé en MM. Pasqua et Pandraud de meilleurs interlocuteurs qu'en M. Joxe.

Le président de la République a déclaré à cet égard que c'est en 1984 que « *des mesures ont été prises pour permettre à la justice espagnole de gérer les problèmes de sa compétence* », c'est-à-dire que l'on a renoncé à la procédure de l'extradition et admis le principe des expulsions des Basques soupçonnés de terrorisme. Cette politique, a-t-il dit, a été poursuivie après 1986. « *Quel que soit le gouvernement*, a-t-il ajouté, *il n'y a aucune raison pour que cette ligne change.* »

CLAIRE TRÉAN.

La Libye n'a pas adhéré au traité d'amitié entre Alger, Tunis et Nouakchott

ALGER
de notre correspondant

C'est avec discrétion que la presse officielle algérienne a célébré le cinquième anniversaire du traité de fraternité et de concorde signé le 19 mars 1983 avec la Tunisie et élargie plus tard à la Mauritanie. Alger avait un moment carressé l'espoir que Tripoli adhérerait à son tour au traité à l'occasion de cet anniversaire, mais le Congrès du peuple libyen a posé trois conditions inacceptables : la non-reconnaissance des frontières héritées du colonialisme ; la modification du traité pour permettre l'union totale entre les signataires ; l'élargissement du traité à l'ensemble des pays arabes.

Autant de points contrevenant aux dispositions des sept articles composant le texte de 1983, fondés justement sur l'« *intégrité territoriale* », l'« *intangibilité des frontières nationales* », la « *souveraineté et l'indépendance politique* » de chacune des parties.

Le colonel Kadhafi a trouvé l'habile manière de dire à la fois oui et non à ses amis algériens. Après avoir travaillé à la rupture du « traité arabo-africain » qui lia la Libye au Maroc d'août 1984 à août 1986, ceux-ci voulurent faire adhérer le colonel à leur propre traité avec Tunis, afin que ce traité devienne la colonne vertébrale de ce Grand Maghreb arabe que chacun appelle de ses vœux dans les discours officiels. Mais, malgré la « *communauté de destin* » maintes fois évoquée, les pays de la région cheminent encore sur des voies divergentes. La Mauritanie, pays charnière entre deux Afrique, la blanche et la noire, a besoin de l'Occident : de la France, pour maintenir la stabilité de son régime ; des Américains, pour surveiller son littoral et ses richesses halieutiques ; du FMI, qui a approuvé son plan de redressement économique et financier. Elle doit compter aussi avec le Maroc, son partenaire économique naturel.

Sur le strict plan politique, l'Algérie a plus besoin de la Mauritanie que l'inverse. Certes, le président Chadli a rendu visite à son homologue mauritanien en avril 1987 pour l'assurer du soutien de l'Algérie face aux « *vues expansionnistes marocaines* », mais Nouakchott, qui s'inquiète légitimement du déplacement vers sa frontière nord de la zone des combats au Sahara occidental après l'achèvement du dernier mur de défense marocain, n'en demandait pas tant.

M. Chadli avait également fait le voyage de Tunis à plusieurs reprises pour assurer le président Bourguiba du soutien indéfectible de l'Algérie après que la Libye eut expulsé quelque trente-deux mille travailleurs tunisiens pendant l'été 1985. Cette fois, il s'agissait de montrer au colonel Kadhafi qu'il était pris en tenailles entre l'Algérie et l'Egypte, juste avant de céder à ses prières et de le rencontrer, au début de l'année 1986.

La Tunisie de Bourguiba, échaudée à plusieurs reprises, ne s'est pas empressée de renouer avec Tripoli des relations diplomatiques rompues en 1985. Il a fallu l'éviction du « *combattant suprême* », l'avènement de M. Ben Ali et l'obstination algérienne pour qu'une normalisation intervienne le 28 décembre 1987. En dépit des apparences, Tunis n'est pas avide de relations plus étroites avec Tripoli.

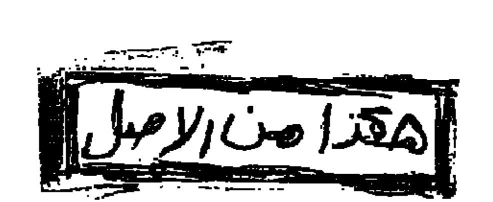
A chacun sa conception du Grand Maghreb arabe. Le président mauritanien, le colonel Ould Taya, qui devait arriver à Tunis le 15 mars, a reporté son voyage. Pour des raisons de politique intérieure, a expliqué son ministre des affaires étrangères, dépêché à sa place auprès de M. Ben Ali. En fait, il ne souhaitait pas se trouver en même temps que M. Messaadia à Tunis, ce qui aurait pu donner l'impression aux Marocains qu'une sorte de sommet se tenait en Tunisie à l'occasion du 19 mars.

Le numéro deux de l'Etat libyen, le commandant Jalloud, est venu s'entretenir à Alger avec le président Chadli le 19 mars, avant de se rendre à Tunis pour – officiellement – assister aux festivités du trente-deuxième anniversaire de l'indépendance.

Finalement, Tunis, Nouakchott et Tripoli sont satisfaits de la tournure des événements. Aucune des trois capitales ne veut ni ne peut assumer actuellement un Grand Maghreb à quatre sens où l'entend Alger. Aucune des trois ne veut entendre parler d'un bloc dont le Maroc serait exclu, ce qui demeure malgré tout l'un des objectifs de la diplomatie algérienne. Alger se trouve depuis deux ans au centre d'un réseau de relations bilatérales très fortes avec Tunis, Tripoli et Nouakchott, mais Rabat peut se prévaloir du même privilège.

Les dirigeants d'Alger en ont donc conclu qu'il leur fallait maintenant se placer au centre d'un ensemble cohérent pour isoler le Maroc et l'amener à reconsidérer sa position dans le conflit du Sahara occidental, à la lumière des derniers rapprochements sur la scène régionale.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.




هكذا من الاصل

La campagne pour l'élection présidentielle

Cinémascope à Vincennes, ciné-club au Bourget

Cent dix mille personnes, selon les organisateurs, ont participé à la « grande réunion nationale » qui a rassemblé, à l'hippodrome de Vincennes, le dimanche 20 mars, les sympathisants du RPR venus soutenir M. Jacques Chirac. Les animateurs de la campagne du premier ministre affirmaient qu'ils ne s'étaient pas attendus à une telle affluence, qui les a, selon eux, obligés à demander l'ouverture des tribunes de l'hippodrome pour accueillir la foule, alors que le chapiteau de 20 000 mètres carrés, dressé sur la pelouse, était plein.

Il s'agissait, pour eux, de donner l'impression de cet *« élan irrésistible, qui emportera tout sur son passage »*, dont a parlé M. Charles Pasqua. Le moindre des atouts dont disposait le RPR n'était pas la venue de Johnny Hallyday, qui a attiré de nombreux jeunes. Le chanteur, ami de M. Chirac, selon ce dernier, depuis quinze ans, lui a permis de mettre à profit les ressources de son spectacle. C'est au son de l'introduction du show Hallyday, légèrement remaniée, que M. Chirac a fait, au début de l'après-midi, son entrée sous le grand chapiteau, qu'il a remonté sur toute sa longueur en serrant des mains. *« Je t'attends, je t'attends, depuis si longtemps »*, chantaient les guitaristes, rejoints, pour les derniers mètres du parcours de M. Chirac, par Johnny lui-même.

Cette arrivée, dont l'émotion organisée ne correspond pas tout à fait – par encore ? – au personnage de M. Chirac, était le clou d'une réunion qui a pris les allures d'une convention américaine. Ainsi, après son discours, M. Chirac, rejoint sur la scène par son épouse, a-t-il été entouré par de jeunes sympathisants portant un canotier à son nom, tandis que les haut-parleurs diffusaient une version (regrettable) du célèbre chœur de *Nabucco*, de Verdi, chantée par Nana Mouskouri, hymne de la manifestation du 24 juin 1984 pour l'enseignement privé.

Le candidat du RPR à la présidence de la République a fait un discours de second tour, insistant sur la finalité sociale du progrès économique et sur sa volonté de rassemblement, tout en critiquant vertement le comportement de M. François Mitterrand. *« Nous, nous avons un candidat »*, avait observé M. Pasqua, en faisant allusion aux militants socialistes qui, au même moment au Bourget, devaient se contenter d'un enregistrement en vidéo, de style « art et essai », du président de la République qui annoncera sa candidature cette semaine.

La réunion nationale des élus socialistes et sympathisants a rassemblé quelque vingt mille personnes, dans une ambiance un peu refroidie par l'absence de candidat déclaré. C'était le ciné-club face au cinémascope du RPR. *« Les Français n'accepteront pas que le clan de M. Chirac tente une OPA sur la France »*, a affirmé M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS.

Un sondage réalisé par la SOFRES du 15 au 17 mars auprès de mille personnes, et dont les résultats sont publiés le lundi 21 mars par *la Tribune de l'Expansion*, indique un recul des intentions de vote en faveur de M. Mitterrand au premier tour (36 %, au lieu de 38 % dans une enquête faite par la SOFRES du 1er au 3 mars), tandis que M. Chirac creuse l'écart avec M. Barre (23 % pour l'un, 18 % pour l'autre), que M. André Lajoinie, candidat du PCF, passe de 5,5 % à 7 % et que M. Jean-Marie Le Pen recueille 11 % des intentions de vote.

En voyage aux Antilles, M. Barre a appelé les Martiniquais à l'effort et à l'union. *« Vous ne devez pas attendre que l'argent vous tombe du ciel »*, leur a-t-il déclaré, en invitant ses *« compatriotes »* d'outre-mer à se montrer *« entreprenants »*.

M. Georges Marchais, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », a sévèrement critiqué M. Mitterrand, qui, selon le secrétaire général du PCF, *« ne veut pas parler de son bilan »* et dissimule un *« programme inavouable »*, de nature à *« aggraver »* la politique menée pendant sept ans. M. Laurent Fabius, au « Club de la presse » d'Europe 1, a insisté, lui, sur *« les divisions qui s'installent au sein de la droite »*. Selon l'ancien premier ministre, l'attitude de M. Chirac à l'égard de M. Barre peut se résumer ainsi : *« Je pille tes idées, je grappille tes soutiens, je torpille ta candidature »*.

M. Michel Rocard, ex-« candidat jusqu'au bout » à l'élection présidentielle, a confirmé, à « Questions à domicile », sur TF 1, que, comme en 1981, la candidature de M. Mitterrand, probable, l'amènera à renoncer à la sienne. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine, a jugé probable la réélection du président sortant.

PATRICK JARREAU.

M. Chirac dénonce la «farce» de M. Mitterrand

Ouvrant les débats, le dimanche matin 20 mars à Vincennes, M. Alain Juppé, ministre du budget et porte-parole de M. Chirac, parle du *« culot monstre »* des socialistes, lorsqu'ils critiquent la politique du gouvernement, *« eux qui ont semé la zizanie, la dépression économique et la stagnation sociale »*, alors que *« Jacques Chirac, en vingt-quatre mois, a remis la France sur les bons rails »*. Il conclut à propos du PS : *« Voilà un parti qui prétend constituer l'une des principales forces politiques de notre pays et qui, à cinq semaines du premier tour, est incapable de proférer autre chose que des sarcasmes et des injures. C'est un spectacle désolant. Ni bilan : on a tout oublié, ou du moins le feint-on ; ni projets : pour ne pas effaroucher l'électeur ; ni candidat : pour lui épargner l'épreuve redoutable d'avoir à répondre aux questions des Français. C'est le plus scandaleux coup de bluff que la vie politique de notre pays a connu. Sans doute M. Mitterrand tient-il à jouir paisiblement et le plus longtemps possible du confort douillet de l'Elysée ; sans doute se dit-il que la confusion lui profite et qu'en laissant croire à la pérennité des choses il cache la cruelle réalité : celle d'un président-croupion, dont seul le mystère préserve le prestige. Mais le moment approche où quelqu'un, dans la foule, va enfin crier : « Le roi est » nu ! » Alors, les Français se rendront compte de ce qui les guette s'ils gardaient François Mitterrand là où il est : l'incertitude et l'instabilité. Ce dont la France a besoin, c'est d'un président clair, jeune, fort, qui l'entraîne vers un but précis. »*

M. Yvon Briand, secrétaire général du CNI, apporte à M. Chirac le soutien de son parti et déclare : *« François Mitterrand est un cheval de retour, qui refuse de courir sous ses propres couleurs, casaque rose, toque rose, et qui ne pèse dans la bascule que le poids de son passif. »*

M. Jacques Larché, sénateur de Seine-et-Marne, membre du PR, président de la commission des lois à la Haute Assemblée, affirme : *« Nous sommes nombreux, quelle que soit notre famille politique, à être reconnaissants à Jacques Chirac d'avoir accepté de gouverner en 1986. »*

Mme Michèle Barzach, ministre délégué à la santé, ironise au sujet de M. Mitterrand, qui *« a compris que le président ne s'use que si l'on s'en sert »* et qui, depuis 1986, *« ne s'use pas du tout »*.

M. Pasqua : la « berceuse »

« Oui, nous allons gagner ! » lance en guise d'introduction M. Charles Pasqua. Le ministre de l'intérieur donne trois raisons de partager sa confiance : *« Jamais*, dit-il, *la gauche n'a été aussi minoritaire dans le pays ; jamais elle n'aura laissé un bilan aussi lamentable ; la majorité est unie et rien ne nous divisera malgré les tentatives du président de la République et de ses acolytes. »* Contre toute idée de consensus, il souligne que, si le terrorisme a été jugulé et la courbe de la délinquance inversée, *« la gauche n'y est pour rien. Cela s'est fait sans elle et contre elle »*.

Que les Français se laissent *« endormir par la berceuse que va leur chanter Mitterrand »*, et la France affirme M. Pasqua, *« deviendra un pays de second ordre dans une Europe dynamique où la compétition sera impitoyable »*.

Après le déjeuner et après le spectacle de Johnny Hallyday, M. Edouard Balladur évoque le souvenir du *« mauvais choix »* fait par les Français en 1981, mauvais choix qui, dit-il, a *« failli nous mener au bord de l'abîme »*. Alors que la France, selon M. Balladur, était il y a deux ans *« divisée par une idéologie dominatrice »*, que les libertés étaient *« menacées »* et la sécurité *« dégradée »*, aujourd'hui, *« la paix civile est rétablie outremer, la sécurité des citoyens est assurée, le terrorisme est combattu sans faiblesse »*.

Le ministre d'Etat affirme que *« derrière le masque du silence et de l'ambiguïté l'on tente de cacher l'enjeu de l'élection présidentielle »*. Il s'agit aujourd'hui, selon lui, de *« rendre à notre pays sa puissance, son prestige et son âme »*, ce qui nécessite *« un homme jeune »*.

M. Chirac : un grand coup de jeune

« Nous avons encore beaucoup de chemin à faire ensemble », assure à son tour M. Chirac avant de décrire les évolutions que l'action de son gouvernement, selon lui, a depuis deux ans préparées. Ainsi l'économie va-t-elle, dans les sept ans qui viennent, *« prendre un grand coup de jeune »*, grâce à l'*« adaptation »* et à la *« modernisation »* de l'industrie, au *« dynamisme »* des petites et moyennes entreprises et à la *« nouvelle mutation »* de l'agriculture.

Notre société, dit M. Chirac, *« va bouger et s'ouvrir davantage sur l'Europe »*. Elle doit former, estime le premier ministre, *« une nation plus fraternelle »*, c'est-à-dire *« sans exclus d'aucune sorte »* : chômeur de longue durée, personnes âgées, handicapés en faveur desquels doit jouer la *« solidarité »* et non l'*« assistance »*.

Le candidat du RPR à la présidence de la République expose ensuite son projet en matière d'éducation – conduire *« au moins les trois quarts des jeunes Français au niveau de la fin des études secondaires »* – pour lequel il se propose de *« mobiliser toutes les forces de la nation en abattant les murs souvent idéologiques que l'on dresse entre les uns et les autres. »*

« Plus fraternelle », la France doit l'être, souligne le premier ministre, à l'égard de l'extérieur, qu'il s'agisse de l'aide au tiers-monde ou de la défense des droits de l'homme.

Ce combat-ci doit être mené, dit M. Chirac, *« chez nous »* – contre *« l'intolérance »*, le *« sectarisme »* et les *« idéologies »*, ainsi que *« face à toutes les tentations de la biologie ou de la génétique modernes »* – comme *« partout dans le monde. »*

M. Chirac observe que, pour faire leur choix, les Français *« ne disposent pas encore de tous les éléments de décision. » « La farce qu'on leur joue depuis des semaines*, dit-il, *a cessé, me semble-t-il, de les amuser. La curiosité a fait place à la lassitude, et probablement aussi à l'indignation. »* M. Chirac s'élève contre *« la désinvolture avec laquelle les socialistes traitent le peuple français »*. Mais, ajoute-t-il, *« connaître ou ne pas connaître le nom du candidat socialiste, après tout, qu'importe ! »*. *« L'important*, ajoute-t-il, *ce n'est pas son visage, mais son projet. »*

« D'homme à homme »

Estimant que celui-ci *« reste un peu flou »*, le premier ministre rappelle qu'il souhaite *« pouvoir en discuter d'homme à homme »* avec le candidat socialiste. Mais, celui-ci étant *« encore masqué »*, M. Chirac formule à son intention dix questions.

Le candidat socialiste, demande-t-il, a-t-il l'intention : 1. de rétablir le scrutin proportionnel pour les élections législatives ; 2. de créer un grand service public unifié et laïque de l'éducation ; 3. d'abroger les lois sur la sécurité et sur l'immigration adoptées depuis 1986 ; 4. de poursuivre la politique de réduction du déficit budgétaire ; 5. de mener à terme la réforme fiscale en faveur des entreprises et de commencer à préparer l'échéance de 1992 ; 6. de faire rétablir le contrôle des prix, celui des changes et celui du crédit ; 7. de poursuivre le programme de privatisation ou, au contraire, de renationaliser tout ou partie des entreprises privatisées ; 8. d'amnistier et de libérer *« les terroristes que nous avons eu tant de mal à mettre hors d'état de nuire »* ; 9. de *« respecter la volonté exprimée par nos concitoyens de Nouvelle-Calédonie lors du référendum d'autodétermination »* ; 10. d'accepter que siègent, dans le gouvernement qu'il nommera, des ministres communistes.

M. Chirac insiste ensuite sur l'union de la majorité, en affirmant : *« Ensemble, et ensemble seulement, nous gagnerons les élections présidentielles. »* Il souligne que le rassemblement doit se faire *« au profit de tous »*. Il observe enfin que *« savoir pour quoi l'on vote, pour quel projet et pour quelle majorité, c'est l'apport irremplaçable des institutions de la Ve République »*. Alors que, sous les républiques précédentes, *« les électeurs ne savaient jamais exactement pour quel gouvernement ni pour quelle politique ils se prononçaient »*.

« Ce n'est pas parce qu'on lui propose des projets clairs et qu'on lui demande de choisir que le peuple de France se trouve par là même menacé de division », assure M. Chirac. Il conclut en invitant les Français à le rejoindre dans son *« combat contre le socialisme, combat pour l'homme, combat pour la France »*.

● **M. Edouard Balladur à TF 1.** – Invité le lundi 21 mars au petit déjeUner de TF 1 chez Drouant, M. Balladur a déclaré à propos d'une confédération de la majorité : *« Le rassemblement, s'il a lieu, doit concerner l'UDF tout entière pour exprimer la volonté de l'ensemble de la majorité. Il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit. Après l'élection présidentielle, quel que soit l'élu, on verra les formes très progressives et respectueuses de l'autorité légitime de chacun que prendra ce plan de regroupement, qui répond à ce qu'attendent les Français. »*

L'après-8 mai

POUR une belle fête, ce fut une belle fête. Mieux réussie encore que ne l'espéraient les organisateurs. Un de ces vastes concours de foule, dont les gaullistes ont toujours aimé ponctuer leur histoire politique et les chiraquiens leur aventure électorale. De Gaulle, déjà à Vincennes, au temps du RPF, il y a quarante ans, avait rassemblé le peuple contre la gauche, surtout communiste et *« séparatiste »* de l'époque. Chirac à Pantin, en 1978, où les RPR tout nouveaux étaient cent mille pour « sauver » la majorité de la « menace » de l'union de la gauche aux législatives.

Pour ce printemps 1988, ils étaient sans doute à peu près autant sur l'hippodrome de Vincennes. Tous ces « fans » de tous âges, de toutes origines et de toutes régions, étaient venus entendre ce qu'ils attendaient et s'égosillaient à scander *« Chirac, président ! »* non comme un vœu mais comme une certitude. Les orateurs ne les ont pas déçus. Ils se sont d'ores et déjà placés, non seulement en position de deuxième tour mais même en situation d'après-8 mai.

Pour le deuxième tour, M. Chirac s'en est pris, sur un ton de faux détachement mais de réelle ironie, avec des mots parfois cinglants, au comportement de M. Mitterrand, lui reprochant de jouer une *« farce »*, ce qui est *« inconvenant »* et *« désinvolte »*. Les autres orateurs ont utilisé le même registre et, si aucun n'a attaqué l'âge du chef de l'État, tous ont souligné le dynamisme et la jeunesse de l'actuel premier ministre. Le contraste suffisait.

En revanche, nul n'a adressé de critiques à M. Barre, ni le moindre reproche direct aux formations qui le soutiennent. M. Pasqua a même rappelé que ni l'actuel ni l'ancien premier ministre ne pourrait gagner sans le soutien de l'autre. Mais les orateurs non RPR ont, eux, insisté sur le courage qu'il y avait eu à accepter la cohabitation en 1986. L'allusion suffisait. De même, personne n'a évoqué l'éventuelle confédération des partis de la majorité. Le jour n'était pas à aviver les susceptibilités. Au contraire.

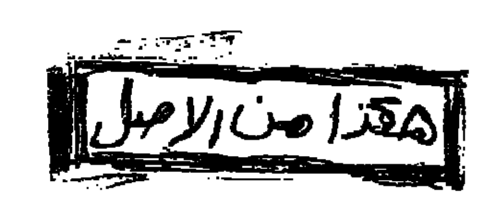
Pour l'après-8 mai, M. Chirac a esquissé un véritable programme du septennat, illustrant le slogan de la dernière phase de sa campagne, qui va fleurir sur ses nouvelles affiches. *« Nous irons plus loin ensemble »*. Et aussi : *« Nous avons encore beaucoup de choses à faire ensemble »*. Quatre chapitres y sont consacrés : une économie *« rajeunie et forte »* ; une Europe où la France sera *« ambitieuse »* ; la solidarité pour que personne ne soit *« en dehors du coup »* ; la formation et l'éducation à étendre. Cet essor nouveau serait naturellement impossible, selon lui, si M. Mitterrand était réélu. Et, comme s'il récitait des psaumes, M. Chirac a posé dix questions au candidat socialiste concernant dix sujets pour lesquels la solution apportée depuis 1986 est contraire à celle qui avait prévalu auparavant. Par ce procédé, M. Chirac tente de contraindre M. Mitterrand soit à renier son socialisme antérieur et à contredire ses amis, soit à y retourner et à ne plus pouvoir se prévaloir d'être un rassembleur. C'est-à-dire à le vêtir du seul habit du candidat socialiste. Tel est le dilemme quelque peu manichéen que la foule de Vincennes a compris sans peine.

Candidat œcuménique, s'adressant *« au peuple de France tout entier »*, M. Chirac, comme d'ailleurs tous les orateurs, a réduit au minimum les évocations de de Gaulle et a totalement gommé toute référence au RPR. La campagne de M. Chirac, qui va encore s'intensifier, entre dans sa phase nouvelle avec le viatique encourageant que constitue ce meeting réussi, mais sans doute pas encore suffisant.

ANDRÉ PASSERON.







Politique



La campagne pour l'élection présidentielle

Au Bourget, les élus socialistes plébiscitent le chef de l'Etat

Le président s'amuse. C'est sûr. C'est certain. Il surgit au beau milieu des meetings comme sur un tapis *volant et disparaît* brusquement, aussi volatile qu'une image. Le temps d'enchanter ses fidèles, de ravir ses amis, *la tête dans les nuages*. C'est une nouvelle pratique admirable que cette technique de la vidéo qui permet d'être là sans être présent.

Le président se voit enfin doué du don d'ubiquité. *Il avait déjà éprouvé* cette sensation forte il y a peu, lors du grand « rancart » de SOS-Racisme. S'adressant à la foule des jeunes « potes », il pouvait, au même moment, méditer sa « décision », dans le calme des appartements du palais de l'Elysée.

Cette fois, le dimanche 20 mars, à peine rentré d'une escapade en Andalousie, il a pu tout à la fois se reposer, réfléchir et se jeter au milieu d'un puissant rassemblement national des élus socialistes et républicains.

Le Parc des expositions du Bourget tambourinait son nom, trois syllabes belles comme une promesse, une divine espérance pour le peuple des élus de gauche. Et soudain, annoncé par Lionel Jospin, il apparut *sur écran géant, indéfiniment* retransmis sous la vaste halle de béton tendue de tricolore. Il était là – enfin, presque là – pas dupe, mais comme au diapason de femmes et d'hommes qu'il connaît par cœur. *« A l'heure qu'il est, votre rassemblement est lourd de sens et de promesses pour les Français »*, devait-il commencer, pour apaiser le chagrin de militants qui crurent longtemps à la réalité de sa visite.

Et François Mitterrand, debout *derrière un pupitre* bleu, blanc, rouge, frôlé par les plis du drapeau national, parla de la démocratie, de la décentralisation et de l'Europe aux milliers d'élus venus l'entendre, dans l'espoir qu'il leur parlerait de ses intentions. Le message était beau : *« Le peuple, la République, la démocratie*, dit-il, *voilà des mots qu'il est bon de prononcer et qu'il est bon d'entendre. Vous savez, vous, que ce ne sont pas des mots usés, des mots sortis d'une « Histoire » oubliée. Le peuple, nous en sommes, la République, c'est notre bien. »*

Le message était beau mais tournait court : pas de scoop. Le président, une fois encore, a réfréné son envie de se déclarer. Il lui restait à crever l'écran, à déchirer cette toile de vinyle, ce qui fut rien moins qu'évident. Le son était trop bas et le magnétoscope, sourd aux applaudissements, n'avait pas été programmé pour des arrêts-image, laissant le temps aux manifestations d'approbation et d'affection de s'écluser...

Dommage ! Car il y eut un sacré clin d'œil complice très mitterrandien : *« Je dis « nous », car je suis resté l'un des vôtres »*. L'ovation « mangea » la suite, un couplet plus académique sur *« la commune, le canton, le département, la région »* et les Assemblées parlementaires. Et il y eut surtout ce faux dialogue, petit bijou de rhétorique et de savoir-faire : *« Chers amis, j'ai la chance de pouvoir vous parler même à distance, au travers d'un écran. Mais je vous écoute aussi, croyez-moi. Et il me semble percevoir ce que vous voulez me dire aujourd'hui* (applaudissements nourris), *aujourd'hui pour demain. »*

« Tout était dit. Tout n'est-il pas transparent depuis plusieurs semaines ? Il restait à François Mitterrand, avant de s'effacer des écrans, à fixer le calendrier vague de l'annonce de sa candidature : *« Quelle sera ma place dans ce nouveau combat pour la France ? Je ferai connaître au pays ma décision cette semaine. »*

La nouvelle valait bien une *Marseillaise*. Aussitôt groupés sur le podium, les hommes du président rendaient hommage à leur public et à leur souverain, tandis que les calicots – *« Tonton a tenu bon, le 8 mai nous revenons »* ou *« Gardarem lou tonton »* – nageaient fébrilement à l'air libre au-dessus des têtes.

Pierre Mauroy, grand ordonnateur de cette fête, s'épongeait le front une *dernière fois, maudissant intérieurement* la violence des projecteurs. Comme les regrets devaient l'assaillir en considérant à ses pieds le long tapis vermeil, si semblable à celui du grand meeting de Lille, le 7 février 1986, que Mitterrand avait alors remonté, coupant majestueusement la liesse, avant de subjuguer un parterre où trônait, en bonne place un Coluche illuminé et ravi !

Tant pis. Une nouvelle campagne commence. Un nouveau round, en tout cas, après un long faux plat languissant. *« C'est vrai*, s'est exclamé Pierre Mauroy, *des millions de Français subissent avec une exaspération croissante cette insipide et souvent insupportable primaire, que la concurrence à droite a voulu nous infliger depuis six semaines. Ils se lamentent de ne pas connaître notre candidat. Mais est-ce de notre faute s'ils ont fini par lasser plutôt que de convaincre ? »*

Plus dur, Lionel Jospin, vigoureusement applaudi lorsqu'il dénonce *« l'OPA du RPR sur la haute administration, les médias, la publicité, les noyaux durs des privatisées, la justice »*, assure, plein de confiance : *« Les Français n'accepteront pas que le clan de M. Chirac tente une OPA sur la France »*. En attendant, les quinze mille élus socialistes et républicains présents ont voté sans surprise François Mitterrand, au cours d'un simulacre de vote qui connut un grand succès...

Mais le ton de cette journée fut plus aux retrouvailles de la grande famille des élus socialistes qu'aux estocs tous azimuts, à la douce joie pour les ministres des gouvernements Mauroy et Fabius de refaire un tour de piste devant leurs supporters. Le *petit peuple des militants*, cantonnés debout derrière des barrières Vauban, les maires et conseillers généraux assis en bataillons serrés, ont vu avec plaisir défiler sous leurs nez la cour des grands notables et des ministres mitterrandiens.

Avec malice, Ivan Levaï, directeur du *Provençal*, promu animateur du rassemblement, s'amusa à faire *vibrer l'applaudimètre pour* Pierre, Lionel, Michel, Edith, Jack, Jean-Pierre, Louis, Georgina et les autres. Mais les plus applaudis furent peut-être Jean Auroux – *« qui laissera un nom dans l'histoire grâce à ses lois »*. – Françoise Gaspard – *« qui a tant fait pour rassembler et qu'il n'y ait pas de racisme »* et Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, bien évidemment absent lors de ces festivités en raison du devoir de réserve, mais follement ovationné lorsqu'on le revit sur grand écran déclarer à l'Assemblée nationale, d'une voix nouée, l'abolition de la peine de mort.

LAURENT GREILSAMER.

Le message du président de la République

« Le peuple, la République, la démocratie »

A la fin du rassemblement national des élus socialistes, au Bourget, le dimanche 20 mars, le message suivant de M. François Mitterrand a été diffusé sur un écran vidéo :

« Je suis heureux, chers amis, de vous savoir réunis en ce jour, sous l'impulsion de Pierre Mauroy. A l'heure qu'il est, votre rassemblement est lourd de sens et de promesses pour les Français.

Elus municipaux, départementaux, régionaux, nationaux, vous tenez votre mandat du peuple. Vous êtes les garants de la République. Vous êtes les artisans de la démocratie.

Le peuple, la République, la démocratie, voilà des mots qu'il est bon de prononcer et qu'il est bon d'entendre. Vous savez, vous, que ce *ne sont pas des mots usés, des mots* sortis d'une histoire oubliée. Le peuple, nous en sommes. La République, c'est notre bien.

La démocratie, nous la vivons, vous comme moi, là où nous sommes. C'est l'affaire des femmes et des hommes aux prises avec les peines et les espoirs de chaque jour.

L'école pour les enfants, le budget mensuel à boucler, l'avenir de la famille, le sport pour tous, les grands ensembles, le bruit, les transports en commun, que sais-je, c'est cela notre démocratie vécue. Nous avons choisi de la servir, elle est notre peine, elle est notre joie et elle est notre honneur.

Je dis « nous », car je suis resté l'un des vôtres. La commune, le canton, le département, la région, les assemblées parlementaires m'ont appris ce qu'est la France dans sa vérité historique et humaine, porteuse d'héritages contraires et cependant capable de rassembler ses forces quand il le faut, pour les causes qui sont les siennes et pour les causes universelles.

Plus précisément la démocratie a pour objet de donner à tous et à chacun la capacité de décider de tout. C'est pour se rapprocher de cet idéal que beaucoup d'entre vous ont voté les lois de décentralisation que j'ai moi-même promulguées et auxquelles Gaston Defferre a consacré tant de travail.

« Elargissons notre horizon »

Vous voilà désormais dotés de pouvoirs et de moyens qui font de vous de véritables responsables. L'élan est donné. Mais la décentralisation, l'un des acquis fondamentaux de ce septennat qui s'achève, n'en est qu'à ses débuts. Je vous le demande : qu'elle ne reste pas enfermée dans des textes, mais qu'elle inspire, qu'elle modèle, qu'elle transforme le pays dans ses profondeurs.

N'agissons pas repliés sur nous-mêmes. Elargissons notre horizon à l'Europe tout entière. En jumelant vos villes, en échangeant vos idées, vos projets, vos travaux avec nos voisins de la Communauté, vous bâtissez l'Europe du concret, l'Europe au quotidien, sans oublier jamais les vastes perspectives ni les rêves qui font bouger le monde.

Chers amis, j'ai la chance de pouvoir vous parler, même à distance, au travers d'un écran. Mais je vous écoute aussi, croyez-moi. Et il me semble percevoir ce que vous voulez me dire aujourd'hui, aujourd'hui pour demain. J'ai assumé ma charge, aussi éloigné que possible des querelles et des compétitions où d'autres se complaisent. Mais les échéances fixées par la Constitution approchent.

Fidèle à mes idées, à nos idées, je veux aussi, parce que c'est mon devoir et parce que c'est ma conviction, que les Français s'unissent pour gagner les enjeux que l'histoire leur propose avant la fin du siècle.

Quelle sera ma place dans ce nouveau combat pour la France ? Je ferai connaître au pays ma décision cette semaine. Sachez, quoi qu'il advienne, que j'aurai reçu de vous le plus beau des messages : amitié et confiance. »



Exceptionnel concours de circonstances

(Suite de la première page.)

Tout incitait à penser que le chef de l'Etat chercherait plutôt à « partir en beauté », c'est-à-dire au sommet de sa popularité.

A défaut de *« circonstances exceptionnelles »* introuvables, mieux vaut donc examiner l'exceptionnel concours de circonstances qui a conduit M. Mitterrand à prendre sa décision. Au premier rang de celles-ci, une situation politique... exceptionnelle, qu'il a contribué à bâtir. Pourquoi en laisserait-il le bénéfice à un autre que lui-même ? L'affaiblissement durable du PCF, les divisions de la droite, la puissance de l'extrême droite, composent en effet un paysage qui explique le haut niveau des intentions de vote de second tour en sa faveur (54 %, selon la SOFRES).

Tout indique (malgré une meilleure tenue locale et une légère remontée de M. Lajoinie dans les sondages) que le résultat du vote communiste du 24 avril prochain marquera une nouvelle étape du déclin électoral de ce parti : 20 % en 1978, 15 % en 1981, 10 % en 1986, 7 %, selon la SOFRES, aujourd'hui. Tout indique également qu'un mot d'ordre antisocialiste entre les deux tours du scrutin présidentiel serait de peu d'effets : M. Mitterrand représente en effet, à lui seul, 80 % du total des voix de gauche, contre 55 % en 1981 (1).

A droite, le ton monte à mesure que s'accroît l'exaspération des barristes face aux menées chiraquiennes. En outre, le candidat qui peut le mieux faire pièce à M. Mitterrand, sur ses thèmes favoris – le rassemblement et l'ouverture, – est mal parti pour figurer au second tour. Une partie de l'électorat de M. Barre, sensible, par exemple, à sa dénonciation de l'Etat-RPR, pourrait donc faire défaut à M. Chirac.

Ces mauvais reports possibles valent également pour la partie « protestataire » et, souvent populaire, de l'électorat de M. Le Pen, lequel bénéficie, depuis son entrée en force sur la scène électorale (au scrutin européen de 1984) d'une exceptionnelle stabilité : ses 11 % d'intentions de vote (selon la SOFRES) privent, pour le moment, la droite d'une dynamique qu'elle recherche (MM. Barre et Chirac plafonnent à 41 %) et maintiennent une pression qui oblige le candidat du RPR à droitiser son message – comme il l'a fait à Marseille, en déclarant *« comprendre »*, sans toutefois *« l'admettre »*, le racisme, – et peut inciter quelques centristes à y regarder à deux fois.

Les conclusions que M. Mitterrand tire de la cohabitation vont également dans le sens d'une nouvelle candidature. Car il est le seul, à gauche – selon un cas de figure qui lui est familier depuis bientôt vingt ans..., – à pouvoir gagner. *« Je me présenterai si je peux gagner »*, disait-il déjà en 1980. Aujourd'hui encore, aucun des siens n'a pu prendre le dessus et imposer l'idée de sa candidature. Michel Rocard ? *« Il est mal placé dans les sondages »*, dit M. Mitterrand, un rien perfide. Laurent Fabius ? Trop jeune. Lionel Jospin ? Prisonnier de l'image d'un seul parti. Pierre Mauroy ? Trop impopulaire. Bref, il n'en restait qu'un, énervé par l'emprise du RPR sur l'appareil d'Etat et fort... de son âge !

Ne pas laisser l'Etat à certains de ceux qui entourent M. Chirac : tel paraît être l'un des soucis de M. Mitterrand, qu'il partage avec M. Barre. Dans son esprit, MM. Chirac et Barre se séparent ainsi : le premier peut être *un « danger pour la démocratie »*, le second ne le sera jamais.

L'âge de M. Mitterrand est naturellement, si l'on ose dire, son point faible et peut toucher l'opinion : M. Chirac et ses amis ne se privent pas de cette arme, même s'ils le font par contraste, en vantant la « jeunesse » de leur candidat. Pourtant, cette longévité préserve M. Mitterrand d'une accusation, jusqu'alors *fort répandue à droite, selon* laquelle il agirait exclusivement par ambition personnelle, au mépris des principes dont il se réclame. Ayant été à la fois candidat malheureux et heureux, ayant conduit l'opposition puis l'Etat, il est le mieux placé pour tenter d'accréditer l'idée qu'au fond il se sacrifie sur l'autel de la patrie. Après tout, Georges Clemenceau n'aurait jamais eu la place qu'il a dans l'histoire s'il s'était retiré à soixante-quinze ans !

Cette trace, on le sait, obsède le chef de l'Etat. Il y a donc fort à parier que la crainte de ne laisser qu'une œuvre inachevée, voire démantelée, constitue, en fait, sa motivation principale. « Rééquilibrer » pourrait alors être le mot d'ordre d'un nouveau septennat. Rééquilibrer la société : fort de deux alternances, *M. Mitterrand peut se présenter* comme l'homme qui voudra corriger les excès de 1981 comme ceux de 1986, au nom de la réconciliation nationale et de la nécessaire solidarité, seules capables de permettre au pays d'affronter les mutations qui l'attendent pour 1992. Rééquilibrer les institutions : nul doute que M. Mitterrand poursuit là son combat contre de Gaulle, et qu'il veut être, après le fondateur de la Ve République, celui qui aura suffisamment infléchi la pratique de ce *régime dans un sens plus traditionnel*, plus parlementaire. Rééquilibrer le paysage politique, et faire que l'alternance soit non plus une « parenthèse », mais une donnée de la vie nationale. De ce point de vue, le projet de M. Balladur de créer un grand parti conservateur peut libérer une frange centriste, élargir encore le PS, et achever la mutation de ce parti, que M. Mitterrand voudrait à l'image du PSOE de Felipe Gonzalez, parti de gouvernement s'il en est.

Reste évidemment, avant de tirer *des plans sur la comète, une forte* inconnue : l'effet que produiront l'annonce de sa candidature et son entrée en campagne. Il est impossible d'en préjuger. Le « président-partisan », comme dirait M. Chirac, peut décrocher, vers le bas, dans les sondages. Le « président pour tous », comme disent ses partisans, peut, au contraire, élargir encore son audience.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Calcul établi par M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques à la SOFRES, dans *le Nouvel Observateur* du 11 mars.

Invité de « Questions à domicile » sur TF 1

M. Rocard : « Une réélection de François Mitterrand est un événement considérable »

Invité, le dimanche 20 mars, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, à se situer comme *« maire de Conflans (...), militant du PS (...), porte-parole du PS ou (...) porte-parole privilégié de François Mitterrand »*, M. Michel Rocard s'est défini comme étant *« tout à la fois »*. M. Rocard a précisé qu'il entend *« continuer (...) comme* [il le fait] *depuis deux ans à parler des projets qui doivent être ceux de la France, car elle a besoin d'un réveil (...), besoin d'espoir et d'enthousiasme »*.

L'ancien ministre de l'agriculture a critiqué M. Jacques Chirac pour ses propos tenus, le même jour, lors du rassemblement RPR à l'hippodrome de Vincennes, sur la *« farce »* de l'attente de la candidature du président de la République. M. Rocard craint que le premier ministre, *« comme on le dit au trot, ne se soit mis à la faute, car nos concitoyens n'aiment pas ce qui est excessif, et ces mots disconviennent à la démocratie »*.

M. Rocard a affirmé qu'il se sent *« digne »* et *« tout à fait »* en phase avec le PS. *« Il n'y a pas*, a-t-il continué, *de destin personnel quand on est sérieux en politique (...). J'ai été longtemps minoritaire (...), ce n'est plus vrai. C'est donc une joie considérable et, comme il y a, maintenant, encore des idées nouvelles à apporter, je me sens fort comme je ne l'ai jamais été (...). Le combat commence à porter ses résultats. »*

A propos du refus exprimé, dans la majorité, de cohabiter une deuxième fois si M. Mitterrand est réélu, M. Rocard a lancé : *« C'est gentil à la droite de nous obliger à dissoudre. Je n'exclus pas, pour une fois, que ce soit tout à fait notre intérêt (...). Ne préjugeons pas des circonstances, mais il me semble que ce sera plus clair. En tout cas, il va de soi qu'une réélection de François Mitterrand est un événement considérable et que le corps électoral qui lui aura fait confiance ne lui marchandera sans doute pas les moyens de cette confiance. »*

M. Rocard a estimé que, si elle gagne l'élection, la gauche devra s'attaquer à trois *« grands problèmes pour la France » : « la solidarité, le traitement des exclus chez nous et, plus généralement, le rôle de l'argent dans la société (...) qui doit servir la production et non pas opprimer des hommes ou détruire l'appareil productif »*. *« Sur ces trois points*, a continué le député des Yvelines, *où (...) les socialistes ont à dire parce qu'ils sont la gauche, au nom de leurs valeurs permanentes (...), nous avons à proposer des références dans lesquelles peuvent se reconnaître quantité de gens qui, aujourd'hui, ne se situent pas à gauche et qui ne sont pourtant pas des hommes de privilège ou des hommes d'argent et qui pourraient très bien se retrouver autour de ces valeurs (...). J'ai la conviction – mais je ne peux [pas] vous dire qu'on réglera le problème en trois, quatre mois – que la recomposition des forces politiques, des majorités parlementaires dans ce pays (...) se fera autour de ces valeurs et de ces références-là et (...) changera par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui. »*

Interrogé par M. Pierre Méhaignerie, ministre CDS de l'équipement, sur la présence éventuelle de ministres communistes en cas de victoire de la gauche, M. Rocard a affirmé : *« La perspective du retour vers le gouvernement de ministres communistes est complètement exclue et (...) j'ai, sur ce sujet, la même tranquillité que vous par rapport à M. Le Pen »*.

En matière de propositions économiques, M. Rocard pense que les employeurs ont besoin, pour embaucher, de *« croire à la stabilité des règles du jeu »*, d'avoir une législation fiscale adaptée, et *« d'être à l'abri d'une mise en cause trop brutale des structures de production »*, c'est-à-dire des *« raids »*.

Enfin, M. Rocard pense qu'il faut *« rouvrir les négociations européennes »*, car il est *« faux »* de dire que *« l'on peut baisser à la fois les impôts sur les personnes, les impôts sur les sociétés et la TVA »*. *« C'est le seul point sur lequel les accords – conséquence de l'Acte unique européen – sont de mauvais accords »*, a-t-il dit. Il ne faut donc *« pas chercher à abaisser le taux de la TVA, ce n'est pas faisable »*.

Le retour des idées

DANS les conversations privées, M. Michel Rocard aime à expliquer que, s'il veut être président de la République, c'est moins par goût du pouvoir que par passion pour des idées qu'il serait, ainsi, sûr de voir appliquer. L'ancien ministre de l'agriculture ne fait pas mystère de la certitude qu'il a – à tort ou à raison – *d'être le seul garant* vraiment efficace de la pérennité de la mutation socialiste. Non-candidat déclaré, il a ainsi repris sans trop d'amertume le rôle de laboratoire d'idées, d'éclaireur du futur – maintenant que le présent est joué – qu'il a toujours voulu assumer.

C'est sans doute pourquoi M. Rocard a tellement insisté, pendant *l'émission, pour disposer de* temps afin de parler des fameux « vrais problèmes ». Manière sans doute de démontrer qu'après toutes ces années de militantisme, de revers, d'illuminations et de plongées dans l'ombre, il a gardé intacte sa capacité de balancer une idée à la minute à ses interlocuteurs.

Manière aussi de montrer qu'il est déjà en train de rebondir par-dessus *l'échéance, manquée pour* lui, de 1988 : en émettant des propositions, notamment sur l'Europe, qui visent à le situer au cœur du dispositif du pouvoir socialiste en cas de victoire ; en se situant systématiquement dans le moyen terme, ce moyen terme qui mène tout droit... à 1995.

J.-L. A.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Marchais : le septennat le plus antisocial depuis Vichy

Invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 20 mars, M. Georges Marchais a affirmé que M. François Mitterrand *« retarde l'annonce de sa candidature »* car *« il ne veut pas parler de son bilan »* qui est *« catastrophique [...] à tous égards »*.

« Son programme est inavouable », a ajouté le secrétaire général du PCF, qui a réaffirmé que *« ce septennat sera à marquer dans notre histoire comme le septennat où les libertés démocratiques et les droits des travailleurs ont été le plus mis en cause »*. Notant que *« quarante mille délégués du personnel ont été licenciés en cinq ans »*, le dirigeant communiste a lancé : *« Je dis que nous n'avons pas connu cela depuis Vichy. [...] Jamais le patronat n'a fait preuve de tant d'arrogance. » « Mitterrand pourra mettre sur sa carte de visite, et naturellement avec lui Mauroy, Fabius et Chirac : « Nous avons, durant ce septennat, donné les mains entièrement libres au patronat pour fouler aux pieds les libertés, la démocratie dans les entreprises, pour mépriser les travailleurs »*, a poursuivi M. Marchais, pour qui *« un septennat ne se divise pas »*.

Estimant que « le militantisme n'est pas en perte de vitesse » et que *« la mobilisation du parti est très bonne »*, le secrétaire général a souligné, à propos des sondages sur l'élection présidentielle, que le PCF *« progresse lentement mais régulièrement »*. M. Marchais a affirmé que la volonté du PCF était de *« battre la droite et l'extrême-droite »* et de *« reprendre le chemin de l'unité et de la lutte »* pour ouvrir *« une perspective de changement »*.

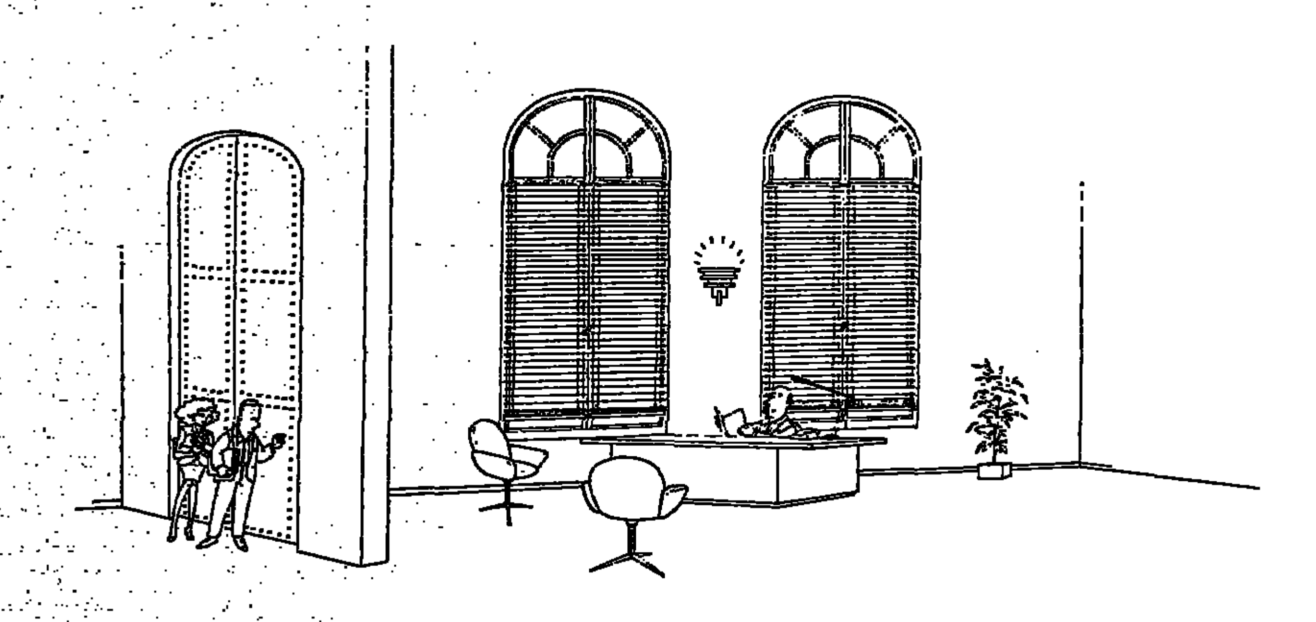
Après avoir remarqué que *« le problème d'une participation des communistes à un gouvernement aujourd'hui ne se pose pas »*, il a indiqué qu'entre le PCF et le PS *« il n'y aura pas de négociations pour nous entre le premier et le deuxième tour »*. Cependant, le PCF est *« prêt à tout moment à participer avec le PS à la gestion des affaires du pays*, a dit M. Marchais, *mais pour faire une certaine politique, pas une politique de droite »*.

Le secrétaire général a rappelé que le PCF déterminera sa position pour le second tour, le 27 avril après consultation des comités fédéraux, mais Claude Cabanes, rédacteur en chef de *l'Humanité*, achève son éditorial du 21 mars par un proverbe : *« En avril, ne te découvre pas d'un fil, en mai fais ce qu'il te plaît »*.

(Publicité)

Messieurs les Présidents

ont d'excellentes raisons de lire en priorité La Lettre de L'Expansion



Voici pourquoi ils sont injoignables pendant 10 minutes le lundi matin...

" L'intérêt d'une publication telle que La Lettre de L'Expansion s'apprécie, me semble-t-il, *en fonction de trois critères:* la nature des indications qu'elle donne; leur degré de précision; leur fiabilité. A ces trois égards, je lis avec beaucoup d'intérêt La Lettre de L'Expansion. "

Jean-Michel BLOCH-LAINÉ
Président / Banque Worms

" Brèves, concrètes, précises, les informations de La Lettre de L'Expansion, grâce à l'éclairage qu'elles apportent sur les événements et sur les hommes qui font l'actualité, me donnent toujours matière à réfléchir et à agir. "

Jérôme MONOD
Président / Lyonnaise des Eaux

" La Lettre de L'Expansion a le souci de communiquer très rapidement les événements, les tendances, les rumeurs, concernant les problèmes économiques, industriels, financiers et sociaux.
Pour moi, chef d'entreprise, être informé de ces tendances est important. "

Francis BOUYGUES
Président / Groupe Bouygues

" C'est pour être, le cas échéant, au courant avant les autres des éventuelles opérations financières qui pourraient voir le jour que je lis La Lettre de L'Expansion; c'est aussi pour être mieux à même de me faire une opinion sur la stratégie politique de nos dirigeants en matière d'économie et de finance. "

Jean-Marc VERNES
Président / Béghin-Say

" Oui, je suis un fidèle lecteur de La Lettre de L'Expansion parce que, dans chaque *numéro, elle m'apporte avant tout le monde* deux ou trois choses, que j'ai absolument besoin de connaître, sur le moment, des affaires et des hommes.
La nouvelle, la vraie, est celle qu'on vous sert toute chaude et que vous dégustez avec le sentiment d'être dans le secret des dieux. "

Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET
Président / Groupe Publicis

" Chaque lundi, j'éprouve un grand intérêt à lire La Lettre de L'Expansion. Sa mise en page est tout à fait claire et me permet d'aller aisément à la rubrique qui, selon l'actualité, recèle l'information que je recherche.
Je suis rapidement au courant de l'essentiel *et souvent avec un temps d'avance sur les* autres. Il m'arrive fréquemment à la lecture des quotidiens et des hebdomadaires d'y trouver, quelques jours ou semaines plus tard, la confirmation de ce que j'avais déjà appris grâce à La Lettre de L'Expansion. "

André ROUSSELET
Président / Canal +

" De plus en plus la pression des affaires et des horaires surmenés m'obligent à rechercher les éléments de décision de tous types sous leur forme la plus concentrée et la plus expressive. La Lettre de L'Expansion l'a compris très tôt et a su le plus souvent sélectionner les événements qui comptent aussi bien au plan général que, et c'est *plus difficile*, dans l'environnement de ses lecteurs. "

Thierry TUFFIER
Président / Tuffier Ravier Py et Associés

" Être bien informé, c'est être informé à temps sur l'essentiel. Être informé à temps, *c'est l'être avant les autres et mieux qu'eux.* Être informé sur l'essentiel, c'est être en mesure de saisir la signification d'un événement et ses éventuelles conséquences. La Lettre de L'Expansion m'informe bien et quand il arrive que ses informations ne correspondent pas aux miennes, elle m'apporte en plus le plaisir d'utiles *comparaisons.* "

René THOMAS
Président / Banque Nationale de Paris

" C'est un formidable concentré d'informations et d'analyses. Paraphrasons : « Jamais autant d'informations n'a tenu en si peu de place. » C'est un style, une forme, un ton, personnels, vivants, mêlant savamment les grandes synthèses et les petits potins, le regard profond et le clin d'œil direct. En un mot, une lettre qui a de l'esprit. "

Claude DOUCE
Président / Groupe Bélier

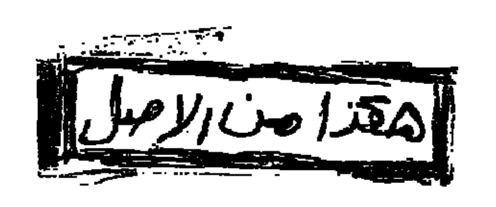
" Je lis chaque lundi matin, dès son arrivée, La Lettre de L'Expansion: c'est un bon cocktail - correspondant à mes interrogations sur le contexte économique et financier, la vie des affaires et l'évolution des projets politiques - de fruits frais, mûrs ou tout près de l'être. J'apprécie surtout l'excellente connaissance du « système des pouvoirs », qui établit la relation généralement exacte *entre les acteurs et leurs initiatives souvent* dès le moment des intentions. "

Jean SAINT-GEOURS
Président / Compagnie Financière de Crédit Industriel et Commercial

LA LETTRE DE L'EXPANSION

Prenez de l'avance sur l'actualité

Pour savoir comment vous abonner, adressez votre carte de visite à l'attention de Claire Giudicenti, Editrice de La Lettre de L'Expansion, 67, avenue de Wagram 75842 Paris Cedex 17 ou téléphonez-lui au (1) 47 63 12 11





Le feuilleton du septennat

1987-1988, la gloire de « Tonton »

Après avoir souhaité « bonne chance » à la nouvelle majorité de 1986, François Mitterrand saisit la sienne en 1987. Il effectue un rétablissement spectaculaire dans l'opinion, jusqu'à interpréter, à l'approche de l'élection présidentielle, *« la gloire de Tonton »*. Son septennat se termine en beauté après les années noires, aux yeux de l'opinion, de la rigueur (1982-1983), de la guerre scolaire (1984) et de Greenpeace (1985). Puisqu'il n'est guère possible d'imaginer, pour 1989, une nouvelle révolution française, ce feuilleton s'achève modestement au jour d'aujourd'hui.

Pourquoi Marcel Pagnol a-t-il éprouvé le besoin de mourir ? Il eût été, sans cette extravagance, bien placé pour raconter *« la gloire de Tonton »* aux enfants des écoles. A la manière du petit bossu de *Naïs*, émotion et tendresse : *« Chez les paysans, il n'y a pas d'armoire à glace, on se voit que dans les yeux de sa mère, et naturellement, on s'y voit beau »*.

Et John Steinbeck ? Quel dommage qu'il ait écrit trop tôt, en 1956, *le Règne éphémère de Pépin IV*, l'histoire de Pépin Arnolphe Héristal, astronome et propriétaire de vignoble, descendant ignoré de Charlemagne qui fut, selon l'auteur, couronné roi de France à la fin de la IVe République, car les indigènes en avaient soupé d'une classe politique ainsi divisée : *« Les radicaux conservateurs, les conservateurs radicaux, les royalistes, les centre droit, les centre gauche, les athéistes chrétiens, les chrétiens-chrétiens, les communistes chrétiens, les proto-communistes, les néo-communistes, les socialistes et les communistes, les communistes se trouvant eux-mêmes partagés entre staliniens, trotskistes, khrouchtchévistes et boulganiniens »*.

Un observateur étranger, en principe impartial, empli d'une bienveillante ironie eût été utile à la chronique de ces années 1987-1988 fort étranges. Adulé, dès son arrivée au Panthéon des présidents, délaissé un an plus tard, détesté à l'automne 1985, François Mitterrand achève, bien aimé, son septennat. On lui promet un sacre au mois de mai.

Malgré elle — c'est bien dommage, — il faudra faire avec Guesch Patti, faute de Pagnol ou Steinbeck. Le tube qui relie 1987 à 1988, c'est l'air du temps de la politique, torride :

« Etienne, Etienne, Etienne
Oh, tiens-le bien !
Baisers salés salis
Tombés le long du lit
De l'inédit, je t'aime à la folie
Au ralenti, je soulève les interdits. »

Le *« Tonton, tiens bon »* de l'après-mars 1986 n'a plus cours. Le président a tenu, et c'est la suite qui importe à ses « fans », *« Tonton, laisse pas béton »* : dans *le Matin de Paris* moribond, Renaud se dépêche, avant qu'il ne soit trop tard, de confirmer ses enthousiasmes.

« Il ressemble un peu à mon père »

On sentait bien qu'il se passerait quelque chose d'étonnant. A Lille, lors du dernier meeting présidentiel organisé pendant la campagne législative de 1986, Coluche en sursis écoutait debout *la Marseillaise*. Juste avant le scrutin du 16 mars, Renaud était allé à l'Elysée recueillir, pour *Globe*, une interview du chef de l'Etat. Il en avait rapporté le récit suivant : *« Mitterrand, il est cool. D'abord, physiquement il ressemble un peu à mon père que j'aime beaucoup, et déjà ça aide. Et puis il est intelligent, mais ça, personne n'en doute ou alors les cons, et c'est vrai qu'il y en a. Mais surtout il est plein d'humour, de repartie, et c'est un puits de culture. Et ça, moi, ça m'épate. Enfin bref, pendant plus d'une heure, je n'ai rien dit (...) Je l'écouterais bien parler encore un septennat. En partant, super à la bourre, j'ai regretté de n'avoir pas osé lui raconter que le matin même je demandais à ma fille qui a cinq ans :* « Aurais-tu une question à poser au roi de France ? » *et qu'elle m'a répondu :* « Demande-lui si c'est lui qui a mis le feu à l'appartement, ceci, cela ». *Bien sûr que non, que c'est pas lui, Lolita, c'est les autres... »*

Marguerite Duras, une amie de Résistance, en disait aussi beaucoup, mais on ne comprenait pas tout. Pauline Lafont, avec l'audace des timides, fut un peu plus claire : *« Mitterrand est vraiment séduisant. Une image de père et moi je suis une jeune femme. Je cherche quelqu'un qui m'apprendra, qui sera un homme. »*

Ainsi, telle Guesh Patti, une partie de la France levait-elle les interdits. Les grandes histoires d'amour entre les peuples et leurs dirigeants souvent tournent mal. Elles se retournent aussi, du maréchal Pétain au général de Gaulle par exemple, également acclamés de la défaite à la victoire. On se méfie donc des engouements et des passions en politique mais quand elles existent, comment les nier ? Pour François Mitterrand, homme de la IVe République honni sous la Ve, anti-gaulliste méprisé, ignoré dans ses traversées du désert, rassembleur redouté des gauches, c'était de l'inédit. Il avait séduit des artistes et le reste commençait à suivre. Y compris une poignée d'adversaires politiques et qui le resteront, tel Michel Noir qui, après avoir publié dans *le Monde* un article à grand fracas selon lequel il vaut mieux perdre les élections que perdre son âme en s'alliant avec le Front national, fut classé par le même journal en tête des *« générations 88 »*. Harlem Désir et Michel Noir, écrivait-on, se ressemblent.

C'était aller un peu vite en besogne que de vouloir allier le feu et l'eau à tout prix. La « génération Mitterrand » fait encore grand bruit. Singulièrement à gauche où l'on déteste rouler sous les veaux d'or.

Marie et Marthe

Pour rassurer Jacques Chirac qui, au début de 1987, ne se portait pas très bien dans l'opinion, François Mitterrand confiait : *« Tous les grands hommes d'Etat sont impopulaires. Richelieu aurait pris un gadin dans les sondages. Mazarin*



aussi avec son accent italien. Quant à Bonaparte, on ne comprenait rien à ce qu'il disait, ni en Italie ni en France. » De son point de vue, François Mitterrand représentait l'exception. Pourquoi donc ?

Jacques Toubon, au printemps de 1987, a livré une première explication. Malgré son caractère un rien polémique, elle exprime une grosse part de vérité : *« Pour tout ce qui va mieux, François Mitterrand dit : « Ça vient de moi. » Pour ce qui ne va pas, il dit : « Je n'y suis pour rien. » Et quand quelque chose va bien, il invoque la continuité, même si la politique a changé du tout au tout depuis le 16 mars. »* Le président de la République tiendrait sa gloire d'une cohabitation admise et subie.

La cohabitation a donné aux courbes de ses sondages un coup de fouet. François Mitterrand se maintient au zénith lorsque le gouvernement de Jacques Chirac affronte les premiers cols de son parcours. Aux étudiants tabassés de décembre 1986, il assure, à bon droit, que sa présence a compté, pour limiter l'affrontement. En janvier 1987, il reçoit à l'Elysée une délégation de cheminots en grève. Cent cinquante grévistes du Var lui offrent une gerbe de fleurs sur laquelle il est écrit : *« Nos vœux pour 1987. Cheminots en grève demandent faire intervenir négociations rapidement. »* Au mois de mai, en conseil des ministres, il défend les sans-grade en blouse blanche, carabins et médecins généralistes, qui se sentent menacés par le gouvernement.

Le porte-parole du premier ministre, Denis Baudouin, évoquera l'injustice du traitement entre ce président aux mains blanches et le chef du gouvernement qui va au charbon, entre *« Marie qui parle de Dieu »* et *« Marthe qui nettoie par terre »*. Marthe et Marie s'entendent, pourtant, lorsque le drame menace. Pas un mot plus haut que l'autre sur l'affaire des otages au Liban. Pas de divergence publiquement exprimée sur la lutte contre le terrorisme. Un front commun lors de la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, en juillet 1987, et de l'appareillage du porte-avions *Clemenceau* vers la mer d'Oman, six mois après un regain de la « guerre des villes » entre Bagdad et Téhéran, qui fait trois mille morts supplémentaires dans cette guerre sans fin.

Le 14 juillet 1987 fut un jour d'ivresse. On n'entendit pas un sifflet sur les Champs-Elysées, mais l'on perçut parfaitement la réflexion bourrue d'un CRS vexé que cet homme-là passe devant lui les yeux fixés sur l'Arc de triomphe : *« Alors, François, nom de Dieu, regarde-nous ! »* François Mitterrand a pour lui le verbe et il en use jusqu'à l'envoûtement. il écoute et parle. Aux étudiants, aux cheminots, à Jean-Marie Tjibaou venu le voir à l'Elysée, au comte de Paris qui le soutient et célèbre en sa compagnie, le 3 avril 1987, l'année capétienne, aux ouvriers victimes de la crise, aux petits épargnants effrayés par le krach boursier, au Père Wresinski, aux pauvres pour leur proposer un revenu minimal, aux Prix Nobel. A tout le monde et à Jacques Chirac, chaque mercredi matin, au moins, avant le conseil des ministres. Il parle de la République et de ses principes — liberté, égalité, fraternité — aux contenus si divers qu'ils distinguent la République sociale de la République bourgeoise.

Le libéralisme triomphant de mars 1986 fait la tête, aux Etats-Unis comme en France. *« Le dollar est trop haut »*, hurlent en 1985 des financiers désespérés auxquels un loufiat à queue-de-pie propose quelques raffraîchissements sur un dessin de Plantu. *« Le dollar est trop bas »*, crient les mêmes, en 1987 ; le loufiat s'en va, son plateau sous le bras et dit, torse bombé : *« Faudrait savoir ! »* Au mois d'octobre, après le « lundi noir » du 19 à la Bourse, Edouard Balladur est songeur, dans sa chaise à porteurs, et les petits porteurs sont tout nus. Le rythme des privatisations, qui ont connu un formidable succès, ralentit au moment même ou Catherine Deneuve, à la télévision, vante en « réfléchissant » les mérites de Suez. Le pragmatisme gouvernemental succède au triomphalisme du ministre de l'économie et des finances.

La roue tourne. L'argent se fait et se défait. François Mitterrand parle aux jeunes, toujours de la République, encore de l'Europe. Il continue sur la lancée de son discours de la Sorbonne, au mois de mai : *« Nous sommes français* — « nos ancêtres les Gaulois », — *romains, un peu germains, un peu juifs, un peu italiens, un peu espagnols, de plus en plus portugais. Je me demande si nous ne sommes pas un peu arabes. »*

Un détail

François Mitterrand parlait à une génération formée à l'instruction civique par... Jean-Marie Le Pen. Depuis que le chef de file de l'extrême droite avait effectué son retour en force, à compter de 1983 et surtout des élections européennes de 1984, on entendait dire dans les écoles et les lycées de périphérie et de banlieue : *« Le Pen veut virer mes copains. »* L'air du temps devint, en précipité, *« touche pas à mon pote »*. A terme, Jean-Marie Le Pen militera contre lui-même, rattrapé par l'âge des potes et le vote à dix-huit ans.

Pour un *« détail »*, à l'automne 1987, Jean-Marie Le Pen perdit ses faux airs de virginité ambiguë. Les camps de concentrations nazis, dit-il à RTL-*le Monde*, le 13 septembre, sont *« un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale »*. Avant l'été, pendant près de deux mois, la France avait réveillé les douleurs de son passé. Klaus Barbie, chef de la section IV « antiterroriste » et de la sous-section IV B « antijuive » dans la police allemande, à Lyon pendant l'occupation, comparut aux assises. la France assistera au défilé des ombres, singulièrement des enfants juifs d'Izieu, raflés, jamais revenus d'Auschwitz. Seule Léa Feldblum est rentrée. Monitrice, elle avait, à l'époque, vingt-quatre ans. Du témoignage de cette femme à bout de nerfs, Jean-Marc Théolleyre retint quelques mots épars : *« Je les aimais beaucoup ; les plus petits pleuraient, les autres ont chanté. Là-bas, on les a tous brûlés. »* Réclusion criminelle à perpétuité.

La jeunesse et l'Europe, l'Europe et la défense, la défense et la paix.

La jeunesse hérite d'Eurêka, Europe de la science, et d'Erasmus, Europe du savoir, tandis que la fusée Ariane renonce enfin à ses galipettes explosives au-dessus de l'Atlantique. Elle attend 1992 et l'ouverture du grand marché unique puissamment relayée par Jacques Chirac. Il n'y a plus en France, dit-on drôlement à l'Elysée, un conseiller général qui, inaugurant 300 mètres d'un chemin viscinal, n'affirme en coupant le ruban tricolore : *« Cette route sera pour nous un atout majeur en 1992. »*

Elle hérite aussi d'une brigade et d'un conseil franco-allemands de défense. Drôle d'histoire quand on ne veut que la paix. La paix par le haut : c'est le discours du Bundestag, en 1983, qui encourage l'implantation des fusées américaines Pershing-2 en Europe afin d'équilibrer la terreur des SS-20 soviétiques. La paix par le bas : c'est l'approbation du traité américano-soviétique signé le 8 décembre à Washington sur l'élimination des missiles intermédiaires ; c'est aussi le discours, controversé, sur la nuisance politique, voire l'inutilité des armements nucléaires français à courte portée ; c'est, enfin, la réflexion souterraine sur l'*« l'économie »* du désarmement et les bénéfices que l'éducation ou la recherche pourraient tirer d'un moindre coût de la défense.

Que veut dire ce discours d'espoir s'il est tenu part un vieil homme ? La question a été posée, l'argument souvent utilisé. Ils le seront encore. A René Monory le perfide, qui remarquait qu'au terme d'un second septennat le président sortant aurait soixante-dix-neuf ans, François Mitterrand répond que l'imprudent n'a aucun sens de la communication politique ; *« il aurait dû dire :* « M.Mitterrand aura cent six ans en 2016 ».

A un mois du premier tour, rien n'y fait. Ni l'âge ni les « affaires », Irlandais de Vincennes, Greenpeace, Carrefour du développement, ventes d'armes à l'Iran par la société Luchaire, *« plombiers »* dits du Conseil supérieur de la magistrature. Toutes ont été exploitées, dirigées contre le président de la République. Il s'y attendait : *« La droite, c'est la chasse à l'homme. Politiquement, ils n'ont pas de prise sur moi. Alors, que leur reste-t-il ? L'argent et les mœurs. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours méfié, chacun le sait. Quant à mes mœurs, elles sont ordinaires. Ils cherchent autre chose. Il leur faut des diamants. »*

Le chef de l'Etat défend publiquement ses amis, Charles Hernu, Christian Nucci, Christian Prouteau, à la radio ou à la télévision. Au plus fort de l'affaire Carrefour du développement, avant que les accusations lancées contre Christian Nucci ne soient ramenées par la police judiciaire à de modestes proportions, l'un de ses interlocuteurs lui dit, au cours d'une conversation privée : *« Mais Nucci risque la prison ! »*. *« Eh bien*, répond-il, *quand bien même. J'aurais un ami en prison. »*

Dès lors, ses adversaires, attentifs au moral de l'ennemi, tenteront de retourner l'argument de la popularité à leur profit. François Mitterrand, disaient-ils, devrait se retirer en pleine gloire. Il a déçu leur espoir au fil des jours.

« Merci pour l'espérance, dit-il en fin de discours, le 9 février à Saint-Benoît-de-la-Réunion. *Je vous quitterai avec un peu plus de force en moi-même, pour avoir retrouvé l'élan que je ressens, l'élan qui vous habite. Parce que, pour réussir, il faut y croire. Et le vouloir. Vous le voulez ? »*. *« Oui »*, répondit la foule. *« Alors*, conclut le président, *j'attends la suite le cœur en paix. »*

Il venait tout juste de murmurer, joue contre joue avec une jeune chanteuse, l'hymne des îles. *« P'tit fleur fanée, p'tit fleur fanée, di a moi toujours, coc' c'est l'amour ? »*

« Etienne, Etienne, Etienne... », Evidemment.

JEAN-YVES LHOMEAU.

FIN

Trois élections cantonales

La majorité gagne deux sièges et en perd un

Deux à un pour la majorité : tel est le score des trois seconds tours d'élections cantonales organisés dimanche 20 mars. Pourtant, le pronostic qui pouvait être établi au soir du premier tour laissait prévoir une autre marque : trois à zéro pour la gauche.

Majoritaire le 13 mars en Lot-et-Garonne et dans le département voisin de Tarn-et-Garonne, la gauche perd deux sièges qui étaient ses fiefs depuis de nombreuses années, pour cause de mauvais reports de voix. Cette indiscipline républicaine vaut au Parti communiste de ne pas récupérer le canton du Mas-d'Agenais, que les socialistes lui avaient ravi en 1982, et au Parti socialiste de perdre celui de Bourg-de-Visa.

Ces deux succès enregistrés par la majorité sont atténués par un échec dans l'Aisne, où le RPR n'a pu conserver le siège qu'il détenait à Laon-Nord. Une bonne mobilisation de l'électorat doublée de bons reports à gauche a permis à la candidate du PS de l'emporter.

AISNE : canton de Laon-Nord (2e tour).

Inscr., 9 906 ; vot., 6 671 ; suff. expr., 6 427. Mme Madeleine Cazin, PS, adj. au m., 3 626 voix, ÉLUE ; M. Philippe Douchain, RPR, cons. mun., 2 801.

[Adjointe à l'enseignement et à la jeunesse à Laon, Mme Cazin conquiert le canton de Laon-Nord avec 56,41 % des suffrages exprimés et une avance de 825 voix sur le candidat RPR. En 1985, le scrutin s'était conclu de manière plus serrée : Georges Lemoine (RPR), décédé le 19 janvier dernier, l'avait emporté avec 110 voix d'avance et 50,85 % sur M. Daniel Poulet (PS), alors conseiller général sortant. Arrivée en tête au premier tour, la candidate socialiste a bénéficié d'un bon report des voix qui s'étaient portées sur le représentant du PCF et d'une meilleure mobilisation électorale : l'abstention, qui était de 38,47 % le 13 mars, est tombée à 32,65 % au second tour.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 9 906 ; vot., 6 095 ; suffr. expr., 5 954. Mme Cazin, 1 831 voix ; M. Douchain, 1 444 ; Mme Mathieu, UDF, 1 001 ; MM. Leblond, PCF, 967 ; Devèze, FN, 391 ; Mme Arribas, Verts, 320.

En 1985, Georges Lemoine l'avait emporté au second tour avec 3 273 voix, contre 3 163 à M. Poulet (PS) sur 6 436 suffrages exprimés, 6 726 votants et 9 857 inscrits.]

LOT-ET-GARONNE : canton du Mas-d'Agenais (2e tour).

Inscr., 4 189 ; vot., 3 405 ; *suffr. expr., 3 312. MM.* Jean-Louis Confolent, div. droite., 1 675 voix, ÉLU ; Roland Destieu, PCF, 1 646.

[Le Parti communiste n'a pas réussi à reprendre ce canton, qu'il avait détenu de la Libération à 1983, contrairement à ce que les résultats du premier tour pouvaient lui laisser espérer. Il pourra, à bon droit, en vouloir au Parti socialiste. Car, si le candidat de la droite a pu bénéficier d'une meilleure participation au vote (109 suffrages exprimés supplémentaires), le candidat communiste n'a pas retrouvé la totalité des suffrages qui, dimanche dernier, s'étaient portés sur lui et sur son challenger socialiste : il lui en manque 280. Le PS n'a probablement pas apprécié d'avoir été devancé au premier tour dans un canton qu'il avait pris aux communistes en 1983, et qu'il a dû abandonner à la suite du décès de Daniel Castaing. Ainsi la gauche, majoritaire la semaine dernière, est battue ce dimanche.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : inscr. 4 189 ; vot. 3 303 ; suffr. expr. 3 212. MM. Confolent, 1 286 voix ; Destieu, 1 045 ; Jean Dall'Agnol, PS, 881.

Au second tour de 1982, Daniel Castaing l'avait emporté avec 2 167 voix contre 1 004 à M. Mériau (UDF) sur 3 171 suffrages exprimés, 3 354 votants et 4 017 inscrits.

TARN-ET-GARONNE : canton de Bourg-de-Visa (2e tour).

Inscr., 1 840 ; vot., 1 481 ; suffr. expr., 1 398. MM. Etienne Millet, CNI, 740 voix, ELU ; Jean-Claude Lacoste, sout. PS, 658.

[Bien que majoritaire au premier tour avec au total 56,69 % des voix, la gauche perd ce siège. Son représentant au second tour ne recueille que 47,06 % des suffrages exprimés. Alors que le candidat soutenu par le PS enregistre un manque à gagner de 125 voix par rapport au total de la gauche du 13 mars dernier, M. Millet obtient 142 suffrages de plus que le total de la droite au premier tour.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 1 841 ; vot., 1 410 ; suffr. expr., 1 381. MM. Lacoste, 368 voix ; Millet, 310 ; Latapie, MRG, 308 ; Lacombe, UDF-CDS, 172 ; Giron, RPR, 116 ; Jacquet, PCF, 107.

En 1982, André Richard, PS, décédé le 31 janvier dernier, avait été réélu au second tour, avec 588 voix, contre 447 à M. Lacoste (div. g.) et 441 à M. Giron (RPR), sur 1 476 suffrages exprimés, 1 502 votants et 1 872 inscrits.]

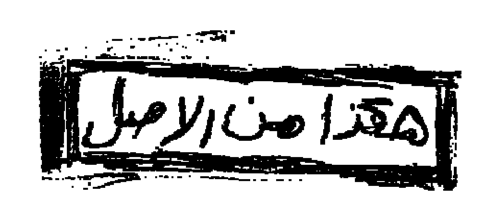
Une élection municipale

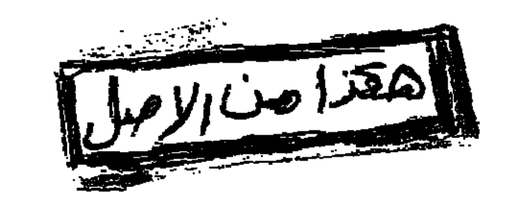
SEINE-MARITIME : Bolbec (1er tour)

Inscr., 8 388 ; vot., 6 286 ; suffr. expr., 6 157. Liste d'union de la majorité conduite par M. Moutier, 2 252 voix ; liste du PCF conduite par M. Havard, 1 810 ; liste du PS conduite par M. Roussel, 1 526 ; liste des rénovateurs, conduite par M. Vue, 569. *Il y a ballottage.*

[Arrivée en tête, la liste de droite améliore son score de 1982 : 36,57 % au lieu de 33,88 %. La liste communiste qui devance les deux autres listes de gauche, enregistre une perte de quatre points : 29,39 % au lieu de 33,39 %. Celle du PS marque également un recul : 24,78 % au lieu de 27,90 %. Ces régressions profitent à une liste animée par des amis de M. Pierre Juquin.

Ce scrutin avait été provoqué par les socialistes qui s'étaient démis de leur mandat après le décès du maire communiste, Paul Belhache.]


هكذا من الاصل



Société

Cent un « champions » réunis en séminaire

Un cocktail d'espoirs

« Vous êtes les futurs prix Nobel », leur a dit le professeur Louis Leprince-Ringuet. Une façon de parler : le *« cocktail d'espoirs »* organisé par la fondation Fredrik Bull, les samedi 19 et dimanche 20 mars, à Jouy-en-Josas (Yvelines), ne réunissait pas seulement des majors de l'ENA, de Polytechnique, de Normale supérieure et de plusieurs autres grandes écoles, mais aussi des sportifs, des créateurs d'entreprise, des comédiens, un menuisier, un maçon, un harpiste, un architecte-paysagiste, une maquilleuse artistique... Cent un champions au total, âgés de dix-huit à vingt-sept ans, et choisis parmi les meilleurs de chaque discipline.

Objectif de ce séminaire pas comme les autres : confronter les points de vue de ces jeunes Français, les sonder sur leurs rapports avec la technique, et plus généralement, sur la manière dont ils envisagent leur avenir et la vie en société. Savoir, en somme, s'ils ont envie de changer le monde ou d'en profiter, s'ils se considèrent comme des privilégiés ou se sentent déjà accablés de responsabilités.

Ce n'est pas parce qu'on est prix Nobel de physique, de chimie ou même de littérature qu'on a forcément des choses originales à dire sur l'existence humaine. Cela s'était vérifié en janvier dernier quand une brochette de primés avait été réunie à l'Elysée. Les cent un « espoirs » rassemblés autour du professeur Leprince-Ringuet ont eu suffisamment d'humour pour ne pas prétendre refaire le monde en quarante-huit heures. Ils se sont gardés de rédiger un quelconque texte et n'ont accepté qu'à contre-cœur de résumer leurs discussions de groupes.

L'addition de brillants sujets peut réserver des surprises. Aux Etats-Unis, paraît-il, on a sélectionné des... rats très doués, ceux qui se repèrent immédiatement dans les labyrinthes, et on les a enfermés ensemble. Au bout de quelques jours, ils se heurtaient misérablement aux parois et leur poil s'amollissait. On a réuni ensuite les rats les plus tocards. Miracle : leur poil s'est redressé, ils sont devenus très bons en labyrinthes...

« Nous sommes simplement bons »

L'histoire a fait beaucoup rire nos cent un espoirs. Ils avaient d'ailleurs pris les devants en multipliant les remarques du genre : *« Nous ne sommes pas les meilleurs, nous ne sommes pas les plus intelligents, nous sommes siplement bons... Dire qu'on a réussi serait absurde : la réussite ne se limite pas à la vie professionnelle et n'est pas une chose terminée : nous sommes en mouvement. »*

Quel point commun y a-t-il entre un saint-cyrien et une styliste, entre un meilleur compagnon de France et une agrégée de philosophie ? *« Le fait d'avoir une passion, en tout cas de s'être défoncé pour arriver à quelque chose »*, remarque un jeune pensionnaire de la Comédie-Française. Certains ont avoué pourtant n'avoir pas vraiment choisi leur voie : une première S, un bac C, une prépa, une grande école... Ils ont été portés par le succès plutôt que par une vocation.

« C'est un bon café du commerce », commentait, samedi matin, Frédéric Charron, peintre de vingt-cinq ans, major de l'Ecole des beaux-arts. A la fin des débats, le major de Polytechnique retournait la remarque comme un gant : *« Un consensus sur une éthique de bazar ? Peut-être. Mais il est remarquable que nous soyons parvenus ensemble à ces banalités. Nous parlons le même langage, nous sommes à peu près d'accord sur quelques idées simples mais essentielles. »*

Les nouvelles technologies ont été expédiées en une matinée. *« C'était le cahier des charges »*, dit Joël Armary, ancien de Centrale, ingénieur du groupe L'Oréal. Beaucoup ne s'y intéressent pas. Pour eux, c'est un sujet dépassé. Ils baignent dans les techniques depuis l'enfance, les considèrent en consommateurs sans avoir vraiment envie d'en créer de nouvelles. *« Vivre avec elles, en limitant les dégâts. »*

C'est avec passion, en revanche, que les « espoirs » ont débattu de l'éducation ou de la famille. La plupart sont apparemment satisfaits de la formation qu'ils ont reçue – et on les comprend un peu ! – mais sont très critiques à l'égard d'un système qui produit tant d'échecs et d'exclus. Le modèle familial dans lequel ils ont grandi ne semble pas leur déplaire. Ils voudraient, selon les termes d'un jeune polytechnicien, *« le reproduire en l'aménageant »*.

Une journée et demie, c'est vite passé, surtout en si bonne compagnie. Les « espoirs » ont tout juste eu le temps de faire connaissance. Désireux de poursuivre cet échange, certains ont décidé d'organiser une nouvelle rencontre. *« J'ai trouvé ici ma femme »*, affirmait en partant un de ces champions. On leur souhaite beaucoup de petits Nobel...

ROBERT SOLÉ.

Les propositions du candidat Pierre Juquin

« Éduquer ou armer, il faut choisir »

M. Pierre Juquin a présenté son programme éducatif, dimanche 20 mars, lors d'un colloque organisé à Paris par son comité national de soutien. Il a souhaité que l'éducation soit *« un enjeu prioritaire, objet d'un débat national approfondi »* et a préconisé des Etats généraux pour une réforme de l'école, en mai 1989, associant enseignants, éducateurs parents et jeunes. Il a demandé que les dépenses d'éducation passent de 7 % à 10 % du produit national brut, de sorte que le budget de l'éducation représente un quart des dépenses de l'Etat. *« Pour cela*, a-t-il indiqué, *il faut opérer des transferts drastiques et l'armée doit être la première à en faire les frais. Eduquer ou armer, il faut choisir. »*

Ces moyens supplémentaires doivent être utilisés en priorité contre l'échec scolaire et la sélection. M. Juquin préconise une loi-programme de cinq ans contre l'échec, de la maternelle (pour tous à partir de deux ans) jusqu'à la terminale (pour tous également).

Pierre Juquin souhaite un triplement du nombre des étudiants et l'attribution d'une allocation d'études à tous. Il préconise un *« amalgame progressif »* des grandes écoles et des universités.

M. Juquin se prononce pour une unification par le haut du recrutement, de la formation, des salaires et des conditions de travail des enseignants. Il suggère que la formation soit portée à cinq ans après le baccalauréat pour tous, le statut de référence étant celui des agrégés.

L'amicale des déçus

Juquindolâtres s'abstenir. Le *« comité Juquin »* du lycée Darius-Milhaud du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) n'a rien du fan-club. Les six professeurs qui ont choisi de saucissonner ensemble vendredi 18 mars, à l'heure où leur collègues partagent l'ordinaire de la cantine, ne célèbrent pas le culte du candidat rénovateur. *« Juquin n'est pas crédible, car il n'a pas de programme ! »*, ose même une enseignante d'économie. Et sa consœur germaniste assure : *« Sa personnalité [me] reste en travers de la gorge. »* Alors, pourquoi cette curieuse communion qui réunit un communiste en rupture de cellule, deux militants trotskistes, une ex « Mao spontex » et deux sympathisantes de la CFDT ? Pourquoi ces électeurs, dispersés en 1981 entre Mitterrand, Marchais, Laguiller et Bouchardeau, soutiennent-ils un septennat plus tard la candidature de Pierre Juquin ?

Il faut dire que Darius-Milhaud n'est pas un lycée comme les autres. Implanté en pleine circonscription de Georges Marchais, il a été créé, voici douze ans, sous l'impulsion des élus communistes et a toujours été considéré comme un établissement très politisé. Sa cellule du PCF a compté jusqu'à une vingtaine de professeurs, sur une centaine au total. Après l'affaire du « bulldozer de Vitry », et lorsque les jeunes communistes ont accusé certains enseignants de tolérer la drogue, *« on s'est empaillé dans la salle des profs »*, se rappellent aujourd'hui les juquinistes. Mais chacun s'est progressivement fatigué de ce climat de guerre civile et la lutte politique a cédé la place aux discussions sur la couleur des boutons de portes.

Impasse totale, besoin de repartir sur des bases nouvelles sans couper ses racines politiques. *« Nous nous sentons tellement coincés face à la sélection sociale et à l'échec scolaire qui s'aggravent et nous ne savons plus que proposer »*, constate la prof de maths, qui était *« en fac dans les années 60 au moment où Juquin purgeait l'UEC »* et n'a *« aucune illusion sur le personnage »*. *« J'ai la nostalgie du temps où nous discutions de choses importantes au lycée »*, avoue sa voisine, venue en « curieuse » à la réunion. *« Après la trahison de la cohabitation, l'heure est au doute. Nous avons besoin de discuter et de remettre les choses à plat »*, confirme l'ancien pilier du PCI, exclu en janvier dernier de cette organisation pour juquinisme ; il dialogue aujourd'hui avec son adversaire de toujours, le communiste du PCF qui, après vingt ans de parti, n'a pas repris sa carte.

Pour l'heure, ce comité Juquin tient surtout de l'auberge espagnole, de l'amicale d'exclus et de déçus, en quête d'un programme et d'idées neuves. L'homme-emblème, ils l'ont avec Pierre Juquin, qui revendique comme eux les trente-cinq heures et le droit de vote aux immigrés. Ils se rassurent en constatant que *« son entourage n'est pas uniquement composé de vieux briscards de l'extrême gauche »* et que *« les jeunes parlent beaucoup de lui »*. Déjà, le phénomène Juquin a provoqué un effet inattendu : rapprocher les trotskistes et les communistes rénovateurs, qui, bien que militant dans deux tendances ennemies de la FEN, ont ferraillé ensemble contre les majoritaires socialistes lors du récent congrès de la Fédération.

Mais la mosaïque-Juquin est loin de renvoyer un image claire. Entre le trotskiste syndiqué à FO, qui défend *« l'école qui instruit »*, et le militant du SGEN-CFDT, partisan de l'innovation pédagogique, entre celui qui veut construire un *« parti de classe »* et celui qui vient *« reprendre espoir »*, le débat sur le fond s'annonce électrique. Il faudrait encore beaucoup agiter ces ingrédients-là pour que la mayonnaise prenne.

PHILIPPE BERNARD.

REPÈRES

Universités

Pour le retour du doctorat d'Etat

Alors que le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur met la dernière main à un ensemble de quatre décrets qui apportent de sérieuses retouches au régime des études doctorales (*le Monde* du 17 mars), les universitaires proches de la majorité font monter un peu plus les enchères.

La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche vient en effet de réaffirmer sa volonté de voir rétablie la thèse de doctorat d'Etat, *« au moins dans un certain nombre de grandes disciplines »*.

Craignant sans doute que la période électorale n'incite le gouvernement à la prudence, ce rappel de ses positions traditionnelles par le syndicat autonome prend la forme d'un avertissement : *« Les universitaires ne comprendraient pas que ce rétablissement du doctorat d'Etat soit une fois de plus retardé. Le souci de rétablir la qualité de notre enseignement supérieur doit primer toute autre considération. »*

● ***Manifestation d'élèves instituteurs à Paris.*** – Un millier d'élèves instituteurs ont manifesté le samedi 19 mars à Paris, pour protester contre l'examen final institué depuis cette année à l'issue de leur formation de deux ans à l'école normale. Ce défilé, organisé par une « coordination nationale » soutenue par le SNI-PEGC (FEN) et le SGEN-CFDT, avait aussi pour but de réclamer une refonte totale du contenu et des finalités de la formation des instituteurs, jugés *« infantilisants »*. Les manifestants ont estimé qu'*« il est incohérent d'avoir porté la limite d'âge à quarante ans pour devenir instituteur et de continuer de faire subir la même formation que lorsqu'on recrutait les normaliens à l'issue du lycée »*. Ils ont également réclamé *« une véritable formation professionnelle pour adultes, sanctionnée par un diplôme de second cycle équivalant à la maîtrise »*.

Pollution

Des tracteurs contre les déchets nucléaires

Plusieurs centaines de manifestants, pour la plupart agriculteurs, ont défilé le samedi 19 mars dans les rues de Segré (Maine-et-Loire) pour commémorer à leur manière le premier anniversaire de l'installation dans cette ville d'une antenne de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

Equipés d'une vingtaine de tracteurs, ils ont déversé et brûlé des déchets en plein centre-ville. Un escadron de gardes mobiles venus de Rennes avait établi un cordon de protection autour de l'agence.

D'autre part, plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux enfants, ont manifesté le même jour à Moissannes (Haute-Vienne) pour protester contre l'implantation éventuelle d'un dépôt de déchets nucléaires.

Une campagne mondiale pour favoriser les vaccinations d'enfants

GENÈVE
de notre correspondante

L'UNICEF et l'OMS ont-elles les moyens de leur politique ? C'est en fait la question qui était posée lors du colloque organisé récemment à Talloires (Haute-Savoie) auquel participaient, outre les représentants de ces deux organisations et d'autres institutions humanitaires, de nombreux ministres de la santé de pays du tiers-monde, ainsi que des représentants de la Task Force. Cette organisation a été créée en 1984 à Atlanta (Géorgie), à l'initiative de Robert McNamara, père de la Banque mondiale, Jonas Salk, l'inventeur du vaccin contre la poliomyélite, et Charles Mérieux, fondateur de l'institut et de la fondation qui portent son nom – qui n'ont guère eu de mal à convaincre la Banque mondiale et des groupements privés, comme la Fondation Rockefeller et les Rotary clubs, de s'intéresser à une campagne de vaccinations des enfants à l'échelle mondiale.

L'OMS a adopté le slogan *« La santé pour tous en l'an 2000 »* et l'UNICEF s'est fixé pour objectif de vacciner d'ici à 1990 plus de 70 % des enfants des pays pauvres. Il reste que quatorze millions d'enfants qu'on aurait pu sauver à peu de frais meurent chaque année (*le Monde* du 11 décembre 1987) ; c'est la prise de conscience du fait que ni les grandes institutions internationales ni les nombreuses associations bénévoles ne parviennent aux résultats escomptés qui a entraîné la création de l'organisation privée américaine Task Force. Des débats de Talloires, il est ressorti que les institutions devraient assouplir leur bureaucratie, mieux s'adapter à la diversité des pays du tiers-monde, et que la formation des soignants locaux et les soins donnés aux mères sont des conditions essentielles pour la réussite de cette campagne mondiale de vaccinations.

Mais, étant donnée sa composition, la Task Force a pu être perçue comme un groupe de pression. Elle est américaine dans sa majorité, et l'on ne saurait sous-estimer le rôle prépondérant des Etats-Unis dans toute organisation internationale.

I.V.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*


Le Monde
PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

Préconisant la réunion d'états généraux de la sécurité

Le Syndicat des policiers en civil va ouvrir des cahiers de doléances dans les commissariats

A l'appel du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), principale organisation des inspecteurs et enquêteurs, sept cents policiers se sont réunis, le 19 mars, à la Mutualité à Paris, pour demander une réforme du corps des inspecteurs de la police nationale. Secrétaire général du SNAPC, M. François-Jean Tabone a annoncé que son organisation ouvrirait dans les commissariats des cahiers de doléances destinés à recueillir les critiques du public et des policiers sur le fonctionnement des services de police. Il a aussi préconisé la réunion d'états généraux de la sécurité, sans donner de précisions sur la date, les participants ou même les objectifs d'une telle assemblée.

La grogne actuelle des inspecteurs résulte de l'échec des discussions menées avec les services de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, sur les conditions d'une réforme des structures des corps en civil de la police nationale. Venu assister à Bordeaux au huitième congrès du SNAPC, le ministre, le 29 octobre 1987, avait déclaré qu'il était d'accord avec les inspecteurs sur la nécessité d'une réforme (*Le Monde* du 31 octobre 1987). Il disait alors vouloir *« aboutir vite »*, annonçant aux congressistes la création d'une commission chargée de faire rapidement des propositions. Mieux, M. Pandraud s'engageait à présider en personne, *« au moins une fois par mois »*, les réunions. L'accord avec le SNAPC semblait si profond que M. Tabone, réélu secrétaire général du syndicat, devait assurer, après avoir écouté le ministre délégué : *« J'ai cru entendre parler l'un des nôtres. »*

Installée le 20 novembre 1987, la commission s'est réunie à six reprises. Ont participé à ses travaux, outre le ministre ou son délégué, M. Ivan Barbot, directeur général de la police nationale, les représentants de l'administration, des syndicalistes de Force ouvrière et du SNAPC. Le Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP), affilié à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), avait, pour sa part, refusé de prendre part à des réunions qui, selon lui, n'étaient qu'une *« mascarade »*.

Des griefs multiples

Le 26 février dernier, l'administration a fait ses propositions : quelques corrections d'indices, mais rien de cette grande réforme globale que les inspecteurs espéraient pour, notamment, débloquer le cours des carrières actuellement figées. Il s'y ajoute l'incertitude concernant la mise en pratique de la nouvelle loi faisant des gardiens de la paix des agents de police judiciaire. Dotés de nouveaux pouvoirs judiciaires, les gardiens de la paix seront-ils sous l'autorité des inspecteurs, officiers de police judiciaire, qui s'estiment investis d'une telle mission par les textes, ou bien resteront-ils sous celle des commissaires et des officiers de paix, comme c'est le cas actuellement ? L'absence de circulaire d'application pour préciser cette question promet, d'ores et déjà, de beaux conflits de compétences. En attendant, les inspecteurs se sentent déjà un peu plus méprisés par une hiérarchie qu'ils dépeignent volontiers – ce fut le cas, une fois encore, à la Mutualité – sous les traits de *« petits chefs plus accrochés à leurs avantages qu'à leurs devoirs »*.

Le meeting de samedi a donné l'occasion de dresser le catalogue des multiples griefs que les inspecteurs font à leur maison : vétusté des locaux, absence de moyens, frais de mission *« ridicules »*, hiérarchie *« archaïque et moyenâgeuse »*, tâches indues, *« exploitation politique des bonnes affaires »* mais refus de faire face aux *« mauvaises »*, *« traficotage »* des chiffres de la délinquance, *« copinages politiques au détriment de l'ancienneté ou de la compétence »*, *« enquêtes tendancieuses « cornaquées » par certains responsables du « cimetière des éléphants »* [l'IGPN, en jargon policier] *pour prendre la défense de quelques pachydermes »*, *etc.*

De savoureuses anecdotes ont été contées, telle celle de ce chef de patrouille scoute interpellé dans la rue pour port de son couteau assimilé à une arme de sixième catégorie : ils s'agissait de dénoncer la tendance des commissaires de voie publique à vouloir avant tout *« faire du chiffre plutôt que de lutter réellement contre la délinquance »*.

« Français, votre police fout le camp », a proclamé l'un des responsables syndicaux. Constat sévère mais absence de perspectives. *« Nous avons été promenés de négociation en négociation »*, reconnaissait à la tribune un autre, exprimant le sentiment dominant de la salle. A la fin de la réunion, quelques rares *« Dans la rue ! »* étaient rapidement étouffés, tandis que les policiers se dirigeaient, déçus, vers la sortie.

GEORGES MARION.

Le directeur de la caisse de sécurité sociale des Français à l'étranger inculpé et écroué

Le directeur de la caisse de sécurité sociale des Français à l'étranger (CFE), M. Serge Billon, quarante-six ans, a été inculpé, samedi 19 mars, de trafic d'influence, faux en écritures privées et usage, et incarcéré. Quarante-huit heures plus tôt, son adjoint, M. Christophe Pillay, trente-neuf ans, avait été placé sous mandat de dépôt après que lui eurent été notifiées les mêmes inculpations, ainsi que MM. Francis Imbard et Yves Bidot, dirigeants de sociétés d'informatique.

Cette affaire a pour origine des achats par la caisse de matériels informatiques d'occasion livrés en 1986 mais à des prix dépassant largement leur valeur réelle. Le conseil d'administration de la CFE avait été informé de cette situation. Son président, M. Jean-Pierre Cantegrit, sénateur des Français établis hors de France (Gauche démocratique), avait alors demandé à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) une enquête, dont les résultats confirmèrent les anomalies signalées et firent découvrir une concertation entre les fournisseurs qui n'était pas ignorée des dirigeants de la caisse. M. Billon est aussi directeur de la caisse primaire d'assurances-maladies (CPAM) des salariés de Seine-et-Marne, celle-là même qu'avait dirigée René Lucet avant d'être nommé à Marseille, où les raisons de sa mort en 1981 ne furent jamais éclaircies. Les conseils d'administration de la CPAM de Seine-et-Marne et de la CFE doivent se réunir prochainement pour désigner de nouveaux directeurs.

La CFE est un organisme de sécurité sociale particulier auquel ont recours 34 200 Français établis à l'étranger et les 19 000 membres de leurs familles. Ses adhérents – volontaires – constituent une minorité parmi les Français vivant à l'étranger, les fonctionnaires continuant de relever de la sécurité sociale. La caisse perçoit chaque année 550 millions de francs environ en cotisations. Son conseil d'administration est composé d'élus du conseil supérieur des Français à l'étranger, de fonctionnaires de l'Etat et de représentants du CNPF et des mutuelles.

Le scandale financier de la Société d'aménagement de la région rouennaise

Jugement le 1er avril

Le tribunal correctionnel de Rouen rendra son jugement le 1er avril prochain dans l'affaire du scandale financier de la Société d'aménagement de la région rouennaise (SARR), dont le principal prévenu est Jean-Claude Petit, directeur de la SARR au moment des faits, et contre qui le procureur de la République avait requis, vendredi, trois ans de prison ferme et 800 000 francs d'amende (*le Monde* daté 20-21 mars).

A l'issue de la deuxième journée du procès, samedi 19 mars, consacrée aux plaidoiries des avocats de la défense, M. Pierre Albertini, maire UDF de Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime), mis en cause par Jean-Claude Petit, a formellement démenti *« avoir donné au directeur de la SARR une quelconque directive en vue de recueillir des fonds destinés à une ou des campagnes électorales »*. *« La thèse de celui-ci n'est qu'un habillage pour tenter de couvrir les escroqueries qu'il a commises »*, a affirmé dans un communiqué M. Pierre Albertini, qui est aussi président départemental du réseau barriste REEL. *« Profondément choqué par l'exploitation de cette affaire et dans l'impossibilité de se défendre devant le tribunal correctionnel »*, M. Albertini, se réserve d'y donner *« la suite judiciaire qui convient »*.

La crise de l'éducation surveillée

Des précisions du directeur régional de l'Ile-de-France

A l'occasion du trente-troisième congrès du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), nous avions consacré un article à la politique de la chancellerie et à la position des éducateurs du département de l'Essonne qui contestaient la politique d'« évaluation » élaborée par la place Vendôme (*le Monde* du 9 mars).

M. Auguste Dorléans, directeur régional de l'Ile-de-France, nous écrit à ce sujet afin de nous préciser les fondements de la politique de redéploiement menée par Mme Michèle Gianotti, directrice de l'éducation surveillée. La chancellerie invoque la mauvaise gestion de certains établissements de la région parisienne, qui se traduit par un encadrement trop important au regard du nombre de jeunes accueillis sur place. Ce nombre trop élevé d'éducateurs justifie la mise en place de *« commissions d'évaluation »* destinées à *« redéployer »* les effectifs au sein de l'éducation surveillée.

Afin d'étayer cette position, M. Auguste Dorléans nous communique le détail des effectifs de cinq établissements de la région parisienne :

- **Corbeil** : 28 membres du personnel dont 16 éducateurs. 6 jeunes hébergés (cinq jours par semaine) + 7 demi-pensionnaires (de 9 h 30 à 17 heures) + 49 mesures de milieu ouvert (dans leur famille). On compte 25 cas pour l'éducateur même lorsqu'il y a des fratries et des très jeunes.
- **Linas** : 17 membres du personnel dont 10 éducateurs. 7 jeunes présents.
- **Chantier Sud** : 2 éducateurs et 1 enseignant technique pour 4 jeunes.
- **Chantier Nord** : 2 éducateurs, 3 jeunes.
- **Bures-sur-Yvette** : 53 membres du personnel (dont 25 éducateurs et 7 enseignants professionnels) pour 39 élèves. 25 membres présents la semaine, plus 14 dans la journée seulement.

Ces chiffres sont le maximum théorique, non compris les absents, fugueurs... et dont un petit nombre seulement sont délinquants, les autres bénéficiant d'une mesure de protection judiciaire.

M. Dorléans tient par ailleurs, à préciser qu'*« un audit, très commenté et critiqué, a recommandé pour l'éducation surveillée une réorganisation de ses services, une meilleure utilisation de ses moyens et une réponse mieux adaptée aux problèmes de délinquance juvénile. Si c'est au service de cette conviction bien ancrée que l'éducation sera toujours une priorité à l'éducation surveillée, ce que n'a cessé de proclamer son directeur, Mme Giannotti, malgré ce qu'en disent ses détracteurs, alors il y a un courage certain à affronter les réajustements nécessaires et dont bien peu contestaient il n'y a pas si longtemps l'absolue nécessité. »*

● **Suspension d'un mot d'ordre de grève.** – Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES) a annoncé qu'il suspendait son mot d'ordre de grève annoncée pour le 22 mars. Par cet arrêt de travail, il entendait protester contre l'ouverture d'un service éducatif à encadrement renforcé à Emancé (Yvelines) (*le Monde* du 16 mars). Cette décision a été prise après une rencontre d'une délégation du SNPES et de Mme Michèle Giannotti, directrice de l'éducation surveillée.

Enlevé en Haute-Savoie

Un jeune homme assassiné après le versement d'une rançon

Un jeune homme de vingt ans, Hervé Tondu, disparu dimanche 20 mars à Annemasse (Haute-Savoie), a été trouvé mort lundi 21 mars à Ruy, près de Bourgoin-Jallieu (Isère). Il avait été exécuté d'une ou, plusieurs balles de petit calibre tirées dans la tête, vraisemblablement à bout portant, par un 22 long rifle.

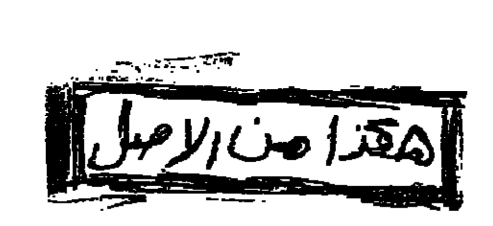
Le corps a été découvert sur un chemin forestier au lieu-dit les Traîneaux, sur la commune de Ruy, à environ 150 kilomètres du lieu supposé de l'enlèvement.

Vers 11 heures, la famille de Hervé Tondu a quitté Vétraz-Monthoux (Haute-Savoie), où elle habite, pour Bourgoin-Jallieu, afin d'identifier formellement le corps qui devait être ensuite transporté à l'institut médico-légal de Lyon. L'autopsie devrait notamment permettre de déterminer l'heure à laquelle Hervé Tondu a été assassiné.

Les enquêteurs du SRPJ de Lyon, qui n'avaient été alertés, dimanche soir, qu'une heure après la remise de la rançon, s'efforcent de reconstituer les différentes étapes de ce drame.

Le jeune homme est le fils du gérant d'un magasin Intermarché situé dans la zone industrielle de la Châtelaine, à Gaillard, près d'Annemasse. La rançon – environ 350 000 francs – correspond au total des sommes déposées dans le coffre de la grande surface qui était ouverte dimanche matin. Le père du jeune homme, après avoir reçu une communication téléphonique, avait hâtivement placé la rançon dans un sac de plastique et l'avait déposé au pied d'une cabine téléphonique du village de Bonne (Haute-Savoie), à une vingtaine de kilomètres d'Annemasse.

Le parquet de Thonon-les-Bains devait être alors saisi de l'affaire, mais tant du côté judiciaire que de celui des services de police on observait jusqu'à la découverte du corps un mutisme absolu, vraisemblablement dans l'espoir de pouvoir retrouver vivant le jeune homme disparu. La voiture de celui-ci avait été repérée dans la matinée de lundi dans un hameau proche de Vétraz-Monthoux.



Sports

RUGBY : Tournoi des cinq nations

La dernière charge du capitaine Dubroca

En battant le Pays de Galles par 10 points à 9, l'équipe de France de rugby à XV a remporté le Tournoi des cinq nations, ex aequo avec les Gallois. Troisième titre consécutif pour les joueurs tricolores dans l'épreuve et troisième victoire d'affilée à l'Arms Park. A Londres, l'Angleterre a triomphé de l'Irlande (35-3) et se classe troisième, devant l'Ecosse et l'Irlande (ex œquo).

CARDIFF
de notre envoyé spécial

Qui dira à quoi tiennent les petites choses qui font la grandeur d'un match de rugby ? Le volume des forces en présence et la fluidité du jeu qu'elles engendrent ne suffisent pas à comprendre. Il y a bien, aussi, l'intensité du sacrifice, de la communion qui réunit le terrain et les tribunes. Il y a surtout cette émotion profonde, cet inexplicable frisson qui, depuis les hymnes jusqu'à la sortie du terrain, court sur les peaux avant de gagner les cœurs.

Au regard de tout cela, qu'a-t-on vécu, samedi, tout au long de ce trop *humide après-midi gallois ? Comment* dire cette étrange partie dont *la solennité, tout bien pesé, ne s'est* nourrie que de l'enjeu symbolique *qui la sous-tendait ? Sombre partie* pour une donne sans doute trop claire. *D'un côté, les Gallois* cherchaient la suprématie européenne absolue, millésimée *1988*. C'était, de l'autre, pour les Français un rachat possible après une défaite contre l'Ecosse et quelques maigres prestations. La chance unique aussi, après la seconde place en Coupe du monde, d'aligner trois victoires consécutives dans un Arms Park qui commence sinon à faire sourire, du moins à ne plus vraiment faire peur.

« Merci, monsieur... »

On avait, sponsors aidant, fait *venir les anciens de 68*, et *Daniel* Dubroca, capitaine-talonneur dont il *faudra se souvenir*, *jouait* sa dernière partie du tournoi devant son père. *Il y eut en des temps plus* anciens de plus grands matches pour moins que cela. *Et ce ne fut, le* 19 mars 1988, qu'une partie ordinaire à contribution historique. *Une* partie dense, mais comme privée de toute joie, de tout plaisir.

C'est là, dira-t-on, un bien sévère diagnostic pour un rugby joué sous la pluie. Et c'est vrai qu'à cause d'elle tout prit un bien sale visage. Curieuse pluie d'ailleurs quand on y songe, qui ne fit rage sur Cardiff qu'entre la sonnerie des hymnes et la sortie du stade. La balle étant glissante, on commença avec un gentil capharnaüm de passes perdues et de gestes incertains. La main était malchanceuse, le pied ne valait guère mieux. Jusqu'à Paul Thornburn, canonnier du prince, qui y perdit pour toujours son latin.

La chose aurait pu ne pas être *désagréable si elle n'avait duré* trop longtemps, mais le jeu allait comme se noyant *lui*-même. On était vaillant, mais sans éclair, courageux sans génie. Faute d'attaquer à la main, on chercha bientôt le salut dans des chandelles sans espoir, puis plus tard dans des attaques classiques trop vite avortées. C'est ainsi qu'après une heure de jeu on en était toujours à 3-3.

Il y avait eu un coup de pied de Jean-Baptiste Lafond, l'un des rares ce jour-là à faire entrevoir d'autres horizons, et un autre de Thornburn après une grossière feinte de Robert Jones, d'ailleurs bien malheureux demi de mêlée gallois. Et c'est sur cette égalité que l'on s'était retrouvé à l'orée *du dernier et trop célèbre* quart d'heure. La tradition voulait alors que *les Gallois se déchaînent*, mais la raison donnait les Français gagnants. *Ni la tentative galloise* d'écrasement qui avait suivi la *reprise, ni ensuite le très joli slalom* personnel de Jonathan Davies, ce *Beatle perdu en Cornouailles*, n'avaient suffi à convaincre. La *France allait en finir. Restait à* savoir comment.

Ce fut, après une seconde pénalité de Lafond, un bold-up comme on n'en fait plus, associant Berbizier, Blanco intercalé puis Lescarboura avec un Lagisquet dans le rôle du lampiste des bords de touche. Un bien beau travail, du cousu main à l'ancienne qu'on n'avait plus vu depuis précisément que les trois-quarts français n'ont plus pour consigne de distiller du rêve. Il faudra quand même, à l'heure des bilans, songer à ne pas oublier la décoration de Lescarboura, lui qui avait déjà, au même endroit et au pied, fait gagner la France et qui récidive aujourd'hui avec un plongeon aux frontières du vol.

Avec 10-3 et vingt minutes de jeu, tout habituellement est possible. Surtout à l'Arms Park. Mais tout ce jour-là était joué. Il y eut, certes, ce mouvement des rouges. Davies, Bowen, Ring et Evans prenant pour une fois fort logiquement l'ascendant sur Sella et Lagisquet, plus terne qu'on ne l'espérait. Même Blanco, revenu en catastrophe, ne put rien contre cet essai. Serge Blanco qu'on avait cru il y a quelque temps perdu pour le service et qu'on retrouve jouant à la perfection, avec *un brin de nonchalance désabusée*, le rôle qu'on entend lui faire jouer. *Serge Blanco qui apparaît* aujourd'hui comme le rare – l'uni*que – personnage d'un sport qui*, il y a peu encore, en comptait tant.

10 à 9 donc, et *quelques minutes* que l'on pensait malgré tout pouvoir *être d'éternité. Galles n'avait plus* rien à perdre, mais rien non plus *pour gagner*. Et *c'est ainsi que l'on* vit Thornburn brûler le seul espoir *gallois – une pénalité de plus de* 50 mètres – en une ridicule chandelle.

C'en était fini pour ce tournoi. *Dubroca, qui avait depuis longtemps* annoncé sa sortie, se sauva en courant. *Pour ne pas pleurer sans doute*. Et peut-être aussi pour imiter Jean-Pierre Rives, *qui, en son temps*, avait fait la même chose au même *endroit*. C'est Dubroca qui confiait il y a quelques jours au quotidien *l'Equipe* l'admiration qu'il voue à son prédécesseur et l'angoisse qui est la *sienne de voir « un jour prochain »* les équipes de rugby *« appartenir à des compagnies internationales comme le base-ball aux Etats-Unis ou le XIII en Australie »*. Une autre manière sans doute de dire que l'épopée du rugby et les rêves qu'il engendre et nourrit sont totalement incompatibles avec les intérêts de plus en plus puissants qu'il suscite.

« Merci, monsieur... », dit le *speaker anonyme* de l'Arms Park à l'adresse du capitaine français. La *pluie allait bientôt cesser d'inonder* le Pays de Galles. Dubroca, en larmes dit-on, avait déjà disparu.

JEAN-YVES NAU.

JUDO : les championnats de France

Serrer la ceinture

Quatre titres de champions de France n'ont pas changé de main ce week-end à Coubertin : Roger Vachon (moins de 95 kilos), Martine Dupont (moins de 48 kilos), Cathy Arnaud (moins de 56 kilos) et Isabelle Bague (plus de 72 kilos) conservent leurs biens. Peu de surprises dans les autres catégories, si ce n'est la troisième place de Brigitte Deydier et de Marc Alexandre, qui, pour la deuxième année consécutive, ne s'impose pas au national. Ces titres reviennent à Serge Caytan (moins de 71 kilos) et à Claire Lecat (moins de 79 kilos). Les autres champions de France sont Martine Rottier (moins de 61 kilos) et Laetitia Meyguan (moins de 72 kilos), Dominique Brun (moins de 52 kilos), Philippe Pradayrol (moins de 60 kilos), Arnaud Perrier (moins de 86 kilos), Jean-Pierre Bessé (plus de 95 kilos) et Pascal Tayot (moins de 78 kilos).

Le judo, voie de la souplesse, ainsi que l'a défini son créateur Jigoro Kano, ressemble de plus en plus à un chemin de croix. Pour devenir champion de France, pour gagner une grande compétition internationale, il faut satisfaire à ce que l'on pourrait appeler le paradoxe du citron pressé : à savoir garder tout son jus après avoir été délesté d'une bonne partie de son eau, cela afin de rentrer dans la catégorie de poids au moment de la pesée. Une contradiction qui n'est qu'apparente lorsque le régime a été suivi progressivement et lorsque l'on n'a que deux ou trois kilos à perdre.

Mais, parfois, il arrive que le corps, périodiquement soumis à ce *traitement de prise et de perte* de poids, se rebiffe, comme a pu s'en rendre compte *Patrick Roux*, samedi matin, lorsqu'il s'est présenté sur la balance avec un kilo et demi de trop. *« Mon poids naturel est de 65 kilos »*, explique le champion d'Europe des moins de 60 kilos, qui voit se refermer devant lui les portes de Séoul.

« Normalement, je descends sans problème en buvant et en mangeant raisonnablement. Mais là, depuis trois jours, l'aiguille s'est bloquée à 61 kilos. Rien à faire donc que d'essayer de perdre sa flotte, ce qui est assez horrible, car la déshydratation est insupportable. De plus, on dort mal, et l'angoisse de ne pas y arriver vous torture encore plus. Une pareille chose était déjà arrivée à Marc Alexandre, avant qu'il ne monte en moins de 71 kilos. Eh bien, moi aussi, je n'ai pas le choix. Il faut que je passe dans la catégorie supérieure, sinon j'évalue à six mois le temps nécessaire pour refaire une tentative en moins de 60 kilos. Après dix ans, mon corps a dit non ! J'obéis... ».

A plus de vingt-cinq ans, il lui faut recommencer une carrière dans une nouvelle catégorie, se faire sa place, reconquérir son prestige. Philippe Pradayrol, son successeur chez les moins de 60 kilos, est vraisemblablement futur médaillé olympique, tant il a montré de classe en remportant successivement le tournoi de Paris et le championnat de France contre Jean-Marie Le Sonn. Le problème est identique, sauf qu'il n'a que 3 kilos à perdre. *« Je bois modérément les quatre derniers jours, je fais des footings de vingt minutes et je termine au sauna. Comme je suis très gourmand, je préfère manger une bonne religieuse à la crème Chantilly plutôt qu'un repas normal, et tout va bien. La veille du tournoi de Paris, je me suis envoyé quatre chocolats liégeois... »* Une leçon de diététique qui ferait bondir un Ivan Lendl dans ses mastications de céréales. Même chez les poids lourds, le régime est de mise. Georges Mathonnet, 160 kilos, a perdu 15 kilos pour ces championnats de France. Résultat : le plus sérieux espoir français des super-lourds se trouve deuxième, battu par Jean-Pierre Bessé, qui, après son grave accident au genou de l'année dernière, a, lui aussi, consenti à d'immenses sacrifices pour retrouver son meilleur niveau. *« A l'INSEP, on nous appelle Astérix et Obélix*, explique son ami Pradayrol. *Georges est venu chez moi en Avignon et a suivi le même régime que moi pour ces championnats de France. S'il arrive à 135 kilos, il sera beaucoup plus mobile et pourra s'améliorer techniquement. Je crois qu'il est complexé par son poids. Sur un tapis, il n'est pas apprécié parce qu'il est le gros, le méchant. Comme il est très sensible, ça lui fait mal, et il peut avoir des réactions d'agressivité comme lorsqu'il avait fait des bras d'honneur au public. Mais je l'ai aussi vu pleurer dans les vestiaires. »*

JEAN-PHILIPPE SCHALLER.

FOOTBALL : championnat de France

Bordeaux se requinque

Grâce à leur victoire sur Monaco (3-1) le samedi 19 mars, lors de la 28e journée du championnat de France de football, les Girondins de Bordeaux se sont replacés dans la course au titre. D'autant plus que leurs concurrents directs ont perdu : Matra Racing sur son terrain face à Montpellier (0-2) et Marseille à Nice (1-3). En bas du tableau, la situation est alarmante pour Paris-Saint-Germain, désormais avant-dernier après sa défaite à Lille (0-1).

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

En trois jours, Bordeaux a changé d'humeur. Les troupes apathiques qui se satisfaisaient mercredi d'une élimination honorable en Coupe d'Europe ont déclenché samedi un fameux combat. La première salve a fait mouche. Le match n'était pas engagé depuis une minute que José Touré marquait à bout portant, après une manœuvre de diversion de Zlatko Vujovic sur l'aile gauche.

Un coup d'envoi en forme de coup de grâce. Monaco ne pouvait y survivre, à l'instar de Jean-Luc Ettori, son capitaine et gardien de but, dont la présence fut fantomatique par la suite. Au bout d'une demi-heure, il n'avait toujours pas touché le ballon et, pourtant, la marque affichait 2-0. Sur un coup franc donné de la gauche par Dominique Bijotat, Zlatko Vujovic, de la tête, avait été plus prompt que lui.

Bien plus tard, à la 75e minute, le gardien monégasque allait encore mettre en joie le cruel public du parc Lescure. Sur un coup franc tiré de 25 mètres par Bijotat, il ne pouvait maîtriser la balle, qui roulait mollement au-delà de la ligne de but. *L'arbitre accordait le but avec* la même générosité qui lui avait fait octroyer un *penalty* à *Monaco pour* une main de René Girard dans la *surface de réparation. Mark Hateley* n'avait pas raté l'aubaine (55e).

Qu'on ne s'y trompe pas, l'affaire ne s'est pas résumée à un échange de cadeaux. *De bout en bout la* rencontre fut intense et passionnée. Un vrai match de coupe livré à retardement par les Girondins. L'AS Monaco ne s'y attendait pas. *En élève appliqué* de la méthode girondine, le leader s'est *déplacé* avec l'idée bien arrêtée de maintenir ses distances avec une équipe en perte de confiance. Défense de fer, jeu à l'économie, les joueurs de la Principauté étaient en effet invaincus depuis le 21 octobre dernier et collectionnaient les matches nuls. Bref, ce sommet du championnat de France s'annonçait comme une passation de pouvoirs, un armistice imposé par le nouveau champion de la régularité, du réalisme et de la maîtrise tactique. Et voilà que Bordeaux a violé le cessez-le-feu.

Conflit de générations

Pourquoi ce sursaut à un moment où dans l'entourage du club on commençait à étudier la possibilité d'une non-qualification européenne pour la saison prochaine. Pourquoi ce haut et ce bas ? *« Si seulement je le savais*, disait Aimé Jacquet, l'entraîneur des Girondins, en évoquant l'incohérence de son équipe depuis quatre mois. Il y a quelques jours, le *coach* s'était plaint de ne pas être écouté de ses joueurs. Avant cette rencontre, il leur a fait *« une synthèse simple et logique pour éveiller ceux qui ne saisissaient pas* [son] *message »*. A-t-il été entendu cette fois ? D'autres voix, il est vrai, s'étaient élevées pour fustiger l'into*lérance de certains joueurs*, avant et après le match d'Eindhoven. On a *entendu tour à tour Jean Tigana et* René Girard se plaindre du manque de compétitivité des plus jeunes. Un conflit de générations en somme, opposant des anciens combattants à une jeunesse dorée. Ce sont les mêmes reproches qu'avait adressés Manuel Amoros à ses nouveaux partenaires de l'équipe de France, ou Jean-Claude Suaudeau, l'entraîneur nantais, à ses joueurs.

Le « coup de cœur » des anciens n'explique pas à lui seul la métamorphose bordelaise. L'heure est aux transferts, et les dirigeants des Girondins ont saisi cette occasion pour rappeler à l'ordre ceux qui seraient tentés par l'embourgeoisement. Le recruteur, Didier Couécou, agit presque à découvert. On sait qu'il va à Londres, Cologne, Lens, Auxerre. Des noms sont lancés, jamais démentis. L'annonce de l'arrivée d'un ou plusieurs étrangers est-elle, par exemple, à l'origine du brusque et spectaculaire regain de forme des jumeaux Vujovic. Quant à ceux qui sont libres de quitter Bordeaux en fin de saison, comme Touré, Ferreri, ils ont intérêt à se montrer sous leur meilleur jour. Cette convergence d'intérêts individuels est-elle à l'origine de la subite furia collective des Bordelais ? Echaudé par d'autres embellies sans lendemain, Aimé Jacquet ne tire aucun plan précis : *« Le titre n'est toujours pas notre objectif immédiat*, dit-il. *Nous allons avancer pas à pas pendant deux mois. »* Euphorique contre le leader, l'équipe peut très bien se liquéfier à Cannes la semaine prochaine. *« Nous n'arrivons pas à nous concentrer lors des matches plus favorables*, regrette Jacquet. *C'est une marque de faiblesse. »* C'était, il n'y a pas si longtemps, la marque de Monaco.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

CYCLISME : Milan-San-Remo

Primavera pour Fignon



AFP

La condition physique satisfaisante qu'il avait dévoilée dans Paris-Nice ne suffisait pas à *le désigner comme le favori de Milan-San-Remo*. Laurent Fignon a néanmoins remporté la classique italienne, le samedi 19 mars, et de fort belle manière. Cette victoire de la clairvoyance et de l'esprit de décision n'est pas sans rappeler celle de *Sean Kelly sur le même parcours* en 1987. A l'image du champion irlandais, le leader de la formation de Cyrille Guimard a construit son *succès en deux temps. L'exécution de ce travail bien fait* n'a pas comporté la moindre fausse note. Il s'est d'abord détaché grâce à une *vigoureuse attaque peu avant le sommet du Poggio, à quelques kilomètres de l'arrivée*. Puis il a battu au sprint le jeune italien Maurizio Fondriest *(vingt-trois ans), qui l'avait rejoint à la faveur des derniers* lacets. Son adversaire, bien rodé par la Tirreno-Adriatico, n'est pas un *inconnu, puisqu'il s'était classé troisième du Grand Prix* d'automne (Créteil-Chaville) l'an passé.

L'ancien vainqueur du Tour de France, qui émerge d'une longue éclipse consécutive à une délicate opération au genou, est apparu très en verve tout au long de la course avant de distancer Kelly, Maechler, Cornillet et autres Van der Poel sur les pentes du Poggio. Il convient cependant d'*interpréter l'exploit* avec prudence en rappelant que Fignon avait enlevé la Flèche wallone il y a deux ans sans confirmer sa *brillante campagne ardennaise*.

Le résultat qu'il vient d'obtenir sur les routes italiennes est spectaculaire et il présente un caractère exceptionnel. Cinq Français seulement avaient gagné la Primavera depuis la guerre : Louison Bobet, Privat, Poulidor, Joseph Groussard et Marc Gomez en 1982.

J. A.

TENNIS : réforme du Grand Prix

Contrats individuels pour les joueurs

KEY-BISCAYNE
correspondance

Marshall Happer, administrateur du Conseil professionnel du tennis, a annoncé, dimanche 21 mars à Key-Biscayne, de nouvelles *mesures concernant le Grand Prix. Les joueurs* seront invités, à partir de 1990, à signer des contrats individuels d'adhésion au circuit du Grand Prix. *« Ils toucheront une somme à fixer selon un barème où le rang mondial et la valeur marchande du joueur entreront en ligne de compte. Un numéro un mondial pourrait toucher 1 million de dollars par an »*, a dit Marshall Happer.

Le Conseil ainsi veut acheter la fidélité des joueurs, actuellement pour empêchée par la prolifération d'exhibitions lucratives mises sur *pied par les agents. En décidant d'accorder des primes prévues* individuelles, le Conseil adopte les mêmes pratiques que celles qu'il reprochait aux *organisateurs de tournois-exhibitions*. Le calendrier, en outre, sera rationalisé pour laisser des créneaux où pourront se loger des épreuves officieuses.

Il sera également interdit à un joueur actif de gérer les intérêts *d'autres joueurs en activité. Voilà une réplique rapide* à la décision d'Ivan Lendl de fonder sa propre compagnie de promotion. Lendl, à vingt-huit ans, *aurait de larges visées, et certains joueurs* seraient susceptibles de le suivre.

MARC BALLADE.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(vingt-huitième journée)

RCF Paris b. *Saint-Etienne .. 93-86
*Mulhouse b. Reims 103-91
*Antibes b. Nantes 89-84
*Caen b. Vichy 77-72
*Lorient b. Tours 92-84
*Orthez b. Villeurbanne 89-87
*Limoges b. Avignon 103-79
Monaco b. *Cholet 80-74

Classement. – 1. Limoges, 76 pts ; 2. Monaco, 71 ; 3. Cholet, 70 ; 4. RCF Paris, 66 ; 5. Orthez, 65 ; 6. Villeurbanne, 63.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(vingt-huitième journée)

*Bordeaux b. Monaco 3-1
Montpellier b. *Matra-Racing ... 2-0
*Nice b. Marseille 3-1
*Metz b. Auxerre 1-0
*Saint-Etienne b. Le Havre 2-1
*Laval b. Cannes 2-1
*Toulon et Niort 1-1
*Brest b. Toulouse 1-0
*Nantes b. Lens 2-0
*Lille b. Paris-SG 1-0

Classement. – *1. Monaco*, 39 ; 2. Bordeaux, 36 ; 3. Matra-Racing, 35 ; 4. Saint-Etienne, 32 ; 5. Marseille, 31 ; 6. Auxerre, Metz, 30 ; 8. Montpellier, Cannes, 29 ; 10. Toulon, Laval, 28 ; 12. Nantes, 27 ; 13. Lille, Toulouse, 26 ; 15. Niort, Lens, 25 ; 17. Nice, 24 ; 18. Paris-SG, Brest, 22 ; 20. Le Havre, 16.

Deuxième division
(vingt-sixième journée)

GROUPE A

*Nîmes b. Alès 1-0
Montceau b. *Cuiseaux-L. 2-1
*Gueugnon et Dijon 0-0
Lyon b. *Châtellerault 3-0
*Orléans b. Istres 3-0
*Ajaccio b. Grenoble 4-2
*Sochaux b. Bastia 2-0
*Martigues et Tours 1-1
Le Puy b. *Sète 4-2

Classement. – 1. Sochaux, 47 pts ; 2. *Montceau*, 35 ; *3. Lyon*, 34 ; 4. Nîmes, 31 ; 5. Alès, 29.

GROUPE B

Mulhouse b. *Reims 3-1
*Strasbourg b. Caen 1-0
*Valenciennes et Rennes 0-0
*Guingamp et Dunkerque 2-2
*Entente MF 77 et Angers 1-1
*Rouen b. Quimper 3-2
*Lorient b. Beauvais 1-0
Nancy b. *St-Dizier 1-0
*La Roche b. Abbeville 3-1

Classement. – 1. Strasbourg, 41 pts ; 2. Caen, 36 ; 3. Rouen et Mulhouse, 32 ; 5. Nancy, 29.

Ski alpin

COUPE DU MONDE

Douzième lors de la descente disputée à Aare (Suède), dimanche 20 mars, dernière épreuve de vitesse de la Coupe du monde, le Suisse Pirmin Zurbriggen triomphe cependant dans cette spécialité. Il devance l'Italien Michael Mair, quatrième de la course remportée dimanche par Karl Alpiger, un autre Suisse.

Zurbriggen est aussi en tête du classement provisoire de la Coupe du monde, qui s'achève cette semaine en Autriche. Mais l'Italien Alberto Tomba, qui a gagné samedi 19 mars le slalom d'Aare, menace cette suprématie.

Tennis

TOURNOI DE KEY-BISCAYNE
(2 100 000 dollars)

SIMPLE MESSIEURS
(troisième tour)

Forget (Fr.) b. Purcell (E-U), 6-3, 6-4, 6-4.

● **Huitièmes de finale.** – Wilander (Suè.) b. Woodforde (Aus.), 7-6, 6-2, 6-1 ; Krickstein (E-U) b. Krishnan (Inde), 6-2, 2-6, 6-3, 3-6, 7-5 ; Noah (Fr.) b. Rive (E-U), 6-2, 6-3, 6-2 ; Tchesnokov (URSS) b. Mayotte (E-U), 6-0, 6-7, 6-2, 4-6, 6-3.

SIMPLE DAMES
(troisième tour)

P. Paradis (Fr.) b. N. Provis (Aus.), 6-4, 6-3.

● **Huitièmes de finale.** – S. Graf (RFA) b. J. Durie (G-B), 6-1, 6-2 ; C. Khode-Kilsch (RFA) b. N. Tauziat (Fr.), 6-1, 6-4 ; E. Reinach (Af-S.) b. L. Ferrando (It.), 6-0, 6-2 ; M.-J. Fernandez (E-U) b. G. Sabatini (Arg.), 6-4, 6-7, 6-3.

Le Monde

REGIONS

L'AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA BASTIDE

Bordeaux change de rive

POUR la première fois de son histoire, Bordeaux se tourne vers la rive droite de la Garonne et projette d'étendre son centre au bord de la rivière, dans le quartier de la Bastide. L'urbaniste catalan Ricardo Bofill a été choisi pour imaginer le pendant contemporain aux prestigieuses façades édifiées au dix-huitième siècle sur la rive gauche par Tourny et Gabriel. Il a proposé une première vision du quartier s'étendant sur les 100 hectares qui font face à la courbe du port de la Lune, déserté depuis un an par les cargos de ligne.

« Nous nous sommes efforcés, explique Ricardo Bofill, *de bâtir un quartier qui reprenne les conceptions européennes de la ville, les rues, les places, les jardins, le mélange des fonctions ; un quartier qui soit à la fois en continuité avec son histoire et à la pointe de la modernité. Bref, une ville intelligente. »*

L'architecte rapproche les immeubles du fleuve et renvoie la circulation à l'arrière-plan du quartier. Comme dans un jeu de miroirs, il propose une conception symétrique à la rive gauche, notamment en créant des places nouvelles qui font face à celle de la Bourse et à l'esplanade des Quinconces. Deux équipements publics importants, un Musée des beaux-arts et une salle de concerts, devraient contribuer à drainer vers la Bastide les Bordelais peu enclins à changer de rive. C'était autrefois un faubourg industriel animé. Elle se réduit aujourd'hui, du moins dans le secteur concerné par le projet de restructuration, à un entrelacs d'entrepôts et d'usines désaffectés d'où émergent quelques bâtisses décrépites. Et on ne recense plus que 180 familles sur les 40 hectares de la zone, dont l'aménagement devrait, estime-t-on, s'étaler sur une quinzaine d'années. Le développement du projet a été confié à la société ARDEUR, une SARL constituée pour la circonstance par la Caisse des dépôts et consignations.

La société finance les études puis, le moment venu, disposera de la maîtrise des sols, choisira les investisseurs et mènera à bien la promotion du projet sous contrôle d'un comité municipal de pilotage. La première tranche d'aménagement (12,5 ha) comportera 15 000 mètres carrés de logements sociaux réservés en priorité aux habitants du quartier, 40 000 mètres carrés de logements de standing en accession à la propriété, 80 000 mètres carrés de commerces et de bureaux et un parc de près de 3 hectares. ARDEUR estime à 1,5 milliard de francs le coût d'aménagement de cette première tranche.

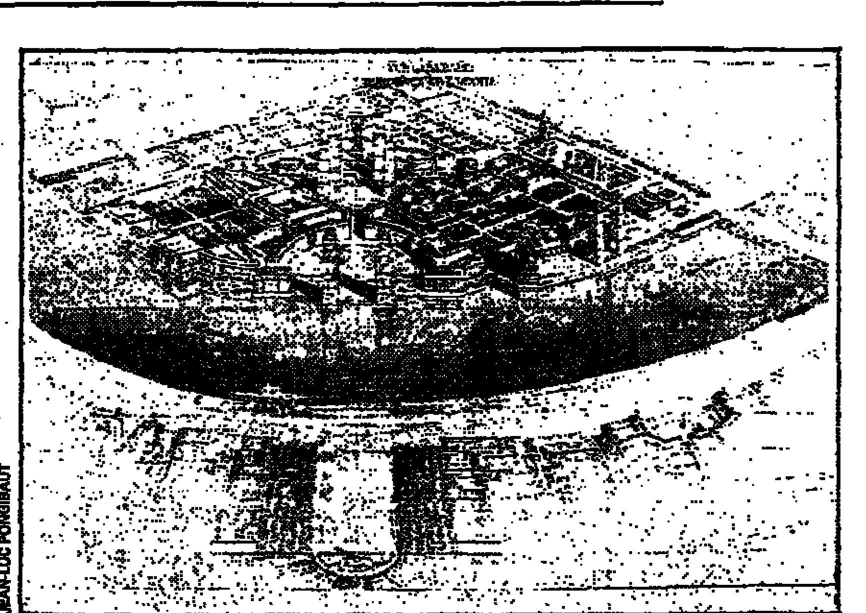
Ricardo Bofill devrait construire *« quelques éléments significatifs d'architecture mineure et majeure »,* mais d'autres architectes interviendront également sur le quartier. Volontiers présentée comme le plus grand projet d'urbanisme bordelais de la fin du siècle, la Bastide suscite de nombreux débats. Le choix au départ, dans la plus grande discrétion, d'une vedette de l'urbanisme n'a pas laissé indifférents les architectes locaux.

Par ailleurs, l'opposition municipale, tout en se ralliant au projet, met en garde contre la dispersion des projets d'aménagement dans la cité, estimant que la multitude d'opérations que l'on engage actuellement à Bordeaux risque de compromettre la viabilité économique de la Bastide.

Enfin, air connu à Bordeaux, les polémiques sur une nécessaire amélioration du franchissement de la Garonne ont resurgi. Au bout du compte, l'idée d'un pont à travée levante en aval du port de la Lune semble faire l'unanimité. Il devrait être édifié pendant le chantier de la première tranche et aurait pour principal avantage de préserver l'accès des navires aux quais de la rive gauche.

Le 26 février 1988, le conseil municipal de Bordeaux (moins les communistes) a donné le feu vert au lancement de la première tranche de cette vaste opération qui devrait élargir l'image de la ville.

GINETTE DE MATHA.



JEAN-LUC PONGIBAULT

Le quartier nouveau de la Bastide tel que l'imagine Ricardo Bofill lorsqu'il sera complètement aménagé, c'est-à-dire dans plusieurs dizaines d'années.

FRANCHE-COMTÉ

La région de la minutie

La Franche-Comté lance l'Année des microtechniques, une manière de rappeler que sa tradition horlogère en a fait la région spécialisée dans la minutie et ses innombrables applications : mécanique de précision, robotique, optique, laser, découpage, traitement de surface des métaux, génie biomédical, télécommunications, informatique, électronique, acoustique...

Le symposium Fréquence-Temps, organisé le 18 mars à Neufchâtel, ville qui, situé en Suisse, n'est donc pas très loin de la Franche-Comté, le Congrès international du découpage qui, le 8 juin, rassemblera à Besançon trois cents spécialistes venus de dix-sept pays différents, le Salon Micronora, qui se tiendra en septembre, la réalisation de la 20e tranche de l'Institut de microtechnique, la discussion des contrats de plan avec l'Etat où la spécificité microtechnique de la région sera affirmée et peut-être une décision concernant la technopole Rhin-Rhône centrée autour du laboratoire de recherches de l'université et du Centre technique de l'horlogerie et des microtechniques, marqueront, dit-on à Besançon, cette « année ».

En fait, au-delà des manifestations ou des réalisations, c'est surtout la volonté de faire connaître le savoir-faire particulier de la région que veulent affirmer les industriels (et parmi eux, les horlogers qui sont convenus de se rassembler pour commercialiser une ou deux marques collectives), les universitaires et les élus. Car il est vrai que ce savoir-faire occulté souvent par l'anonymat de la sous-traitance n'a pas su encore reconquérir sur le marché national et international la notoriété que l'horlogerie conférait naguère à la Franche-Comté.

Et pourtant, deux prix viennent de sanctionner la mise au point d'un système à quartz qui, intégré dans des balises de détresse, permettra de localiser à 200 mètres près n'importe quel vaisseau en perdition. Tandis que du matériel d'origine franc-comtoise vogue dans l'espace avec la sonde Voyager.

On trouverait aisément d'autres exemples : l'Année des microtechniques servira à les mettre en lumière.

LIMOUSIN

Des veaux en or massif

Soixante trois mille francs. C'est le record absolu qu'a atteint Balsa, jeune taurillon (16 mois) à la dernière vente publique de la station nationale de qualification des reproducteurs bovins limousins de Lanaud dans la banlieue de Limoges.

Cette station, créée par le Herd-book, le livre généalogique de l'aristocratie bovine limousine, a pour fonction de contrôler les performances génétiques de lignées parfaitement identifiées depuis plusieurs générations. Elle prend les jeunes bovins en pension pour six mois, le temps de tester leur capacité de croissance et leurs diverses aptitudes. Coût du séjour : 400 000 francs.

A la fin du stage, les prix de vente se situent aux environs de 15 000 à 20 000 francs.

Quelques autres records dignes d'intérêt lors de la dernière vente : un éleveur sud-africain a acheté un taurillon pour 54 000 francs ; deux autres ont été acquis pour 42 000 francs, par un éleveur italien et par un danois. Au total, 146 jeunes bovins mâles ont été vendus pour un prix moyen de 23 000 francs. Une bonne injection de devises dans l'économie limousine !

PAYS DE LA LOIRE

La région à l'école

Recto-verso, plastifiée, la carte de géographie, humaine et économique, que vient de faire réaliser la région des Pays de la Loire est destinée au public scolaire.

Il s'agit d'un document pédagogique dont les auteurs sont Alain Chauvet, maître de conférences à l'Institut de géographie de l'université de Nantes et André Martin, professeur agrégé de géographie, adjoint au directeur du centre régional de documentation pédagogique.

En 1978, un manuel de géographie sur les Pays de la Loire a été édité par la région, initiative complétée ultérieurement par la publication de dépliants et plus récemment par une bande dessinée.

Depuis l'année dernière, le conseil régional développe une action de communication à l'intention des jeunes scolaires, en trois étapes : la première étant l'édition de cette carte murale sur les Pays de la Loire ; la deuxième l'organisation du concours « Connaître sa région » lancé en novembre 1987 auprès des classes de 4e des collèges et dont la remise des prix aura lieu en mai 1988 ; la troisième étant l'édition d'un nouveau manuel de géographie en 1989.

LES PROJETS D'AIRE URBAINE 2000

Une nouvelle capitale franc-comtoise

LES responsables des agglomérations de Belfort, Montbéliard et Héricourt — 300 000 habitants environ dans le nord de la Franche-Comté — ont décidé depuis quatre ans, sur l'initiative de Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, de se rassembler au sein de l'association Aire urbaine 2000 (1). Leur intention est de conjuguer leurs efforts pour promouvoir cette région, très bien située géographiquement au sud de la vallée rhénane, au confluent de trois frontières, mais durement affectée par la crise et la nouvelle révolution industrielle qui ont conduit les trois grands groupes industriels qui faisaient sa richesse — Peugeot, Alsthom et Bull — à réduire leurs effectifs. Un seul exemple : Peugeot a, il y a une dizaine d'années, employé à Sochaux jusqu'à 41 000 personnes ; il n'en emploie plus aujourd'hui que 24 300. Résultat le plus tangible : un taux de chômage de 14,5 %

C'est essentiellement ce défi économique que veulent relever les responsables d'Aire urbaine 2000. Leur prétention, que rappelle Jean-Pierre Chevènement, *« Ensemble nous pouvons plus que séparément »* peut paraître modeste. Elle ne l'est qu'apparemment quand on connaît les dissonances qui peuvent exister entre les élus de la majorité socialiste qui dirigent les trois villes principales de cette agglomération du futur. La réunion du haut conseil d'Aire urbaine 2000, au début du mois à Belfort, a montré qu'elle n'était plus irréaliste.

Les responsables économiques de la région étaient présents ainsi que les préfets du Territoire de Belfort et de Franche-Comté. L'assistance était nombreuse, représentative et attentive. Restait à ne pas la heurter et la décevoir. Résultat apparemment obtenu.

Les différents porte-parole de l'association ont présenté plusieurs projets concrets susceptibles de mobiliser l'ensemble des élus et des habitants. Le plus important et le plus avancé concerne l'université de technologie — filiale de celle de Compiègne — installée à Sévenans, au centre de l'agglomération. 100 millions de francs sont prévus pour, de 1990 à 1993, continuer la construction et le développement des équipements de recherche pour atteindre l'objectif de 1 100 étudiants prévu par le contrat de plan-Etat-région signé en 1986. De même, pour *«revitaliser le tissu industriel local»* il est souhaitable d'encourager les pépinières d'entreprises déjà installées à Belfort, Montbéliard et Héricourt.

Claude Silberzahn, préfet de la région Franche-Comté, a, en conclusion de cette réunion du haut conseil, élargi et précisé les ambitions que pourrait, à son avis, se donner l'aire urbaine. *« Depuis la haute Alsace jusqu'à Besançon,* déclare-t-il, *les projets que forment les différentes collectivités ne doivent pas être concurrents mais complémentaires, surtout en ce qui concerne la formation. »* Il devrait y avoir là, le long du Rhin et de la frontière suisse, un axe de développement homogène. Plus concrètement encore, ce qui manque aux trois villes et aux cent cinquante-six communes rassemblées dans l'aire urbaine, c'est justement une cohérence urbaine, un certain nombre d'équipements communs qui leur permettraient de se présenter comme une véritable et une unique agglomération.

Pourquoi ne pas utiliser pour cela la formule des PACT urbains qui, dans le cadre des contrats de plan Etat-région, permettent de financer des opérations de rénovation ou de promotion ? Rien ne pouvait être plus utile et plus encourageant que, après la présence des socioprofessionnels, cet aval de l'administration aux projets (qui ne sont plus des utopies) des responsables politiques.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

(1) *Le Monde* du 5 novembre 1987 a consacré un de ses dossiers spéciaux «Villes au futur» à l'Aire urbaine 2000.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Ginette de Matha, Claude Fabert, Georges Chatain. Coordination : Jacques-François Simon.

UNE RENCONTRE A NIMES

Les villes et le désert français

UN aréopage d'éminents docteurs se sont penchés le 10 mars à Nîmes au chevet d'un grand malade qui, depuis plusieurs années, cause bien des soucis à tous les responsables de l'aménagement du territoire. Il s'agit du monde rural, donc de l'avenir de plus des trois quarts de l'espace national. On s'agglutine dans les villes et les métropoles, mais, dans le même temps, nos campagnes perdent leurs habitants, leurs consommateurs et leurs contribuables.

La « consultation » avait été organisée conjointement par le Conseil national des économies régionales, que préside Maurice Ligot, député et maire (UDF) de Cholet, et par l'ANER (Association nationale des élus régionaux), à la tête de laquelle a été porté Jacques Blanc, président (UDF) du conseil régional du Languedoc-Roussillon.

Sans doute les communes et les cantons ruraux (autres que ceux qui sont placés dans l'orbite immédiate des villes et de leurs banlieues) sont-ils atteints d'un mal économique irréversible, dû à la fois au vieillissement d'une population en régression et d'un assèchement corrélatif de leurs finances. Mais ils souffrent aussi de handicaps psychologiques et politiques. Devant les grandes « eurocities » comme Toulouse ou Lyon, les maires ruraux, complexés, font parfois figure de vestige du 19e siècle. Et leur éparpillement accentue leur faiblesse intrinsèque.

En Bourgogne, comme l'a expliqué Marcel Lucotte (UDF), qui préside le conseil régional, la multiplication des chartes intercommunales permet de remédier partiellement à cette dilution des structures en créant des réseaux de solidarité. Dans le département du Gard, le conseil général consacre 43 % de son budget à l'arrière-pays. Dans le Massif Central, on invente des formules autour de l'« autodéveloppement » ou des « chefs-lieux » vivants qui peuvent constituer, grâce aux PME et à des artisans audacieux, des poches de résistance à l'exode. Le Languedoc-Roussillon a lancé l'opération « Montagne plus », au titre de laquelle cent soixante projets, qui constituent *« un grand programme de petit travaux »*, ont bénéficié de crédits régionaux.

Louis Besson, député socialiste de Savoie, défend, pour sa part, la loi sur la montagne votée à l'unanimité en 1983, qui est une sorte de « boîte à outils » adaptée à des situations très spécifiques et qui permet de prendre des mesures dérogatoires au droit commun, tant il est vrai qu'on ne peut résoudre de la même façon les difficultés du monde rural au cœur de la Bretagne ou dans les Alpes-de-Haute-Provence (1).

Inventeur de la notion tant controversée de pôle de croissance, Olivier Guichard (RPR) propose désormais, lorsqu'on parle d'espace, que l'on n'y ajoute aucun adjectif si ce n'est, à la rigueur, celui d'« européen ». Plus facile à dire qu'à faire car les différences, au plan fiscal, culturel, éducatif ou des services publics entre l'homme des villes et l'homme des campagnes sont encore bien réelles, parfois même conflictuelles.

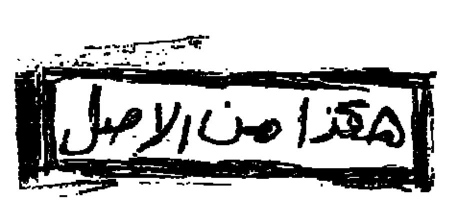
Pierre Coulbois, directeur de l'espace rural et de la forêt au ministère de l'agriculture, a cru bien faire en annonçant que ses services avaient retenu quatre zones expérimentales pour tester les programmes de développement coordonné imaginés récemment par François Guillaume. Il s'agit de la Lozère, de la Charente, des hauts plateaux de Corrèze et du Morvan-Puisaye dans la Nièvre. Mais il s'est attiré les reproches de Maurice Ligot et même les foudres de Marcel Lucotte, patron de la Bourgogne, qui a estimé que le pouvoir régional, dans cette affaire, avait été court-circuité de manière inadmissible par les bureaux parisiens dans le choix des départements. *« C'est le contraire de la décentralisation »*, a-t-il lancé.

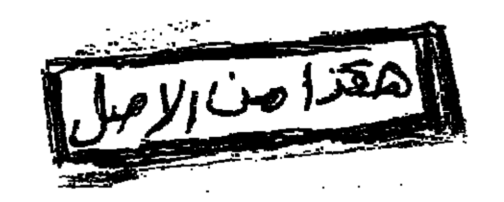
A l'égard des pays de l'Europe du Nord, où les densités de population sont trois à quatre fois supérieures à celles de la France, *« l'espace, chez nous, n'est pas une tare mais une chance »*, a estimé Jacques Blanc. Un espace qui, selon Maurice Ligot, devrait être réorganisé autour de l'arrondissement, qui est une bonne circonscription pour réunir *« un volume minimum d'élites »*. Une idée soutenue, avec ardeur, aussi, par Gérard Delfau, sénateur socialiste de l'Hérault.

Pierre Méhaignerie a mis du baume sur les plaies du malade et a déclaré aux apothicaires : *« 1987 et 1988 ont été les années du désenclavement avec le programme des autoroutes et des TGV. 1989 devrait donner la priorité à l'aménagement des espaces ruraux. Quel que soit le prochain gouvernement. »*

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Mais le Conseil national de la montagne, créé par cette loi, n'a jamais été réuni par M. Chirac depuis mars 1986...





Culture

MUSIQUES

Georges Pludermacher pianiste des cimes

C'est comme les bouteilles à moitié vides ou à moitié pleines. On peut penser de certaines œuvres qu'elles clôturent leur époque ou bien qu'elles inaugurent une ère nouvelle. A ces seuils critiques, et à eux seuls, Georges Pludermarcher a choisi de s'intéresser.

Son catalogue discographique est une carte de visite, véritable inventaire des causes impossibles. En l'espèce, et dans le désordre : *Sonate opus 111* et *Variations Diabelli* de Beethoven (subversion de la forme-sonate ; mort et transfiguration de la *variation*) ; *Symphonie « héroïque »*, transcrite pour le clavier par Liszt (l'Austerlitz de la *symphonie : audaces paradoxalement* amplifiées par la réduction pianistique) ; *Douze études pour le piano* de Debussy (timbre définitivement émancipé dans un hommage à Chopin) ; enfin (ce casse-pipes-là n'a pas besoin d'être commenté) *Neuvième symphonie* de Beethoven-Liszt pour deux pianos et nerfs bien trempés (1).

« J'aime les chefs-d'œuvre, les œuvres les plus difficiles, celles où un genre change d'échelle, dit ce pianiste fluet. *J'aime me lancer sans être tout à fait sûr d'y arriver. Ainsi, j'ai joué l'* Héroïque *en public, sachant qu'il y aurit forcément des ratés : ce qu'on fait en studio, on ne peut pas toujours le reproduire en direct. Mais voyez tous les interprètes qui, comme Schnabel, Fischer, Furtwaengler ou Kempff, n'ont cessé de prendre des risques ; ils ont fait passer quelque chose d'unique. »*

Bon. Ce pianiste français de quarante-trois ans joue mieux que (presque) tous les autres. Disons, pour ne pas chagriner les vivants, qu'il se situe quelque part entre Gould et Guilels : l'écouter est à la fois jouissance intellectuelle, leçon de structuralisme, et découverte qu'au sein des pires difficultés un pianiste peut *encore*, et de tous ses doigts, chanter. Les *33 Variations Diabelli* qui viennent d'être désignées par l'Académie Charles-Cros comme le disque de piano de l'année adoptent ainsi sans discontinuer, de la petite valse qui leur sert de prétexte aux pires distorsions finales, l'apparence modeste, puissante et décidée d'un fleuve *mélodieux en terrain plat*. Là ou d'autres — Arrau, bien sûr (2), mais même Richter — passent l'obstacle en force, Pludermacher joue en état de paix.

« Le marketing du produit portant mon nom a été mal fait. » Le curieux *« problème de distribution »* que pose ce génial pianiste sans vraie notoriété, on préfère vous l'épargner. Les grands circuits professionnels — ceux des chefs et des orchestres — n'ont fait jusqu'alors que le croiser. On le vit ainsi remplacer Andreï Gavrilov au pied levé dans le *Concerto pour la main gauche*, de Ravel, œuvre sur laquelle il travaille depuis des années et qu'il aurait dû, depuis longtemps, enregistrer ! Basta. Il enseigne le déchiffrage au Conservatoire, il occupe jusqu'à nouvel ordre un poste de pianiste à l'Opéra, il écrit des textes savants quand il en a le temps, il médite de concrétiser son admiration pour Bartok dans un prochain enregistrement. *Il a toujours pris le* temps de méditer. La roue va tourner.

A. R.

(1) Les *Etudes* de Debussy sont parues il y a quatre ans (un microsillon) chez Lyrinx ainsi que (en CD) l'*Opus 111* et les *Variations Diabelli* (27, cours d'Estienne-d'Orves, 13001 Marseille). Les *Troisième* et *Neuvième Symphonies*, de Beethoven/Liszt (la *Neuvième* avec Alain Planès) ont été publiées cette année dans le cadre d'une intégrale sur compacts (chez Harmonia Mundi). Vient de paraître, chez Harmonic Records, un compact « Pianos du vingtième siècle » (Bartok, Debussy, Stravinski, Ravel), à quatre mains ou deux pianos, avec Jean-François Heisser.

(2) 1 CD Philips.

★ Georges Pludermacher donne, mardi 22 à 20 h 30, un récital aux Champs-Elysées avec, notamment, la *Sonate « Waldstein »*, de Beethoven et les *Kreisleriana*, de Schumann.

« Elektra », à Bruxelles

Triomphe de la Gorgone

Le Strauss sulfureux d'Elektra et de Salomé n'a pas fini d'exciter l'imagination des metteurs en scène. Pour Nuria Espert, actrice et fer de lance du théâtre espagnol depuis la fin du franquisme, le drame des Atrides ne se situe pas à Mycène, un petit millénaire avant Jésus-Christ, mais en Sicile, aux environs de 1943.

Conformément à l'indication d'Hoffmannsthal, la scène se passe à l'arrière du palais. Trois portes-fenêtres à l'italienne s'ouvrent sur un péristyle baroque délabré. Désordre. Saleté. Splendeur passée. Dans cette cour jonchée de brins de paille, une vieille automobile est venue s'échouer. Chaque soir, cinq servantes siciliennes déposent une bassine d'eau à bonne distance du véhicule habité. Par Elektra.

Décor, situations, gestes de cinéma. Des silhouettes mouvantes se dessinent en contre-jour sur les croisées ; la lune veille de biais sur la tragédie ; des jeunes gens aux cheveux gominés, des femmes en tailleur ceinturé ou en longue robe satinées escortent Clytemnestre, vieille beauté hollywoodienne, sur son fauteuil d'infirme ; bientôt un feu de bois sera allumé pour la réchauffer. Et Oreste, bien sanglé dans son uniforme d'officier, écrasera sous son talon botté une cigarette.

La scène, en vérité, se passe en Sicile, sous l'occupation allemande. Cela, *ni Hoffmannsthal ni* Richard Strauss ne l'avaient, et pour cause, préconisé. Et on ne voit pas trop ce qui a poussé Nuria Espert, Ezio Frigerio et Franca Squarciapino à transposer la cour d'Agamemnon chez Rommel. Sauf à glisser de la notion de « résistance » (celle d'Electre et d'Oreste aux meurtriers de leur père) à celle d'« occupation », et, pour Egiste, d'éventuelle « collaboration »...

Peu importe d'ailleurs, d'une certaine façon. Le décor unique de Frigerio, merveilleusement éclairé par Bruno Boyer, est un cadre, une construction de l'imagination, un filtre visuel proposé et non imposé au drame intemporel, intangible, intouché des Atrides. Les costumes de Squarciapino poussent la tragédie vers le bal masqué morbide — mais toute défroque, si « grecque » fût-elle, n'apparaîtrait-elle pas inutile ? Inutile aussi, mais surréel, l'éphèbe à moitié nu qui, dans des buées toutes bertoluciennes, sort à cheval du palais. Actrice elle-même, Nuria Espert s'est visiblement attachée en priorité à la vraisemblance physique et dramatique des chanteurs : leur jeu est fonctionnel, leurs déplacements sont clairs et mesurés, leurs mimiques précises et comptées.

Seule la voix d'Oreste (Victor Braun) ne couvre qu'imparfaitement un orchestre tonitruant (les musiciens de la Monnaie sont dirigés par leur premier chef invité, Hans Zender). C'est dire si CLytemnestre (Eva Randova) et Clrysothemis (Lisbeth Balslev) ont du coffre et ne font pas dans la nuance.

Gwyneth Jones passe, elle, la fosse sans effort et fait toutes les nuances indiquées. Il lui manque quatre notes aiguës pour avoir dans la voix tout le rôle d'Elektra. Elle prend donc le parti de les hurler et c'est, dramatiquement, *terrifiant*. Elle hésite pendant cent trente-cinq minutes entre l'outrance des wagnériennes d'antan, yeux furibonds, crinière au vent, et une féminité timide, frémissante, que la violence vient périodiquement submerger. Cette Gorgone de cinéma muet est aussi une actrice étonnamment moderne. « Physique », déchaînée, sensuelle, elle transforme cet opéra de la sexualité détournée en quelque *Misfits* mythologique. C'est magnifique.

ANNE REY.

★ Prochaines représentations : les 22, 25, 29, 31 mars à 20 heures ; le 27 mars et le 3 avril à 15 heures.

CALENDRIER

Beethoven au Châtelet. — Malcolm Frager est un pianiste américain que l'on entend peu et que le Nouvel Orchestre philharmonique convie dans le *Quatrième Concerto* de Beethoven, que dirige Marek Janowski. Au programme également : l'*Héroïque*.

★ Ce lundi 21 mars, à 20 h 30. Tél. : 42-21-00-86.

Rudy aux Champs-Elysées. — Est-il un pianiste *intimiste* ? Ou définitivement formé, par ses années passées en Union soviétique, à la haute virtuosité ? Un programme Scriabine, Ravel, Brahms et Schubert permettra d'y voir plus clair.

★ Ce lundi 21, à 20 h 30. Tél. : 42-20-36-37.

Krivine dirige à Pleyel. — Les Lyonnais sont plus sages que les Parisiens. Ils ont offert un poste stable à ce chef indomptable, râleur invétéré. Krivine a fait travailler l'Ensemble orchestral de Paris (qui en a bien besoin) dans la *Sixième Symphonie* de Schubert. Avec en outre des œuvres de Françaix, Spohr et Dvorak. En solistes, la harpiste Marielle Nordmann et le violoniste Patrice Fontanarosa.

★ Mardi 22, à 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

Les Arditti à Pompidou. — Les quatre Anglais aujourd'hui dans le vent, ce sont ces quatre musiciens épatants qui ont choisi de défendre les compositeurs de leur temps. Ils ne viennent pas souvent, il faut faire fête dans les quatuors de Lachenmann, Kurtag, Höller et Eliott Carter, en création française.

★ Mercredi 23, à 20 h 30, grande salle. Tél. : 42-77-12-33.

COULISSES

Pour la musique de film

Mardi 22 mars, au Royce Hall de Los Angeles, le « Sundance Institut » de Robert Redford, en association avec l'ASCAP (la SACEM américaine), tire sa première salve pour la préservation — et la réhabilitation — de la musique de film.

L'action de « Sundance » ne s'arrêtera pas là. Outre la création d'un comité consultatif devant désigner cinq ou six films par an dont les partitions seront reconstituées puis préservées, « Sundance » entend mettre ces partitions à la disposition d'orchestres en parallèle à son action pour le cinéma indépendant.

MODE

Collections automne-hiver

Le week-end a été riche. On a couru de la cour du Louvre au Cirque d'Hiver. On a les yeux pleins de scintillements de strass, et envie de toucher les fourrures et les soies. On a eu du doux et du féerique...

Montana

L'automne-hiver Montana est tout en douceur. Il y a les matières, le cachemire, le cuir bien entendu, la peau *souple et lisse qui se prête* aux mouvements. Les soies, les mousselines. La fourrure, le renard, le vison rasé sur lequel chatoient toutes les nuances de beige. Il y a les couleurs, gris fumé, vert forêt, prune, muscat, havane, à côté du violet, et du noir omniprésent, comme *partout*, et le *bleu dur*, le fameux bleu Montana s'est éclairci, atténué jusqu'au bleu glacier, sur des pulls courts, bouclés.

Il y a les formes, les cols immenses qui enveloppent — qui gomment, dit Montana — épaules et visage, les cols qui s'enroulent, se drapent, les jupes à plis ronds, les boléros courts, les manteaux longs qui dansent et se balancent, larges, *confortables, nonchalants, plongeant* un peu sur le devant...

Samedi, Montana triomphait et venait *saluer, sans un sourire*. Sa douceur est celle des chuchotements, des silences, d'une intimité oppressée. Sa douceur est grave.

C. G.

Issey Miyake

Chez Issey Miyake, le mouvement seul fait la loi. Au dos d'un trench, une main invisible a tiré sur une pointe pour la faire retomber en cascade. Un col mandarine se *répand* sur une veste, *y tend* une nappe de crème, une bande jaune traverse un blouson de teddy. Pincements, reliefs, souffles, mais aussi lignes parfaites épurées comme un tailleur pantalon, les joggings en cachemire maille, poil de chameau couleur de thé au lait sont des moments d'abandon retenu.

« Je n'aime pas le mot mode, dit Issey Miyake, *j'ai l'impression d'être un paquet. »* Quand on lui demande de parler de sa collection, il dit : *« C'est la trente et unième ».* Et ajoute : *« Dommage que la tente soit bleue. Grise ou noire, elle ne gênerait pas les couleurs. »* Ce qui a demandé le plus de travail ? *« L'air, le vent. »* Il se dit japonais, mais n'aime pas qu'on lui colle cette étiquette, qu'il trouve démodée : *« Quand les Japonais sont arrivés à Paris, c'était normal ; personne ne pouvait prononcer leur nom. »* 1988 sera son année : le styliste réalisera le rideau de l'Opéra de la Bastille et fera l'objet d'une rétrospective au Musée des arts décoratifs (à partir d'octobre) accompagnée d'un catalogue illustré par Irving Penn.

Collection Montana

CINÉMA

« Running Man », de Paul-Michael Glaser

Les jeux du cirque

Héros futuriste des jeux du cirque télévisuel, tel Hercule, Schwarzenegger accomplit maints travaux.

On ne tourne plus de péplums. Heureusement les anciens repassent de temps en temps à la télévision — sur les nouvelles chaînes. On peut *donc, trop rarement* d'ailleurs, voir et revoir les superbes culturistes aux biceps huilés se battre victorieusement contre des brutes casquées, contre des lions affamés, et ainsi sauver quelques chrétiens au sourire extatique, tandis que la foule, brusquement touchée par la grâce, exige l'indulgence d'un empereur au visage fatigué (par les vices et les soucis de l'Etat).

On ne tourne plus de péplums, mais on est toujours fasciné par les jeux du cirque. La télévision — capable du meilleur et du pire, comme dit la sagesse populaire — a pris le relais. Toutes sortes de jeux *pullulent*, et le *cinéma*, sans indulgence pour sa sœur ennemie, sort régulièrement une histoire qui se passe dans un futur proche, où l'on voit un héros mis dans la situation de défendre réellement sa vie pour le plaisir d'une populace vissée devant son petit écran. Le dernier en date s'appelle *Running Man*, et le héros en est Arnold Schwarzenegger. Physiquement, il n'a rien à envier aux messieurs Muscle des années 50, interprètes d'Hercule, Maciste et autres.

Flic honnête (un anachronisme en l'an 2019), Arnold est accusé d'avoir massacré soixante personnes au cours d'une manifestation, ce qui est faux bien entendu. Il est emprisonné, s'évade avec deux amis et une jeune femme énergique (Maria Conchita Alonso). Les fugitifs sont repris, condamnés à participer à un concours télévisé en perte d'audience et qui doit donc forcer la note sur la cruauté. Le présentateur — Richard Dawson, parfait avec son sourire à la Guy Lux, son cran argenté, sa veste chamarrée — joue *sa vie lui aussi*. Comme dans les jeux du cirque, et les sondages express des émissions actuelles, le public est *appelé à juger*. L'opinion de parieurs réunis dans des terrains vagues compte également.

Arnold et sa bande

Le jeu est une course-poursuite. Des êtres épouvantables pourchassent Arnold et sa bande. Naturellement, Arnold se débarasse des affreux par électrocution, tronçonnage, dynamitage... *La* fin justifie les moyens, surtout quand ils sont aussi spectaculaires.

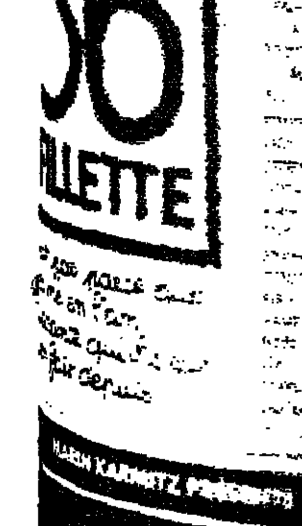
Schwarzenegger a des muscles, et en plus de l'humour. Ses interviews montrent sa lucidité quant à ses rôles. Il a *l'intelligence* de les jouer au premier degré, sans réticences, c'est la raison de son efficacité. *Running Man* serait vraiment efficace si le scénario pouvait tenir les une heure quarante et une minutes du film. Mais le rythme est bon. On n'a pas tellement le temps de s'ennuyer, et, comme le réalisateur est Paul Michael Glaser — Starsky — il a su poser avec finesse l'ambiance de la télé côté coulisses et côté public, c'est bien réjouissant.

COLETTE GODARD.

★ Une biographie d'Arnold Schwarzenegger par Tom Green vient de paraître (traduite pas Michèle Valandina), chez Carrère, 175 pages, 68 F.









Culture

M. Jacques Chirac inaugure le nouvel hôpital Robert-Debré à Paris

L'architecture par l'exemple

L'hôpital Robert-Debré devrait ouvrir ses portes le 2 mai, entre les deux tours de la présidentielle, dans un contexte probablement chargé de passion. Rien ne peut mieux aller à cet établissement dont la conception s'inscrit dans le contexte tout aussi passionné, mais feutré, de la médecine. Laissons ici le monde médical se chamailler sur l'opportunité ou non de créer quelque cinq cents nouveaux lits destinés aux enfants, quand on se lamente ailleurs sur la carence des lits prévus pour l'infection à HIV dans les années à venir. Laissons tout cela, car cela pourrait masquer l'essentiel, autrement dit l'exceptionnelle réussite architecturale que représente Robert-Debré, et l'influence qu'aura inévitablement un tel bâtiment sur les hôpitaux de l'avenir.


FRÉDÉRIC ACHDOU

L'hôpital Robert-Debré

C'est en 1977 que la décision a été prise de construire cet hôpital pour enfants, et c'est en 1981 que Pierre Riboulet (1) a gagné le concours lancé un peu moins d'un an auparavant, à partir d'un programme extraordinairement complexe et qui n'a cessé d'évoluer au rythme de la pédiatrie et des techniques hospitalières. Malgré cela, le nouvel établissement aura été achevé exactement dans les délais prévus et dans le respect des coûts initiaux, avec une marge de tolérance de 10 %, qui comprend des améliorations de programme. Surface totale : 80 000 mètres carrés (hors-d'œuvre), dont 45 000 mètres carrés de surface utile (hors circulations). Coût total ; 700 millions de francs, dont 550 millions environ pour les travaux. Et coup de chapeau aux multiples intervenants (56 entreprises) du projet !

Mais à nous deux, monsieur Riboulet... Il est en effet très désagréable, peu gratifiant, voire ennuyeux, de ne pouvoir se livrer à son travail de critique que sous forme d'éloge. Or à d'infimes peccadilles près, à quelques matériaux près aussi qu'on aurait préféré sortis de la gamme du luxe, et sous réserve enfin que l'usage se révèle à la hauteur de l'idée, l'hôpital Robert-Debré apparait comme l'expression même de l'intelligence et de la sensibilité. Cela, il faut le rappeler, sur le type d'édifice peut-être le plus complexe qu'un architecte puisse aujourd'hui rencontrer. Doivent s'y côtoyer le plus technique et le plus humain, les circulations les plus rapides et les salles les plus hermétiquement protégées, passager et le durable, etc. Doivent en revanche s'éviter ce qu'on appelle élégamment le « réseau propre » et le « réseau sale » d'un côté des draps frais, les compresses stériles, les plats chauds, de l'autre le linge sale, la vaisselle et tout ce qui relève de l'incinérateur.

Mais il y a plus. Tout cela s'inscrit dans un très lourd contexte urbain. *« L'hôpital a subi à l'époque contemporaine une extraordinaire mutation »*, écrit Jean Labasse à l'époque même où se conçoit Robert-Debré (ce qui explique la dernière phrase de cette citation) : *« D'asile pour nécessiteux, il est devenu un centre d'enseignement et d'applications techniques qui entretien l'activité de nombreuses entreprises dans de multiples secteurs de l'industrie, de la mécanique à l'optique, de la chimie à l'électronique ; en bref, selon le propos d'un spécialiste de sa gestion, un des moteurs de l'économie urbaine. » « Ses missions, sa clientèle et son organisation se sont diversifiées sous l'influence de la complexité croissante de la médecine. Celle-ci restreint jusqu'à l'éliminer la possibilité de se procurer en dehors des hôpitaux les services, les conditions et le matériel nécessaires à la guérison des maladies sérieuses. Aussi aujourd'hui la proportion des lits d'hôpitaux par rapport à la population est-elle considérée comme un test de développement »* (2). Faut-il vraiment appeler Michel Foucault à la rescousse pour évoquer en outre tout le non-dit, l'imbrication des facteurs sociaux ou politiques, les charges émotives que doit gérer l'architecte d'un nouvel établissement hospitalier ?

Mais reprenons nos distances pour contempler le terrain cauchemardesque sur lequel Riboulet a dû travailler. Tout prêtait à la catastrophe : le voisinage du périphérique, le relief très accidenté du sol (quelque 30 mètres de dénivelé), sur un mamelon duquel, enfin, trônait déjà Sainte-Marie-Médiatrice, élément très moyennement facile à intégrer (3). On ajoutera, au sud, le *no man's land* des réservoirs de la ville. Or, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le projet Riboulet est parvenu à intégrer chacune de ces tares urbaines. L'hôpital, tout en longueur, épouse la courbe du terrain, comme pour faire un écrin à la Médiatrice esseulée, et descend par gradins – merci monsieur Sauvage – vers le fonds de la cuvette. Côté périphérique, l'hôpital est doublé par un bâtiment où ont été regroupés les services administratifs et les laboratoires de recherche, et qui forme ainsi un efficace écran sonore pour le reste de l'édifice. L'ensemble, isolé de la voie routière, se tourne vers la ville où court désormais de façon plus sereine le boulevard Sérurier.

Mais la recherche d'une véritable urbanité, d'un lien sensible entre l'hôpital et la ville, à l'opposé des pratiques de fermeture jusqu'à présent en usage, ne s'arrête pas à cette insertion adroite sur le site. Les services d'accueil, très fortement marqués, se trouvent en effet prolongés par une galerie vitrée qui court tout au long du bâtiment et qui, pour le public, constitue une voie naturelle autour de laquelle sont réparties les fonctions diverses de l'établissement, mais aussi, comme dans une rue, boutiques, cafétéria, crèche, etc. A mi-chemin de cette rue intérieure, un grand jardin d'hiver intérieur, où se croisent public et professionnels. A l'extrémité belvédères ou terrasses rappellent encore la présence de Paris. Tout a été fait pour diminuer, autant qu'il se peut, le stress ou le sentiment d'isolement des malades qui, rappelons-le, seront normalement des enfants.

Notre galerie n'a cependant pas qu'une fonction tranquillisante et bonhomme. C'est l'axe autour duquel se développe l'hôpital Robert-Debré. Du fait de la déclivité du terrain, on y accède de plain-pied au niveau « zéro ». On s'aperçoit cependant bientôt qu'elle est en fait à mi-hauteur du bâtiment, ce qui limite le nombre d'étages à monter ou à descendre, et permet une distribution efficace, rapide, de chaque partie, de chaque fonction. En descendant on trouvera la plate-forme d'arrivée des ambulances, plus bas, l'étage propre, plus bas encore, l'étage sale et leurs entrées respectives. Chacun de ces niveaux se trouve directement raccordé au boulevard Sérurier grâce encore à la pente du terrain.

Mais voici deux éléments, en apparence moins vitaux que ne l'est l'« urbanisme » de l'établissement, en réalité essentiels pour le confort quotidien des malades et des équipes hospitalières : la lumière naturelle arrive en effet partout dans l'établissement, jusque et y compris à l'intérieur des blocs opératoires, ce qui ne s'était jamais vu. Quant aux matériaux, à la finition des détails, ils sont plus qu'inhabituels pour un établissement de l'Assistance publique : simplement – et dans l'enveloppe initialement impartie – l'architecte y a apporté un soin réel, patient, professionnel. La céramique blanche, dont il est fait ces temps-ci un usage immodéré, trouve sa justification dans la perfection plastique de l'architecture autant que dans la tradition hospitalière. Pour une fois, les deux se rejoignent.

Nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, la direction des équipements de l'Assistance publique a enfin pris le goût des choses bien faites et appris la valeur d'une architecture efficace. On l'a vu lors du concours lancé pour l'« architecture du grand âge ». On le voit encore à l'intervention d'architectes comme Henri Ciriani dans telle ou telle extension d'hôpital. Cela fera-t-il oublier les aberrations construites, hélas en si grand nombre, et dont la qualité technique, le modernisme, n'égalent pas ceux de Robert-Debré ? Ainsi, comment réparera-t-on les dommages causés au si bel ensemble que formait naguère l'hôpital Saint-Louis, pièce archaïque et magnifique du patrimoine de l'Assistanche publique ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Pierre Riboulet est, avec feu Jean Renaudie, Gérard Turnhauer et Jean-Louis Yerret, un des fondateurs de l'Atelier de Montrouge qui, en 1981, a reçu le Prix national d'architecture.

(2) Jean Labasse, *l'Hôpital et la Ville, géographie hospitalière*, Editions Hermann, 1980.

(3) Sainte-Marie-Médiatrice est le fruit du vœu fait en 1944 par le cardinal Suhard pour la protection de Paris. Œuvre de Henri Vidal, elle a été commencée en 1951, et consacrée en 1954, pour être abandonnée quelques années plus tard. Ses derniers squatters, qui la protégeaient *grosso modo* des vandales ont été expulsés, et les vitraux ont dû être finalement obturés. Le clocher mesure 58 mètres de haut.

Communication

Le comportement des téléspectateurs devant la publicité

« Trop de pub tue la pub »

La pression publicitaire sur le petit écran secrète rapidement des anticorps chez les téléspectateurs. Le mois dernier, un sondage d'opinion de la SOFRES avait déjà révélé une publiphobie renaissante : 84 % des personnes interrogées jugeaient la publicité télévisée envahissante (*le Monde* du 11 février). De quoi inquiéter les annonceurs qui ont massivement investi depuis un an sur les nouveaux écrans publicitaires.

	ENTRE LES ÉMISSIONS		AU MILIEU d'une émission	ÉVOLUTION 1983-1988	
	1983 %	1988 %	1988 %	Foyers équipés de télécommande %	Foyers non équipés de télécommande %
Comportements adoptés chaque fois ou assez souvent lors du passage des publicités...					
– Je ne prête pas particulièrement attention aux publicités et j'attends la suite du programme	53	57	65	+ 2	+ 5
– Je change de chaîne pour voir ce qu'il y a sur les autres chaînes	18	29	23	+ 6	+ 6
– Je prête attention aux publicités	35	28	28	– 5	– 7
– Je sors de la pièce	6	19	15	+ 10	+ 13
– Je baisse le son le temps des publicités	13	14	15	– 8	+ 2
– Je coupe le son le temps des publicités	4	8	8	+ 2	+ 4

1983 : enquête périodique IFOP du 26 octobre au 3 novembre sur 1 829 personnes âgées de quinze ans et plus.
1988 : Omnifop du 26 janvier au 5 février sur 1 012 personnes âgées de quinze ans et plus.

Les régies des chaînes ont immédiatement réagi en faisant valoir – non sans raison – qu'il y a souvent une grande distance entre les opinions affichées par les téléspectateurs et la réalité de leur comportement. Les chiffres de l'Audimat sont là pour prouver l'assiduité des Français devant leur écran.

L'ennui, c'est que l'Audimat ne comptabilise que les écrans allumés et les changements de chaîne. Il ne dit pas si les téléspectateurs profitent des coupures publicitaires pour vaquer à d'autres occupations.

Un sondage de l'IFOP, réalisé à l'occasion des journées de l'Institut de recherche et d'études publicitaires (IREP) sur la mesure d'audience (1) permet aujourd'hui de mieux mesurer le phénomène. Il s'agit, certes, de « déclarations de comportement » et non d'attitudes réellement observées, mais les mêmes questions, posées à cinq ans de distance, font apparaître une progression sensible des conduites de rejet ou d'évitement face à la publicité.

Bête noire des Français

Ainsi, le nombre de « publiphiles » qui suivent avec attention les spots, est en forte diminution de 35% à 28% des déclarations. En revanche, le saut d'une chaîne à l'autre (« zapping ») a beaucoup augmenté (de 18% à 29%). Mais la vraie surprise vient de la spectaculaire progression des attitudes d'« allergie », qu'il s'agisse de quitter la pièce, de baisser ou de couper le son (41% des déclarations au lieu de 23%).

On pourrait imaginer que ce comportement est directement lié aux modification de la consommation, aux facilités techniques qui permettent de changer de chaîne ou fermer son poste sans se lever de son fauteuil.

En cinq ans, le nombre de foyers français équipés d'une télécommande est passé de 20 % à 50 %. Pourtant, les réponses des téléspectateurs dépourvus de télécommande sont pratiquement identiques. Il s'agit donc bien d'une réaction profonde face à la pression de la publicité sur le petit écran.

L'analyse socio-professionnelle des réponses montre bien que les clivages sont ailleurs. Les jeunes de moins de vingt-cinq ans sont plus publiphiles que leurs aînés. Les cadres supérieurs et les professions libérales ont des comportements de rejet plus accusés que la moyenne.

Chaînes de télévision et annonceurs peuvent au moins avoir un motif de satisfaction : l'interruption des programmes par la publicité, bête noire des Français dans tous les sondages d'opinion, se révèle néanmoins efficace dans la pratique. Choqués ou frustrés, les téléspectateurs hésitent, dans ce cas, à quitter la pièce ou à regarder une autre chaîne de peur de manquer la suite de l'émission. Ils se réfugient le plus souvent dans une écoute « flottante » en attendant la fin des spots.

Seule une audimétrie individuelle où le téléspectateur appuie sur un bouton pour confirmer son niveau d'attention permettra *in fine* de faire le partage entre les déclarations d'attitude et l'exacte réalité des comportements. En attendant l'installation en cours de cette mesure, les chaînes de télévision prennent déjà au sérieux les réactions de publiphobie des Français. La situation financière des télévisions privées ne les autorise pas à envisager une réduction des spots mais TF 1 songe à confier à M. Jacques Séguéla une campagne pour justifier la publicité et redresser l'image de la télévision commerciale. Le même Jacques Séguéla qui partait en guerre il y a quelques mois contre TF 1 en s'écriant *« trop de pub tue la pub »*.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Journées organisées le 22 mars en collaboration avec l'Association des agences conseils en publicité et la revue *Communication et Business*.

EN BREF

● **M. Robert Maxwell entre au capital de Marceau Investissements.** – La société Marceau Investissements créée par M. Georges Pebereau, ancien PDG de la Compagnie générale d'électricité, vient de procéder à une augmentation de capital de 300 millions de francs qui porte celui-ci à 1,6 milliard de francs. M. Robert Maxwell participe à cette augmentation pour 120 millions de francs par le biais de sa société Maxwell Communication Corp., aux côtés de la Mutuelle artisanale de France (120 millions de francs) et de la Long Term Credit Bank of Japan (60 millions de francs). L'entrée du patron de presse britannique, actionnaire de TF 1 et de l'agence photographique Sygma, indique que celle-ci pourrait avoir des ambitions en matière de communication.

● **Quatre syndicats demandent une convention collective nationale de l'audiovisuel.** – Dans un communiqué commun adressé à l'Association des employeurs de l'audiovisuel et au ministre du travail, quatre syndicats (CFDT, CFTC, CGC, FO) demandent d'*« entamer la négociation d'une convention collective nationale »* dans l'audiovisuel. Ce type de convention fixe, pour toutes les entreprises du secteur, les classifications, les grilles de salaires, la formation, etc. Dans le cas de l'audiovisuel, elle serait pour les syndicats *« une nouvelle étape, suivant le fonctionnement conventionnel dans les entreprises depuis 1983 »*.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

HUMOUR ET FOLIES D'ACTEURS. Conflans-Sainte-Honorine. (Nombreux spectacles tout au long de la semaine.) Pour tous renseignements : 39-72-57-19, du 17 au 26 mars.

◇ : *Horaires irréguliers.*

Les salles à Paris

ARCANE (43-38-19-70). ◇ Conte d'hiver : 20 h 30.
ATALANTE (46-06-11-90). Le Hibou : 20 h 30.
BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 19 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Le Songe d'une nuit d'été : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◇ La Veuve à la mode, le deuil : 18 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La *Cantatrice chauve* : 19 h 30. La Leçon : *20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle* : 21 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. ◇ Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : *20 h 15. La Ronde : 21 h 30.*
MATHURINS (42-65-90-00). Rosel, suivi de Douce Nuit : 20 h 30.
MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). ◇ *Buffon côté jardin : 16 h et 18 h.*
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). ◇ De la maison des morts : 19 h 30.
THÉATRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA (46-64-89-09). Le Crocodile : 21 h.
THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). Comment est le printemps là-bas ? : 21 h.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. ◇ Ahmed le subtil : 20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. La Traversée de l'empire : 20 h 30.
TOURTOUR (48-87-82-48). ◇ Le Détour : 21 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). *El* Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.
ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Les concerts

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). *Ensemble Musique nouvelle* de Liège, 20 h 30, lun. Grande salle, 1er sous-sol. *Dir. par P. Bartholomé.* Œuvres de H. Pousseur, J. Barraqué.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. *Pierre-Yves Asselin,* 20 h 30, lun. Orgue. Œuvres de Corette, Bach, Moustorsgki. Dans le cadre du VIIe Festival d'instruments anciens.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Jeunes musiciens chinois de Taïwan, 20 h 30, lun. Œuvres de Mia-Wen Wang, Brahms, Poulenc, Bellini, Haydn, Debussy, Rachmaninov, Prokofiev, Beethoven (entrée libre).

SALLE CORTOT (45-23-18-25). 20 h 30, lun. Récital de guitare classique. Œuvres de Bach, Sor, Milhaud, Bracali, Turina.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Trio Wanderer, 20 h 30, lun. (cello), avec Maria de la Pau Tortelier (piano), œuvres de Bach, Paganini, Fauré, Tortelier. Georges Pludermarcher, 20 h 30, mer., récital de piano, œuvres de Beethoven, Bartok, Schumann.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Les concerts Lamoureux, Sextuor de harpes de Paris, 15 h, Salle Chopin. Œuvres de Rameau, Dandrieu, Turina, Debussy. Orchestre national de Lyon, 20 h 30. *Dirigé par Leif Segerstam, avec Michel* Portal (clar.), J.-F. Heisser (piano). Œuvres de Weber et Berlioz. Ensemble orchestral de Paris, 18 h 30. Avec M. Guyot, H. Chachereau (viol.), P. Dussol (alto), F. Dariel (cello), D. Jacques (cb.), R. Vieille (clar.), C. Jacotin (basson), D. Catalanotti (cor). « Octuor pour cordes et vents », *de Schubert. Les concerts Lamoureux,* chorale Elisabeth Brasseur, 17 h 45. *Orchestre Colonne, 20 h 30, lun.* Dirigé par Pierre Dervaux, avec Vitaly Kataev, *Aldo Ciccolini. Œuvres de Schumann,* Rachmaninov, Tchaïkovski.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). 20 h 30, lun. Récital de piano. Œuvres de Beethoven, Schubert, Ravel. Désiré N'Kaoua.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-21-00-86). Nouvel *Orchestre philharmonique,* 20 h 30, lun. Dirigé par Marek Janowski, avec *Malcolm Frager.* Œuvres de Beethoven et Brahms.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Manolo Sanlucar, 20 h 30, lun. Guitare flamenco. Avec Isidro Munoz, Vincente Amigo (guitares), Faustino Fernandez (perc.), Jaime Muela (flûte). Dans le cadre du VIe Festival international de la guitare.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Nusrat Fateh Ali Khan : 18 h., lun. Musique traditionnelle du Pakistan.

Les opéras

OPÉRA-COMIQUE, salle Favart (42-96-06-11). De la maison des morts, 19 h 30, lun. Opéra (chanté en version originale surtitrage en français) en quatre actes de L. Janacek, d'après F. Dostoïevski. Dir. mus. de Sir Charles Mackerras/John Burdekin, mise en scène de V. Schloendorff (1 h 45).

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). *Cabaret de la chanson française.* 21 h, chansons à la carte tous les soirs.
LUCERNAIRE (45-44-57-34). Philippe Revel. 18 h 30. Piaf toujours.
TOURTOUR (48-87-82-48) De chics *types ; 20 h 30. Cinq garçons : un saxo*phoniste, un ingénieur du son cinéma, un auteur-compositeur, un comédien-acteur et un compositeur classique.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

LUNDI

Relâche.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-35-57)

LUNDI

La Parade de la gloire (1942, v.o.), de Michael Curtiz, 15 h ; Prenez garde à la peinture (1932), d'Henri Chomette, *17 h 15* ; le *Baron de Crac* (1961, v.o.s.t.f.), de Karel Zeman, 19 h.

SALLE GARANCE.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

LUNDI

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Franco ese hombre (1964, v.o.), de José Luis Saenz de Heredia, 14 h 30 ; Tata Mia (1986, v.o.), de José Luis Boran, 17 h 30 ; Los Truchas (1977, v.o.), de José Luis Garcia Sanchez, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

LUNDI

Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; *La Bastille, 11e (43-54-07-76).*
L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
L'ANE QUI A BU LA LUNE (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e *(43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle,* 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

Lundi 21 mars

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).
LES AVENTURES DE CHATRAN *(Jap., v.f.) :* Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).
BABY BOOM (A., v.o.) : Gaumont *Les* Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; *Kinopanorama, 15e* (43-06-50-50).
BRADDOCK (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er *(45-08-57-57) ; Pathé Hau*tefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *Pathé Montparnasse, 14e* (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
CINGLÉE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, *6e (42-25-10-30) ; Gaumont Colisée, 8e* (43-59-29-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).
LA COLOMBE SAUVAGE (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
LA COMÉDIE DU TRAVAIL (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).
CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : *Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).*
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).
ENGRENAGES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e *(43-20-30-19).*
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e *(47-42-60-33) ; Saint-Lazare-*Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
JANE B. PAR AGNÈS V. (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
KUNG FU MASTER (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; *Sept Parnassiens,* 14e (43-20-32-20).
LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
MAURICE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LA MORT DES BEAUX CHEVREUILS (tchèque, v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Club, 9e ().
LE PACTE (*) (Brit., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94).
LA PASSERELLE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Images, 18e (45-22-47-94).
LES POSSÉDÉS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
PREUVE D'AMOUR (Fr.) : Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).
PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e *(45-63-16-16) ; v.f. :* Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e *(45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e* (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins,* 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
ROBOCOP (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
SAXO (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-*16-16).*
SENS UNIQUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
SEPTEMBER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
SOIGNE TA DROITE *(Fr.)* : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., *v.o.) : Gaumont Les Halles,* 1er (40-26-12-12) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
SUSPECT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; *UGC Biarritz, 8e* (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).
LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
THE LAST OF THE BLUE DEVILS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
TROIS HOMMES ET UN BÉBÉ (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).
UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8e *(43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse,* 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e *(47-42-60-33) ; Gaumont* Convention, 15e (48-28-42-27).
URGENCES (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).
LA VÉNITIENNE (*) (It., v.o.) : Forum *Orient Express, 1er (42-33-42-26) ;* George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; *George V, 8e* (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *14 Juillet Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e *(43-31-56-86) ;* Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le *Maillot, 17e (47-48-06-06) ;* Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; *Le Gambetta, 20e* (46-36-10-96).
WALL STREET (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-*Concorde,* 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *UGC Convention,* 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).
YEELEN (malien, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES FILMS NOUVEAUX

CONTROLE. Film italo-franco-canadien de Giulano Montaldo, *v.o. : Forum Orient Express, 1er* (42-33-42-26) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; *v.f. : Maxevilles,* 9e (47-70-72-86).
ÉCLAIR DE LUNE. Film américain de Norman Jewison, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Lyon Bastille,* 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).
EMPIRE DU SOLEIL. Film américain de Steven Spielberg, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
JENATSCH. Film suisse-français de Daniel Schmid : Latina, 4e (42-78-47-86) ; *Saint-Germain Village,* 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LA LOI DU DÉSIR (*). Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : *UGC Lyon Bastille,* 12e (43-43-01-59).
LES LONGS ADIEUX. Film soviétique de Kira Mouratova, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80).
MADE IN HEAVEN. Film américain de Alan Rudolph, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).
PICASSO BY NIGHT BY SOLLERS. Film français de Jean-Paul Fargier : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
RUNNING MAN (*) Film américain de *Paul Michael Glaser, v.o.* : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins, 13e* (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; *Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
UN TICKET POUR DEUX. Film américain de *John Hughes,* v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les grandes reprises

LES AMANTS (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
AMARCORD (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).
LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).
L'ÉPOUVANTAIL (*) (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).
EXTRÊME PRÉJUDICE (A., v.f.) : Club, 9e ().
FUNNY FACE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
GLORIA (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).
L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).
LES HONNEURS DE LA GUERRE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).
ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND *(A., v.o.) : Gaumont* Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois *Balzac,* 8e (45-61-10-60) ; v.f. : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
JOY AND JOAN (**) (Fr.) : Maxevilles, *9e (47-70-72-86).*
JUMPIN' JACK FLASH (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; *UGC Opéra,* 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LE MAITRE DU LOGIS (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LE MEILLEUR DES MONDES POSSIBLES (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).
MOLIÈRE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).
LE NINJA BLANC (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
L'OEIL AU BEURRE NOIR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).
ORDET (Dan., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LA PLUIE DU DIABLE (*) (A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).
PROTECTION RAPPROCHÉE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
RÉPÉTITION D'ORCHESTRE (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).
LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
TERMINATOR (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
THE FRONT PAGE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
THE WOMEN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LE TRAIN SIFFLERA TROIS FOIS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).
LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 22 MARS

« Une journée à Saint-Denis : l'église et la nécropole royale », 11 heures (Monuments historiques).

« L'ancienne abbaye devenue maison d'éducation de la Légion d'honneur », 15 heures, façade de l'église (Monuments historiques).

« Winterhalter », 13 heures, marches du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Pygma).

« La demeure parisienne, aux seizième-dix-huitième siècles », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Courbet, Dalou », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie *métro Saint-Paul* (Résurrection du passé).

« Les Catacombes », 15 heures, place Denfert-Rochereau, sortie principale du métro (Tourisme culturel).

« L'Opéra », 15 heures, dans le hall (Didier Bouchard).

« Winterhalter », 15 h 30, Petit Palais, entrée de l'exposition (Cercle culturel parisien).

« Winterhalter », 16 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition (Pierre-Yves Jaslet).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 10 h 30 : « Degas et l'impressionnisme » (Arcus).

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « Le monde hellénistique » (Arcus).

11, avenue du Président-Wilson (petit auditorium), 14 h 30 : « Picasso : Guernica », *par Jean-Louis Ferrier* (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

Salle des ingénieurs, 9 *bis,* avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Châteaux *du désert* » (Odette Boucher).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « La structure énergétique des êtres *vivants* », par Georges Osorio (L'Homme et la connaissance).







Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 21 mars

TF 1

20.40 Cinéma : Inspecteur la Bavure ■ Film français de Claude Zidi (1980). Avec Coluche, Gérard Depardieu, Dominique Lavanant, Julien Guiomar. **22.20 Magazine : Chocs.** De Claude Maggiori, présenté par Stéphane Paoli. Le mystère de Broglie; Kamikazes sur autoroute; L'affaire Leperlier; La catastrophe du vol Avianca; L'affaire Valério Subra. **23.20 Journal. 23.30 Livres en tête.** Emission présentée par Joseph Poli et Jacques Duquesne. **23.40 Magazine : Minuit sport.**

A 2

20.35 Série : Sentiments. Au bout de l'espoir, de Geoffrey Nottage, avec Marie-Christine Barrault, John Hargreaves, Helen James. *Dans l'immensité australienne, une jeune femme recherche son fils disparu. Une quête qui lui fait découvrir l'amour.* **22.10 Magazine : Autrement dit.** Le corps, avec Isabelle Guérin, danseuse étoile à l'Opéra de Paris; L'enfant et son corps; A la disgrâce de Dieu; Corps et âme; La réincarnation; Corps étrangers; Corps de garde. **23.10 Magazine : Strophes. 23.25 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.30 Cinéma : Bleu comme l'enfer ■ Film français d'Yves Boisset (1985). Avec Lambert Wilson, Tcheky Karyo, Myriem Roussel, Agnès Soral. *Un truand, piégé par un policier sadique, s'enfuit avec la femme de celui-ci. D'après un roman de Philippe Djian, le désespoir de vivre, la rage et l'amour.* **22.15 Journal.** ▶ **22.40 Magazine : Océaniques.** Louis-René des Forêts, de Benoît Jacquot. **23.35 Musiques, musique.** Semaine avec Philippe Lacarrière, quintette. Assis sur les marches, par Gilles Clément.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : la Dernière Image ■ Film franco-algérien de Mohamed Lakhdar Hamina (1986). Avec Véronique Jannot, Merwan Lakhdar Hamina, Michel Boujenah, Jean-François Balmer. **22.20 Flash d'informations. 22.25 Magazine : Canal Foot. 22.55 Boxe.** La nuit des lourds (rediff.). **23.25 Les élèves de Canal Plus. 0.25 Basket professionnel américain. 1.25 Cinéma : Club de rencontres** □ Film français de Michel Lang (1987). Avec Francis Perrin, Jean-Paul Comart, Valérie Allain.

LA 5

20.35 Les accords du diable : Hurlements ■ Film américain de Joe Dante (1981). Avec Lee Wallace, Patrick McNee, Dennis Dugan, Christopher Stone. *Dix femmes ont été assassinées à Los Angeles. Une homme téléphone à la télévision et se déclare coupable. Une journaliste va le rencontrer. Film d'horreur inspiré de la légende du loup-garou.* **22.10 Les accords du diable** (suite). Les rubriques du magazine présentées par Sangria. **22.25 Série : Arabesque. 23.15 Mission impossible** (rediff.). **0.10 Série : Kojak** (rediff.). **1.15 La grande vallée** (rediff.). **2.25 Aria de rêve.** Clavier bien tempéré, 1er livre, nos 13 à 16, de Bach, par Jorg Demus, au piano.

M 6

20.50 Cinéma : les Grandes Gueules ■ Film français de Robert Enrico (1965). Avec Bourvil, Lino Ventura, Marie Dubois, Jean-Claude Rolland. *Pour faire revivre une scierie des Vosges abandonnée, un homme embauche des condamnés de droit commun en liberté conditionnelle.* **22.40 Série : Hawaii, police d'Etat. 23.30 Six minutes d'informations. 23.40 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Avec Alain Gouison, Philippe Lelièvre, Jean-Pierre Malignon, Alain Marguerite, Bernard Hallère. **0.25 Sexy clips** (rediff.). **0.05 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. L'argent dans la société et dans nos têtes. **21.30 Dramatique : Confessions,** de Boccace. **22.40 La nuit sur un plateau.** Sur Heidegger, le débat continue. **0.05 Du jour au lendemain.** Spécial Nietzsche. **0.50 Musique : Coda.** Rock à l'ail.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 10 mars à l'auditorium des Halles) : Sonate en trio pour flûte, violon et basse continue en sol majeur d'après BWV 525; Sonate en trio pour flûte, violon et basse continue en sol mineur d'après BWV 527; L'offrande musicale, BWV 1079, de Bach, par Barthold Kuijken, flûte traversière baroque, Sigiswald Kuijken, violon, Wieland Kuijken, viole de gambe, Robert Kohnen, clavecin; à 22.30, Feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loewe, un génie méconnu du lied et de la ballade); à 23.07, Un pianiste génial à découvrir d'urgence : Simon Barrère; à 23.20, Concerto pour violon, de Penderecki. **0.00 Musique de chambre.** Mozart, Nielsen, Bach, Schubert, Mozart.

Mardi 22 mars

TF 1

16.00 Magazine : L'après-midi aussi. De Cécile Roger-Machart, présenté par Eric Galliano. Invités : Pauline Lafont, Jackie Quartz, Eric Chelman, Rachid. **16.45 Club Dorothée. 17.10 Série : Des agents très spéciaux. 18.05 Série : Agence tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Bébêtes show. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert.** ▶ **20.40 Cinéma : les Ripoux** ■■ Film français de Claude Zidi (1984). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Régine, Grace de Capitani, Julien Guiomar, Claude Brosset. *Un jeune homme, frais émoulu de l'école de police et très idéaliste, va faire équipe, à Paris, avec un vieux flic pratiquant des « arrangements » dans ses rapports avec le milieu. Une comédie brillante d'humour, d'insolence, d'esprit satirique, sur un excellent scénario, et remarquablement interprétée.* **22.30 Alain Decaux face à l'histoire.** L'enfant sauvage de Nuremberg. *Un lundi de 1828, un adolescent surgit dans les rues de Nuremberg, presque à l'état d'animal. Il livrera plus tard un étrange secret. L'histoire de Gaspard Hauser.* **23.30 Journal. 23.40 La Bourse. 23.45 Magazine : Minuit sport.**

A 2

16.30 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Avec Johnny Hallyday, Phil Barney... **16.45 Récré A2.** Mimi Cracra; Bleue comme une orange; Barbapapa : Letty; Les Gnons. **17.20 Série : Au fil des jours. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magnum. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Les dossiers de l'écran : Cent jours à Palerme** ■ Fim franco-italien de Giuseppe Ferrara (1983). Avec Lino Ventura, Giuliana de Sio, Lino Troisi. *Le général Dalla Chiesa, qui a vaincu les Brigades rouges, est, le 1er mai 1982, nommé préfet de Palerme pour lutter contre la Mafia. D'après une histoire réelle, un honorable film politique dont le réalisateur a contesté la version doublée en français.* **22.10 Débat : Où en est la guerre contre la Mafia ?** Invités : Nando Dalla Chiesa (fils du général, auteur de *Meurtre imparfait*), Marcelle Padovani (journaliste, auteur des *Dernières années de la Mafia*), Lucio Attinelli (auteur d'*Ouverture sicilienne*, fonctionnaire à l'UNESCO), Abdon Alinovi (député, ancien président de la commission parlementaire anti-Mafia), Rosetta Giacconne-Prestinicola (veuve d'une victime de la Mafia), Fabrizio Calvi (journaliste, auteur de *la Vie quotidienne*. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

17.03 Feuilleton : La dynastie des Forsyte. La toile d'araignée (2e partie). **17.30 Jeu : Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 Dessin animé : Les entrechats. 18.00 Jeu : Génies en herbe. 18.25 Magazine : Flash mag.** De Patrice Drevet. **18.30 Feuilleton : Le mystère de l'île au trésor** (2e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.53 Dessin animé : Diplodo.** Des voix et des sons. **20.05 Jeu : La classe.** Présenté par Fabrice. **20.25 INC.** Les produits allégés. **20.30 Cinéma : le Jour des Apaches** ■ Film américain de Jerry Thorpe (1968). Avec Glenn Ford, Arthur Kennedy, Dean Jagger. *Deux hommes épris de la même femme (l'un est son mari) s'unissent pour la délivrer. Elle est prisonnière des Apaches avec ses deux filles.* **22.10 Journal. 22.30 Magazine : Les enfants de Guynemer ou les pilotes du troisième millénaire.** De Robert Buchard. **23.20 Magazine : Décibels.** De Jan-Lou Janeir. Spécial reggae : UB 40, Black Uhuru, Jimmy Cliff, Elvis Costello, Babilon Fighters. **0.05 Espace francophone.** De Dominique Gallet. **0.35 Magazine : Sports loisirs.** Tennis de table : Finale des championnats d'Europe par équipe, en direct de Bercy.

CANAL PLUS

17.35 Cabou cadin. 18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Philippe Risoli, Daniel Prévost, Nicole Croisille. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invitée : Stéphane Andran. **20.30 Cinéma : Hold up** ■ Film français d'Alexandre Arcady (1985). Avec Jean-Paul Belmondo, Guy Marchand, Kim Cattrall, Jean-Pierre Marielle. **22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Bons baisers de Russie** ■■ Film anglais de Terence Young (1964). Avec Sean Connery, Daniela Bianchi, Pedro Armendariz. **0.15 Cinéma : Vendredi 13 chapitre 5** □ Film américain de Danny Steinmann (1985). Avec John Shepard, Melanie Kinnaman, Shavar Ross. **1.45 Les superstars du catch.**

LA 5

16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.30 Série : Happy Days. 18.55 Journal Images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Viol et châtiment □ Film américain de Lamont Johnson (1976). Avec Mariel Hemingway. *Une jeune femme, modèle pour une marque de rouge à lèvres, est violée par le professeur de musique de sa sœur. Celui-ci est acquitté. Film mélodramatique aux scènes complaisantes.* **22.05 Série : Spenser. 22.55 Série : Mission impossible** (rediff.). **23.50 Série : Kojak** (rediff.). **0.55 La grande vallée** (rediff.). **2.10 Aria de rêve.** Concerto brandebourgeois no 1, de Bach, par l'Orchestre de Stuttgart, dirigé par Karl Münchinger.

M 6

15.40 Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. Le mystère de Sabrina. **18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.20 Cinéma : le Gendarme de Saint-Tropez** □ Film français de Jean Girault (1964). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Jean Lefebvre, Geneviève Grad. **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis.** Le bon docteur. **20.50 Cinéma : l'Eté meurtrier** ■■ Film français de Jean Becker (1983). Avec Isabelle Adjani, Alain Souchon, Suzanne Flon, François Cluzet. *Dans un village de Provence, une fille aux allures provocantes se fait épouser par un brave garçon et s'impose dans son milieu familial. Elle poursuit un désir de vengeance.* **23.05 Série : Hawaii, police d'Etat.** Le témoin secret. **23.55 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Avec Howard Butten, Clémence Jude, J.-C. Sussfeld, C. Escondé et Jean-Michel Pilc. **0.50 Série : Maîtres et valets** (rediff.). **1.40 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Des nouvelles de la fusion nucléaire. **21.30 Spécial présidentielle.** Le jury des experts. **22.40 Nuits magnétiques.** Polynésie. Poe Rava : la perle noire. **0.05 Du jour au lendemain.** Avec Carmen Castillo. **0.50 Musique : Coda.** Rock à l'ail.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 20 et 21 mars au Théâtre de la Ville). Musique traditionnelle : Nusrat Fateh Ali Khan. **23.07 Club d'archives.** Les pêcheurs de perles. Les premiers concerts de Bruno Walter à la NBC (œuvres de Weber, Haydn, Brahms); les premiers enregistrements de la musique de Stravinski; l'actualité des rééditions.

Audience TV du 20 mars 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

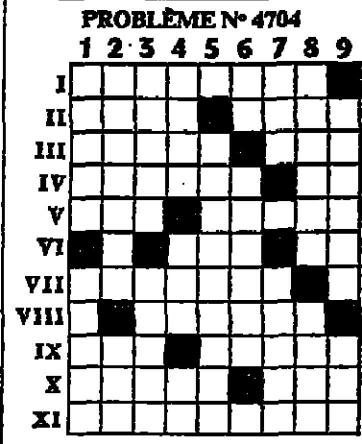
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	53.4	Quest. domicile 19.0	Stade 2 10.6	Casse-cou 12.2	Banana Joe 2.6	Mondo Dingo 7.9	Ile fantastique 1.1
19 h 45	58.2	Quest. domicile 20.1	Maguy 13.8	Casse-cou 11.6	Banana Joe 2.1	Mondo Dingo 9.5	Ile fantastique 1.6
20 h 16	71.4	Quest. domicile 21.7	Journal 23.8	Benny Hill 11.1	Ça cartoon 6.3	Journal 6.3	MASH 2.6
20 h 55	73.0	L'Alpagueur 32.2	Enfants mal... 20.1	Le cancer 2.6	The Verdict 6.3	Excalibur 16.9	Les Sorciers... 2.1
22 h 08	64.0	L'Alpagueur 33.3	Musiques cœur 4.8	Journal 2.6	The Verdict 4.8	Excalibur 18.5	Les Sorciers... 3.7
22 h 44	43.9	Sport soir 10.1	Musiques cœur 1.6	Heroes for sale 4.2	La méduse... 2.1	Excalibur 21.2	Drôles de dames 6.9

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4704



HORIZONTALEMENT

I. Des travaux en cours. – II. Dans la famille des halogènes. Table au marché. – III. Faire mauvais effet. Capiteuse étrangère. – IV. La renommée est celle aux cent bouches. Peuvent faire l'objet d'une réduction quand ils sont cassés. – V. Un homme qui n'a pas de veste. Est parfois dans les choux. – VI. On peut y sauter pour manifester sa joie. Chef d'entreprise. – VII. Des gens à qui une bombe ne fait pas peur. – VIII. Très fier. – IX. Blanc, est parfois à l'index. Pour ceux qui veulent ménager leurs montures. – X. Se nourrit à bon compte. Delibes pour les amis. – XI. Qui fait une réapparition.

VERTICALEMENT

1. Grosse, peut être mise avec les cornichons. Il faut éviter de lui casser la tête. – 2. Fut remplacée par une étoile. Etendue sur le sol. – 3. Salut adressé à un veau. Eminence. – 4. Passe à Auch. Preuve d'un dur labeur. Avalé comme une blanquette. – 5. Un solide bâtiment. – 6. Symbole pour un métal rare. Un homme qui a beaucoup de bagages. – 7. Dans un alphabet étranger. Sans chaperon. – 8. Fit perdre la tête à un saint. Bricole quand il est petit. – 9. Font du tort. Très mal éclairé.

Solution du problème nº 4703

Horizontalement

I. Passages. Minuit. – II. Utah. Ur. Eu. Orne. – III. Do. Ebéniste. Ger. – IV. Imite. Enterrés. – V. Billot. Té. Sente. – VI. Ossature. Tic. – VII. Ne. Ni. Egala. Emu. – VIII. Dundee. Raout. Al. – IX. Râ. Noce. Robe. – X. Ossu. Liseuse. – XI. Isaïe. Aisées. – XII. Salé. Elancé. Usé. – XIII. Léon. Muent. – XIV. Rue. Innées. Omer. – XV. Enrôleurs. Epaté.

Verticalement

1. Pudibond. Œstre. – 2. Atomiseurs. Un. – 3. S.A. Ils. Nasiller. – 4. Shetland. Usée. – 5. Béotien. Oil. – 6. Gué. Tu. Eolienne. – 7. Erne. Ré. Ciel. Nu. – 8. Intègres. Amer. – 9. Este. Aa. Nues. – 10. Muté. Loquaces. – 11. Erseau. Sien. – 12. No. Ré. Très. Top. – 13. Urgente. Eu. Ma. – 14. Inestimables. Et. – 15. Ter. Eculé. Serre.

GUY BROUTY.

Téléphone

Plus de coupures pour les bons payeurs

M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, vient d'annoncer cinq mesures en faveur des usagers du téléphone et, en particulier, la fin des coupures intempestives pour les abonnés réputés « bon payeurs ».

Ces abonnés ne risquent plus de voir leur ligne coupée au premier retard : elle sera mise en service restreint (c'est-à-dire limitée aux numéros d'urgence et à la circonscription de taxe) jusqu'à règlement de la facture suivante. En outre, l'obligation de payer une majoration de 250 F pour le rétablissement de la ligne est supprimée pour les factures inférieures à 1 000 F.

Autre décision : France Télécom (nouvelle appellation de la Direction générale des télécommunications) préviendra désormais par téléphone l'abonné dont la consommation augmente brutalement. S'il le souhaite, celui-ci pourra faire mettre sa ligne en observation. En outre, les protections contre le « piratage » des lignes seront renforcées pour développer le dialogue avec le consommateur, un « M. ou Mme Facture » pourra être contacté dans chaque agence par simple appel des quatre chiffres suivants : 36-58. L'abonné pourra l'interroger sur ses problèmes de factures. Un « service-consommateurs » national sera mis en place pour servir de recours.

Un guide « Le téléphone à livre ouvert » informant les clients de leurs droits va être tiré à 5 millions d'exemplaires.

LOTO — TIRAGE DU SAMEDI 19 MARS 1988

15 17 23 31 43 45 — 7

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR TF1 : MERCREDI 23 MARS 1988 A 20 H 35 ET SAMEDI 26 MARS 1988 A 20 H 35

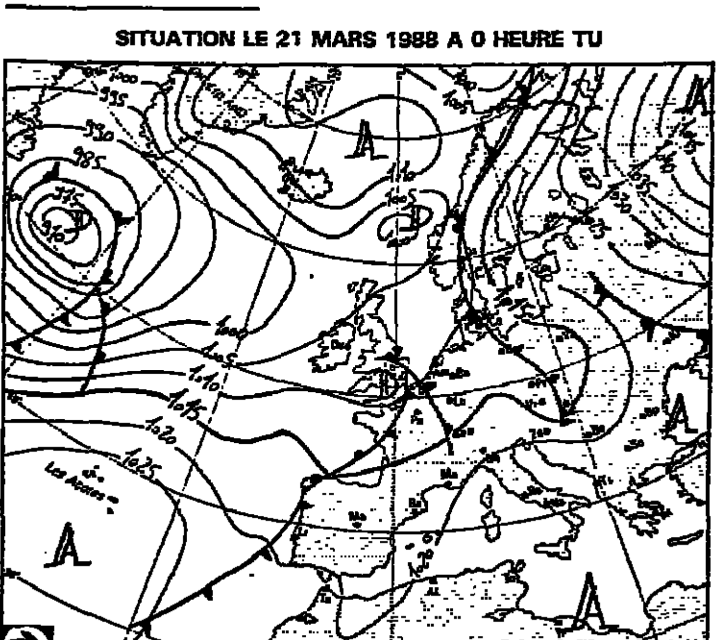
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	16	462 145,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	30	45 300,00 F
5 BONS Nos	2 406	4 955,00 F
4 BONS Nos	108 022	110,00 F
3 BONS Nos	1 910 091	9,00 F

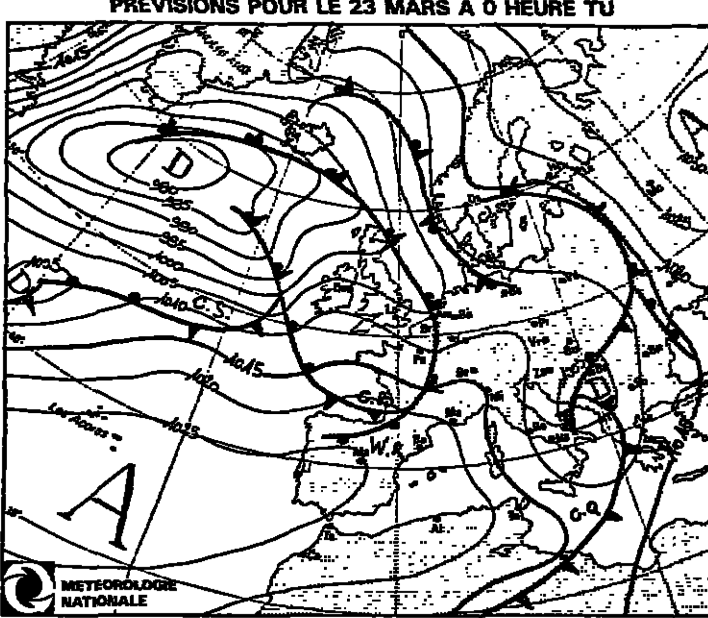
BONUS DU SAMEDI 202 880 — 18,00 F

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 MARS A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 mars à 0 h TU et le mardi 22 mars à 24 h TU.

Le pays sera soumis au passage des perturbations circulant dans le flux zonal d'origine atlantique et apportant des masses d'air doux mais humide.

Mardi : passage pluvieux précédé et suivi d'éclaircies.

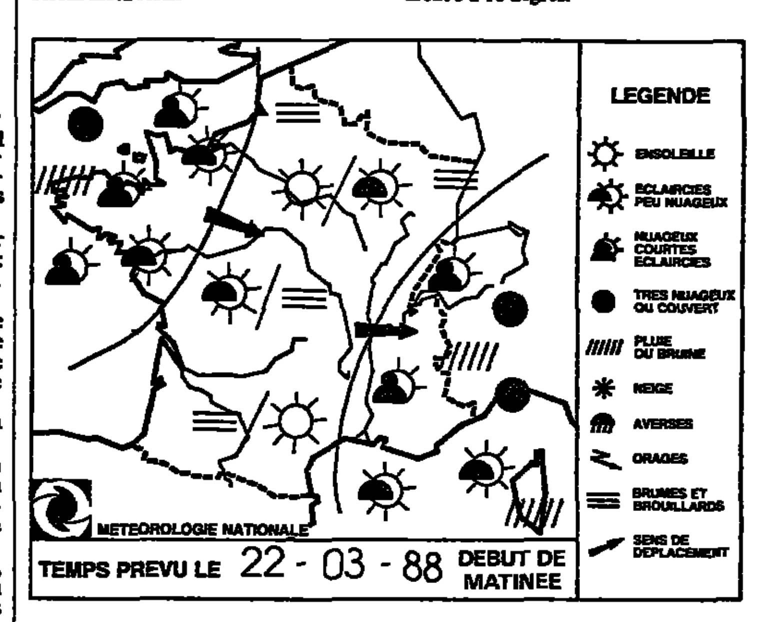
Sur l'est des Alpes et la Corse, le ciel restera très nuageux avec des averses jusqu'à la mi-journée. Par ailleurs, un corps pluvieux avec ciel couvert se situera en début de matinée sur la Bretagne tandis que sur les autres régions, le temps sera alors nuageux et brumeux avec même quelques brouillards. En Méditerranée, tramontane et mistral seront assez forts.

Au cours de la journée, ces vents se renforceront. Puis en soirée, la tramontane cessera. Le temps gris et modérément pluvieux progressera vers l'Est, s'étendant le soir du Nord-Est au Massif Central, aux Alpes et aux Pyrénées. La neige tombera à partir de 1 600 mètres.

Avant l'arrivée de cette perturbation, on obtiendra des éclaircies, belles dans le Sud-Est où les maxima pourront atteindre 17 à 18 degrés, alors que dans les autres régions ils varieront de 11 à 16 degrés.

Par ailleurs, dans l'après-midi des éclaircies seront de retour de la Manche aux Charentes avec un vent d'ouest, modéré près des côtes.

Les températures minimales atteindront 5 à 10 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-3-1988 à 6 heures TU et le 21-3-1988 à 6 heures TU — le 21-3-1988

FRANCE

AJACCIO	17	6	N
BIARRITZ	23	8	N
BORDEAUX	20	9	B
BOURGES	15	11	C
BREST	11	7	C
CAEN	13	8	C
CHERBOURG	12	7	C
CLERMONT-FERR.	20	11	N
DIJON	17	11	P
GRENOBLE St-M-H	22	10	C
LILLE	13	8	P
LIMOGES	16	10	C
LYON	20	12	P
MARSEILLE-MAR.	17	10	N
NANCY	16	9	P
NANTES	14	10	P
NICE	15	12	C
PARIS-MONTS.	15	12	C
PAU	22	6	N
PERPIGNAN	16	11	P
RENNES	13	9	C
St-ÉTIENNE	22	11	N
STRASBOURG	18	9	P
TOURS	14	10	P
TOULOUSE	18	9	N
POINTE-A-PITRE	30	22	D

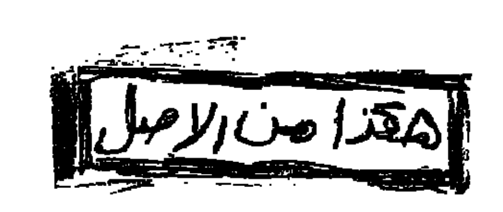
ÉTRANGER

ALGER	23	8	N
AMSTERDAM	12	8	P
ATHÈNES	12	5	D
BANGKOK	36	27	N
BARCELONE	18	9	B
BELGRADE	9	6	P
BERLIN	7	3	P
BRUXELLES	14	9	P
LE CAIRE	22	11	D
COPENHAGUE	3	2	P
DAKAR	28	18	D
DELHI	27	14	D
DJERBA	20	12	D
GENÈVE	18	9	P
HONGKONG	17	16	P
ISTANBUL	8	0	D
JÉRUSALEM	10	5	P
LISBONNE	22	13	P
LONDRES	12	8	P
LOS ANGELES	31	13	N
LUXEMBOURG	12	8	P
MADRID	24	5	N
MARRAKECH	30	12	D
MEXICO	23	4	B
MILAN	16	9	C
MONTRÉAL	– 8	–16	D
MOSCOU	3	–5	N
NAIROBI	28	29	C
NEW-YORK	8	0	D
OSLO	1	0	*
PALMA-DE-MAJ.	17	6	B
PÉKIN	5	0	*
RIO-DE-JANEIRO	30	24	D
ROME	16	11	C
SINGAPOUR	31	25	C
STOCKHOLM	4	–2	C
SYDNEY	25	17	N
TOKYO	11	7	C
TUNIS	20	10	D
VARSOVIE	4	–3	C
VENISE	12	4	N
VIENNE	4	3	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Colloque

« El Pais » et « le Monde » s'associent pour une rencontre de la francophonie en Espagne

La revue des professeurs de français en Espagne *Ici et là* et l'association d'amitié hispano-française Dialogo organisent, du 24 au 26 mars à Madrid, la première rencontre internationale de la francophonie en Espagne sur le thème « Langues et société en l'an 2000 ». Des représentants des services d'éducation de Belgique, du Canada, d'Espagne, de France et de Suisse, ainsi que des dirigeants des chambres de commerce et d'industrie de Madrid et de Paris analysent la place des langues, en particulier celledu français, dans les échanges économiques, techniques, culturels et dans les politiques de formation des entreprises et des Etats.

***El Pais* et *le Monde* participent à l'organisation de cette rencontre dont la première journée, consacrée au rôle des médias, sera ouverte par une conférence d'André Fontaine, directeur du *Monde*, et un débat animé par un membre de la direction d'*El Pais*. A cette occasion, nous publions *ci-dessous* un article de Rafael Conte, critique littéraire à *El Pais*, qui plaide pour la multiplicité des langues. Le quotidien madrilène publiera, pour sa part, un article de notre collaborateur Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur le rôle du français et plus largement des langues latines face à l'américanisation du monde.**

Pour Babel

La tour de Babel, c'est une histoire, vraie ou pas, pour beaucoup, une *légende et pour d'autres*, une idée, mais pour tous, c'est un texte ; et un texte n'a pas besoin pour exister de raconter la vérité. Babel, c'est une religion, un acte de foi, un mythe, ou bien la métaphore du monde. Quelques-uns la tiennent pour une image pessimiste – l'excès de connaissance mène à la confusion – et négligent sa dimension religieuse. Pour d'autres, qui nient cette lecture, Babel montre l'exemple à suivre, avec d'autant plus de force de séduction que la route pourrait finalement n'avoir pas de fin et garantir ainsi notre éternité. Tous les chemins mènent à Rome.

C'est de là sans doute que Jean Paulhan a tiré en 1947 sa condamnation de la connaissance des langues étrangères. Si de Babel, disait-il, nous vient l'idée que la langue est *une prison « dont on s'évade comme on peut »*, il n'en est pas moins vrai que l'homme de la rue la considère comme une fête. Il n'est même pas nécessaire de bien l'employer, il n'y a qu'à écouter aujourd'hui les chanteurs de rock. *« Une langue est un bal masqué »*, concluait le grand critique français.

Mais entre la prison et le bal, Paulhan préférait la prison. Tel est le destin de qui aime tant sa propre langue qu'il désire la préserver de tout risque d'impureté : il court le danger de l'assassiner. Le jeune savant espagnol Francisco Rico, qui, dans son audace, est arrivé à écrire un *Traité général de littérature* en quatre pages, estime en conclusion que la littérature *« est devenue l'expression la plus parfaite d'une langue »*. Le problème est que si une langue se considère comme *« la meilleure »* elle ne peut faire autrement que d'exclure toutes les autres. Le pire est que parfois elle y parvient. La littérature est le triomphe de Babel. Mais elle ne doit son salut qu'au fait que Babel continue d'exister.

Sur les racines du grand latin

Rome triomphante, le latin s'empara du monde civilisé avec une telle puissance qu'il perdura, sans Rome, pendant des siècles. Mais, pour finir, les vieux peuples de l'Empire décidèrent d'évoluer chacun de leur côté, et chaque entité édifia sa propre langue sur les racines du grand latin. Quand une langue se répand, conquiert, assujettit les autres, elle s'empare de peuples qui ne sont pas les siens, et elle devient de plus en plus fragile, elle s'approche de sa disparition.

Il semble que, jusqu'à présent, aucune œuvre importante n'ait été écrite en espéranto, et il serait souhaitable qu'aucune ne le soit jamais, car l'espéranto n'est pas une langue, mais une mécanique, une machine, un artifice que jamais quiconque ne pourra considérer comme son propre idiome. Quand une vraie langue *aspire à devenir universelle*, elle court le risque d'une espérantisation. Seuls les moines du Moyen Age et l'esprit religieux sauvèrent le latin une fois Rome tombée, mais sans que reverdissent les lauriers de Virgile et de Lucrèce.

L'espagnol et le castillan envahirent l'Amérique latine et commencèrent à se désagréger peu à peu. Aujourd'hui, ce sont les écrivains *latino-américains qui, non* seulement partagent l'héritage de Cervantès, mais aussi le défendent le mieux dans le monde entier. Il se passe à peu près la même chose avec l'anglais : qui a repris l'héritage de Shakespeare à un tel niveau ? Quelques maisons d'édition françaises prennent l'habitude maintenant de faire figurer l'expression *« traduit de l'américain »*, quand ils publient des livres en provenance des Etats-Unis.

Contre Babel il est impossible de lutter, car il s'agit tout simplement de notre propre nature. *La* multiplicité et la division des langues sont un processus naturel, fécond, multiple et enrichissant, et toutes les tentatives d'uniformisation de la communication entre les hommes ne peuvent procéder que la violence ou de l'artifice. La violence, comme l'on sait, appelle la violence, et l'artifice nie l'essence même du langage.

Plus encore si nous considérons la littérature comme l'expression la plus parfaite d'une langue – c'est évident pour notre propre langue – et *« comme un va-et-vient entre la mémoire et l'histoire »* (F. Rico, encore), *nous voyons* qu'elle n'est pas seulement l'expression d'une partie du monde, mais qu'elle rend compte de parcelles de l'universel comme aucune autre langue ne peut le faire, de particularités si profondes et si fortes qu'elles finissent par refléter la totalité de ce monde.

Il n'est pas besoin de préserver les langues, qui naissent et meurent comme les civilisations ou les hommes : ce qu'il faut, avant tout, c'est ne pas les assassiner et les aider à survivre si elles possèdent en elles-mêmes la force suffisante pour rester vivantes. Chaque *langue* reflète le monde de manière différente, elle l'exprime dans sa particularité à laquelle aucune autre ne peut se substituer.

Il n'y a qu'une arme contre Babel, qui ne doit pas viser à la détruire – *Babel construit et détruit* à la fois, ne l'oublions pas, – mais à s'appuyer sur elle et à la réaffirmer en tentant en même temps d'en réduire les effets : c'est la traduction. Michel Serres a dit que nous ne connaissons seulement les choses que par l'intermédiaire des systèmes de transformation des ensembles qui les englobent : la déduction (en science pure) ; l'induction (dans l'expérimentation) ; la production (dans la pratique), et la traduction pour les textes.

Et si la traduction peut permettre le transfert d'informations d'une langue à une autre – ce qu'elle permet dans une grande mesure, – la traduction littéraire sera *« la meilleure traduction possible »*, ne l'oublions pas.

Peut-être était-ce ce que redoutait Ortega y Gasset dans *Misère et Splendeur de la traduction : « Traduire*, disait-il, *n'est-il pas irrémédiablement un travail utopique ? »* On dit toujours que la traduction est une trahison, et Ortega ajoute que c'est la tâche la plus humble et en même temps la plus exorbitante qui soit dans l'ordre intellectuel.

Laissons de côté les solutions proposées par Ortega – apporter au lecteur le système littéraire de l'auteur – ou le fait que la traduction clandestine soit présente dans toute littérature universelle – Faulkner fit-il parfois autre chose que de donner de nouvelles versions de la Bible ? – pour conclure avec Georges Steiner : *« Comprendre, c'est traduire. »* Une tâche impossible et désespérée – comme celle de Sisyphe, – mais qu'il faut poursuivre sans fin pour que ne finisse pas le monde.

RAFAEL CONTE.



Premiers cycles « délocalisés »

LE développement des premiers cycles universitaires (DEUG) est au centre des réflexions du ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, qui ne fait pas une intervention sans souligner la nécessité de lutter contre la sélection par l'échec. La diversification des premiers cycles mobilise d'ailleurs une part non négligeable des mesures nouvelles qui devraient être inscrites dans le budget 1989 et qui ont été présentées lors du conseil des ministres du 9 mars : 150 millions de francs et cinq cents emplois supplémentaires (*le Monde* du 10 mars).

Comment seront répartis ces moyens nouveaux, si toutefois ils sont confirmés lors du vote de la loi de finances à la fin de l'année ? Au ministère, on envisage deux démarches complémentaires. D'une part, le développement de DEUG « délocalisés ». Huit premiers cycles de ce type, rattachés à une université et implantés dans des villes moyennes ou à la périphérie de la capitale, ont été mis en *place à la rentrée* 1987. *Plusieurs créations nouvelles devraient voir* le jour à la prochaine rentrée, notamment à Agen, Nevers et Dunkerque.

D'autre part, conformément aux recommandations de la commission « Demain l'Université », le ministère souhaite favoriser la création de filières universitaires courtes à vocation professionnelle, du type des DEUST (diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques). *Sur la base des propositions qui lui parviennent* des universités, il espère pouvoir soutenir la création d'une vingtaine de filières courtes pour la rentrée 1988. A deux conditions : que ces formations répondent spécifiquement aux besoins d'un secteur économique et de l'environnement régional. Et qu'elles bénéficient de financements complémentaires des collectivités locales. En effet les crédits du ministère ne seront disponibles qu'à partir de janvier 1989. *Les universités devront* donc *trouver* des relais financiers pour pouvoir lancer leurs projets dès la rentrée. On estime au ministère que cela ne devrait pas dissuader les plus dynamiques.

C. G.

• Histoire de la terminologie

A l'occasion de son dixième anniversaire, le centre de terminologie de Bruxelles organise les 25 et 26 mars un colloque sur « L'histoire de la terminologie ». Ce forum international s'adresse aux informaticiens, historiens, linguistes, terminologues, traducteurs et scientifiques.

(Centre de terminologie de Bruxelles, 11, rue d'Arlon, 1040 Bruxelles. Tél. : 513-34-86.)

• Concours de droit

L'association Juris-Ludi organise les 30 et 31 mars prochain le Concours européen des droits de l'homme René Cassin. Cette compétition est ouverte aux étudiants en droit et en sciences politiques. Les équipes participantes sont confrontées à un cas fictif à partir duquel elles *rédigent deux mémoires contradictoires*.

(Association Juris-Ludi, 1, quai Lezay-Marnesia, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-22-10-80.)

Stages du GFEN

Le Groupe français d'éducation nouvelle organise pendant la semaine commune des vacances de printemps quatre stages de recherche et de formation aux pratiques d'éducation nouvelle, à partir du travail *des secteurs nationaux* :

– Ecriture-poésie : réenchanter le monde (écriture, mythes, valeurs et éducation).

– Inventer ses savoirs pour l'émancipation de l'homme par l'homme (sciences et technologies).

– Créer, le premier des droits de l'homme (arts plastiques).

– S'apprendre une langue (langue vivante).

(GFEN, 6, avenue Spinoza, 94200 Ivry. Tél. : 46-72-53-17.)

Le Carnet du Monde

Naissances

– Laurence HERSZBERG
et
Didier MORFOISSE
ont le plaisir de faire part de la naissance de

Léa,

le 16 mars 1988, à 21 h 25.

107, boulevard de Longchamp,
13001 Marseille.

– M. et Mme Philippe PARANT,
sont heureux d'annoncer la naissance à Bruxelles, le 1er mars 1988, de leur cinquième petit-enfant

Mathieu,

fils d'
André et Blanche.

Préfecture du Morbihan,
56019 Vannes Cedex.

– Nicole et Paul PELLETIER,
(ex-proviseur),
sont heureux d'annoncer *la naissance* le 11 mars 1988, de

Prisca et Pierrick,

leurs dixième et onzième petits-enfants, au foyer de
Dominique et France
PELLETIER-NOCETTI.

20, rue de Saumur,
37140 Chouzé-sur-Loire.
14, rue Gaston-Bonnier,
92600 Asnières-sur-Seine.

Mariages

– Sylvie GUERRE
et
Yann DELABRIERE,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 19 mars 1988.

Décès

– Anne-Marie Chapouton,
Florence et Prisca,
Mme André Chapouton,
M. et Mme Jean Chapouton,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Françoise de Stael,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Marcel Ratel,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Guerin de Montgareuil,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Maluski,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Braquet, de Poulpiquet, Berard, Duval,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard CHAPOUTON,
architecte urbaniste,

survenu le 11 mars 1988, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en l'église Saint-Florent d'Orange le mercredi 16 mars et ont été suivies de l'inhumation au centre funéraire d'Orange, selon la volonté du défunt.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme André Chappuis,
son épouse,
M. et Mme François Chappuis,
M. et Mme Charles Dumareau,
M. et Mme Antoine Chappuis,
M. et Mme Daniel Badellon,
M. et Mme Jacques Chappuis,
ses enfants,
Jérôme, Marc et Romain,
Bénédicte, Anne, Sophie et Aurélie,
Tiphaine, Anne-Maxence, Audelin et Laude-Auxane,
Delphine, Florent, Olivier et Pierre,
Alexandre, Jean-Baptiste et Matthieu,
ses petits-enfants,
Son frère,
Ses beaux-frères et belles-sœurs
Et toute la famille,
ont la profonde tristesse de faire part du décès du

général André CHAPPUIS,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
ancien résistant,
déporté à Sachsenhausen-Oranienburg,

survenu le 18 mars 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 23 mars, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Boiscommun (Loiret).

Il a rejoint son fils

Bernard,

décédé en 1942, à l'âge de trois ans.

Selon la volonté du défunt, les honneurs militaires dus à son rang ne lui seront pas rendus.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

134, boulevard Brune,
75014 Paris.

– La baronne M.-T. Collot D'Escury,
sa mère,
Le baron Thierry Collot D'Escury,
son fils,
Mme C. Deffontaine,
Les familles française et hollandaise,
font part du décès du

baron
Jacques COLLOT D'ESCURY,

dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le vendredi 18 mars.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21 *bis*, avenue de Ségur,
75007 Paris.
14, square Dunois,
75013 Paris.

– Mme Ada Moati,
son épouse,
M. et Mme Miro Abitbol,
M. et Mme Denis Moati,
M. et Mme Jacques Moati,
M. et Mme Gérard Moati
Et leurs enfants,
ont la profonde douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M. Raoul MOATI,
industriel à Tunis,

survenu le 18 mars 1988, à Tunis, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 18 mars, dans l'intimité familiale.

– **Florian**

a cessé de rire le 16 mars 1988.

Ceux qui veulent suivre sa trace jusqu'à ce qu'elle se perde l'accompagneront le mardi 22 mars, à 10 heures, au columbarium du cimetière des Joncherolles, à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis). Pour ce dernier regard, merci.

De la part de sa mère,
Angelika ROTT,
De son père,
Heiko WICK
Et de
Eric Fournier et Ambre,
François Delpla,
Annie Forgeau et Vivien,
Oma Rott,
Walter Opa-Rott,
Hello Bärbel-Wick,
Karl Opa-Wick.

Anniversaires

– Au nom d'Allah le Clément et le Miséricordieux,

il y a un an disparaissait

Hassen BEN SAID,
ancien maire de la ville de Sousse.

Nous appartenons à Allah et c'est à lui que nous retournerons.

Sa famille, ses amis.

– Il y a sept ans, le 22 mars, nous quittait

l'abbé Alexandre GLASBERG,
homme de combat,
de conviction, de tolérance.

Sa mémoire demeure *toujours vivante* pour tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Ils ont pour lui et pour sa *fidèle* collaboratrice,

Nina GOURFINKEL,

décédée en 1984, une amicale pensée.

– Pour tous ceux qui ont aimé

Daniel PHILIPPOT,

trop tôt disparu le 21 mars 1976,

une pensée est demandée en ce jour anniversaire.

Avis de messes

– **Jean-Marie ROCHE**

nous a *quittés* le 27 *mars* 1985.

Que ceux qui l'ont aimé, et qui gardent fidèlement son souvenir, s'associent par la pensée à la messe du dimanche des Rameaux qui sera dite à son intention en l'église Saint-Roch, à Paris, le 27 mars 1988, à 11 heures.

« Si c'est pour cette vie seulement que nous avons mis notre espoir dans le Christ, nous sommes les plus malheureux de tous les hommes. »

I. Cor. XV-19.

Communications diverses

– Les Amis de la Haute-Egypte, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, organisent le mercredi 23 mars, à 20 h 30, une conférence-débat autour de Me Amin Fahim, président de l'Association chrétienne de Haute-Egypte, mouvement de laïcs chrétiens, qui aide au développement éducatif et social de son pays. La réunion a lieu salle du Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7e, métro : Ségur.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III, le lundi 21 mars, salle Louis-Liard, M. Abdeljebbar Hammoumi : « Syllabation, accentuation, effacement et abrègement dans le parler de Fès d'autres parlers marocains ».

– Université Paris-V, le lundi 21 mars à 14 h 30, salle Orfila, 45, rue des Saints-Pères, 75006 Paris, Mme Annie Coussaert : « Perdre ou gérer la santé. Une maladie écran, le diabète insulino-dépendant ».

– Université Paris-I, le mercredi 23 mars, à 14 h 30, salle des Commissions (Centre Panthéon), M. Vincent Heuze : « Le droit international privé français des contrats. Etude critique des méthodes ».

– Université Paris-II, le jeudi 24 mars, à 10 heures, salle des Conseils, M. Stavros Tsiklitiras : « La protection effective des libertés publiques par le juge judiciaire en droit français ».

– Université Paris-V, le vendredi 25 mars, à 14 h 30, amphithéâtre Durkheim, galerie Claude-Bernard, escalier J, 3e étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Daniel Bouthier : « Les conditions cognitives de la formation d'actions sportives collectives ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 19 mars 1988 :

UN DÉCRET

• N° 88-258 du 29 février 1988 portant modification du décret n° 86-175 du 6 février 1986 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

UNE LISTE

• Des élèves de l'institut des sciences de la matière et du rayonnement de Caen ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 20 mars :

UN DÉCRET

• N° 88-263 du 18 mars 1988 approuvant le schéma directeur routier national.

DES ARRÊTÉS

• Du 26 février 1988 modifiant l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de subventions ou de prêts aidés par l'Etat.

• *Du 26 février 1988 modifiant* l'arrêté du 26 mars 1985 relatif aux caractéristiques techniques et au prix des logements neufs en accession à la propriété financés au moyen de prêts aidés par l'Etat.



Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

« LE MONDE DIRIGEANTS »

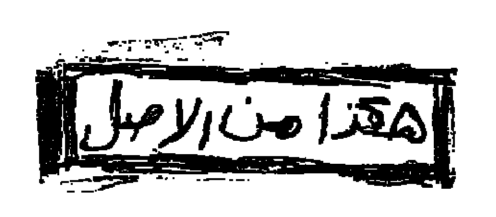
LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

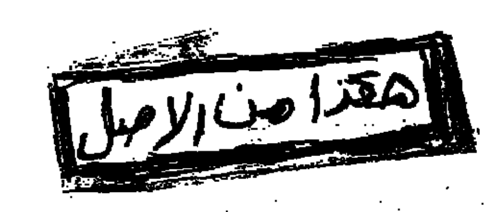
Pour tous renseignements sur les performances du **MONDE** et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du **MONDE PUBLICITÉ** au 45-55-91-82.

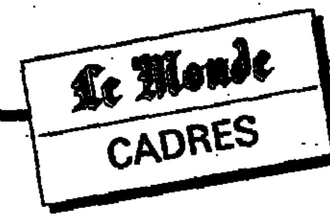


Le Monde CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune ingénieur grande école,
passez de la fabrication (grande série) à la production !

D'un bon niveau de formation (Ingénieur Centrale, A.M., ...), vous avez déjà exercé vos talents d'animateur et d'organisateur sur le terrain. Vous vous sentez, après une première expérience industrielle, de taille à devenir notre

Directeur de production 300 000 F

C'est ce que vous propose notre Groupe connu et reconnu pour son savoir-faire et ses performances dans le domaine des biens d'équipement domestiques en grande série. Bien gérés, nous préparerons l'avenir avec la volonté d'investir en moyens techniques et en formation.
Entièrement responsable de la fonction, y compris le développement des produits, vous aurez à assurer avec vigilance l'amélioration de la productivité - ce, avec le concours d'ingénieurs et techniciens d'excellent niveau.
Vous aurez, dans un contexte très ouvert au dialogue, tous les moyens de votre action, que nous souhaitons dynamique !
Si ce poste, basé dans l'Ouest de la France, vous intéresse, envoyez votre résumé de carrière, sous référence A/PRO/LM, à notre Conseil Michèle DUCHER, qui l'étudiera avec la plus grande discrétion.

MEDIA BA




Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

GERLAND
Elastomères LYON

Ingénieur matériel.
Vers quels équipements évoluer et pourquoi ?

GERLAND CAOUTCHOUC INDUSTRIEL fait travailler d'assez grosses machines : mélangeurs internes, extrudeuses, presses à compression et à injection et l'orientation générale est de produire des pièces de plus en plus sophistiquées. Votre mission chez nous, dans cette perspective, est d'entretenir ce matériel et de le faire évoluer. Soit : prévoir une gestion rationnelle de l'entretien, assurer le bon fonctionnement des fluides, proposer les évolutions du matériel existant ou à remplacer.

Trois petites équipes expérimentées de mécaniciens, électriciens, B.E. vous assistent. Elles attendent de vous la compétence pour les orienter, la méthode pour organiser, l'imagination pour innover.

L'intérêt de ce poste, pour un ingénieur AM de trente ans à peine est, bien sûr, de mettre en valeur ses connaissances techniques mais surtout de pouvoir le faire dans une structure légère avec une vraie délégation. Et dans un département qui investit 8 % de son chiffre d'affaires. Nous appartenons en effet au Groupe GERLAND : 3 MMF de CA, 4500 personnes mais GERLAND CAOUTCHOUC INDUSTRIEL (150 personnes, 75 MF) est un centre de profit autonome et vous aurez dans votre poste toute faculté de proposition. Nous vous imaginons même suffisamment aguerri pour savoir défendre vos convictions et faire aboutir vos conclusions.

SEFOP notre Conseil, vous expliquera nos objectifs et vous les confronterez à vos projets personnels.

Merci d'adresser votre dossier sous référence IM 335 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Economie régionale et banque...

Intégré au service **développement**, sous l'autorité du responsable du département **Marchés/produits** nous CREONS deux nouvelles fonctions de

Responsables de marchés

crédits immobiliers (Réf. C.I.) **économie locale** (Réf. E.L.)

Maîtrisant les **techniques de financement** des marchés concernés, votre savoir-faire, lié à l'expérience de l'un ou l'autre de ces domaines, en **MILIEU BANCAIRE**, s'appuie sur une FORMATION SUPERIEURE économique ou juridique - E.S.C., DROIT, SC ECO, I.C.H...

Votre **action spécifique** permet **d'adapter** nos **produits** et **services** aux évolutions des marchés, **d'assister** le réseau régional - organisation, formation - de participer à l'élaboration et la mise en œuvre d'actions de développement et de concevoir les documentations à usage interne et externe.

Postes attractifs, basés à RENNES, *dans un environnement évolutif et dynamique.*

Adresser lettre + photo + C.V. à CAPFOR - 1, rue St-Marc - 29000 QUIMPER - Tél. : 98.53.50.51 en précisant la référence du poste choisi.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

MEDIA BA

Créer et faire vivre la fonction...
dans un contexte décentralisé...

Vous êtes un jeune professionnel qui exercez vos talents dans un contexte à établissements multiples où les responsables des différents centres de profits ont une autonomie importante. Si notre développement nous conduit à créer la fonction de

Chef de personnel
200 000 F+

ce n'est certainement pas pour prendre un « virage à 180° » et nous mettre à tout centraliser... quitte à freiner les élans des uns et à « fonctionnariser » les énergies des autres ! Toutefois, avec 450 permanents et autant de saisonniers, il devient urgent de « soulager » nos Dirigeants. Vous mettrez donc au point, AVEC et POUR EUX, des outils modernes de gestion, et les assisterez (cf. recrutement, formation, conseil en droit social...). Bref, vous serez un « facilitateur » de chaque instant, concret et réaliste pour notre Société ainsi qu'un « démultiplicateur » enthousiaste de nos politiques de Relations Humaines Groupe. Prêt à nous rejoindre, en région parisienne ? Alors, à bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/CH/LM.

MEDIA BA

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CHANEL
PARIS

Cherche à étoffer ses équipes internationales en intégrant plusieurs

DELEGUES EXPORT

Rattaché à notre Direction Export, vous aurez en charge la promotion de nos produits *afin de confirmer le développement de notre chiffre d'affaires.*
Votre formation commerciale supérieure et votre expérience (2 à 3 ans) de préférence dans les produits de luxe, vous permettront au travers de *contacts directs ou avec nos agents à l'étranger*, de réussir dans ces fonctions.
La maîtrise parfaite de l'anglais et d'une seconde langue (allemand, espagnol) est indispensable pour ce poste qui implique une importante disponibilité et un goût des voyages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et lettre manuscrite) sous réf. CP/DE à la Direction du Développement et des Ressources Humaines, CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

INSTITUT DE SONDAGE
recherche

Un Adjoint à la direction de son département d'enquêtes

A environ 30/35 ans, vous avez une formation statistique supérieure (Bac + 2 minimum) qui vous permet de réaliser des plans d'échantillonnages. Vous avez, de surcroît, une réelle aptitude pour encadrer et organiser une équipe d'enquêteurs.

Ce sens des responsabilités est si possible renforcé par 2 à 3 ans d'expérience dans un service d'études ou un institut d'enquêtes.

Merci d'adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite, sous réf. 573, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Carré Turenne

SOLIDE SOCIETE DE SERVICES TECHNIQUES POUR CHAUFFAGES COLLECTIFS EN PLEINE EXPANSION
recherche

JEUNE ADJOINT DU DIRECTEUR

Après formation technique et insertion progressive dans la société, il devra seconder le directeur, propriétaire de l'affaire, dans toutes ses activités et, à terme (4 à 5 ans), le remplacer lors de son départ à la retraite.

Pour être candidat, il faut être jeune ingénieur (Arts et Métiers, INSA, ECAM, ICAM...) ou sortir d'une École Supérieure de Commerce et avoir une première expérience suffisante pour avoir appris à maîtriser les problèmes techniques et commerciaux et à diriger des équipes de collaborateurs.

TRES BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI REUSSIRA A CE POSTE.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS sous la Réf. 2731.

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

MEDIA BA

Région Le Tréport

Robinetterie sanitaire, 180 personnes, leader dans ses spécialités
recherche son

futur directeur technique 300 KF +

A 35/40 ans, vous avez une formation d'ingénieur et une expérience professionnelle acquise sur le terrain qui vous a donné la largeur de vue et la polyvalence indispensables pour encadrer le personnel technique, organiser l'amélioration de la productivité et de la qualité ainsi que l'industrialisation des nouveaux produits dans une usine organisée depuis 2 ans en "juste à temps".
Vous devrez dans un premier temps proposer et mettre en place les investissements nécessaires pour une production meilleure et plus rentable ce qui vous permettra de prendre dans 4 ans la Direction technique.
Nous vous proposons une rémunération évolutive par un intéressement aux objectifs que vous saurez réaliser et en logement de fonction une maison individuelle.

Pour nous accompagner dans notre développement, faites-nous part de votre expérience en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence **195 à C.K. - 107, rue Lauriston 75116 Paris.**

LEY-TOURNAY/ASSCOM



Filiale d'un très puissant Groupe industriel français, nous sommes parmi *les leaders mondiaux de la fabrication et de la commercialisation* de produits réfractaires haut de gamme destinés aux marchés de technologies avancées. C'est dans ce contexte que nous souhaitons intégrer un

Jeune Ingénieur commercial export
Basé Lyon

En collaboration avec notre *Directeur des ventes*, vous serez responsable de la conception et de l'application du plan commercial au niveau international.

Négociation commerciale de très haut niveau, suivi de marché, animation, actions promotionnelles...sont vos priorités.

Très autonome et avec l'appui d'un important *réseau de ventes étranger*, vous serez le véritable patron de votre CA.

Nous lançons ce défi à un jeune professionnel (30-35 ans) des marchés d'investissement et de consommation.
De formation ingénieur, vous bénéficiez d'une expérience commerciale dans l'engineering, la chimie, la sidérurgie.
Votre anglais est courant et vous avez de très bonnes connaissances en allemand.
Si vous avez la ferme volonté de vous impliquer, *votre réussite* et votre évolution seront certaines au sein de notre Entreprise et de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, salaire actuel et photo, sous réf. 273, à Diaconseils, 24, rue du Cdt Faurax, 69006 Lyon. Confidentialité assurée.

DIACONSEILS
ETUDES, RECRUTEMENT ET FORMATION

Le Groupe DELMAS VIELJEUX, leader dans le transport maritime, poursuit son expansion et sa diversification dans les autres métiers du transport. Pour compléter ses équipes dans la fonction Personnel, il recherche un

Jeune juriste

spécialisé en droit social

Sa mission :
Au sein de la Direction des Affaires Sociales, il assurera plus particulièrement pour la société mère et ses filiales :
- un rôle d'études alliant l'analyse et la synthèse, orienté vers le suivi de la législation sociale, la préparation des relations paritaires...
- un rôle actif de recueil d'informations, de documentation et progressivement de mise en œuvre de différents projets dans le domaine social.

Son profil :
- de formation supérieure, Maîtrise de Droit + un DESS spécialisé en droit du travail,
- débutant disposant de stages significatifs dans le domaine du droit social ou première expérience même courte acquise de préférence au sein d'une Direction des Relations de Travail d'un groupe industriel.

La réussite à ce poste et le développement de carrière du candidat impliquent une forte motivation, des qualités de rigueur et de contact.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 11 A 956-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



"La passion de l'efficacité"

Une grande marque mondiale, le souci de la performance et du développement, plusieurs sites industriels, le rattachement à un groupe français de premier plan, tels sont quelques atouts de la société ORANGINA qui propose pour son implantation de La Courneuve (banlieue nord Paris), le poste de

Directeur d'usine

Il assumera une responsabilité complète : production, qualité, maintenance, investissements, gestion, relations sociales.
Son premier objectif sera de développer une vaste politique de qualité, ce qui impliquera, en particulier, une action importante de formation et de mobilisation du personnel.
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant déjà assumé la responsabilité d'une direction d'usine ou de production, dans le secteur alimentaire (ou dans un domaine proche : pharmacie, chimie fine...).
Il aura d'évidentes qualités de Manager et il aura déjà conduit des changements importants d'organisation industrielle (expérience qu'il serait intéressant de voir détaillée dans sa *lettre de candidature*).
Réelles possibilités d'évolution de carrière pour candidat de premier plan.
Poste basé : La Courneuve (banlieue nord Paris).

Ecrire sous réf. 11 A 963-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Animateur "progrès des entreprises"

de très haut niveau

"Des entrepreneurs toujours plus compétents pour des entreprises compétitives." Tel est l'objectif que s'est donné la Commission Progrès des Entreprises du C.N.P.F.

Cette action nouvelle et originale s'exerce notamment à travers les Clubs Progrès du Management, constitués, dans chaque région, des chefs d'entreprise les plus dynamiques et soucieux de se perfectionner en permanence au management.
Des groupes de travail sont chargés de promouvoir les thèmes de progrès des entreprises répondant le mieux aux préoccupations concrètes et prioritaires des dirigeants.

La Commission des Progrès des Entreprises offre une opportunité exceptionnelle à un jeune candidat disposant d'une formation supérieure de très haut niveau : X, ENA, Mines, ECP... et d'une expérience de 2 à 3 ans de gestion et d'animation acquise dans une entreprise performante ou un cabinet de conseil réputé, désirant diversifier et enrichir son expérience à travers des actions et des contacts avec des personnalités de premier plan, chefs d'entreprise ou experts en management.
Il participera à la réflexion stratégique sur les objectifs et les méthodes d'action de la Commission et aux différents projets de développement.

Une réelle aisance dans les contacts alliée à un puissant dynamisme *est indispensable pour ce poste qui constitue un excellent tremplin* pour l'avenir vers un poste opérationnel de haut niveau.

Poste basé à Paris, et déplacements en province.

Ecrire sous réf. 11 A 958-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



ESTP - MINES D'ALES - ARTS ET METIERS ...

JEAN LEFEBVRE, vous connaissez ?

Deux atouts majeurs pour réussir :
- le savoir-faire et les moyens d'une des premières entreprises de travaux publics,
- une politique de décentralisation avec des structures régionales souples et organisées pour permettre à des équipes dynamiques et motivées de prendre toujours plus de responsabilités.

Après six mois de formation, vous êtes le véritable patron de vos chantiers.
Vous savez gérer des intérêts techniques, humains, financiers.
Autonome et polyvalent, vous exercerez de nombreuses responsabilités.
Homme de tempérament vous réussirez.

Nous avons actuellement plusieurs postes à pourvoir dans différentes régions de France (notamment ILE DE FRANCE, CENTRE PAYS DE LOIRE, NORMANDIE...).

Prenez contact avec notre Direction des Ressources Humaines,
11 boulevard Jean Mermoz, 92200 Neuilly sur Seine. Tél. 47.47.54.00.

JEAN LEFEBVRE
NOUS TRAÇONS L'HORIZON

AXIAL

JURISTE CONFIRME

Accords Internationaux

Nous sommes l'un des premiers Groupes de l'industrie électronique. Notre développement international nous amène à renforcer notre Direction Juridique en y intégrant un Juriste confirmé.

En liaison étroite avec les entités opérationnelles et les Sociétés du Groupe, il participe à l'élaboration d'accords techniques (licences, achats, coopération technique,...), en apportant l'expertise juridique nécessaire.

Pour prendre cette fonction-clé dans la maîtrise de nos échanges internationaux, nous recherchons un Juriste de formation supérieure (DES), ayant acquis, dans une entreprise ou un cabinet international, une expérience diversifiée dans le domaine des accords et une pratique opérationnelle de l'anglais.

La complexité des dossiers à prendre en charge, le niveau de responsabilité et d'autonomie qui s'y attache sont de nature à motiver un Juriste de haut potentiel.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 25/874 AQ, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Le BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques) une des premières sociétés de conseil et d'études européennes

RECHERCHE

pour son développement dans le secteur automobile

CONSULTANT

Jeune ingénieur ayant des compétences complémentaires en économie et en gestion.

Disposant d'une grande autonomie dans votre travail, vous serez responsable de la gestion technique, commerciale et financière de vos projets et chargé(e) de développer les interventions du BIPE en matière de prospective et d'études de marché à court et moyen termes, pour une clientèle d'entreprises françaises et étrangères. Votre objectif sera de mettre en place rapidement une cellule d'analyse et de conseil dans le secteur de l'automobile. Vos capacités commerciales s'appuieront sur votre bonne connaissance de l'anglais.

Adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite à :
Dominique PERREAU - Directeur général du BIPE,
122, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX.

Aux côtés de notre directeur d'usine... un gestionnaire « communiquant »...

Notre usine (250 M de F, 250 personnes) fait partie d'une branche d'activité tournée vers les bio-industries, qui s'intègre elle-même au sein de l'un des tout premiers Groupes industriels français. Suite à une mutation, notre Directeur recherche un jeune

Chef du personnel

et des Services administratifs, qui, à la tête d'une douzaine de personnes, assurera une double fonction : animer d'une part la fonction Personnel dans un contexte évolutif de modernisation et d'automatisation, et superviser d'autre part la comptabilité usine, en liaison avec les services centraux pour ce qui concerne l'analytique et le contrôle de gestion. Un gestionnaire donc, capable de fiabiliser les informations mais aussi une personnalité au contact direct, franc... et chaleureux. Une fois cette « première » réussie, votre mobilité favorisera votre évolution dans notre Groupe. Votre point de départ ?
Angoulême. A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/SAN/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

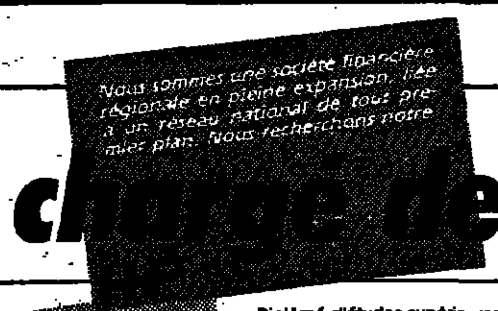
MEDIA PA

École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne recrute ENSEIGNANT CHERCHEUR département Mathématiques et Systèmes de Communication.

DÉFINITION DU POSTE
- Enseignement : traitement du signal, Communications numériques.
- *Encadrement d'étudiants en projet.*
- Activité de recherche : groupe d'études "Communications numériques".

Profil souhaité : Ingénieur Grande École, Thèse (3e cycle DDI - "nouvelle thèse" - État).

Les candidatures seront adressées à :
Monsieur le Directeur de l'Enseignement-Recherche
ENST de Bretagne - BP 832 - 29285 BREST CEDEX



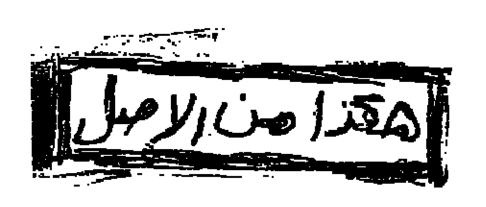
ch... e communication

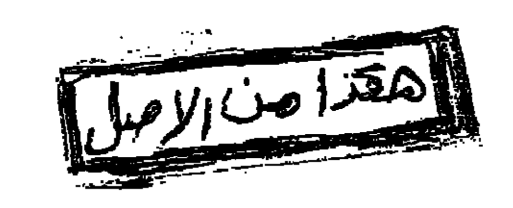
Diplômé d'études supérieures, votre sens du contact, votre perspicacité, la passion que vous éprouvez à convaincre vous ont permis de réussir brillamment une première expérience professionnelle.
Vous prendrez en main l'ensemble de notre communication : • Presse • Manifestations • Publicité • Promotion... tant vis-à-vis du public que de nos interlocuteurs professionnels (responsables d'entreprises, administrations...).
Notre proposition vous intéresse ? Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 733).



Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscr., C.V., prétent.), s/réf. 733/LM, chez ALLO-CARRIERES 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Juristes sociaux ! il est temps... de vous « despécialiser »...

Juriste de formation, spécialiste en Droit du Travail, vous avez entamé votre carrière au sein d'une Direction de Personnel Centrale, en qualité de conseiller auprès de Chefs de Personnel d'établissement, et souhaitez, à présent, tout en continuant à prendre appui sur votre acquis, aborder d'autres domaines d'une

Direction du personnel

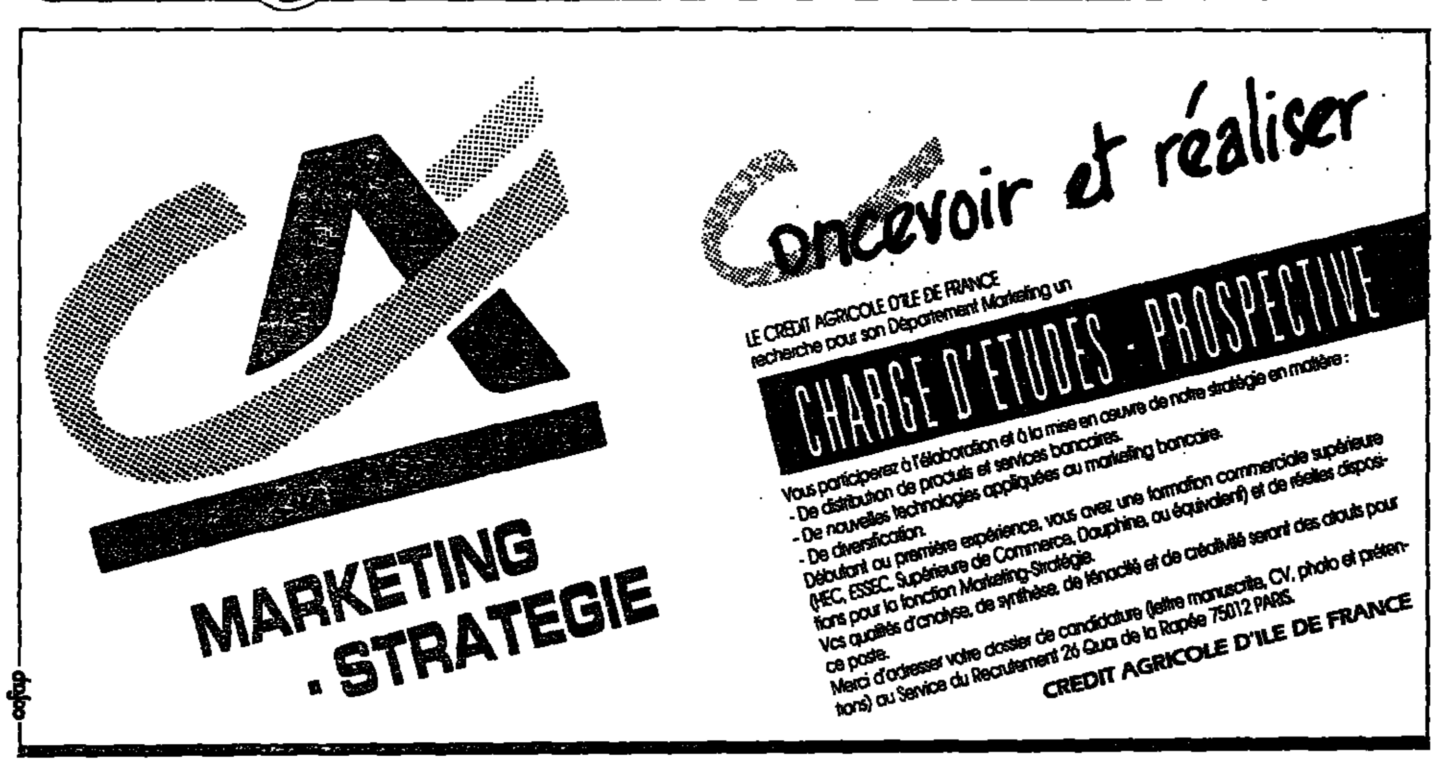
Nous sommes une filiale importante (1 800 personnes) d'un Groupe à forte notoriété du secteur de la Métallurgie, et notre Directeur vous attend pour être l'interlocuteur privilégié de nos Chefs du Personnel (droit social), mais aussi pour être le garant de nos systèmes et procédures (application de nos politiques, tableaux de bord, interface informatique-comptabilité,...) et préparer les rencontres avec les partenaires sociaux. Un champ d'intervention large où vous aurez matière à mettre à profit la rigueur propre à votre discipline, mais aussi votre intelligence sociale indispensable... pour vous faire connaître, et reconnaître ! A bientôt...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/DIR/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA



Une dimension internationale...

Nous sommes la filiale française (1,5 milliard de F, 2 000 personnes) d'un Groupe leader *mondial pour certains* biens d'équipement... ceux justement que nous produisons et commercialisons dans notre pays et... dans beaucoup d'autres ! Notre développement, tant en France qu'à l'étranger, conduit notre Directeur Financier à s'attacher les services d'un

Juriste d'affaires

qui deviendra le « conseiller interne » auprès de notre structure pour veiller à ce que la LÉGALITÉ et la SÉCURITÉ de nos transactions soient envisagées, mises en œuvre et contrôlées. C'est dire que son intervention portera sur tous les actes de la vie de notre entreprise, qu'il s'agisse du montage d'opérations courantes et/ou exceptionnelles tant dans l'hexagone qu'en Asie du Sud-Est par exemple... Les domaines abordés touchent au droit international, commercial, administratif et celui de la propriété industrielle... mais aussi les assurances, les litiges et le contentieux... Une responsabilité très large donc, où, au-delà de « l'expertise technique », nous attendons une personne rigoureuse, certes, mais qui adopte une attitude positive et active, c'est-à-dire FACILITANTE...

La pratique de l'anglais est impérative, l'italien serait apprécié.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/JUA/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Vous êtes un homme d'action issu du secteur **"Assurances"** ou **"Banque"**, vous vous sentez bien dans la peau d'un

Cadre commercial

Alors, vous serez peut être bientôt des nôtres.

- *Conseil en assurances Vie (retraite entreprises et particuliers*, Epargne, Fiscalité de l'Assurance, Capitalisation PER), vous avez une expérience minimum de 3 ans.
- Vous êtes suffisamment disponible pour assumer des déplacements permanents sur une plage géographique large : de la Basse Normandie à l'Aquitaine en étant si possible domicilié dans le secteur de Poitiers.
- Vous avez le sens de l'animation et de la persuasion.
- Vous avez une culture économique et des idées.

Nous vous offrons un statut cadre et une rémunération motivante.

Adresser lettre man. et CV s/réf. 16740/M à notre conseil.



Impact Développement - 26 rue Brunel - 75017 PARIS

PUBLIVAL — MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Etablissement financier

recherche

POUR SA DIRECTION DE L'IMMOBILIER

JURISTE

Sous la responsabilité du Chef de Service Juridique, il participera à *l'élaboration et à la mise au point, en liaison avec les Notaires et les* Conseils extérieurs, des actes liés à l'activité de la Direction.

Titulaire au minimum d'une maîtrise en droit privé, ayant de bonnes connaissances en droit immobilier et en particulier en droit de la construction et de l'urbanisme, il a acquis une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans de préférence en Etude de Notaire.

Ecrire sous le nº 8 485
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

CAO ET IMAGES 3D

HD GRAPH est une société de service implantée dans le domaine du Design Informatique. Elle souhaite intégrer son



JEUNE DIRECTEUR

Son profil ? Un potentiel de manager, capable d'animer les hommes et d'assumer toutes les responsabilités inhérentes à un poste de direction. Un impératif : une formation Grande Ecole d'Ingénieurs et la connaissance de la CAO et des logiciels d'images 3D.

Poste basé à Paris.

Si vous pensez posséder l'ensemble de ces compétences, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) a HCA sous réf. 41293 - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Ecole de commerce d'Orléans et Lille

RECRUTE

PLUSIEURS PROFESSEURS

pour formation en DECS
pouvant intervenir dans les disciplines suivantes :
• Economie d'entreprise • Droit comparé européen
• Droit des sociétés, du travail • Fiscalité
• Comptabilité-révision • Comptabilité anglo-saxonne
• Informatique de gestion.

Peuvent postuler les titulaires au minimum d'une maîtrise ou les experts comptables stagiaires ou les collaborateurs de cabinet.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo s/nº 8 493, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

CRÉDIT AGRICOLE DE L'EURE

CHARGE DE CLIENTELE H/F

Dans le cadre de son *développement sur les marchés* des P.M.E. de plus de 50 salariés et de la Grande Distribution, cette Banque de Normandie, leader sur son marché recherche un Chargé de Clientèle, qui devra créer, développer et gérer un portefeuille de clients.

Ce poste de niveau Cadre est proposé à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur Commercial.

De nature technico-commerciale, il est situé au Siège de la Banque, au sein du *Département Développement.*

Curriculum vitae + photo et prétentions, sont à adresser à : Monsieur le Chef du Département du Personnel 5, rue de la Rochette 27004 EVREUX CEDEX.

LE BON SENS EN ACTION

dajeo

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Leader sur le marché international

recherche

JEUNE DIPLOME

intéressé par la Gestion Administrative du Personnel et qui souhaiterait évoluer au sein d'une Direction des Affaires Sociales dynamique, où les conditions de travail et de salaire sont particulièrement motivantes.

ASSISTANT DE PERSONNEL HF

qui effectuera, dans un premier temps, des études destinées à améliorer les procédures existantes et proposera des applications informatiques nouvelles.

Dans un deuxième temps, il prendra progressivement en charge des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la gestion administrative du Personnel.

Vous avez une formation Bac + 5, une première expérience de 3 à 4 ans dans une fonction similaire, des qualités d'autonomie, de rigueur et de créativité.

Adressez une lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo s/réf. 6421 M à :
PIERRE LICHAU - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Pierre Lichau

FUJI BANK

IMPORTANTE BANQUE JAPONAISE
implantée à Paris (Champs-Elysées)
recherche dans le cadre de son expansion au

• DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE

ASSISTANT MANAGER H/F Cadre Classe V

- expert comptable
- responsable de l'audit bancaire
- *diplômé universitaire*
- expérience similaire minimum de 1-2 ans.

JEUNE EMPLOYE H/F Classe II/III

- chargé du rapprochement comptabilité et de divers rapports.

• *DEPARTEMENT TRESORERIE*

ASSISTANT DU CAMBISTE FRANCS

Débutant (formatifon assurée). Agé de 20-25 ans, titulaire du baccalauréat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf 37148 à Contesse *Publicité* 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CONTESSE

JEUNE COMMERCIAL PUBLICITE H/F

AUTO - MOTO - EQUIPEMENTIERS - Un *important support de presse nationale recherche* pour son service marketing direct un jeune commercial motivé par la vente d'espaces publicitaires dans le secteur automobile. Il recevra une formation très complète aux techniques de vente (mailings, téléphone, prises de rendez-vous...) ainsi qu'une rémunération attractive directement liée aux résultats. Le candidat doit être âgé d'au moins 25 ans et posséder le baccalauréat. Une première expérience de la vente des services est un atout. Ecrire à PS Conseil - 3, rue des Graviers - 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex - Réf. A/D281M.

PS Conseil

Important groupe de sociétés d'assurances recherche pour sa filiale marketing direct située à PARIS.



30 ans environ, de formation supérieure. Pour concevoir *formules tarifs* et documents promotionnels.

Il devra allier l'expérience et la rigueur d'un excellent technicien IARD à l'ouverture, l'imagination et la créativité d'un *homme de marketing.*

Merci d'adresser vos lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 72254 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe industriel français spécialisé dans les produits de fixation (articles métalliques) recherche pour l'une de ses unités de production (transformation de grande série) son

Responsable de production

Collaborateur du Directeur d'Usine, il dirigera un effectif de 80 personnes environ regroupant méthodes et industrialisation, approvisionnement, ordonnancement, fabrication, maintenance.

Il sera également un élément essentiel de l'évolution technique, organisationnelle et humaine de cette unité.

Le candidat, ingénieur d'au minimum 30 ans, possédera une expérience industrielle confirmée acquise en production de moyenne ou grande série dans le domaine de la petite mécanique, sensibilisé aux aspects "qualité" et habitué à utiliser des outils informatiques. Il disposera de capacités réelles d'animateur et de gestionnaire.

Poste proche banlieue nord-ouest Paris.

Rémunération : **250.000 +** selon expérience

Ecrire sous réf. 11 A 971-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune contrôleur de gestion

Une société française de prestations de services industriels (800 personnes - 10 filiales - 50 agences) rattachée à un groupe de tout premier plan, offre un poste d'adjoint au contrôleur de gestion.

Il collaborera avec le contrôleur de gestion de la société sur l'ensemble de ses responsabilités : élaboration et consolidation des budgets prévisionnels, analyse des résultats, reporting.

Ce poste conviendrait à un jeune ESC (+ formation jusque niveau licence), ayant de préférence une première expérience professionnelle en contrôle de gestion ou dans un cabinet comptable (la candidature d'un débutant ayant un DECS peut être envisagée).

Ses qualités de rigueur, de dialogue et de dynamisme lui permettront de réussir dans ces fonctions et de progresser dans la société et le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 11 A 967-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Chef du service gestion de production

Un grand groupe leader doté d'établissements industriels modernes, recherche le chef de service gestion de production d'un site industriel de 800 personnes.
Il s'agit d'une unité autonome réalisant des produits nombreux avec des composants multiples fabriqués en moyennes et petites séries.

Le titulaire de ce poste sera chargé
- d'élaborer les plans de production, les programmes de fabrication, les plannings des ateliers, de déclencher les plans d'approvisionnements et de suivre la réalisation,
- d'améliorer l'efficacité économique de l'unité par le développement de méthodes nouvelles de gestion de production (flux tendus, juste-à-temps) et des systèmes de gestion visant à augmenter la souplesse et la flexibilité des fabrications,
- d'animer son service.

La réussite à ce poste implique
- une formation d'ingénieur grande école,
- une expérience réussie dans cette fonction,
- l'habitude d'utiliser des moyens informatiques modernes,
- des qualités marquées de rigueur, de pragmatisme et de dialogue.

Poste province est.

Ecrire sous ref. 11 A 970-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Ingénieur grande école

potentiel : manager industriel

Nous sommes un groupe leader, performant et en expansion, réalisant des produits "grand public".
Nous disposons de plusieurs sites industriels et nous renforçons l'équipe de direction de l'un de ceux-ci (environ 1000 personnes).
Nous recherchons un ingénieur grande école (X, ECP, Mines, AM...) ayant une expérience confirmée d'opérationnel en usine.

Il secondera le Directeur du site sur l'ensemble de la gestion (orientations, plans d'actions, budgets, objectifs...) et il jouera un rôle moteur dans le progrès de cette unité : investissements, organisation industrielle, logistique, qualité...

Larges perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de valeur, animateur, organisateur et gestionnaire.

Poste ville Champagne.

Ordre de grandeur de rémunération **300.000 +**

Ecrire sous réf. 11 B 806-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune ingénieur

fabrication et développement

la polyvalence de la PME
la puissance d'un grand groupe

Une société dynamique et performante de transformation des matières plastiques, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche l'Adjoint du Directeur d'une petite usine très moderne.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle, de formation AM, ENSI, INSA..., dynamique, organisé, ayant le goût de la technique et de la gestion et le sens du dialogue. Il assumera des responsabilités de production et de développement.
Ce poste permettra à un candidat de valeur d'acquérir rapidement une expérience opérationnelle polyvalente qu'il pourra valoriser dans la société ou le groupe.

Poste : région Compiègne.

Ecrire sous réf. 11 B 847-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Responsable des ressources humaines et relations sociales

Une société française renommée de distribution de produits industriels (700 personnes - 19 centres de profits), filiale d'un grand groupe international, recherche son responsable personnel.

Rattaché au Directeur général, il assumera l'intégralité de la fonction au sein d'une société pratiquant une politique de décentralisation et de responsabilisation.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (maîtrise de droit, sciences PO, ESC...) ayant au minimum 5 ans d'expérience dans la fonction.

Véritable professionnel rompu aux techniques modernes de la fonction personnel, ses qualités de négociateur et de pragmatisme, son autorité naturelle, en feront l'interlocuteur avisé de la Direction générale et des opérationnels ; son imagination et son dynamisme en feront l'animateur d'une politique du personnel à l'élaboration de laquelle il participera activement.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 11 A 957-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Prendre en main un nouveau département

Pour développer son département "mobilier urbain", un groupe leader en Europe recherche un

Directeur de produits

Patron de son département, il a la responsabilité :
- *de l'évolution des produits existants,*
- *de la participation à la création de mobilier innovant,*
- *de la stratégie marketing,*
- *des budgets publicité,*
- *des négociations au plus haut niveau avec les élus,*
- *de l'animation du réseau commercial,*
- *des relations avec l'usine de fabrication.*

Diplômé d'une école supérieure de commerce, âgé de 30 ans environ, il est, depuis plusieurs années, un homme de marketing passionné de communication.

L'opportunité de carrière est à la mesure du marché à conquérir.

Ecrivez sous référence 803 148/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Hay Management Consultants

Centre d'Information et de Promotion Technique
recherche un



Homme de communication, ce cadre sera appelé à diffuser auprès de décideurs et utilisateurs potentiels d'acier, toutes les informations techniques concernant la « protection anti-corrosion ».

Familier du Marketing, il devra « segmenter » son marché en vue de promouvoir efficacement le développement d'un système de protection dans les secteurs d'activités concernés.

Agé d'au moins 30 ans, sa formation de base (A. et M., CNAM, HEI...) sera complétée par une expérience liée à l'action commerciale, de préférence dans des entreprises de transformation de l'acier/produits sidérurgiques/engeneering de construction métallique/bâtiment/T.P., etc.

Les candidatures (avec C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 880143, seront examinées par notre Conseil

Sonia Lipszyc

13, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

MEDIA PA

CADRES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU... POUR CADRE DE VIE EXCEPTIONNEL

SAINT-MALO

Groupe privé international (1800 personnes), nos performances industrielles et commerciales ont fait de nous un leader incontesté de l'agro-fourniture.
Nous conduisons une stratégie permanente de développement et de diversification dont la réussite s'appuie sur la responsabilité, l'autonomie, et le sens du profit.
Nos activités nouvelles nous amènent à rechercher des **VENDEURS** de haut niveau, de formation Grande Ecole (Ingénieur ou Commerciale).

CHEFS DE MARCHES CONFIRMES

Homme de marketing, commercial et gestionnaire, vous êtes un excellent négociateur.
Votre rôle sera d'accroître nos parts sur le marché des matières premières minérales destinées aux fabricants d'aliments pour bétail. Vous serez responsable de votre compte d'exploitation et du développement de votre clientèle.



Prenez contact avec nous en adressant votre candidature sous référence T/LM/37 à Gilles CLEMENT
TIMAC - B.P. 158
35408 SAINT-MALO Cedex

Organisation et Publicité



Si vous êtes

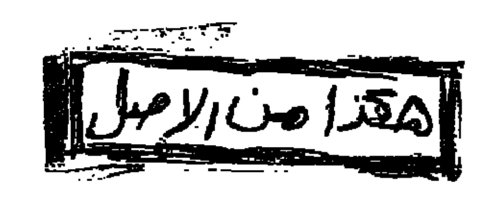
Economiste de haut niveau

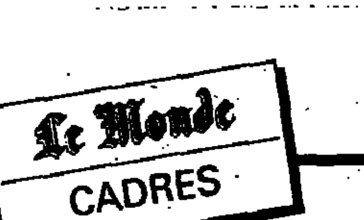
polytechnicien, diplômé d'une école d'ingénieur ayant suivi une formation complémentaire de type Ensae, Insead, Sciences Po, Essec, etc... Vous pouvez faire une carrière à Saint-Gobain en rejoignant dès à présent notre ***Direction des Etudes Economiques.***

Vos analyses, vos prévisions, vos contributions à la définition des axes stratégiques du Groupe vous permettront de vous familiariser avec nos sociétés françaises et étrangères, les marchés qu'elles servent, les métiers qu'elles exercent, les hommes qui les animent. Vous pourrez ensuite, en fonction de vos goûts et des opportunités, évoluer vers ***une carrière opérationnelle*** *au sein du Groupe.*

Le poste, basé à Paris la Défense, s'adresse de préférence à des candidats ayant quelques années d'expérience en analyse économique appliquée. La pratique courante de l'anglais, la mobilité géographique et professionnelle sont indispensables à la réussite d'une carrière dans le Groupe. L'allemand serait un plus.

Envoyer lettre manuscrite et CV sous référence AM 01 à la Direction de la Gestion des Cadres - Cie de St Gobain - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense.





Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Rouen

INGENIEUR CHIMISTE

Recherche et développement

Cette entreprise à taille humaine (250 MF de CA dont 80 % à l'export) occupe une position de leader mondial dans son domaine. Elle est spécialisée dans le traitement et la mise en valeur d'additifs naturels destinés aux industries agro-alimentaires et chimiques. Elle souhaite intégrer dans son laboratoire de recherche, petite équipe créative et efficace, un ingénieur chimiste.

Adjoint au Directeur de la Recherche, il a pour mission de développer de nouvelles applications aux polymères naturels, d'élaborer et de mettre au point des formulations adaptées aux besoins des clients. Il bénéficie de *l'assistance de deux techniciens.*

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste, de 30 ans environ, ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans, en entreprise, dans la re*cherche de produits nouveaux en chimie organique. Connaissances en* physico-chimie des polymères appréciées. Anglais courant indispensable.

Le salaire attractif et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémuné*ration actuelle sous référence M 11/711 G à :*

EGOR S.A.
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Chimie fine

INGENIEURS COMMERCIAUX

Responsables de zone export

Filiale d'un des leaders mondiaux dans son domaine d'activité, cette *entreprise du Sud-Ouest fabrique et commercialise (70 % à l'exportation)* des produits de chimie fine pour l'industrie du caoutchouc : agents gonflants, accélérateurs de vulcanisation, anti-oxydants, anti-ozonants,...
Pour asseoir son développement, elle recherche 2 ingénieurs commerciaux pour appuyer son Réseau de Distribution France et Etranger.

Rattachés à la Direction Commerciale et Marketing, ils auront en charge le développement et l'animation de leur réseau en terme de CA, marge, "Homme-Produits / Homme-Marchés". Ils seront aussi bien en contact avec leurs distributeurs qu'avec les clients finaux. Cette fonction englobe une activité marketing, technique et commerciale.

De formation Chimiste ou Commerciale, débutants ou ayant une première expérience professionnelle, parlant couramment Anglais (Allemand souhaité), vous êtes disponibles pour des voyages à l'étranger et, pour vous, esprit de challenge, volonté de s'impliquer ne sont pas de vains mots.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 24/2565 A, à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1 Place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA



Vous recherchez une évolution de carrière. Vous avez une bonne connaissance de l'immobilier, vous maîtrisez parfaitement les relations avec la presse et vous êtes à l'aise dans les discussions avec le milieu de l'imprimerie et de l'édition.
Bien entendu, vous avez une formation supérieure ainsi qu'une expérience professionnelle de plusieurs années.

Nous vous offrons de prendre en charge la responsabilité de la communication interne et externe de notre entreprise où vous appartiendrez au Groupe de Direction.
Vous disposerez d'une large autonomie pour mettre en oeuvre les actions de communication que vous aurez élaborées avec la Direction Générale.

Une rémunération motivante sera offerte à un candidat dynamique, expérimenté et créatif.
Le poste est à pourvoir très prochainement à PARIS.

Merci de nous adresser un dossier de candidature complet avec lettre manuscrite, photo, c.v. et prétentions *ainsi qu'un descriptif sommaire des* actions de communication déjà entreprises, à AXIAL (référence 7074), 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

RESPONSABLE FORMATION

L'évolution constante de notre activité nécessite de renforcer notre Direction des Systèmes d'Information dans le cadre d'un plan informatique à 5 ans.

Votre mission :
- Vous élaborerez la politique de formation aux systèmes d'information de l'entreprise.
- Vous analyserez les besoins des différentes directions.
- *Vous établirez un plan* de formation et organiserez son application.

Votre profil :
- Formation supérieure dans le domaine des relations humaines et du management.
- Expérience confirmée *(5 ans minimum)* de la conception de plans de formation.
- *Expérience de la mise* en place de projets informatiques indispensable.

Adresser lettre + C.V. + photo, sous la réf. RF/LM
AIR INTER
Département Carrières et Emploi
91551 PARAY-VIEILLE-POSTE Cedex.

MÉDIA BA

AIR INTER



LEVER, *Société française d'UNILEVER recherche pour la plus grande unité de détergents du Groupe en Europe, située dans la banlieue Lilloise, un*

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

ESPCI, ENSCP, ENSIC...

Sous l'autorité du responsable du Département ***QUALITE,*** *en dialogue permanent avec les services Production, Développement, Achats, vous serez chargé :*
— du contrôle à réception des matières premières,
— du contrôle et du suivi de la qualité des produits finis à la sortie usine (SKIP, PERSIL, OMO, CORAL, CIF, SUN, CAJOLINE...).
Vous devrez également :
— interpréter l'ensemble des résultats d'analyses effectuées sur les produits,
— proposer et optimiser les méthodes d'analyse,
— gérer le personnel du laboratoire de contrôle (20 personnes).
Après cette première étape, vous aurez la possibilité d'évoluer (éventuellement dans d'autres disciplines) tant en France qu'à l'étranger.
Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 08/88 à ***UNILEVER FRANCE SERVICES*** *- Recrutement et Sélection des Cadres - 157 boulevard Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.*

SOURCES

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

RESPONSABLE ETUDES MARKETING

nos Chefs de Produits vous attendent...

... Pour lancer, mettre au point, puis utiliser judicieusement, les outils d'analyse de toutes les données quantitatives et qualitatives concernant nos clientèles, nos marchés et *leur environnement économique. Véritable prestataire de Service au sein de la Direc*tion Marketing, la pertinence de vos études orientera, en amont de la conception technique, les axes de recherche des Chefs de Produits et valideront leurs choix en aval - donnant ainsi toute sa dimension stratégique à votre fonction. Une formation commerciale supérieure et une première expérience des méthodes du Marketing est indispensable.

Avec une large gamme de produits industriels destinés à des clientèles diversifiées, tant en France qu'à l'Export (40% du CA), une croissance de 15%, une forte notoriété auprès des circuits de distribution (grossistes et installateurs), notre Groupe (1500 pers.) vous permettra de prendre à terme des responsabilités très opérationnelles. *Poste basé en banlieue Ouest.*

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prét.) sous réf. 803 597 LM

35, rue du Rocher 75008 Paris

CONTESSE



CHEF DE PUBLICITE H/F

Le groupe TESTS est filiale de **CEP Communication** dont le CA a dépassé trois milliards de francs en 1987. Au nombre de nos journaux, 01 INFORMATIQUE, DECISION INFORMATIQUE, L'ORDINATEUR INDIVIDUEL...
Rattaché au Directeur de la Publicité de l'une de nos revues, vous avez la responsabilité d'un portefeuille d'agences de publicité et d'annonceurs (constructeurs, distributeurs de matériel et de logiciels,...). Vous développez la vente d'espaces publicitaires et, pour multiplier vos contacts, vous assistez, en particulier, à la plupart des grands salons informatiques.

Vous êtes âgé de 24 ans minimum, si possible titulaire d'un diplôme d'études supérieures et vous bénéficiez d'une première expérience commerciale acquise, de préférence, dans la presse.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M/4113, à notre conseil Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI SELECTION

AGENCE DE PRESSE

Grande Agence de Presse

recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL

Vous serez chargé de développer nos ventes de produits techniques (notamment Ordinateurs Image - Logiciels Texte).

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de 3/4 ans dans la vente de produits informatiques, chez un constructeur ou un distributeur.

Connaissance de l'anglais indispensable.

La connaissance du marché des équipements pré-presse (systèmes rédactionnels, photocomposition) serait appréciée.

Conditions salariales motivantes.

Merci d'adresser votre candidature
sous réf. 41291 à **HCA :**
1, place du Palais Royal - 75001 PARIS
qui transmettra.

Société d'Assurance-Vie leader sur son marché, recherche pour renforcer son équipe Vente à Distance

2 CHEFS de PRODUITS

V.P.C. SENIORS

Leur mission :
• proposer et mettre en œuvre le plan opérationnel de développement des produits dont ils ont la responsabilité en V.P.C.. • assurer la conception et la réalisation des actions de prospection et de fidélisation des différents fichiers. • assurer la conception des actions de réponse aux demandes d'information. • rechercher et tester tout nouvel outil ou méthode de Vente à Distance.

Leur Plus :
• une formation commerciale ou marketing revalorisée par une expérience réussie d'environ 5 ans dans une entreprise ou une agence de Marketing Direct. • un bon esprit d'équipe et le sens des contacts. • des aptitudes à la création. • une expérience dans les produits financiers serait un atout non négligeable.

Conditions de rémunération motivantes. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 4103 à Lévi Tournay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

5 ECOLES

ENSAM ESIM IAE
IDA IEP



Mardi 29 mars 1988
AIX-EN-PROVENCE

Cultures et management, une nouvelle dimension en 1992

1 FORUM ETUDIANTS ENTREPRISES

Parrainé par *Le Monde* et la BNP

Contact : 42.92.10.50

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Peu de sociétés peuvent se prévaloir d'un succès aussi remarquable que celui de TELERATE dans le domaine des

SERVICES D'INFORMATIONS FINANCIERES EN LIGNE

Notre croissance en effet a été forte et régulière (+ 138 % en France en 1987) et nous desservons maintenant 19 000 abonnés avec 57 000 terminaux dans le monde, parmi lesquels les institutions françaises et étrangères les plus représentatives des marchés financiers internationaux contribuent elles-mêmes à la mise à jour permanente de nos informations et cotations.

TELERATE - FRANCE est ainsi devenue la 4ème filiale du Groupe et pour poursuivre cette croissance avec une ambition toujours renouvelée, nous recherchons :

UN DIRECTEUR DU MARKETING

Ses responsabilités étendues comporteront en particulier :
- la mise en oeuvre des contributions d'informations et données proposées par les institutions et les professionnels des marchés ;
- le contrôle qualité de ces contributions ;
- l'observation et l'analyse des nouveaux besoins des marchés ;
- l'étude et le lancement des nouveaux produits ;
- l'organisation de la communication ;
- la liaison avec les sièges de la Société.

Compte tenu de l'importance de ce poste dans notre dispositif commercial, le candidat idéal, âgé de 35 ans environ, a nécessairement une expérience significative des marchés financiers, de l'activité bancaire ou de la fonction de trésorier. Il en a retiré une connaissance indiscutable des instruments financiers et de leurs sophistications récentes.

Il doit cumuler tout à la fois des qualités de rigueur et méthode, de ténacité et de sens du développement commercial. L'anglais courant est absolument indispensable.

Compte tenu de nos exigences et pour objectifs atteints, nous sommes prêts à lui assurer un revenu annuel de 380 KF (réf. AA/88DM).

4 COMMERCIAUX TRES MOTIVES

Ils sauront valoriser avec conviction, auprès d'une clientèle exigeante et de haut professionnalisme, l'étendue et la qualité des produits TELERATE : aujourd'hui, les services d'informations en temps réel et les outils d'aide à la décision, et demain les services aux entreprises et les systèmes transactionnels de trading.

Cette position ne peut intéresser que de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, engagés et parfaitement à l'aise dans la compétition économique d'aujourd'hui, et qui ont déjà obtenu des résultats remarquables dans la vente, par exemple, dans les secteurs informatique ou communication. Une certaine connaissance des marchés financiers est un atout supplémentaire et l'anglais courant est indispensable.

Compte tenu de nos exigences et pour objectifs atteints, nous sommes prêts à leur assurer une rémunération annuelle très motivante (réf. VP/88C1).

UN CADRE DE MARKETING TECHNIQUE

Il est l'homme de la technique au sein du département Marketing et il agit comme chef de projet pour toutes les contributions complexes d'informations et données sur le réseau TELERATE, en particulier, les liaisons sophistiquées avec les grandes banques, et les mises en oeuvre des feeds et tickers des bourses et sociétés de diffusion.

Par conséquent, il a une connaissance étendue et une expérience pratique indiscutable des transmissions de données et de l'interconnexion de stations de travail et d'ordinateurs au sein de réseaux hétérogènes. Pour réussir dans cette fonction d'homme-orchestre, il est indispensable, en plus de capacités techniques, de posséder un sens aigu de l'organisation et une habileté consommée à diriger des sous-traitants extérieurs.

Le candidat idéal est probablement âgé de 28/30 ans, il est ingénieur de formation et il parle un anglais courant. Nous lui offrons un salaire annuel d'environ 250 KF (réf. MB/88MT).

3 ASSISTANTS CLIENTELE

Ils sont dépositaires de l'image de marque de la société puisqu'ils assurent, au cours des visites régulières en clientèle, la formation des utilisateurs, l'information sur les nouvelles pages et l'actualisation des services, et au bureau, le service après-vente téléphonique.

Ce sont donc des personnes aimant les contacts, ayant une indiscutable aptitude au dialogue et une grande qualité d'écoute et capables de faire progresser méthodiquement un dossier au sein des différents services de la société et de le suivre jusqu'à sa conclusion.

La capacité d'évolution ultérieure vers une fonction commerciale ou marketing sont des atouts supplémentaires.

Les candidat(e)s idéaux sont probablement âgé(e)s de 25 ans environ, de niveau minimal Bac + 2 et parlent couramment l'anglais.

Nous leur offrons, pour objectifs atteints, un salaire annuel d'environ 125 KF (réf. KH/88CL1).

ADICOM

Il y a là des opportunités rares de développement personnel à saisir pour des candidats de valeur, au moment où les déréglementations et les décloisonnements des marchés financiers offrent des perspectives exceptionnelles pour notre industrie.

Les candidatures (lettre + CV + photo) sont à adresser confidentiellement à : TELERATE - FRANCE, 128 faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

INGENIEUR PREVENTION

AXA, premier groupe privé français d'assurances : 30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 19,8 milliards de C.A., dont 30 % à l'étranger, recherche pour l'une de ses sociétés, UNI-EUROPE, spécialisée dans le courtage un INGENIEUR PREVENTION.

A 28-30 ans, de formation Ingénieurs Grandes Ecoles (Arts et Métiers, INSA, ENSI), vous possédez nécessairement une première expérience en sécurité industrielle.

Au sein de la branche Dommages, vous serez notre référence technique en matière de risques industriels importants.

Vous rechercherez et organiserez l'information technique nécessaire à la souscription et à l'établissement des plans de prévention pour certains de nos clients industriels. Vous assurerez la formation et la mise à niveau dans ce domaine des souscripteurs et vérificateurs. Vous effectuerez sur les sites industriels des visites dans le but d'établir ou de contrôler des plans de prévention.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des possibilités d'évolution au sein de la branche sont prévues à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à UNI-EUROPE Direction des Relations Humaines - Mme DUBIEZ - 11, place Stalingrad - 75494 PARIS Cedex 10.

AXA

MEDIA PA



recherche

UN MEDECIN

compétence en Urologie ou CES Médecine Interne

Intégrant l'équipe de Direction, il devra :
- assurer les relations avec le monde hospitalo-universitaire,
- prendre en charge les programmes d'études cliniques,
- participer aux opérations de mise à disposition du corps médical de nouveaux produits.

Cette fonction devrait déboucher, à terme, sur d'autres responsabilités nationales ou internationales au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo sous la référence **9072 M O** à **VALENS CONSEIL** 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

LE CABINET GENTON

Conseil en gestion des ressources humaines, tient désormais 8 centres de recrutement à votre disposition.

PARIS
8, rue Cambacérès
75008 Paris
Tél. 47.42.79.50

MARSEILLE
227, bd Chave
13004 Marseille
Tél. 91.85.55.85

BORDEAUX
87, rue Course
33000 Bordeaux
Tél. 56.51.09.51

NANCY
1, place Carnot
54000 Nancy
Tél. 83.36.45.71

LYON
19, rue Clément Michut
69100 Villeurbanne
Tél. 78.68.88.25

AVIGNON
2, rue de la République
84000 Avignon
Tél. 90.85.15.86

LILLE
Immeuble Lyon-Jemmapes
11-13, rue de Jemmapes
59800 Lille
Tél. 20.55.18.55

STRASBOURG-ILLKIRCH
12, rue du Canal
67400 Illkirch-Graffenstaden
Tél. 88.39.33.89

Cabinet GENTON

Chef de production

Filiale d'un Groupe Multinational, nous sommes la Division — 2200 personnes, 800 MF de CA — spécialisée dans des produits techniques destinés aux **secteurs automobile, aéronautique, ferroviaire, équipements industriels...**

Depuis plusieurs années, nous menons une politique active de développement de nouveaux produits et avons considérablement automatisé nos moyens de production.

Résultat : une position de leader national dans plusieurs secteurs.

Vous, INGENIEUR MECANICIEN (AM, ENSM, CESTI, ENI...), vous dirigez un bel ensemble : 400 personnes, 400 MF de CA, 4 ateliers (un important parc de machines où l'automatisation est — bien sûr — très présente) et des techniques très diverses mises en œuvre.

Vous organisez les productions, garantissez la qualité, améliorez la productivité ; mais aussi, vous animez vos équipes, coordonnez leur activité et faites vivre une communication vraie entre tous.

Vous l'avez compris, en plus d'une expérience de 5 ans minimum en Fabrication, vos qualités d'animateur et votre passion pour la technique sont primordiales pour réussir à ce poste situé dans notre principale usine du Centre de la France.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous référence KP 339 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

EXPORTER DES BIENS D'EQUIPEMENT



1er Constructeur Européen de ventilateurs industriels, recherche

JEUNE DIPLOME ESC OU SIMILAIRE

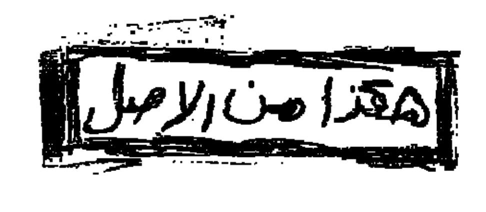
motivé pour développer à l'export un produit technique destiné à de grands constructeurs de biens d'équipement.

Homme de terrain, basé à Lyon, il se déplacera dans le monde entier et sera soucieux de faire évoluer les produits en fonction des marchés.

Compte tenu de l'évolution de l'entreprise, ce poste peut constituer une opportunité de carrière intéressante pour un candidat ambitieux ayant déjà quelques années d'expérience dans une fonction similaire.

La pratique courante de l'anglais va de soi et éventuellement celle d'une autre langue.

Les candidatures précisant l'ordre de grandeur de la rémunération seront adressées à Jean-Jacques OVISE, SOLYVENT VENTEC, BP 67, 69882 Meyzieu Cédex.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



GERLAND
Elastomères

LYON

Jeune ingénieur chimiste R & D, chez nous, c'est déjà beaucoup de responsabilités

C'est vrai ce poste cumule plusieurs avantages.

Celui d'abord de se situer dans un grand Groupe : GERLAND (3 MMF de CA, 4500 personnes) dont les performances industrielles s'accompagnent d'une gestion décentralisée.

Celui ensuite d'être créé dans une division très innovatrice et plus précisément encore dans la branche «Protection à base d'élastomères» c'est à dire anti-corrosion et anti-abrasion.

Il s'agit pour vous non seulement d'intervenir dans la formulation des mélanges mais de mettre en œuvre le process d'application de tout le système, de procéder aux essais semi-industriels et d'apporter en fait votre garantie personnelle à la méthode que vous préconisez et à la qualité qui doit s'ensuivre.

Le tout dans une petite structure (le labo emploi 2 autres ingénieurs et 4 techniciens, vous rendez compte au Directeur R & D) et en contact étroit avec la fabrication, les clients et les commerciaux.

Sans doute avez-vous tout juste la trentaine, un diplôme d'Ingénieur Chimiste (plus, ce serait évidemment très bien, celui de l'ESICA). Vous parlez anglais. *Voilà 5 ans que dans un grand groupe chimique*, vous connaissez ces problèmes de corrosion et d'abrasion et que vous travaillez à leur solution. Chez nous cette expérience prendra tout son sens et nous comptons sur vous pour exercer vos talents avec grande autonomie et en toute responsabilité.

Merci d'en tenir compte en adressant votre dossier à notre conseil, SEFOP, sous référence CRD 336 M.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Une fonction de conseil à dimension internationale...

Un groupe PHARMACEUTIQUE important, C.A. : plus de 2 milliards de F, près de 900 personnes, recherche un

Jeune juriste d'affaires

Rattaché au chef du service juridique, c'est tant par votre rigueur d'expert que par votre attitude active au sein de notre Groupe que vous prendrez *progressivement la dimension de votre poste.*
Professionnel de la fonction, parlant couramment anglais et éventuellement espagnol, vos domaines d'intervention seront multiples : *Vie juridique des sociétés du groupe, contrats nationaux et internationaux, baux commerciaux, arbitrages, suivi* des contentieux, assistance aux filiales, acquisitions, implantations... passionnant non ?

Si ce poste **EVOLUTIF**, situé au cœur de Paris vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence A/JJA/LM, à notre Conseil Charles CHESNAIS, qui vous garantit la plus totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants *74, rue de la Fédération - 75015 PARIS*

MEDIA PA

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants. *Vous êtes diplômé d'une grande école.* Vous êtes débutant ou possédez une expérience de *3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de* conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.
Merci d'adresser votre candidature sous référence H/115.87/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



Critère

LEN-TOURNAY/ASSCOM

Responsable de l'organisation d'une banque en développement...

C'est l'opportunité que nous proposons à un jeune cadre de formation supérieure, 28-30 ans environ, possédant une expérience en matière d'organisation bancaire *acquise au sein d'une banque ou en Cabinet Conseil.*

Jeune Banque en France, nous appartenons à une Banque étrangère dynamique et performante. Le Responsable Organisation que nous recherchons, directement rattaché à notre Directeur Général, va jouer un rôle clé dans notre développement.

En liaison avec les utilisateurs et le service informatique, il propose, met en oeuvre et coordonne toute action liée à l'organisation et l'informatique. Il assure notamment le développement d'applications nouvelles, optimise celles existantes et met en place les procédures et systèmes d'information internes. Il joue également un rôle d'animation et de formation et d'une manière générale, émet toutes recommandations liées à l'évolution de la banque.

Cette fonction large et passionnante vous permettra de valoriser vos compétences dans un contexte évolutif.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la réf. M 73803, votre dossier de candidature qui sera étudié *avec la plus grande confidentialité.*

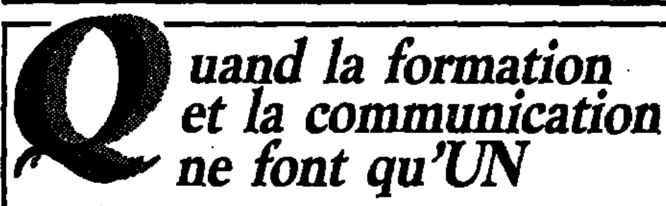
TEG
113 rue de l'Université
75007
PARIS



Ressources Humaines



DESSEIN



Finance, assurance, hôtellerie... notre diversification confirme notre dynamisme sur d'autres créneaux que celui de la promotion immobilière, où nous occupons une place de premier plan.
En perpétuel mouvement et en relation privilégiée avec le monde étudiant, notre groupe est un véritable creuset d'idées, de talent, d'énergie, que nous voulons utiliser au mieux.

De formation supérieure, le Professionnel de la Formation ou de la Communication que nous recherchons possède environ 5 ans d'expérience et les qualités personnelles nécessaires à bien mener sa mission de :
- Formateur : identification des besoins de l'entreprise, élaboration du plan de formation, définition du contenu pédagogique des stages, sélection des intervenants.
- Communicateur : conseils à la Direction Générale, amélioration et développement de la communication interne...

Rattaché à la Direction des Relations Humaines, il managera une *petite d'équipe d'animateurs de formation.*
Sa réussite s'accompagne nécessairement de bon sens et d'idées qu'il saura appliquer et faire avancer.

Le poste est basé à *CAMBRAI.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature, c.v. et prétentions s/réf.7070 à Madame Godin, Directrice des Relations Humaines, Groupe Maison Familiale, 1461 avenue du Cateau, 59342 Cambrai Cedex.

Groupe Maison Familiale

Diriger une banque en Centre Afrique

Nous sommes une banque de taille moyenne résolument tournée vers l'international. L'une de nos filiales en Afrique installée à Bangui recherche son directeur.
Il animera une équipe d'une vingtaine de personnes, développera la clientèle en recherchant les synergies, en jouant un vrai rôle de conseil auprès d'elle.
Si vous avez une expérience d'au moins cinq ans dans la banque à l'international, de bonnes qualités d'organisateur et d'animateur et un sens commercial développé, nous pourrons vous offrir des perspectives intéressantes.
Ecrivez aux Consultants d'Ariane Search, sous référence 88/BCA qui examineront confidentiellement votre candidature.

Ariane search
118, rue de Tocqueville
75017 Paris.

SOURCES

Groupe céréalier français de premier plan, nous diversifions nos activités vers des produits intermédiaires destinés aux industries de l'enrobage et de la texturation.
Pour valoriser son avance technologique (nouveau procédé breveté), l'une de nos filiales recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Nous sommes une petite équipe qui, en plus de son développement en France, part à la conquête des marchés **d'EUROPE DU NORD.**

Nos atouts :
- notre créativité, pour trouver de nouvelles applications.
- *notre imagination, pour nous adapter à chaque besoin.*
- notre fiabilité, pour assurer un service constant et de qualité.

Pour bien vous intégrer parmi nous, il faut avoir :
- une formation d'ingénieur (ENSIA, Biologie...)
- une expérience d'environ 5 ans dans l'industrie agro-alimentaire.
- l'aptitude à vendre de nouvelles technologies.
- la pratique de l'export, en particulier des mécanismes communautaires agricoles.
- la vocation d'«EUROPE-TROTTER» !

La maîtrise de l'ALLEMAND est indispensable pour ce poste.



Notre Conseil Yves OZANNE traitera avec discrétion votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) que vous adresserez sous réf. 03LM à INITIATIVES - 58/60, avenue de la Grande Armée, 75017 PARIS.

INITIATIVES
CONSEIL EN RECRUTEMENT

CONTRASTE

Le crédit agricole mutuel du Loiret,

leader sur son marché, poursuit sa politique de développement, et souhaite renforcer son service marketing en accueillant à Orléans

un chargé d'études marketing, H/F

Venez participer activement à la définition du plan marketing, collecter toutes informations utiles pour appréhender notre marché, effectuer les études quantitatives et qualitatives nécessaires à la réussite du plan d'action commerciale. Vous intervenez en tant qu'expert auprès des chefs de produits et chefs de segments.

Diplômé d'une école de commerce, vous avez acquis une *expérience marketing de 2 à 3 ans dans la grande distribution* et associez l'ouverture d'esprit et le sens du contact à la créativité et la rigueur.

Merci d'écrire à notre consultante Mme M.C. TESSIER, (réf. 5142 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

La ville de Toulouse

RECHERCHE

DIRECTEUR DE L'URBANISME

chargé de conduire la politique de développement urbain de la ville ; il aura sous sa direction les services municipaux qui assurent actuellement les fonctions suivantes :
– Etudes spécifiques d'urbanisme opérationnel ;
– Gestion et réactualisation du plan d'occupation de sol ;
– Instruction des permis de construire.
Une bonne expérience est souhaitée dans le domaine de la planification urbaine et la conduite des procédures d'urbanisme réglementaire.
Peuvent faire acte de candidature :
– Les agents de la fonction publique territoriale occupant un emploi équivalent à ingénieur en chef des villes de plus de 400 000 habitants ou remplissant les conditions d'accès à ce grade ;
– *Les agents de l'Etat d'un niveau comparable susceptibles d'être détachés sur* cet emploi ;
– Les titulaires de l'un des diplômes ou titres prévus pour le recrutement direct à l'emploi d'ingénieur en chef des villes de plus de 400 000 habitants.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur le Directeur Général des services techniques hôtel de ville, place du Capitole, 31000 TOULOUSE.

Ingénieur brevet

CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

RECHERCHE

un ingénieur

de 35 ans environ, pour brevets dans domaines mécanique, *électricité, électronique, et hydraulique* (notamment de formation Centrale, ESE, ou AM) diplômé du CEIPI et ayant au moins 5 années d'expérience en *propriété industrielle.* La connaissance de l'anglais et de l'allemand est indispensable.

Envoyer c.v. et prétentions à :
CABINET FEDIT-LORIOT
38, avenue Hoche,
75008 PARIS.

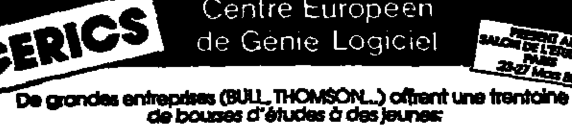
SOCIÉTÉ DE SERVICES
CONSEIL, ÉTUDES ET RECHERCHES
INGÉNIERIE ÉDUCATIVE

RECHERCHE

RESPONSABLE PAIE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

200 personnes
5 ans d'expérience BTS, DUT

Merci d'adresser lettre manuscrite sous n° 8 490
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.



De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes :

DIPLOMES GRANDE ECOLE

X, CENTRALE, MINES...
ou universitaires équivalents pour accéder aux fonctions d'
INGENIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL

A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite association avec l'INRIA, le CERICS délivre un : MASTERE SPECIALISE EN GENIE LOGICIEL
Label de la Conférence des Grandes Ecoles.

Adressez votre candidature à CERICS
BP 48 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex Tél. 93.95.45.00

Société en expansion spécialisée dans l'étanchéité hydraulique

recherche

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour la vente et la promotion de ses produits.
PROFIL : âge environ 25 ans. Expérience technique dans atelier mécanique ou B.E. souhaitée, avec ou sans expérience commerciale.
Dynamique et esprit d'initiative exigés.
RÉMUNÉRATION : fixe + commissions. Voiture fournie, frais remboursés sur justificatif.

Adresser c.v. sous n° 8 482 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ENSAE, ISUP, ESCAE !.. Votre compétence statistique au service du MARKETING BANCAIRE

Le Marketing Bancaire, vous connaissez, car vous avez utilisé les méthodes et outils des « Panélistes » et savez faire parler les chiffres en terme d'études et de segments de marchés. Actuellement dans une structure centrale Marketing au sein d'un grand réseau bancaire, vous avez acquis la connaissance des produits financiers alliée à la méthodologie statistique et marketing. Vous sentez qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Numéro deux dans votre service, pourquoi ne pas passer numéro un en tant que

Chef du service études marketing

Notre structure régionale Ile-de-France joue un rôle pilote et moteur auprès des Banques de notre réseau en matière de développement. Notre vocation : lui donner une vision parfaite du marché et de nos clients grâce à l'amélioration de nos outils marketing. Notre objectif : apporter l'excellence sur le plan stratégie et développement tout en restant en prise directe avec le terrain. Un challenge motivant ! Michèle RIPAUD, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/CSE/LM.

MÉDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes MERCER HANSEN, l'un des tout premiers organismes de conseil au niveau mondial avec plus de 5 000 personnes réparties dans 95 bureaux et 19 pays.

En France depuis 1980, nous intervenons dans des entreprises privées ou publiques, des plus grandes... aux presque plus petites.

Pour construire l'avenir avec nous, nous recrutons des

CONSULTANTS H/F

Les femmes et les hommes que nous recherchons ont :

- une formation supérieure et une expérience de cinq à dix ans acquise dans le conseil ou en entreprise,
- l'aptitude et le goût des contacts humains,
- une ambition élevée, légitimée par des exigences de même niveau vis-à-vis d'eux-mêmes et le goût de la réalisation,
- une insatiable curiosité professionnelle servie par une énergie importante.

Nous sommes particulièrement intéressés par des compétences en matière de formation, de rémunération, de communication, de qualité, ou d'informatique appliquée à la fonction personnel, mais nous pouvons étudier d'autres profils.

Nous vous proposons :

- l'opportunité de travailler sur des contrats passionnants,
- l'intégration dans une équipe professionnelle de haut niveau,
- l'autonomie et les moyens adaptés à chaque niveau de responsabilité,
- une rémunération attractive et des possibilités de carrière très ouvertes.

Nous garantissons la confidentialité de votre candidature, à adresser avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, s/réf. MH/LM, à MERCER HANSEN 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

MÉDIA PA



ECONOCOM

15 implantations internationales (Europe, U.S.A., Japon).
1.500 personnes - C.A. : 4 milliards FF.
Leader dans le conseil et la mise en œuvre d'équipement informatique.

Marketing / Communication International

Pour promouvoir et valoriser l'offre ECONOCOM au niveau international, plus particulièrement dans les domaines du service. Il devra étudier et réaliser des produits de communication destinés aux informations commerciales des sociétés du Groupe et des clients.

Une première expérience marketing dans une société de services reconnue serait très appréciée, ainsi qu'une formation supérieure à dominante marketing et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Ce poste s'adresse à un candidat, jeune professionnel, passionné et convaincant dont le souci constant sera de se dépasser pour exercer sa volonté d'entreprendre.

Ecrire avec C.V., détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 28008/M.

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CURRICULUM



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES OU PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

UN INGÉNIEUR SPÉCIALITÉ GÉNIE CIVIL

MISSION DU POSTE :
MAITRISE D'ŒUVRE GRANDS TRAVAUX.
Pour l'arrondissement fonctionnel de l'eau et de l'assainissement.

CONDITIONS :

- Etre âgé de moins de 40 ans au 1er janvier 1988 ;
- Etre de nationalité française ;
- Etre titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe 1 du statut particulier des ingénieurs du cadre départemental.

Le dossier de candidature comprenant :

- Un c.v. détaillé ;
- La photocopie du diplôme ;
- Une photographie d'identité ;
- Deux enveloppes timbrées portant nom et adresse,

devra être adressé, au plus tard le 31 mars 1988, le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du conseil général,
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE.
Direction du Personnel Départemental, bureau du recrutement, pièce 404. Avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTEIL Cedex. Téléphone : 48-99-94-00, poste 24-98.

Groupe ARC Union
Unibail – Sicommerce – Unimur
Commercial Crédit-Bail Immobilier

Groupe de Sicomi, nous souhaitons étoffer notre équipe de spécialistes et confier à notre chargé de clientèle une mission axée sur les résultats :

– Accroissement du chiffre d'affaires ;
– Exploration des marchés potentiels ;
– Développement d'un savoir-faire utilisant les outils modernes de financement.

Agé d'environ 35 ans, avec une formation supérieure de type commercial ou économique, ce candidat à fort potentiel que nous attendons devra justifier d'une réelle expérience dans l'appréciation du risque et la connaissance de la grande entreprise.

RÉMUNÉRATION MOTIVANTE ASSORTIE DE NOMBREUX AVANTAGES.

YVONNE DAVID, DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES, *vous remercie de lui écrire en joignant à votre dossier de candidature une photo récente.*

ARC UNION, 108, rue de Richelieu, 75002 Paris.

La sécurité des plus grands groupes français... est entre vos mains

INGENIEUR GRANDS COMPTES 250 KF+

Les exigences de l'entreprise en matière de systèmes de sécurité électronique, de contrôle et d'automation sont croissantes. Nous avons conçu une solution souple, modulaire et, bien sûr, efficace pour y répondre. Elle a fait ses preuves et nous a permis de nous implanter fortement dans les plus grands groupes : ce seront eux vos interlocuteurs.

Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis une bonne culture industrielle. Curieux, créatif, votre esprit « système » vous conduit naturellement à trouver des solutions... et à les vendre. Diplomate et tenace, vous aimez remonter les filières et élargir votre position dans les structures complexes. Vendeur expérimenté et stratège, vous savez que les « coups » sont parfois en contradiction avec une politique de pénétration à long terme. Mais vous restez constamment à l'affût des opportunités.

En bref, vous avez l'esprit Grands Comptes.

Filiale nous-même d'un très grand groupe industriel de pointe, notre notoriété et la qualité de nos produits sont autant d'aides importantes dans votre action que le gage d'une évolution à la hauteur de votre potentiel. Poste basé à PARIS.

Merci de contacter Didier LESUEUR qui vous garantit la plus grande confidentialité, sous la référence O/IGC/LM.

MÉDIA PA

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS/Place Sophie-Laffitte - 06560 SOPHIA ANTIPOLIS

CONSULTANT SENIOR

Son expansion conduit la Société pour le Développement des Ressources Humaines à offrir Parc Monceau une opportunité à un Consultant Senior ou à un partenaire de rejoindre son équipe.

La connaissance ou la pratique du Conseil en Recrutement dans son ensemble, la qualité de son réseau de relations avec ses clients, son ambition et sa volonté de rayonner internationalement à un niveau supérieur dans la hiérarchie d'entreprise l'amèneront à être opérationnel à court terme.

Une expérience réelle de la vente de services ainsi que la gestion de ces activités en terme de profit est un élément indispensable à son intégration et à son plan de carrière.

Le candidat sera de formation supérieure avec une expérience professionnelle de Consultant en Cabinet. La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 350M à Nicole ANCESSI

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

Mardi daté mercredi

- Secteurs de pointe
- Le Monde des cadres

UNIVERS DE LA GESTION

SGS QUALITEST Filiale Française du 1er groupe mondial d'inspection recherche son

RESPONSABLE d'Agence de Dunkerque

- Il a 30 ans minimum et est à même d'assurer la gestion complète d'un centre de profit en s'appuyant sur de réelles qualités de contacts humains. Le poste nécessite une formation d'ingénieur de préférence chimiste ou biochimiste. Une bonne connaissance des produits pétroliers et/ou chimiques et des problèmes liés aux transports internationaux constitueront un avantage. L'anglais courant est indispensable.

Adresser CV et prétentions à Madame Christine CHAUVIN

SGS QUALITEST
16 rue du Louvre - 75001 PARIS

BIAO AFRIBANK
Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale
Pour renforcer ses équipes, recherche

RESPONSABLE ORGANISATION ORGANISATEURS

connaissant bien la banque et les circuits interbancaires.

Adresser candidature CV et prétentions à
la Direction du Personnel et des Ressources Humaines
BIAO - 9, Avenue de Messine - 75008 PARIS

amp

VOUS AVEZ MOINS DE 26 ANS

une formation, des compétences
Le désir de créer une entreprise

CAMPUS COOPERATIVES VOUS OFFRE :

- Soutien logistique et salarial
- Partenariat économique et financier
- Réalisation de l'étude de marché
- Conception du plan de développement et de son financement
- Formation complémentaire
- Analyse-test en réel de la future entreprise

CAMPUS COOPERATIVES

TEL. : 46 28 81 51

HYPERBOLE

L'un des premiers groupe indépendant en BTP recherche pour CREATION de la fonction :
Directeur Financier et Administratif grand chantier

CADRE HAUT NIVEAU (réf. 27)

Le poste : vous aurez en charge, à PARIS, un chantier de 600 MF et la gestion de 300 personnes. Négociateur habile, homme de dialogue, vous assumerez la responsabilité financière, administrative, le relationnel contractuel avec les clients, les partenaires sociaux, les conjoints et/ou sous-traitants.

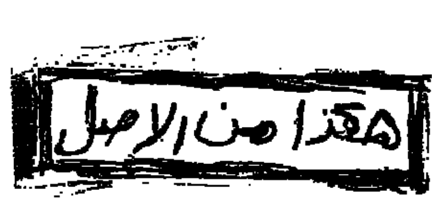
Votre profil : formation ingénieur, ESCAE, ESSEC et peut-être ISA ou DECS, vous avez à 30/35 ans, exercé une activité gestion CHANTIERS BTP. Vous recherchez maintenant un **poste à haute responsabilité** dans un groupe performant.

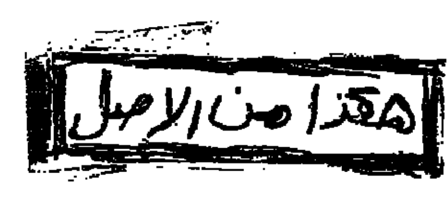
Salaire très motivant. Poste évolutif pour élément dynamique de valeur.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo s/réf. 27 à Claude PELTIER

RECHERCHE DEVELOPPEMENT
5, passage Thiéré
75011 PARIS.
PARIS - TOULOUSE

COMMUNICO







UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Contrôleur de gestion

HEC, ESSEC, ESC,... — **Marseille**

Le GROUPE DE PRESSE DU PROVENÇAL recherche un contrôleur de gestion pour l'ensemble de ses activités (quatre supports presse : Le Provençal, Le Soir, Le Méridional, Var Matin ; une société de régie publicitaire et d'autres médias audio-visuels).

Vous établirez les procédures internes et en assurerez le contrôle, dans le cadre des règles en vigueur dans le Groupe de Presse Hachette. Vous aurez aussi la responsabilité des missions classiques d'élaboration et de suivi des budgets, de reporting mensuel, d'analyse des écarts et d'étude des projets d'investissement. Vous serez directement rattaché pour ces tâches à la Direction Générale du Provençal.

Fort d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, vous maîtrisez aussi les applications de gestion micro-informatiques et possédez toutes les qualités relationnelles liées à cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature réf. 757/M à J. Laizet, DRH, GROUPE PRESSE HACHETTE, 6, rue Ancelle - 92525 Neuilly Cedex. Les candidats retenus seront reçus à Marseille.



Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

Cotée en Bourse, ECCO Travail Temporaire renforce sa position de leader français en réalisant un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs (+ 29%) et prépare au sein du groupe son développement européen. Nous recherchons notre

Assistant de direction comptable

Vous serez rapidement impliqué dans :
- l'organisation de l'activité des différentes équipes (25 personnes)
- la coordination des travaux avec l'informatique
- le suivi et l'analyse des comptes de la société
- la gestion de trésorerie, en relation avec les banques
- l'arrêté des états financiers et les travaux de consolidation pour le sous-groupe ECCO T.T. et le groupe ECCO.

Pour ce poste évolutif, le candidat idéal, de formation ESC option finance, ou DECS, aura consolidé ses acquis et prouvé son sens du contact et du service à travers une première expérience (3 à 5 ans) en entreprise ou en cabinet.

Vous voulez vous engager dans une société où la créativité prime sur la routine envoyez votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 37020 à
Marc DEPINOIS, ECCO T.T.,
4, rue Louis Guérin,
69100 VILLEURBANNE.

ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE

CONTESSE

SOCIETE IMMOBILIERE

Spécialisée dans le logement locatif METROPOLE OU SUD OUEST
Filiale d'un très grand groupe national recherche

ADJOINT
chargé de l'
ADMINISTRATION GENERALE
et de la
GESTION FINANCE

- Administration de la société
- Montage des financements
- Prospective financière
- Gestion de la trésorerie
- Supervision de l'équipe comptable.

Ce poste permet d'accéder à un réel professionnalisme et de valoriser une première expérience: elle n'est cependant pas indispensable.
De larges possibilités de carrière sont ouvertes au sein du groupe immobilier qui est très diversifié.
Une mutation dans une autre région - y compris Paris - peut-être envisagée au terme de quelques années.
Un diplôme d'études supérieures est requis. Une première approche du domaine de l'immobilier est appréciée.
Adresser CV, prétent. et photo ss réf. 36929 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Discrétion totale assurée.

CONTESSE

Diriger la comptabilité et animer le contrôle de gestion en milieu bancaire

Nous sommes une banque régionale d'un réseau bancaire de premier plan. La croissance importante que nous vivons amène notre Directeur Financier à rechercher un collaborateur direct pour lui confier de larges responsabilités.

A la tête d'une petite équipe performante (3 personnes), vous serez responsable de l'ensemble de la comptabilité générale (incluant la consolidation) et budgétaire de notre siège ainsi que du contrôle de gestion. Envers le réseau, vous jouerez un rôle essentiel d'animation, de conseil et de coordination en matière de gestion et d'organisation.

A 30 ans environ, de formation supérieure de gestion (type DECS, ESC...), vous possédez de solides connaissances en comptabilité et contrôle de gestion, acquises au sein d'une Banque, d'un Cabinet ou, pourquoi pas, en entreprise. Une expérience de conception et de mise en place de systèmes serait un atout.

Nous vous proposons aujourd'hui d'intégrer une fonction comprenant un rôle à la fois opérationnel et d'organisation et ce, dans un contexte très dynamique et évolutif. Le poste est basé à Rouen.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la réf. 73703 M, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113, rue de l'Université
75007 PARIS

Ressources Humaines



SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

CERTAINES RENCONTRES SONT DECISIVES POUR VOTRE AVENIR

HEC, ESSEC, ESC, ICN, INGENIEURS, DEA, DESS,

350 000 clients, 2 800 collaborateurs, 180 agences en Ile de France, Lorraine et Champagne-Ardenne, la Banque SNVB, Banque du Groupe CIC, est un partenaire qui compte dans ses régions. Développer les contacts commerciaux, conquérir de nouveaux marchés, trouver les solutions pour mieux préparer l'avenir : l'initiative a sa banque.
Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESC, ICN, INGENIEURS, DEA,DESS, choisissez un partenaire qui vous ressemble, devenez nos

Managers d'exploitation

Après un "Tour de banque", pour vous familiariser avec nos techniques bancaires, vous intégrerez l'équipe de Direction d'une agence. Donnez de l'avenir à vos initiatives : vos qualités commerciales et votre talent de manager, associés à votre dynamisme et à votre mobilité, vous ouvriront de nombreuses opportunités d'évolution au sein de notre Banque.
Adressez votre dossier de candidature, sous réf. M.01.16. à J.P. Pornet Conseil, 8 rue Jean Jaurès, 54320 Maxeville.





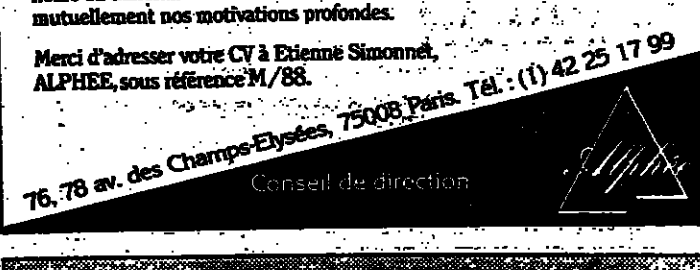
Consultant en Ressources Humaines

Notre vocation :
- rechercher, identifier et évaluer les cadres de haut niveau, futurs partenaires de l'entreprise;
- apporter une contribution concrète à une meilleure compréhension des attentes et comportements en aidant l'entreprise à réfléchir sur son identité.

Agé de 28 ans minimum, diplômé de l'Enseignement supérieur et bénéficiant d'une première expérience en conseil ou en entreprise, si vous souhaitez vous investir de façon autonome en adhérant à l'ensemble de nos valeurs partagées, nous analyserons mutuellement nos motivations profondes.

Merci d'adresser votre CV à Etienne Simonnet, ALPHEE, sous référence M/88.

76, 78 av. des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99



REVISEUR COMPTABLE
(H/F)

LYON.- Filiale d'un grand Groupe, une des premières sociétés succursalistes françaises (CA de 6 Milliards de F. 6000 personnes), recherche pour son siège à LYON, un *jeune Réviseur Comptable*.

Directement rattaché au Directeur de la Division Comptabilité, il assurera des contrôles périodiques sur les procédures et établira des rapports pour la Direction et les Commissaires aux Comptes.

Titulaire du DECS et possédant une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet ou en Entreprise, le candidat possède compétence, qualités relationnelles et rédactionnelles. Cette association lui permettra une réelle efficacité dans cette fonction d'analyse et de progrès auprès des responsables.

Merci d'adresser votre CV et prétentions sous référence 1167 à notre Conseil : A.R.I. - B.P. 3143 / 69397 LYON Cédex 03 qui assure toute discrétion.

Jeune société à fort potentiel, filiale de grands groupes industriels, recherche dans le cadre de son développement, un

CONTRÔLEUR de GESTION HF

- ☐ Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, diplôme universitaire de gestion et/ou DECS).
- ☐ Vous avez 30 ans environ et vous avez acquis une première expérience professionnelle soit en contrôle de gestion industriel, soit en cabinet d'audit, et vous souhaitez la valoriser.
- ☐ Assisté(e) d'une petite équipe, vous aurez la responsabilité du contrôle de gestion de l'entreprise et de sa comptabilité (générale et analytique).
- ☐ Une bonne expertise des systèmes comptables en micro-informatique (IBM 36) vous sera indispensable.
- ☐ Des connaissances juridiques (en propriété industrielle notamment) ainsi qu'une maîtrise de l'anglais représentent un atout significatif.
- ☐ Votre intégration sera facilitée par un bon sens relationnel et du travail en équipe.
- ☐ Le poste est basé en région parisienne (proche banlieue sud) avec de fréquents déplacements en province.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N° 72265 PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

BANQUE PRIVEE FRANÇAISE A DIMENSION HUMAINE

Filiale d'un groupe important recherche son

Responsable des études informatiques

le candidat qui secondera le Chef du service sera diplômé de l'enseignement supérieur, aura 5 ans d'expérience bancaire et connaîtra parfaitement la série 43 et son environnement.
Il sera chargé de participer à l'élaboration du plan informatique pluriannuel.
Il en assurera le suivi et coordonnera les actions avec les autres services de la banque.
Il animera le secteur des études.
Ce poste évolutif destiné à un candidat âgé de 35 ans environ pourra conduire à moyen terme à d'autres fonctions dans l'établissement.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 185/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin – 75009 PARIS.

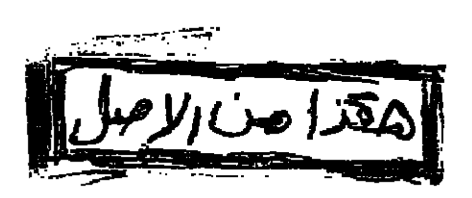
MEDIA BA



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Pacte pour un attaché de direction

Titulaire d'une maîtrise de droit (complétée par un 3e cycle de droit des affaires ou par un diplôme IAE), justifiant d'une expérience de 2 à 3 ans dans un service juridique d'entreprise, vous voulez valoriser vos acquis. Doté d'un bon sens commercial, vous avez un esprit relationnel et êtes impliqué.

Nous nous engageons à vous proposer :
- un poste d'ATTACHE DE DIRECTION pour renforcer notre SECRETARIAT GENERAL dans notre groupe BAIL EQUIPEMENT (7 milliards d'encours, 500 collaborateurs, 15 sociétés, 38 agences),
- un métier large et varié : négocier et suivre la vie juridique du groupe (sociétés, gestion immobilière, mise au point de conventions...)
- d'importantes perspectives d'évolution au sein d'un service se développant très vite,
- plus d'informations en toute confidentialité en contactant, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 (Précisez la réf. 735).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier sous réf. 735/LM, à ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



bail équipement



MEDIA PA

un tempérament de leader pour notre contrôle de gestion

Nous sommes un très important Groupe Français de Service en forte expansion (50% du CA à l'étranger). Pour une importante division française du Groupe, nous recherchons

le contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, sa responsabilité *s'étendra* sur l'ensemble des activités françaises avec pour rôle essentiel le contrôle des opérations, l'analyse des propositions d'investissements, l'animation et la coordination d'une équipe de contrôleurs de gestion, en relation avec les responsables opérationnels. Poste localisé à PARIS.
Vous avez une formation du type Sup de Co, ESCAE ... et une expérience d'au moins 5 ans en cabinet ou entreprise, si possible du contrôle de gestion. Anglais souhaité.
Vous êtes un leader et souhaitez rejoindre une équipe dynamique et motivée dans un poste tremplin.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. LM 2103 à *notre Conseil qui garantit* la plus grande discrétion.



Cabinet Panissod-Suhner
109 rue de Turenne 75003 Paris

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN



recherche

RESPONSABLE DU CONTROLE INTERNE

Au sein de la Direction Bancaire et Financière (1800 personnes), il *animera une équipe de 5 contrôleurs et il aura plus particulièrement* la responsabilité de :
- *veiller à la bonne mise en place des procédures et à leur respect,*
- lancer, en liaison avec le service central de l'audit, les missions de contrôle propres à garantir la fiabilité des informations,
- garantir la sécurité des opérations financières et le respect de la déontologie.

Pour ce poste de haut niveau qui requiert autant de connaissances financières (notamment des nouveaux produits : MATIF, MONEP...) que de goût pour l'animation, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur possédant une expérience d'au moins 5 ans de l'audit dans le secteur bancaire et/ou financier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 37044 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris *cedex 01 qui transmettra.*

CONTESSE

MEDIA-SYSTEM



OTIS L'ASCENSEUR

No 1 mondial, No 1 français de l'ascenseur avec 5400 personnes et 2,4 Milliards de Francs de C.A.
Pour notre Direction Financière (150 Pers.),
nous recherchons un :

Analyste financier contrôleur de gestion bilan

Auprès du Directeur des Services Financiers, vous serez responsable du pilotage du bilan de la société, de l'analyse mensuelle des postes de bilan et de leurs variations.
Attentifs aux "actifs" de l'entreprise, vous êtes à même de prévoir les évolutions à court et moyen terme, de proposer des actions sur les stocks, les encours et comptes clients, les immobilisations, et de les mettre en place. De plus, vous êtes en charge d'études économiques et financières liées au développement de produits nouveaux, aux projets d'investissement et leur financement.
Souple, diplomate, vous savez aussi être convaincant.
Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une première expérience réussie de la finance.
Ce poste tremplin pour une carrière dans la finance OTIS nécessite une très bonne autonomie, une habitude de l'outil micro informatique et une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. AF/8/7 à Véronique PARAGES, OTIS, 141, rue de Saussure, 75017 Paris.

OTIS DESTINATION FUTUR...

Responsable de comptabilité

Groupe bancaire

Proche banlieue Ouest de Paris. Ce groupe bancaire, jeune et en expansion, entend faire face à l'évolution des marchés financiers et aux règlementations qui en découlent ; il adapte *ses structures et optimise les conditions de traitement des comptabilités. Il recherche un* Responsable de comptabilité.

Intégré au sein d'une équipe chargée soit de la consolidation, soit de la comptabilité des sociétés gérées, il a pour mission d'assister, dans la totalité de ses missions, en tant qu'adjoint, le responsable de l'une ou l'autre de ces équipes. Il assume les comptabilités qui lui sont confiées, produisant les états comptables nécessaires, établissant les comptes consolidés, menant des études et apportant des idées nouvelles sur l'organisation et les procédures à mettre en place ; il est en liaison constante avec les autres unités : affaires financières, contrôle de gestion, études *informatiques... et il encadre* et anime son équipe.

Le candidat, âgé d'au moins 30 ans, de *formation supérieure* (Ecole de commerce, de gestion, Sciences Economiques, etc.) et titulaire du DECS, possède une expérience solide en comptabilité, acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier. Il est rigoureux, ouvert et organisé. Une bonne maîtrise des techniques de consolidation serait appréciée, de même qu'une expérience en cabinet d'audit.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prétentions, sous la référence P 305/M, à *Bernard BEAUNOIR,*

MEMBRE DE SYNTEC



SEMA•SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse
16, rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

CENCEP



PREMIER BANQUIER DES JEUNES, LE RESEAU DES CAISSE D'EPARGNE VIT A L'HEURE EUROPEENNE : 1992

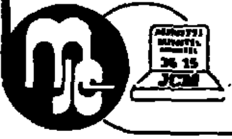
Le Centre National des Caisse d'Epargne recherche pour son service contrôle de gestion interne son :

Contrôleur budgétaire

- *S'assurer de la bonne réalisation et de la cohérence des objectifs par rapport aux budgets,* constituera la finalité de sa mission.
- *Pour cela, il sera chargé de l'établissement des budgets* en relation directe avec les responsables des différents services. Il élaborera ensuite des documents de suivi budgétaire afin de détecter les *écarts et d'engager des mesures correctives si nécessaire.*
- Il participera également au processus de mise en place du contrôle de gestion.
- *Vous êtes âgé de 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur* (Ecole de Gestion ou Commerce option Finances, DECS apprécié ou Ecole d'ingénieur) et vous possédez une première *expérience réussie du contrôle budgétaire acquise dans* une entreprise industrielle ou de services.

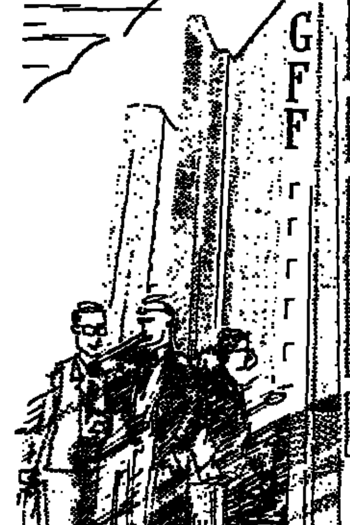
Votre rigueur, vos capacités relationnelles ainsi *qu'une* première approche de l'informatique seraient autant d'atouts pour la réussite dans ce poste situé à Paris.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. R 1866 *ou transmettez-le à CV CADRE* en composant le 3615 code JCM sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE.



GFF

LE GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS
30 années d'expérience en immobilier

Notre Société qui connait une très forte expansion, se classe aujourd'hui *parmi les quatre premiers groupes immobiliers français.*
Souhaitant encore améliorer cette position, nous renforçons notre équipe *en intégrant un :*

CHARGÉ D'ÉTUDES

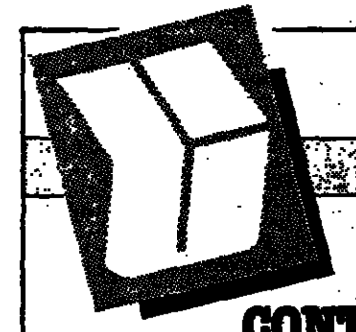
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience significative du montage d'opérations immobiliers en logements et bureaux.
Votre esprit d'analyse, votre sens des affaires votre capacité de travail seront autant d'atouts pour prendre rapidement de réelles responsabilités au sein de notre entreprise.
Nous vous proposons par ailleurs une rémunération motivante à la mesure de votre compétence et de votre talent.

Merci de nous adresser votre dossier sous référence R 1758 ou transmettez-le à CV CADRE *en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel.*

Jean-Claude Maurice Conseil



12, rue de Ponthieu 75008 PARIS



1er fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, société française du groupe international MARS Inc. ; 1 110 personnes, [illegible] ans d'âge moyen, [illegible], 5,1 Milliards de Francs de CA, 24% à l'export, croissance annuelle : 18%.

PLANIFIER NOTRE AVENIR FINANCIER

Nous recherchons pour notre service planification de la Direction Financière

CONTROLEUR DE GESTION H/F
ACTIVITES PRODUITS-CLIENTS

Vous souhaitez être associé à la marche de l'entreprise en pratiquant une communication étroite avec les départements opérationnels.
Responsable de la valorisation des plans dans le cadre de la stratégie définie, vous en assurerez le suivi et les corrections nécessaires. Vous utiliserez des méthodes et des outils financiers de pointe.
Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez 3 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion, de l'audit, du marketing ou de la vente, soit dans une entreprise aux techniques financières anglo-saxonnes soit en cabinet. Vous parlez couramment l'anglais.
Vos qualités de manager, votre aptitude à convaincre à tous niveaux, votre sens de l'initiative vous permettront d'évoluer rapidement au sein de la société ou du groupe en France ou à l'étranger.
Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable,
proche d'Orléans, à 1h 30 de Paris.

Ecrivez-nous : UNISABI, Service du Personnel, s/réf. CG 30, BP N° 7, 45550 St-Denis-de-l'Hôtel.

unisabi

CONTESSE

PAL, CANIGOU, FROLIC, THOMAS, ROYAL [illegible]

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cet important groupe international du secteur agro-alimentaire (CA 3 Milliards de FF) recherche son

Chef des Services Comptables

Paris **230 KF**

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission de superviser les comptabilités générale et analytique des activités françaises du groupe (250 personnes, 4 usines + siège social).

Assisté à Paris par deux chefs comptables, il supervisera l'équipe comptable partiellement décentralisée sur les sites.

Il sera en particulier responsable de l'établissement des comptes annuels et de la fiscalité ainsi que de l'élaboration du reporting. Garant du respect des procédures comptables, il sera amené à se déplacer ponctuellement en usine afin de procéder à des missions d'audit.

De formation supérieure (DECS), le candidat, âgé de 30/35 ans environ, justifiera d'une expérience réussie si possible en milieu industriel et/ou agricole et aura une pratique opérationnelle de la langue anglaise.

Contacter Michel Guinot au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. MG 257 MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Comptabilité
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Comptable

Henkel

Le groupe HENKEL FRANCE S.A. (3 000 personnes, 11 usines, 4 Milliards de F de C.A.), dans le cadre de sa très forte expansion, recherche pour son département Contrôle de Gestion un

Contrôleur de Gestion

Paris **Réf. IP1167MO**

Rattaché au Responsable Plan et Contrôle, il aura pour missions, pour le management de la division Détergent Grand Public :
- de fournir l'information nécessaire à la finalisation des objectifs commerciaux,
- d'évaluer les résultats économiques par produit,
- de contrôler les dépenses de fonctionnement,

et d'une manière générale, il participera à la prise de décision dans les domaines financiers et commerciaux.

De formation supérieure, de type Ecole de Commerce et âgé d'environ 26 ans, le candidat aura une première expérience et parlera couramment l'Allemand ou l'Anglais.

Contacter Ivan Pacaud au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

L.B.W.

MP

Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Une PME industrielle (150 MF de CA dont 50 % à l'export), leader dans son secteur d'activité, recherche son

Directeur Administratif et Financier

Rhône-Alpes **380/400 KF**

Rattaché au PDG qu'il assistera dans la direction de la Société, il sera responsable de la politique financière de l'entreprise ainsi que de l'efficacité des systèmes de gestion. Avec l'aide d'une équipe d'une dizaine de personnes, ses principales activités porteront sur la comptabilité générale, le contrôle de gestion, la trésorerie et les financements export, l'informatique et la fonction personnel.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, vous avez une solide expérience professionnelle de 15 années environ des fonctions financières en milieu industriel et tout particulièrement de la gestion de contrats exports. La connaissance de l'anglais est bien sûr indispensable.

Contacter Jérôme Lancrenon au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 9 quai Jean Moulin, 69001 LYON, sous réf. JL 108 MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Rhône-Alpes
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Un important groupe industriel français de haute technologie (1,6 Milliard FF de CA) recherche son

Contrôleur de Gestion

Paris **325 KF +**

Directement rattaché au Directeur Général Financier, sa mission sera d'organiser et d'optimiser le système de contrôle de gestion et ceci en rapport avec tous les interlocuteurs du groupe. Il devra pouvoir parfaitement préparer et analyser des états de synthèse et savoir en faire l'étude économique.

De formation supérieure de type École de Commerce ou Ingénieur, le candidat retenu, âgé de 30/35 ans, aura acquis une solide expérience comme contrôleur de gestion, consultant ou auditeur. Possédant un bon niveau d'anglais, il sera dynamique et aura d'excellentes capacités relationnelles.

Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1161 MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

La filiale française d'un groupe informatique américain, leader dans son secteur, recherche un

Assistant Controller

Paris Ouest **220 KF**

Sous la responsabilité du European Business Manager, le candidat retenu aura pour mission :
- de suivre et de superviser les budgets des filiales,
- d'analyser les résultats de chaque filiale,
- d'assister les filiales européennes.

Il aura un rôle d'interface entre les responsables des filiales et le management du siège.

Le candidat, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, âgé d'environ 27 ans, aura une première expérience en milieu anglo-saxon. Il possèdera un excellent niveau d'anglais. Des déplacements sont à prévoir auprès des filiales européennes.

Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA1136 MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Un important groupe français de services en pleine expansion (CA 2 Milliards de FF - 10 000 personnes) recherche un

Contrôleur de Gestion

Paris **240 KF**

Responsable du suivi et de l'analyse des tableaux de bord, de la mise en place des procédures et du reporting mensuel, il participera à l'élaboration du budget et de son suivi.

Les candidats de formation supérieure (Ecole de Commerce) devront avoir 2 à 3 ans d'expérience en contrôle de gestion ou audit.

Ce poste offre des possibilités importantes d'évolution à terme pour des candidats de valeur.

Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1164 MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche
pour deux de ses Agences Parisiennes

FONDES DE POUVOIR H/F

Responsables d'une clientèle de particuliers de très haut niveau.

ATTACHE DE DIRECTION H/F

Chargé de la recherche, du développement et de l'entretien d'une clientèle de même type.

Pour ces postes favorisant une réelle évolution de carrière dans les agences ou au siège, nous souhaitons rencontrer des candidats ayant :
- une expérience bancaire de trois ans minimum (problèmes patrimoniaux, marchés financiers),
- une très bonne formation, générale et technique (ITB...),
- un réel sens commercial,

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV et prétentions sous réf. 37029 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Union Bancaire du Nord

Banque spécialisée dans les crédits commerciaux à moyen et long terme en fort développement, recherche pour renforcer son équipe commerciale

pour **PARIS**

Attachés(ées) de direction

chargés(ées) de l'étude des crédits et des relations avec les prescripteurs d'affaires.

Brevet professionnel de banque ou équivalent.

Veuillez adresser votre C.V., photo et prétentions à
UNION BANCAIRE DU NORD
10-12, rue du Colonel Driant - 75001 PARIS.

Pierre Lichau

L'UNE DES PREMIERES SOCIETES FRANÇAISES DE TRANSPORT, située à Paris, cherche un

Contrôleur de gestion

Directement rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion, et avec une équipe de 3 personnes que vous animez, vous assurez les missions suivantes :
- analyse des comptes et tableaux de bord de nos agences,
- suivi et contrôle de la réalisation du budget ; analyse des écarts ; reporting,
- études chiffrées à la demande de la direction générale.

A 30 ans environ, après une double formation (école supérieure de gestion + DECS ou équivalent), et une expérience professionnelle sérieuse de la comptabilité, en cabinet ou dans une société prestataire de services, vous êtes aujourd'hui un Contrôleur de Gestion confirmé, utilisateur compétent de la micro-informatique.

Homme d'idées et de conseil, vous souhaitez rejoindre une entreprise en pleine mutation et avez les qualités pour contribuer à sa réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 630, à Annick LUCCHINI - JACQUES TIXIER SA - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MÉDIA BA

Nous sommes une importante Société du BATIMENT SECOND ŒUVRE, filiale d'un Groupe de premier plan en banlieue Ouest-Paris

Vous êtes un

CHEF COMPTABLE

- Après une formation de type DECS, vous avez acquis une expérience d'une quinzaine d'années dans des fonctions similaires.
- Bon technicien comptable et fiscal, vous savez aussi encadrer et animer une équipe.
- Vous avez une pratique de la consolidation de comptes et des travaux de reporting de Groupe.
- Nous attendons votre dossier complet (candidature, photo, prétentions) sous réf. 36916 par l'intermédiaire de CONTESSE 20 av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01.

CONTESSE

MARSEILLE

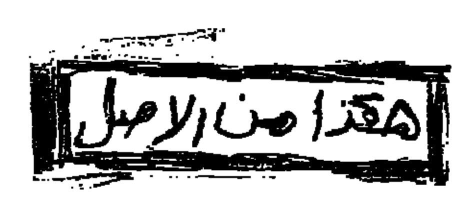
Groupe financier et immobilier (350 personnes) exerçant son activité dans la région PACA - LANGUEDOC-ROUSSILLON, recherche le

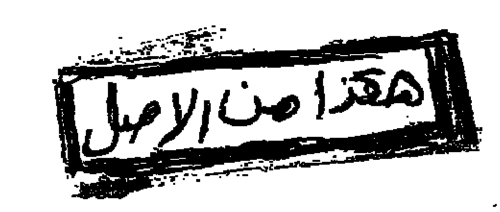
DIRECTEUR DE SA BRANCHE FINANCIERE

Diplômé(e) d'une grande école (HEC - SUP DE CO PARIS - ESSEC) vous avez déjà une première expérience réussie de commercial et de gestionnaire.

Sous l'autorité de la D.G. vous serez responsable du développement et du suivi de notre clientèle d'entreprises ainsi que de la diversification de nos produits financiers. (Prêts immobiliers...) Par vos aptitudes relationnelles vous saurez encadrer et animer une équipe de 50 personnes et mener à bien des négociations de haut niveau avec des interlocuteurs variés.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à **PIERRE LICHAU** - sous réf. **REF/ILF** - 3, avenue de la Corse 13007 MARSEILLE qui transmettra.





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Région Pyrénées - Une importante entreprise de fabrications mécaniques faisant appel à des technologies avancées, cherche son

chef du service comptabilité analytique

Venez, au sein des services comptables et financiers, à la tête d'une équipe importante, perfectionner les méthodes et procédures de détermination des coûts et contribuer à développer le contrôle budgétaire.

A 35 ans environ, diplômé en gestion plus DECS, votre solide expérience de la comptabilité analytique et du contrôle budgétaire acquise *en milieu industriel*, vous permet de vous affirmer immédiatement comme un interlocuteur de poids. La pratique de systèmes de gestion informatisés est indispensable, l'anglais est un plus.

Ecrivez à notre consultante, M.J. POMES (réf. 3110 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC



SOREFI
Pays de Loire

Nous groupons 14 Caisses d'Epargne sur 5 départements et vous proposons de devenir, à Nantes, notre

analyste financier

Vous analysez et suivez les risques d'un portefeuille de PME-PMI, *mais nous comptons sur votre sens de l'organisation pour créer* votre cadre de travail. Homme de dossiers, vous êtes également à l'aise dans les contacts avec vos partenaires : Caisses d'Epargne, chefs d'entreprises, financiers...

De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous avez déjà prouvé vos compétences au cours d'une première expérience en milieu bancaire et souhaitez saisir une réelle opportunité de développement à travers le réseau.

Ecrivez à notre consultant, R. DAUTREME (réf. 133 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
1, RUE HAUTE-CASSERIE - 44000 NANTES
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

jeune contrôleur de gestion

Un GROUPE INTERNATIONAL PERFORMANT, leader européen dans sa spécialité, recherche un jeune contrôleur de gestion.

Travaillant dans l'équipe de contrôle de Gestion du Holding, en liaison avec les responsables financiers des filiales, il sera notamment chargé d'animer le système d'information du Groupe (reporting, budgets, plans). Ses compétences lui permettront, par ailleurs, de participer à diverses études de nature variée.

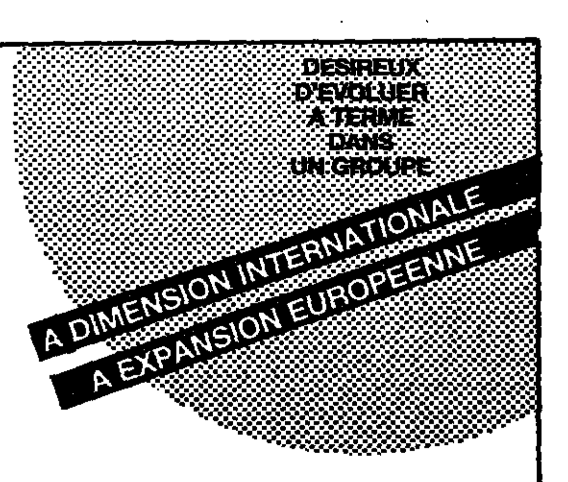
Ce poste évolutif, basé à Neuilly, s'adresse à un JEUNE DIPLOME TYPE ESC s'intéressant à la micro-informatique et disposant d'une première expérience d'un ou deux ans. La vocation internationale du Groupe implique une pratique courante de l'anglais. Une bonne connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidature - sous référence 3468 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

AUDITEURS INTERNES
CONFIRMES



Mobile géographiquement, maîtrisant la langue anglaise, basé à Paris et rattaché à la Direction Générale, votre rôle sera d'assurer *des missions d'audit* au sein de notre groupe français et des missions de reprises de sociétés diverses.

Outre votre formation (DECS, Expertise Comptable) et votre expérience en Cabinet d'Audit, il vous faudra mettre en avant votre fort potentiel afin d'évoluer à terme au sein de notre Groupe qui saura vous en donner les possibilités.

Nous vous assurons de notre discrétion dans l'étude de votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à adresser *sous ref.* 37134 à CONTESSE PUBLICITE 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui nous le transmettra.

CONTESSE



1 ANALYSTE FINANCIER

IL s'intègrera à notre équipe de 10 analystes et se verra confier la responsabilité d'un secteur économique.

IL suivra et réalisera les analyses sur les valeurs côtées de ce secteur afin d'éclairer les décisions des gestionnaires de portefeuilles.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur, à fort potentiel (formation scientifique appréciée) dotés *d'une éventuelle* première expérience dans les secteurs des technologies de pointe ou BTP, et motivés par une fonction d'analyse nécessitant autant de rigueur que de curiosité intellectuelle. Une bonne maîtrise de l'anglais est exigée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 37043 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, *qui transmettra.*

CONTESSE

Fiscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DESS, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous avez *acquis pendant au moins 4 ans une première expérience de* la fiscalité *dans un cabinet, dans le service* fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé à exercer le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes l'un des plus importants cabinets de conseil juridique et fiscal à l'échelon international. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous souhaitons engager des professionnels expérimentés.

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (CV, photo et salaire actuel) à *Peat Marwick S.A. - Tour Fiat* - Cédex 16 - 92084 Paris La Défense.



Organisation et Publicité

MET, né de l'association de deux groupes internationaux, spécialisés dans la haute technologie et la *communication*, 1 500 personnes, 1 *Milliard* de CA, recherche pour son établissement de MASSY 91 (H/F)

2 Contrôleurs de Gestion

1 débutant, Ecole de Gestion ou niveau Bac + 4 Anglais indispensable.

1 confirmé, Grandes Ecoles ou Bac + 5 avec une expérience de 3 à 5 ans. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions
à Jean-Paul DURAND - MET
19 avenue Carnot 91348 MASSY Cedex.



MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

AIRFRANCE AS MAÎCLE

Futurs Managers de Demain

JEUNES DIPLOMES DE GRANDES ECOLES DE GESTION
(HEC - ESCP - ESSEC - ESCAE)

Option Finances ou Contrôle de Gestion

- *Vous parlez* ***anglais couramment*** *et éventuellement espagnol.* • *Vous avez du potentiel et de l'ambition.*
- Vous êtes mobile. Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Financière qui recherche :

UN CADRE GESTION FINANCES
(Débutant)

Mission : Gestion prévisionnelle et gestion financière de filiales et du Groupe. (réf. 071 A)

UN CADRE INGENIERIE FINANCIERE
(Débutant ou première expérience)

Mission : Montages financiers à l'exportation et prises de participation, tant en France qu'à l'étranger. (réf. 071 B)

L'évolution de carrière à partir de ces 2 postes se situera dans le domaine "Finances-Gestion" au sein de nos structures en *France ou à l'étranger, ou à l'intérieur du Groupe* BOUYGUES.

Ces 2 postes sont basés en Banlieue Ouest de Paris et peuvent nécessiter des déplacements à l'étanger.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous la référence choisie à :
BOUYGUES OFFSHORE - P. THOMASSON
Directeur des Ressources Humaines
3, rue Stephenson - 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.



LA CAISSE REGIONALE DE LOIRE-ATLANTIQUE RECHERCHE

UN EXPLOITANT BANCAIRE (H/F)
POUR LE SERVICE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Mission : Il est chargé de la gestion et du développement d'un portefeuille d'entreprises dont il est l'interlocuteur pour tous les besoins *de financements, de placements et de services.* Il est responsable de la gestion des *mouvements* et des autorisations de trésorerie pour les opérations FRANCE et INTERNATIONAL.

Profil : • Formation : E.S.C. ou diplomé de l'enseignement supérieur (économique *et/ ou* juridique et comptable)

• Expérience : Elle est *souhaitée mais non indispensable.*

• Aptitudes personnelles : Alliant au dynamisme un très grand sens relationnel, il présente un bon *potentiel* d'évolution. Il a le sens de la négociation et des responsabilités.

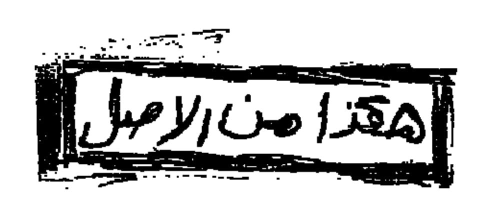
Les candidatures avec *lettre manuscrite*, C.V., *photo et prétentions* sont à adresser à :

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE
DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
La Garde - Route de Paris - 44076 Nantes-Cedex

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens en action

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

Valeo Le Spécialiste Mondial de l'Equipement Automobile

recherche pour sa filiale VALEO DISTRIBUTION à SAINT-OUEN (93)

Jeune Comptable Fiscaliste

Vous avez une première expérience opérationnelle de 3 à 5 ans, de préférence en entreprise.

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction du Contrôle Financier en prenant en charge la comptabilité générale et la comptabilité fournisseurs. De plus, avec votre équipe de spécialistes, vous serez responsable de la fiscalité de la Société.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une grande école de commerce, option finances comptabilité et titulaire au minimum du DECS. De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe à vocation internationale.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous référence M 90 à **Valeo Distribution** - *Développement des Ressources Humaines* - 21 rue Blanqui 93582 SAINT-OUEN Cedex.

PUBLICITÉ ASSOCIÉS

GROUPE MEEKER PROMOTEUR IMMOBILIER INTERNATIONAL

recherche

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Formation supérieure (ESC, maîtrise de gestion ou similaire) avec une expérience d'environ deux ans (société d'audit et/ou groupe anglo-saxon appréciés). Bonne connaissance de la micro-informatique. Excellente pratique de l'anglais indispensable.
Il sera chargé du reporting à la maison-mère (USA), de la préparation des budgets et du contrôle budgétaire.



Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et *prétentions* à **PARAPHE** *(réf. M 8032)*
10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra. *Discrétion assurée.*



I F A C E

Formation de Formateurs et de Conseillers en Formation

(Stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. est un établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à des fonctions d'animateur, de formateur ou de conseiller dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre/octobre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat et peut aussi être financé au titre des C.I.F.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. 79, avenue de la République 75543 Paris Cedex 11 Tél. 43.55.39.08 poste 1207

Stage de scénario-vidéo-diaporama

POUR DEMANDEUR D'EMPLOI

possibilité rémunération

Durée 500 h mai à juillet.
Coût : 7 500 F.

Ecrire ou téléphoner
UNIVERSITÉ DE PROVENCE
Métiers Image et Son
3, place Victor-Hugo,
13331 Marseille Cedex 3.
Tél. : 91-62-13-90.

Jeunes diplômés Bac + 4 ou Ingénieurs
L'Institut de Gestion Sociale
vous propose un stage de 8 mois et 1/2

MANAGEMENT DE LA QUALITÉ TOTALE

Cette formation vous apportera :
— *Une pratique du management* des hommes et de l'innovation technologique et sociale
— Un savoir-faire en management de la qualité totale.
— Une maîtrise des outils et méthodes d'amélioration de la qualité avec la possibilité de spécialisation *qualité produit ou* qualité service.
— Un entraînement aux techniques d'expression, d'animation *et de conduite de cercles de qualité.*

Début du stage le 25 mars 1988.

Recrutement immédiat
Micheline FLOIRAC - 40 54 53 54

PLURIAL

Le Monde CADRES

Institut national des télécommunications Division commerciale et marketing

RECHERCHE
pour ÉVRY

1 RESPONSABLE DE FORMATION

pour concevoir, proposer et réaliser des actions de formation destinées aux cadres des forces de vente grand public des établissements *commerciaux de France* Télécom. Profil souhaité : études supérieures (école supérieure de commerce) + exp. de la formation, *commerce + expér. de la formation*, commerciale de préf. expérience de la vente et/ou de l'action commerciale serait un atout supplémen*taire. Poste de contractuel,* fréquents déplacements en province.
Adresser C.V. + lettre manuscrite + prétentions à : *INT D 107*
9, rue Charles-Fourier, 91011 EVRY CEDEX.

ETABLISSEMENT **FINANCIER**
PARIS - 350 personnes recrute

SON NUMÉRO 2

500 KF
Il aura en charge toute l'exploitation orientée principalement vers une clientèle privée.
Il mettra en œuvre la stratégie de l'entreprise définie par le numéro 1 dont il dépendra directement.
Ce poste s'adresse à un banquier *de métier, 40 ans minimum*, souhaitant s'investir avec goût du risque et esprit d'entreprise.
Envoyer C.V. + photo à : AMP, sous réf. 2712/M, 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS-15e, qui transmettra. Discrétion totale assurée.

COURS PRIVÉ *recrute*

PROFESSEURS

angl., biologie, qualifiés (CAPES, agrégation).
Exp. et jury bac.
Tél. : 43-36-48-00.

Nous sommes une importante société d'édition de presse périodique (12 dictionnaires permanents) *nous recherchons*

3 CORRECTEURS RELECTEURS

Véritable professionnel, vous avez des connaissances en *typographie et êtes spécialisé*, de préférence, dans le domaine juridique. Travail à domicile, rémunération attractive. Nombreux avantages *sociaux. Votre candidature* saura nous convaincre de votre capacité à réussir avec nous, au sein d'une structure légère et volontaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prét. et enveloppe à votre adresse à *la Direction* du personnel, ÉDITIONS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES, 19, rue Péchet, 75015 PARIS.

Recherchons RESPONSABLE pédagogique, bilingue angl.-fr., plein tps. Env. C.V., photo + lettre man. à Mme Cornell, ISTC, 31, rue de la Brèche-aux-Loups, PARIS-12e.

Importante Cie aérienne
RECHERCHE
pour son agence de PARIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

parfaitement bilingue angl.-*fr., introduit auprès des* agences de voyages, ayant une solide expérience de la vente, il devra par son dynamisme développer et mettre en œuvre les *stratégies de* vente.
Adresser lettre et C.V. en anglais.
Ecrire sous le no 8491
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

INGÉNIEURS MÉCANIQUE

débutants
ou expér. 2 ans maxim.
INSA ou A. et M.
Env. C.V. à TER SERVICE, 94, rue St-Lazare (9e).
Mme PLAT, 42-85-39-74.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE *FILIALE D'UN GRAND* GROUPE INDUSTRIEL
recherche son

CHEF COMPTABLE

Titulaire d'un DECS, vous avez acquis dans un établissement bancaire, au cours des cinq dernières années, une expérience des techniques bancaires (*notamment celles liées* à tous les nouveaux instruments financiers francs et devises) et de la micro-informatique.

La connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adr. lettre candidature (C.V., photo, *présent.*) à SOCIA
75, av. de la Grande-Armée, 75116 PARIS, à l'attention de M. VOLOVIK.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Diplôme Ecole de Commerce ou Gestion.
2/3 ans d'expérience dans *l'industrie pharmaceutique* (si possible) et une compétence en micro-informatique.

Il sera chargé des études *marketing, saura gérer* les outils quantitatifs et qualitatifs qui permettent d'évaluer la performance des produits dans leurs marchés.

Son esprit de synthèse et sa créativité alliés à ses capacités relationnelles seront ses meilleurs atouts de réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 8852 à Mme VERGEZ, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ENTREPRISE SECTEUR MÉCANIQUE
Paris Nord/Est, eff. 100
RECHERCHE
diplômé bac/BTS mécanique, connaissances tournage ou rectification, notions CN et expérience chef d'équipe souhaitée.
Env. c.v. détaillé, photo, prétentions.
CORAI
B.P. 13, 75019 PARIS.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE-YVELINES
recherche un

CONSEILLER EN GESTION INDUSTRIELLE

Profil :
- Formation ingénieur + *formation complémentaire en gestion ;*
- Expérience minimum de 3 ans en PMI ;
- Grande disponibilité.

Mission :
Vous aurez à conseiller les ressortissants de votre secteur géographique et à assurer les liaisons avec les services spécialisés de la CCII. *Vous devrez vous intégrer à* une équipe qui a fait la preuve de son dynamisme et de son efficacité.

Le poste est basé à ST-GERMAIN-EN-LAYE (78)

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo à CCII, service du personnel, 21, av. de Paris, 78021 VERSAILLES Cedex.

GROUPE DE PRESSE

EN PLEINE EXPANSION
recherche

JOURNALISTE H./F.

pour sa revue agro-alimentaire - filière - STRATÉGIES GOURMANDES
Formation technique *supérieure souhaitée,* bonne aptitude à l'écriture disponible rapidement.
Adresser c.v., photo et lettre manuscrite à D. Schaeffer, groupe SEPAIC, 42, *rue du* Louvre, 75001 PARIS.

CHERCHE

DIRECTEUR ADJOINT

d'un Service Vacances dépendant d'un C.C.E.

- H./F., env. 35 ans.
- Exp. entreprise, tourisme social ou animation.
- *Rompu aux relations*, y compris en situation de hiérarchie.
- Dominance administrative : gestion du personnel dans tous ses aspects.
- Administrative.
- Prévisionnelle.
- Formation.

Bon gestionnaire :
niveau DUT, BTS ou DECS
- Ayant un esprit curieux, ouvert, dynamique.
- *Intéressé par une collaboration avec un C.C.E.*
- Ayant une démarche de professionnel.

Ecrire sous no 8 489,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy,
75007 PARIS.

CENTRE DE FORMATION
recherche

FORMATEURS

en informatique-Comptabilité- Secrétariat-Traitement de texte.

Envoyer c.v. à :
JEUNESSE AMITIÉ LOISIRS
25, rue du 8-Mai-1945
78260 Achères.

TRÈS URGENT
Recherchons traducteurs *expérimentés, équipés* T.T. Logiciels MS Word ou Wordstar 3.4, toutes langues communautaires. Adr. C.V. et prét., ligne (60 c), *page (30 l),* E.L.E.C., 2, rue de l'Eperon, 75006 PARIS.

ORG. DE DVPT SOCIAL
recherche

COORDONNATEUR SOCIAL

STRASBOURG

pour quart. HLM *réhabilité,* 8. exp. travx soc., form. sup. Env. C.V. + lettre à ALFA, 73, av. Paul-Doumer, 75116 PARIS.

Vous êtes ancien CHEF D'ENTREPRISE

Vous exercez de façon libre une activité de

CONSEIL D'ENTREPRISES

Vous êtes cadre supérieur *souhaitant exercer une* activité de

CONSULTANT

Nous vous offrons de nous rejoindre.

L'âge ne constitue nullement une contrainte.

Nous sommes une SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE dans tous les PROBLÈMES D'ACQUISITION *ET DE CESSION* D'ENTREPRISE et nous souhaitons compléter notre équipe par des hommes de talent.

Large participation au C.A. réalisé.

Adr. C.V., lettre man. s/réf. 72280 à PROJETS, 12, rue des Pyramides, PARIS-1er, *qui fera suivre.*

EXPORT SECRÉTAIRE ADMINISTRATION DES VENTES

poste mi-temps, basé au siège social de la société. Langue maternelle allemande. Bonnes connaissances du français et d'une autre langue appréciées.
Expérience comptable et dactylographique

Envoyer c.v. et lettre d'accompagnement à :
Mme GUICHARD
GREGORY S.A.
110, avenue Marceau,
92400 COURBEVOIE.

Organisation professionnelle nationale recherche

LE CHEF DE SON SERVICE FINANCIER

ET DE CONTROLE BUDGÉTAIRE
Responsable d'une équipe de 7 personnes, il poursuivra le développement de l'informatique et des méthodes comptables.
Profil souhaité :
DECS ou équivalent.
Exp. de la comptabilité d'entreprise et d'association. Pratique de l'informatique. Environ *45 ans.*
Adr. c.v. et prét. sous pli confidentiel s/réf. 2 218 à PIERRE LICHAU, 10, rue Louvois, 75002 PARIS qui transmettra.

Sté rech. pr conserverie en AFR. *NOIRE* FRANCOPH. un

CHEF D'EXPLOITATION

Le candidat devra justifier d'une solide expérience du jus de fruit, la connaissance des normes des groupements d'achats et de l'exportation ainsi que du matériel d'origine italienne.

Adr. lettre man. + c.v. avec photo et prétentions sous *réf. 4 085 à L.T. ASSCOM,* 31, bd Bonne-Nouvelle Paris-2e, qui transmettra.

VIII. Vac. Oléron
recrute
Pâques à fin septembre :

— RESP. ANIMATION

sports et soirées.
Conf. 180, exp. en V. Vac. exigée.

— PERSONNEL DE CUISINE ET BAR

— ANIMATEUR VOILE

B.E. et C.A.E.V. + permis bateau.

— ANIMATEURS

enf. ados BAFA + exp.

Ecrire avec C.V. à :
V.V. C.A.E.S. du C.N.R.S.
La Vieille Perrotine,
17310 St-Pierre-d'Oléron.

secrétaires

SIAM FRANCE

recrute sur SOUGIVAL

DACTYLO RÉCEPTIONNISTE

pour contrat de qualification avec formation payée.
Tél. r.-vs au 39-69-06-02.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
RECRUTE
SECRÉTAIRES EXPÉRIMENTÉES
- pratique courante de la sténo-dactylo,
- grande aisance téléphonique,
- initiative, esprit d'équipe indispensables.

LIEU DE TRAVAIL :
ALMA RIVE GAUCHE
LIGNE C R.E.R.
Envoyer C.V., photo et prétentions à RÉGIE PRESSE, Service du Personnel,
7, rue de Monttessuy,
75332 PARIS CEDEX 07.
Tél. : 45-55-91-71.

ENTREPRISE DE PRESSE
centre de Paris
recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

pour sa direction de la rédaction

très bonne
STÉNODACTYLOGRAPHIE INDISPENSABLE
DISPONIBILITÉ
Horaires : 9 h 30 à 19 h 30.
LIBRE RAPIDEMENT.

Env. c.v. + photo à : SGP 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

capitaux propositions commerciales

ESPAGNE

POSSÈDE TERRAIN ET GRAND PROJET CONSTR. IMMOBILIER LOISIRS, RÉSID. LUXE, PISC., JDIN. URGENT, ÉTUDIE TOUTES PROP. DE PARTICIPATION *FINANCIÈRE. PARTENARIAS* SA. RENTABILITÉ 65 %.
Ecrir R.M. B.P. 61,

8610 WEVELGEM (B.).

DEMANDES D'EMPLOIS

JURISTE INTERNATIONAL

bilingue français/anglais

10 ANS D'EXPÉRIENCE

recherche

nouveau challenge motivant

Domaines privilégiés :
- Contrats internationaux
- Brevets et marques
- Transfert de technologie.

Ecrire sous le no 2 128
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy,
75007 PARIS.

CADRE SUPÉRIEUR *COMMUNICATION*
49 ans, exp. étendue presse, publicité, édition. Rompu direction P.M.E. de ces secteurs, connaissant bien, par *ailleurs, structures et fonctionnement collectivités territoriales* et locales, actuellement en fonction mais désirant réorienter carrière, rech. poste respons. Paris-province, premier contact.
Ecrire sous le no 8464
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

SECRÉTAIRE
cultivée, expérience (magnéto, dact., sténo), *accepte remplacement.*
42-64-29-84.

J.F. 26 a., doctorat journalisme Paris II, 2 ans exp. pub. et R.P., 1 an exp. enseignement en BTS, ch. emploi publicité, communication, journalisme, enseignement.
Tél. : 47-07-07-76.

Vous cherchez une assistante de formation sup., secrét. classique, connaissances compta et *juridiques,* tirant le meilleur parti de votre micro-ordinateur.
Alors contactez-moi.
Ecrire sous le no 8488
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

JURISTE D'AFFAIRES
H. 40 a., doc. en droit, 12 a. expér. professionnelle dont 3 a. de barreau, spécialiste contentieux et assurances, *mais ouvert à d'autres responsab.*, étudie toutes propos. sur Paris et région paris.
Tél. 69-06-14-41, urgent.

Prof. éduc. music. bi-adm. prix conserv. piano, harm., sof. Etud. tt. poss. trav. enegt, lec. part., variétés, accpgt. Tél. : 42-62-66-33.

J.H. 31 ans doctorat d'éco., DESS droit public, 7 ans d'exp. études socio éco travail cabinet, ch. poste SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DIRECTEUR DE CABINET (collect. locales, administrat., organisme prof. ou resp. communic. économ.).
Ecrire sous no 8 487 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Monttessuy,
75007 PARIS.

J.H. parlant anglais, italien, allemand + divers cherche emploi secteur touristique (préférence Italie).
Demander c.v. s/no 8 482
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy,
75007 Paris.

H. 35 a., JURISTE DEA droit internat., off. assur. content. exp. 4 a. motiv. Acc. empl. miss. notamm. assur. pays Europe (16) 26-42-42-43.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

Mo SAINT-MARCEL. LIV. + CHAMBRE tout confort IMMEUBLE NEUF JAMAIS HABITÉ. FRAIS RÉDUITS. TÉL. 45-26-69-04.

7e arrdt

CHAMP-DE-MARS

(sur) 4 p. 180 m², balcon, sud, sup. plan. 8.000.000 F. MILAN - 42-94-25-16.

12e arrdt

12e DIDEROT GRAND 6 P. 181 m², 2e asc., balcon, soleil, 2 chbres service, imm. p. de taille. 3 750 000 F. A.S.M. 48-24-63-66.

GARE DE LYON

bel imm. bourgeois, 5 p. tt confort, environ 135 m² + 15 m² service, 6e étage, ascenseur, 2 900 000 F. LACUÉE 43-07-57-15.

15e arrdt

SÈVRES-LECOURBE
Superbe 3 p., 73 m², 5e ét., p. de taille, balc., sud. 1.620.000 F. 42-94-25-16.

94 Val-de-Marne

PRÈS BOIS VINCENNES

NOGENT-S/MARNE

PRÈS RER NOGENT.
Imm. réc., bon stdg. tt cft. grand liv. dble, 2 chbres, entrée, cuisine éq., bns + douche, 2 w.-c., balcon, box, luxueusement aménagé, 15 *bis*, AV. DE LA SOURCE, sam., dim., lun., 14 h/17 h.

Province

COMBOURG (35)
Petite résidence calme, studio 35 m², ensoleillé, confort, chauffage individuel. Libre. Cave, parking, près *gare, tous commerces.*
Tél. : 16 (1) 39-68-68-80.

appartements achats

GROUPE DORESSAY

RECHERCHE ACHAT *PARIS* RÉSIDENTIEL APPTS HAUT DE GAMME ET HOTEL PARTICULIER. Tél. 45-48-43-94.

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire 48-73-48-07 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

Mo GOBELINS de imm. nf de *luxe jamais occupés,* parkg compris + ch., studio 24 à 28 m² 3 700 F; 2 p. 65 m² 6 700 à 7 600 F; 3 p. 71 m² + terrasse 37 m² 8 700 F; 3 p 84 m² 8 250 et 9 500 F; 4 p. *127 m²* 11 300/11 600 F, box compris + charges. Possib. box ou parkg supplém. POG 45-87-71-00.

PROCHE LUXEMBOURG
de résidence de luxe, beau studio 31 m² libre de suite, 3 120 F + 300 F ch. + chf. ind. POG 45-87-71-00.

Mo VAVIN beau studio refait nf, calme, de résidence stdg s/jdin, lib. de suite, 3 000 F + 750 F ch., chf. compris. *POG : 45-87-71-00.*

locations non meublées demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY

rech. VIDES ou MEUBLÉS ou à l'achat pr Sté et Banques APPTS ET VILLAS tr. grand standing quart. résid.

TÉL. : 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 *Paris*, recherche APPARTEMENTS DE GDE CLASSE, belle réception, avec minimum 3 chambres.

T. (1) 45-62-78-99.

MONDIAL MERCURE

rech. MEUBLÉS et VIDES STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE

Location, vente, gestion
5, rue Berryer, 75008 Paris.
Rech. appts. vides ou meubl., pour sa client., loyer garanti.

Tél. : 42-89-12-52.

Particulier à particulier rech. location 200 m² charme près ÉTOILE/IÉNA ou 17e. Tél. de 9 h 30 à 12 h 30

39-81-07-44.

pavillons

A VENDRE rue Fernand-Taveno, Le Mans, 3 km gare et centre-ville, maison sur terrain 1 500 m², 5 pièces + *cuisine,* lingerie, cave, garage, salle de bains, w.-c., haut et bas, arbres fruitiers, jardin paysagé, 600 000 F. Tél. : 43-24-63-68.

maisons individuelles

LUBERON

MAISON de VILLAGE 4 p., salle d'eau, grenier aménageable, possib. terrasse, dépendances, 260 000 F. G. BACON IMMOBILIER. Tél. (16) 90-75-86-77.

propriétés

ASPIN-EN-LAVEDAN (65). Propriété 404 m² habitables divisible. Garage 75 m², terrain 1 294 m² paysagé, vue. Tél. (1) 64-29-94-04.

Près de Compiègne, 8 p., 1 500 m², 1882, forêt à proximité, tennis (half court). Val. 1,9 M., vendu 1,6 M., 45-90-12-02. M. Girardot.

A VENDRE
130 km Paris par A. 13.
Tr. belle propriété dans parc. Dépendances.
S'adr. Me Réal-Cachaleux, notaire, 27350 Routot.
Tél. : 32-56-90-66.

LUBERON vieille dem. prov., B.P., car., arcs T. arb., 10' vill., tél., tt. cft., 3 corps bât. 170, 240 et 110 m², terr. 6 ha, 3 250 KF, 94-74-45-54.

domaines

(86) Poitou région. Roche Posay petit chât. 15e remanié 19e + gdes dépend. + 10 ha. Bois et pré attenants. Travx à prévoir. 47-20-10-72.

maisons de campagne

A 9 KM ROISSY/ CHARLES-DE-GAULLE

NON NUISIBLE.

Maison rurale à vendre.

60-03-47-18.

terrains

TERRAINS CONSTRUCTIBLES, PERMIS CONSTRUIRE 4, 9, 28 ha, TERRAINS T.I. 20, 40 ha, BORD MÉDITERRANÉE, FACE AJACCIO, SARDAIGNE NORD, 93-98-26-84 NICE DE 15 A 22 H.

A vdre 70 km TOULOUSE — 38 ha plaine irriguée + ferme 8 km Castres (81), 1 400 000 F. — 25 ha reboisés, plateau 850 m alt., 2 km Anfora (81), 500 000 F.
Tél. : 59-28-79-33.

Particulier vend
TERRAIN A BATIR
DANS L'YONNE 978 m²
20 m façade, eau, tout à l'égout, EDF.
PRIX RAISONNABLE.
Tél. : 80-15-71-85.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + burx neufs. Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Chps-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL — RC — RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

DOMIC. DEPUIS 80 F/MS. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. CONST. SARL 1 500 F HT. *INTER DOM 43-40-31-46.*

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AV. VICTOR-HUGO
burx, secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 170 à 390 F/M.

CIDES 47-20-41-08.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles - Bureaux
Constitution de sociétés
Télex - Secrétariat
ACCESS 40-26-15-12.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compét. Délais rapides.

ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION CCIALE 8e BURX. SECRÉT., TÉLEX, TÉLÉCOP., TRAIT. TEXTES.

AGECO 42-94-95-28.

fonds de commerce

Ventes

VAUCLUSE. Vend bar-restaurant-camping, 4,5 ha, 1 000 000 F. Tél. 090-64-05-80 heures repas.

Le Monde

ECONOMIE

LES RÉSULTATS DE L'EMPLOI

A faible productivité, forte embauche

Dans le commerce, la productivité a reculé de 0,5 % et les effectifs ont progressé de 1,7 % en 1987

POUR l'emploi, 1987 n'aura pas été une bonne année pas plus que ne l'avaient été les années précédentes. Pour que l'emploi augmente, il faut une croissance, supérieure aux 2,1 % finalement obtenus au cours des douze derniers mois. Pour que le *chômage diminue, il* est en outre nécessaire que le rythme de création de postes de travail supplémentaires dépasse celui de l'évolution de la population active (160 000 à 180 000 personnes supplémentaires par an, environ).

Ce ne sont pas les activités de TUC (travaux d'utilité collective), comptabilisés dans l'emploi total avec les salariés et les non-salariés, qui changent la réalité. Ce ne sont pas davantage les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), pourtant inclus dans les effectifs salariés, qui modifient la tendance.

Les deux formules, clairement intégrées dans le traitement social du chômage, peuvent laisser croire à une progression de l'emploi. La situation demeure en fait toujours aussi critique. Elle l'est sous le gouvernement de M. Jacques Chirac comme elle l'était sous ceux de MM. Laurent Fabius et Pierre Maurois et même sous celui de M. Raymond Barre...

Au-delà de cet amer constat, des changements imperceptibles se sont toutefois produits récemment. Ce qu'un spécialiste appelle *« le schéma d'américanisation rampante »* pourrait bien devenir le phénomène majeur de l'année en matière d'emploi et caractériser une situation nouvelle. Tandis que le déclin se poursuivrait dans certains secteurs, d'autres connaissent un certain regain, selon des mécanismes en cours aux Etats-Unis.

Au vu des premières analyses encore officieuses de l'INSEE, il deviendrait manifeste que, là où le nombre de personnes employées a augmenté, les gains de *productivité avaient été* faibles, confirmant ainsi l'une des leçons de l'expérience américaine.

Double mouvement

Entre l'industrie manufacturière, le bâtiment et les travaux publics, le tertiaire marchand (hors le commerce) et le commerce, enfin, deux groupes peuvent être constitués qui n'ont pas eu un fonctionnement identique. Celui où les gains de productivité ont été forts avec peu d'embauches, voire des suppressions d'emplois. Celui où les gains de productivité ont été faibles, ou dont la productivité a carrément baissé, et qui a enregistré une amélioration de l'emploi.

Quelques chiffres donnent la mesure de ce double mouvement. Dans l'industrie manufacturière, en 1987, les effectifs ont reculé de 2,1 %, et la productivité s'est accrue de 4 %. Dans le bâtiment et les travaux publics, les effectifs ont augmenté de 0,9 % (+ 0,4 % en 1986), or les gains de productivité ont été de 2 %, après avoir été de 4 % en 1986. Dans le tertiaire marchand, hors commerce, les effectifs ont progressé de 1,1 % en 1986, puis de 1,4 % en 1987. La hausse de la productivité, elle, est revenue de 3,9 % à 1 %.

Quant à l'évolution enregistrée dans le commerce, elle est encore plus nette. Les effectifs, qui s'étaient élevés de 0,5 % en 1986, ont pu croître de 1,7 % en 1987. Dans le même temps, la productivité, après avoir augmenté de 3,1 %, reculait de 0,5 %, alors que la production totale de la branche, qui avait progressé de 3,6 % en 1986, ne s'accroissait que de 1,2 % en 1987.

Comme aux Etats-Unis, donc, le mouvement de création d'emplois semble être alimenté par la faiblesse des gains de productivité. Cela est particulièrement vrai pour des activités telles que le commerce, qui ne sont pas soumises à la concurrence internationale et sont tributaires de l'état du marché intérieur, porté par la consommation, à commencer par celle des ménages. Au peu d'investissement, une tendance à l'amélioration du service rendu, que le public serait en outre disposé à payer, pourrait avoir ajouté ses effets.

Ce résultat positif pour l'emploi s'explique par une série de facteurs qui renforcent la comparaison avec la configuration américaine. C'est bien le secteur du commerce qui a le mieux exploité les souplesses du travail précaire, largement féminisé, en ayant recours au temps partiel, au contrat à durée déterminée et, dans une moindre mesure, à l'intérim. C'est bien lui, encore, qui a tiré le meilleur profit des exonérations de charges sociales accordées dans le cadre du plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes, et a notamment utilisé les désormais fameux SIVP. L'emploi en question serait donc de piètre qualité et aléatoire.

Bien sûr, on pourrait se demander pourquoi, si ce n'est par adaptation spontanée, un tel secteur d'activité en est venu à créer de l'emploi et a été en mesure d'accepter le fléchissement de sa productivité. L'une des raisons – et elle est actuellement étudiée par la direction de la prévision au ministère de l'économie et des finances – pourrait être l'attitude face à la libération des prix. De nombreux indices tendraient en effet à prouver qu'il existe une corrélation entre un dérapage des prix constaté dans les commerces et leur capacité à embaucher, peut-être au nom de la qualité.



Les prix des services ont, en moyenne, augmenté de 5,9 % en 1987, contre 3,1 % pour l'ensemble des secteurs d'activité. Les branches qui se sont laissé aller à la valse des étiquettes sont également celles qui ont le plus recruté : il en est ainsi des coiffeurs (+ 9,8 % de hausse des prix), des garagistes (+ 12,2 %), des hôtels (+ 10,2 %) et des cafés-restaurants (+ 9,1 %), alors que les commerces dans leur ensemble, rappelons-le, ont vu leurs effectifs augmenter de 1,7 %.

Situation ambiguë

Libérés de la contrainte du contrôle des prix, ces commerces ne se sont peut-être pas comportés civiquement, au regard de la politique économique générale. Mais ils ont redistribué en emplois, même faiblement rémunérés ou peu stables, les gains qu'ils réalisaient.

Toute l'ambiguïté de la situation actuelle tient d'ailleurs dans ce paradoxe. Quand la conjoncture globale ne permet pas de créer d'emplois, il faut sans doute se résoudre à ce que le traitement social rende supportable le chômage. Ou il faut admettre que les emplois nouveaux, quand il en apparaît, soient des petits boulots à l'américaine, des emplois de « fast-food », dus à la faible productivité et à l'augmentation pernicieuse des prix.

ALAIN LEBAUBE.

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une grande bifurcation

par ROBERT BOYER (*)

LA frayeur suscitée par le krach boursier d'octobre 1987, puis le relatif soulagement qui lui a succédé, tout comme l'approche de l'échéance présidentielle, semblent avoir relégué au second plan le débat qui anima l'automne dernier : le thème du déclin de la France. Pourtant, dans leur sécheresse, un certain nombre de constats persistent et s'imposent.

L'économie française, qui, dans les années 60, croissait à un rythme annuel de 6 %, ne semble plus pouvoir dépasser une progression de 2 % l'an. L'industrie française, qui gagnait des parts de marché, en perd aujourd'hui, alors que le taux de pénétration du marché intérieur passe de moins de 10 % au début des années 60 à près de 40 %. Ce secteur, qui avait créé près de 1 million d'emplois de 1960 à 1973, en a depuis lors perdu près de 1,4 million.

Le taux de chômage, qui tournait autour de 1 %, se maintient à plus de 10 % en dépit de la multiplication des plans pour l'emploi. Certes, la désinflation semble confirmée ; mais le coût en a été élevé : maintien de taux d'intérêt réels dissuasifs, rupture dans la progression du salaire réel, absence de la vigoureuse reprise, tant attendue, de l'investissement.

Certes, la crise a entraîné des évolutions analogues dans la plupart des grands pays de l'OCDE. Pourtant, ce mouvement a été beaucoup plus marqué en France qu'ailleurs. Le chômage, qui était inférieur d'environ 1 point à la moyenne de l'OCDE dans les années 70, est aujourd'hui supérieur de 3 points. Si la croissance était plus rapide d'environ 1 %, elle est aujourd'hui inférieure d'un montant équivalent.

Le taux de couverture des échanges manufacturiers, qui, en 1982-1983, était encore de l'ordre de 120 %, n'a cessé de se détériorer depuis lors, pour être inférieur à 100 %, alors que le Japon continue à caracoler à 400 %, la RFA à 170 %. La réapparition d'un déficit notable des échanges extérieurs pour 1987 a dissipé les illusions qui faisaient du contre-choc pétrolier de la fin 1985 l'amorce d'un retour progressif à une croissance plus soutenue. L'annonce de meilleurs résultats mensuels pour le début de l'année 1988 ne désigne pas nécessairement une inversion de cette perte de compétitivité, de nature structurelle.

Cette détérioration, absolue aussi bien que relative, des performances macro-économiques semble dépasser le simple accident conjoncturel. En effet, la plupart des indicateurs conditionnant la croissance à long terme traduisent une perte de dynamisme : quasi-stagnation de l'investissement productif depuis la fin des années 70, modération de la reprise récente de sorte que le système productif perd du terrain par rapport aux concurrents. Plus en amont encore, la part des dépenses de recherche et de développement se redresse depuis le début des années 80, mais là encore la France a pris du retard par rapport au Japon, aux Etats-Unis et à l'Allemagne. Au-delà du court terme, les ressorts de la croissance française font aujourd'hui problème.

Après la seconde guerre mondiale, la France avait été un élève particulièrement doué dans l'implantation du modèle fordiste de production et de consommation de masse. S'était alors amorcée une modernisation sans précédent : la rationalisation de la production allait de pair avec une croissance des salaires et donc de la consommation, alimentant le dynamisme de l'investissement en une spirale de croissance cumulative des capacités de la production et de la demande. C'est ce « cercle vertueux » qui, aujourd'hui encore, marque de son empreinte la gestion des firmes, l'activité économique, voire la société française tout entière.

Or ce modèle reposait sur la recherche de rendements d'échelle, de sorte que le marché national apparut bientôt trop étroit. Dans un premier temps, la modernisation avait permis une silencieuse mais efficace reconquête du marché intérieur. Dans un second temps, après 1967, l'essor des exportations et la constitution de grands groupes français prolongèrent à l'extérieur cette dynamique. Jusqu'en 1973, un contexte international favorable assura le succès de cette stratégie modernisatrice.

Mais cette « internationalisation heureuse » débouche après les deux chocs pétroliers sur la crise actuelle : de complémentaires les différentes croissances nationales deviennent concurrentes. En effet, chacune des industries nationales cherche sur les marchés extérieurs une compensation à une politique d'austérité interne, elle-même imposée par la détérioration des relations internationales.

Le défi de la concurrence

La disparition des excédents de l'OPEP, le durcissement de la politique monétaire américaine, puis les doutes sur le statut international du dollar qui font flamber les taux d'intérêt, les difficultés consécutives des nombreux pays industrialisés les plus endettés, vont irrémédiablement sceller la fin des « trente glorieuses ». En outre, la globalisation et l'internationalisation des systèmes financiers ont encore restreint les marges d'autonomie nationale.

La France va en subir de plein fouet les conséquences. Alors qu'auparavant une stimulation de la demande interne avait des effets multiplicateurs importants sur la production nationale, depuis une décennie l'élasticité de l'offre industrielle n'a cessé de décliner. Le phénomène, qui avait été sensible dès 1975, s'aggrave lors de la relance de 1981 et se manifeste avec acuité en 1986 : le système productif français se révèle incapable de bénéficier d'un contre-choc pétrolier représentant plus de 2 % du PIB.

Dans cette phase « d'extraversion douloureuse », l'acceptation de la discipline du SME et du grand vent de la concurrence internationale n'a jusqu'à présent pas conduit au redressement attendu. Tout au contraire, la France semble installée dans un « cercle vicieux » : la rigueur de la politique économique casse la dynamique inflationniste et rétablit la marge de profit mais, simultanément, plonge la demande intérieure, et par suite l'investissement, dans un état de langueur qui pénalise le redéploiement de l'industrie française face à une compétition internationale de plus en plus vive. La modernisation, tant désirée, semble entravée par les politiques mêmes qui entendent la promouvoir !

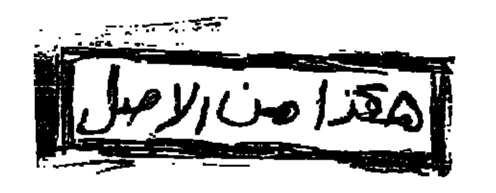
En définitive, la France souffre moins d'une détérioration de ses coûts de production, qui, en 1988, sont comparables à ceux des concurrents, que d'une adaptation, insuffisante et retardée à la nouvelle donne technologique et organisationnelle, ainsi qu'aux changements rapides du système international. La quasi-stagnation de l'investissement industriel a laissé ses traces dans l'insuffisance des capacités de production et un trop faible renouvellement des produits, des méthodes de production et des réseaux commerciaux. En 1988, l'économie française est victime moins de déséquilibres macro-économiques majeurs que de l'inadéquation de la gamme de ses produits dans un contexte où les exigences de qualité et d'adaptation aux attentes de la clientèle constituent les armes-clés de la concurrence.

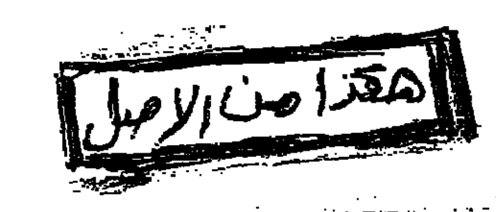
O paradoxe ! Les sources du mal français sont à rechercher dans les conditions mêmes du miracle des années 60. Notre industrie souffre, en effet, de sa position intermédiaire dans la division internationale du travail. En premier lieu, les entreprises s'étaient accoutumées à gagner des parts de marché dans un contexte de croissance forte et régulière. Elles éprouvent dès lors quelques difficultés à répondre au défi d'une conjoncture devenue instable et d'une concurrence plus agressive.

Mal placée sur les produits de haute technologie – sauf exception, – la France enregistre un déficit par rapport à la plupart des autres grands pays de l'OCDE. En second lieu, elle est affectée par l'émergence des nouveaux pays industrialisés (NPI), qui jouent sur la délocalisation des industries fordiennes vers des zones à bas salaires et à faible couverture sociale. Ainsi, alors qu'après 1973 notre pays avait bénéficié de la politique des grands contrats avec l'OPEP et certains NPI, il doit aujourd'hui affronter une concurrence beaucoup plus ouverte et globale, qui porte, au sein de l'OCDE, sur les nouveaux produits de consommation et biens d'équipement.

(*Lire la suite page 39.*)

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. (EHESS).





LES ETATS-UNIS ENCORE ET TOUJOURS

Au-delà du déficit la conquête des marchés

L'ANNÉE 1987 n'aura pas été marquée aux Etats-Unis par un redressement de la balance commerciale, *mais par une* aggravation du déficit de l'ordre de 10 %. Même les résultats de novembre, décembre et de janvier, considérés *parfois comme* satisfaisants, correspondent en fait à un déficit annuel de l'ordre de 150 milliards de dollars, pratiquement sans changement *sur l'année précédente.*

Cette situation se comprend mieux en dépassant l'analyse descriptive des résultats pour replacer ce déficit dans son contexte qui est celui d'une vaste réorganisation industrielle à l'échelle mondiale. Le déséquilibre des échanges commerciaux des *Etats-Unis* est en grande partie le résultat des changements effectués par les multinationales dans l'organisation de leur production avec *son déploiement* à l'étranger et la spécialisation de l'industrie américaine.

Le transfert hors des frontières d'activités industrielles importantes et le *rôle de certaines de ces filiales* dans la production américaine ont stimulé les échanges dans les deux sens. Mais le déséquilibre de la production *intérieure a alimenté le déficit*, tandis que les fortes positions des filiales sur les marchés étrangers limitent les effets de toute offensive *commerciale partant des Etats-Unis.*

Naturellement, pour tirer profit de conditions nouvelles telles que la baisse du dollar et le regain de compétitivité de l'industrie américaine, les *multinationales infléchissent* dans certains secteurs leur politique d'investissement. Mais il serait téméraire d'en attendre le changement *radical d'une stratégie qui leur* a sans doute été très profitable.

Des résultats masqués

La *baisse du dollar, dont on* attendait tant, a jusqu'ici un résultat ambigu. Bien qu'insuffisante pour peser sur les prix intérieurs de façon dissuasive, *elle masque les résultats* positifs enregistrés à l'exportation, signes de l'amélioration générale de la compétitivité et du redressement *de certaines industries* traditionnelles.

Les livraisons à l'étranger ont progressé en volume dans tous les grands secteurs, de 11,75 % au total *selon le GATT. Les succès les plus* marquants concernent d'abord des industries américaines déjà bien placées sur les marchés étrangers, telles que la chimie, l'informatique, le matériel électrique, *mais aussi* le papier, les articles métalliques, certains biens de consommation durables ou non durables qui soutenaient *très mal la concurrence.*

Mais la question cruciale est celle des importations. Malgré l'augmentation des prix, leur volume (hors pétrole) *s'est encore* accru de près de 3 %. Rares sont les produits industriels pour lesquels on note une réduction d'importations (radio-TV, *électroménager*). Or, *dans* un pays où les ventes couvrent à peine 60 % des achats, les progrès les plus spectaculaires des exportations resteront *inefficaces sans une diminution des* importations en volume nette et durable.

Cette baisse du dollar depuis 1985, inégale et peu sensible sur les monnaies de grands fournisseurs tels que le Canada et les NPI d'Asie, *n'a* pas eu sur les prix un effet suffisant pour rétablir la situation antérieure à la *flambée du dollar. Les efforts* des fournisseurs étrangers pour conserver cet énorme marché et le comportement des producteurs américains *cherchant à préserver leurs* marges en ont *freiné l'effet.* Après deux ans, l'incidence sur les prix sera sans doute moindre qu'en 1986-1987.

Une forte part des importations *américaines est incompressible* parce qu'elle dépend de la répartition de la production. Là où les ventes ont le plus progressé, l'augmentation *des achats a été souvent* plus forte encore, aggravant les déficits ou en suscitant (matériel électrique, biens de consommation non *durables, informatique).*

La spécialisation qui dans certaines *branches favorise* les Américains sur le marché mondial les amène ailleurs à s'adresser à des fournisseurs étrangers. Pour *l'ensemble de l'équipement* industriel, les importations ont encore effectué un bond de plus de 13 % en volume, qui annule presque l'effet de *l'augmentation* des ventes et maintient ce secteur en position déficitaire.

Pour énorme qu'il soit, le déficit américain apparaît comme étroitement lié à l'internationalisation de la production *telle que l'ont* entrepris les multinationales américaines et à leur politique d'investissements industriels à l'étranger. Plus que d'autres, la balance commerciale américaine comprend une part importante de transferts intrafirmes directement liés à l'organisation de l'activité industrielle et à sa répartition géographique.

Il est bien connu en outre qu'à partir d'un *certain seuil l'implantation* industrielle prend avantageusement le relais des exportations. Ce sont deux aspects complémentaires *de la conquête des marchés qu'il* vaudrait mieux ne pas séparer. Le déficit commercial américain ne doit pas être considéré à part sans *tenir compte des fortes positions* conquises sur *les marchés mondiaux* par les filiales américaines.

En toile de fond doivent apparaître les ventes des filiales industrielles sur les marchés locaux, qui *dépassent largement* les *exportations* totales des Etats-Unis, mais n'apparaissent pas dans les statistiques commerciales. Sont de plus à considérer les livraisons de ces filiales à des marchés tiers (proches de la moitié des exportations américaines). *Celles-ci* apparaissent bien dans les statistiques, mais comme exportations du pays d'implantation : *7 %* des exportations de la *France, 9 % de celles de l'Allemagne*, 14 % (hors pétrole) de celles de la Grande-Bretagne sont constituées en fait par les ventes de filiales *industrielles américaines...*

Une image plus juste

Une balance élargie tenant compte des productions contrôlées à l'étranger par les capitaux américains et naturellement aux *Etats-Unis* par les capitaux étrangers donnerait de la situation une image plus juste qu'une balance commerciale *fondée sur le seul passage des frontières.* Même si elle se dégrade, la position des Etats-Unis est beaucoup plus voisine de l'équilibre et il n'est pas tenu compte ici de toute l'activité de sous-traitance dépendant des filiales américaines ou directement des réseaux de distribution des Etats-Unis.

L'économie des autres grands pays *industriels devrait naturellement* être examinée de la même façon. Leur engagement à l'extérieur est devenu de plus en plus important. *Mais les stratégies de* leurs multinationales semblent jusqu'ici avoir mieux préservé l'équilibre entre consommation et *production nationale,* en particulier en Allemagne et surtout au Japon.

JEAN LEMPÉRIÈRE,
(en liaison avec le CNRS).

Balance élargie des Etats-Unis
(en milliards de dollars)

	Balance commerciale	Ventes des filiales (*) E-U	Ventes des filiales (*) étrang.	Solde général
1977	– 33	+ 246	– 50	+ 163
1983	– 73	+ 354	– 158	+ 123
1984	– 128	+ 369	– 176	+ 65
1985	– 154	+ 385	– 185	+ 46

(*) Avec participation de plus de 10 % du capital. (Ventes des filiales majoritaires des Etats-Unis à l'étranger en 1985 : 287 milliards de dollars.)

(Source : Survey of current business.)

Quoi de nouveau ? ... l'hégémonie américaine

par JEAN-MARC SIROËN(*)

DÉFICIT *persistant* de la balance commerciale, diminution de la part américaine dans les exportations mondiales, désindustrialisation..., les Etats-Unis seraient entrés dans une phase de déclin économique. Rivalité pressante du Japon (et des nouveaux pays industrialisés), accumulation de *la* dette internationale, dysfonctionnement..., les Etats-Unis n'auraient plus les moyens de remplir leur rôle de puissance dominante.

Les deux éléments du constat avaient, il y a quelques années *encore, une certaine pertinence.* Ils sont aujourd'hui dépassés. Malgré de réelles difficultés économiques et, en partie, grâce à elles, les Etats-*Unis* pourraient, dans les prochaines années, rattraper une partie du terrain perdu. Et on assiste, dès aujourd'hui, à une vaste offensive américaine pour reconquérir un nouveau *leadership.*

Une renaissance industrielle

Ainsi on relève des signes annonciateurs d'un renouveau industriel : taux de croissance, création d'*emplois*... Et cette rupture de tendance est moins due à la rive californienne d'une économie-monde « pacificocentrée » qu'à *la* renaissance spectaculaire *de régions qui, telle la* Nouvelle-Angleterre, étaient, il n'y a pas si longtemps, données comme moribondes. On peut certes discuter du caractère plus *ou moins productif des services* dans une société post-industrielle. Mais sait-on qu'aux Etats-Unis la part de l'industrie dans le PNB s'est stabilisée ?

Au début du dix-neuvième siècle, Ricardo avait montré qu'un pays peu compétitif n'est pas *plus* condamné au déficit extérieur qu'un pays sur-compétitif n'est *voué à l'excédent. En* 1981, les Etats-Unis étaient excédentaires : le Japon et la RFA étaient déficitaires. Et le solde commercial s'est dégradé, alors même que l'*industrie renouait* avec des gains de productivité souvent plus élevés qu'ailleurs.

En fait, le déficit commercial doit être directement imputé à la surévaluation du dollar – jusqu'en 1985 – et à la reprise de la consommation *interne qui* trouvent elles-mêmes leur origine dans la politique économique de l'administration Reagan. Celle-ci fut déséquilibrante ; les Etats-*Unis et le monde n'ont* sans doute pas fini d'en subir les conséquences.

Des pans entiers de l'économie américaine (agriculture, pétrole, secteur minier, sidérurgie...) se sont effondrés. Mais le fait même que, malgré la brutalité du choc, *les taux de croissance américains* soient devenus, à partir de 1983, largement positifs et que le taux de chômage ait presque diminué de moitié révèle la vitalité de la *plus grande partie du système* productif. Grâce au déclin accéléré de certaines activités vieillissantes, les Etats-Unis présentent, face aux nations rivales, une économie renouvelée.

La dépréciation du dollar donne à cette industrie rajeunie *les moyens de s'affirmer. Au lieu* de se polariser sur la balance commerciale, il serait plus pertinent d'observer, dans les prochains mois, l'évolution du volume des exportations.

Le fait même que les Etats-Unis aient pu, en profondeur, retirer un gain des *déséquilibres qu'ils provoquaient et qu'eux* seuls pouvaient perpétuer suffit à démontrer qu'ils conservent une position hégémonique. Certes, le premier devoir d'une puissance leader est *de respecter ses propres* règles ; le rejet du système de Bretton Woods comme le recours plus fréquent au bilatéralisme signifient bien un certain retrait *de la* part des *Etats-Unis, mais un* leader doit aussi définir et imposer de nouvelles règles du jeu lorsqu'il estime que les anciennes ne sont plus conformes ni à ses propres intérêts ni, le cas échéant, à *ceux de la communauté internationale.*

Si, à l'intérieur, les Etats-Unis *ont utilisé les déséquilibres pour* adapter leur structure productive, ils peuvent compter, à l'extérieur, sur les fissures qu'ils ont eux-mêmes ouvertes pour faire accepter un *nouvel* ordre *économique* dont ils *seraient les seuls* à pouvoir garantir le fonctionnement. S'ils ne manquent pas d'arguments pour cela (chute agressive du dollar, « rétorsions » protectionnistes...), *leur principal atout* reste l'absence d'alternative.

De nouvelles règles

Qui d'autre pourrait imposer les nouvelles règles ? Sans doute *pas, en tout cas,* un Japon certes admiré et rayonnant, mais mal aimé, sans puissance militaire, culturellement renfermé et ne souhaitant pas, d'ailleurs, assumer les obligations qui s'imposent au pays qui accepte d'internationaliser sa monnaie.

Doit-on *prévoir* l'avènement d'un monde « multipolaire » ? Mais les Etats-Unis ont toujours exprimé le désir de faire administrer les affaires du monde par un condominium de nations... à condition, bien entendu, que les pays associés adhèrent aux règles et aux principes qu'ils auraient eux-mêmes formulés avec plus ou moins de *rigidité*. La « coordination » des politiques économiques n'est pas la « multipolarisation ».

Peut-on à la *fois constater* le « consensus » qui s'établit autour des principes « reaganiens » d'une économie de l'offre et, en même temps, affirmer que les Etats-*Unis ne constituent* plus modèle ?

On n'a pas assez remarqué que les accords du Louvre ou de Venise affirmaient un certain nombre de principes *qui, il y a seulement quelques années,* auraient provoqué la perplexité de la plupart des hommes politiques : neutralisation de la fiscalité, dénationalisation, libéralisation et *déréglementation* des marchés (notamment du travail ou de la finance), etc.

L'objectif de l'Uruguay Round, imposé par les Etats-Unis, consiste moins à promouvoir le libre-échange traditionnel qu'à institutionnaliser des règles fondées *sur la notion plus contraignante* d'échange *« loyal » (« fair trade »)*, vers laquelle s'est d'ores et déjà infléchie la législation américaine, et qui engagerait l'ensemble *des* politiques sectorielles (industrielles, agricoles...) menées par les pays signataires.

En réalité, l'objectif d'une puissance hégémonique sera toujours d'instituer un système qui fasse partager par les autres nations les conséquences – heureuses ou malheureuses – de ses propres actes. Il était donc prévisible que les Etats-Unis fassent pression sur les pays les plus « rigoureux » (ou les plus « restrictifs ») – l'*Allemagne* et le Japon – pour *qu'ils* s'alignent sur des performances « moyennes », en grande partie pré-déterminées par celles de l'économie dominante. L'institutionnalisation de cette « mise en convergence » des performances, par des procédures de « coordination », pourrait ainsi préfigurer un nouveau mode d'administration de l'économie mondiale dont le caractère « multipolaire » se révélerait *bien illusoire.*

Le dollar désengagé

Même si cela reste à démontrer, l'endettement international des Etats-Unis pourrait certes *remettre en cause l'hégémonie du* dollar. Mais l'internationalisation d'autres monnaies aurait surtout pour effet de désengager les Etats-Unis des obligations les plus ingrates – *garantir la stabilité* du système – sans, pour autant, les faire renoncer à la liberté qu'ils conserveraient de mener n'importe quelle politique monétaire interne. L'internationalisation du yen ou du mark (l'ECU) ne *fournirait-elle* pas au système fédéral de réserve de nouveaux instruments de presssion sur l'Europe et le Japon ?

L'Europe et le Japon devraient profiter de l'actuelle faiblesse – relative – de la position américaine (qui ne saurait se perpétuer) pour tenter d'amender les règles les plus discutables de cette esquisse de nouvel ordre économique international. Il s'agirait alors moins de s'interroger sur la date de l'avènement d'un très incertain *monde multipolaire que sur la* pertinence des principes qui, sans qu'on y prenne garde, et sans discussions préalables, finiraient bien par s'imposer dans les faits.

Jusqu'où doit aller la déréglementation, notamment dans le domaine de la finance internationale ? *La neutralisation de la fiscalité ne prive-t-elle* pas l'économie d'un précieux instrument d'ajustement macro-économique ? Quels types de contraintes externes doivent être *imposées aux politiques* nationales des économies et, notamment, à l'économie dominante ? Voilà quelques-unes des questions sur lesquelles on pourrait souhaiter *que* s'instaure aujourd'hui un véritable débat.

(*) Maître de conférences à Paris-IX Dauphine.

● **RECTIFICATIF.** – Dans le *point de vue de* Paul Boccara « Rompre pour une autre *stratégie* » *publié* dans « le Monde Économie » du 15 mars, l'omission d'une ligne a faussé le sens de la dernière phrase, en page 37. Il fallait lire, à propos de l'investissement productif : *« Il se fait en remplaçant des travailleurs par des machines et en faisant peu ou pas croître la production, en vue de réduire la masse des salaires et de l'emploi afin d'élever le profit, dans une valeur ajoutée en prix croissant peu. »*

BIBLIOGRAPHIE

Economisons l'énergie

LA consommation d'énergie dans le monde ne devrait pratiquement pas augmenter d'ici à l'an 2020 si les *nouvelles* technologies étaient utilisées par tous les pays de la planète. Telle est la conclusion du volumineux livre que viennent de publier (1) *quatre scientifiques* – MM. José Goldemberg (Brésil), Thomas Johansson (Suède), Amulya Reddy (Inde) et Robert Williams (Etats-Unis) – au terme de dix années de travail.

Cette thèse va à l'encontre des résultats de récentes études – produites par des organismes internationaux comme la WEC (*World Energy Conference*) ou l'IIASA (International Institute for Applied Systems Analysis). Celles-ci influencées, selon les auteurs, par les grands producteurs *d'électricité, prévoient* une multiplication par trois de la consommation énergétique au terme des trente prochaines années.

M. Goldemberg et ses confrères se défendent d'avoir eu une approche politique : *« Notre travail a reposé uniquement sur des données techniques et économiques et exclut tout bon sentiment. »* La clé d'une croissance modérée des besoins énergétiques (*plus de 20 % dont 5 % à 10 %* pour le nucléaire) consiste, explique le professeur brésilien, en un meilleur emploi des ressources disponibles sur place. *« Dans le cas contraire, reconnaît-il, nous aboutirions à une situation explosive. »*

Partant du constat que les pays en développement augmentent *rapidement – l'Inde et le Brésil,* par exemple – leur consommation (en moyenne actuellement 1 tonne d'équivalent-charbon par tête contre 10 tonnes aux Etats-Unis), l'*ouvrage met* en garde le tiers-monde contre une utilisation comparable à celle des Etats riches jusqu'au premier choc pétrolier, c'est-à-dire en ne se préoccupant pas des gaspillages. Aussi préconise-t-il pour les pays – ou du moins pour ceux qui ont déjà la capacité de les maîtriser – de faire appel aux nouvelles technologies pour la production, notamment, de biomasse et d'*énergie photovoltaïque.*

Leur crainte est que les producteurs d'énergie de l'hémisphère nord se tournent vers les marchés du Sud afin de compenser la baisse de la consommation dans les pays riches. Ces derniers ont réduit de 20 % leur demande entre 1973 et 1983, et il est prévu *une diminution équivalente d'ici à* 1995. Outre les deux crises pétrolières, cette tendance tient à l'évolution des sociétés industrialisées : perte de vitesse des productions grandes consommatrices d'énergie (acier, aluminium, chimie, etc.) et percée de l'électronique et de la *biotechnologie dont* les besoins sont plus faibles pour une rentabilité plus grande.

Considérant que l'endettement des pays en voie de développement ne leur permet pas d'imiter les pays développés par la construction de barrages hydroélectriques ou de centrales nucléaires, les experts estiment que le tiers-monde peut satisfaire sa demande par des moyens simples : *emploi de lampes incandescentes,* utilisation de réfrigérateurs (déjà construits par les Japonais) et de voitures (à *l'étude chez Volvo, Toyota* et Volkswagen) consommant beaucoup moins que les modèles classiques, etc.

Le livre évalue à 1 million de dollars le *coût moyen de la* construction d'une centrale hydroélectrique alors que l'investissement, par exemple, est dix fois *inférieur pour la réalisation d'une* unité de production de lampes incandescentes qui économisent 50 % d'électricité par rapport à un éclairage traditionnel.

MARCEL SCOTTO

(1) *Energy for sustainable World.* Ed. Wiley Eastern Ld (Inde).

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une grande bifurcation

(Suite de la page 37.)

Le handicap est évident par rapport à l'Allemagne, ou au Japon, ou même à l'Italie qui, de longue date, ont fondé leurs stratégies sur la qualité et une adaptation fine aux besoins des utilisateurs.

Deux sentiers contrastés

Faut-il en conclure que la France est entrée dans un irrémédiable déclin ? Ce serait céder à un fatalisme qu'aucun déterminisme ne justifie. En effet, les périodes de crise n'expriment pas seulement les contraintes d'un mode de régulation dépassé, elles sont aussi une ouverture sur de nouvelles formes d'organisation de l'économie et de la société. S'amorce l'équivalent d'une « grande bifurcation » entre deux sentiers fort contrastés.

● Que se prolonge une politique, « au fil de l'eau », d'adaptation toujours retardée à des contraintes et à des chocs véhiculés par le système international, et la France pourrait alors connaître les affres d'un déclin à l'anglaise. O ironie ! Ce péril se manifeste au moment même où la thérapeutique de Mme Thatcher semble l'interrompre.

Désindustrialisation, maigre progression du niveau de vie, divorce progressif entre un capital financier qui s'internationalise et une base industrielle qui se délite, conflits larvés ou ouverts dans les relations de travail, interdiraient que la société française adhère aux potentialités dont les nouvelles formes d'organisation et techniques sont porteuses.

● Or notre pays n'a ni pétrole ni la City de Londres, et c'est peut-être une chance ! En effet, depuis 1945 ses élites ont considéré que le dynamisme industriel était une condition de l'autonomie nationale et de la progression du niveau de vie, alors que, au-delà des affrontements, le mouvement syndical a su négocier la modernisation productive. Autant d'atouts qui rendent possible un autre sentier beaucoup plus prometteur, et qui pourrait s'inscrire dans ce que sont les forces et faiblesses du capitalisme français : *« La modernisation n'apparaît jamais assurée ou garantie. Ni non plus impossible »* (1).

Face à des défis majeurs, la société n'est jamais restée longtemps bloquée. Qui, par exemple, aurait pu imaginer dans les années 30 le miracle des années 60 ? Encore faut-il que la prise de conscience du caractère pernicieux des évolutions en cours débouche sur un sursaut, qui devrait plus emprunter au langage churchillien qu'aux discours rassurants dont le monde politique est coutumier.

La claire perception par l'opinion publique de la gravité de la situation, en particulier de l'ampleur et de la durée du chômage, tout à la fois cancer et bombe à retardement, autoriserait plus d'innovations et d'ambitions dans l'exploration de nouveaux modes d'organisation. Mais il faudrait qu'enfin s'ouvre un débat autour d'un scénario misant sur les vertus d'une coopération à tous les niveaux, de l'entreprise, de la nation, comme à l'échelle internationale.

La dynamique réamorcée

En premier lieu, si la persévérance dans les politiques de rigueur ne conduit pas au redressement attendu, il importe de réfléchir sur une nouvelle combinaison entre politique du change, partage des revenus et dépenses publiques. Une opération de grande ampleur, dans le style – mais non le contenu – de celle menée en 1958, pourrait réamorcer une dynamique vertueuse entre croissance et modernisation, que n'aurait pu obtenir une politique gradualiste.

En second lieu, le dialogue social est aujourd'hui dans une impasse, car seule la nature des concessions fait l'objet des négociations patronat-syndicats. Or les sacrifices éventuels seraient d'autant mieux acceptés que les acteurs débattraient puis adhéreraient à des règles du jeu à trouver, qui, demain, permettront de partager les fruits d'une modernisation enfin enclenchée.

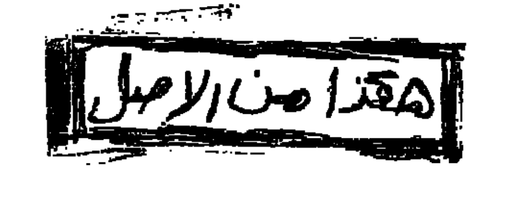
Un jour ou l'autre, la société française se devra d'aborder de front cet impératif de démocratie salariale. Condition de l'acceptation sociale de la modernisation, sa généralisation permettrait de lever les incertitudes radicales qui pèsent encore sur les contours du mode de développement à venir, tout en mobilisant les ressources humaines trop souvent laissées en jachère.

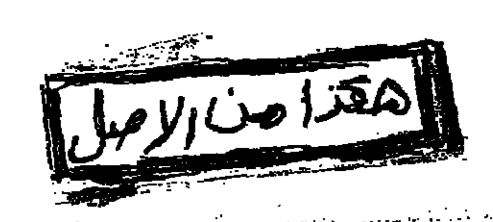
Enfin, plutôt que d'opposer en une vaine scolastique la merveilleuse flexibilité du marché à l'inefficacité congénitale de l'Etat – ou vice versa !, – il conviendrait de réfléchir sur des formes intermédiaires originales qui, combinant intimement l'un et l'autre de ces principes de régulation, favoriseraient prévisibilité, efficacité et compatibilité des stratégies innovatrices des firmes. C'est, semble-t-il, l'une des clés du succès de pays aussi différents que la Suède et le Japon. Pourquoi la France ne trouverait-elle pas une voie propre, loin de l'importation inefficace, voire impossible, de modèles venus d'ailleurs ?

Halte donc au fatalisme ! Mais attention à l'horloge de la crise, il est déjà bien tard pour la France. Le sursaut n'en devrait être que plus vigoureux. La tyrannie qu'exercent les contraintes de court terme sur la politique économique pourra-t-elle être enfin surmontée ? Tel est peut-être l'un des enjeux, majeur bien que caché, de l'après-élection présidentielle.

ROBERT BOYER.

(1) *Le Capitalisme français : blocages et dynamismes d'une croissance*, sous la direction de Patrick Fridenson et Antoine Straus. Fayard, 1987.





La chronique de Paul Fabra

La main invisible ou la Providence ?

DE la dernière encyclique de Jean-Paul II, la question sociale *(sollicitudo rei socialis)*, un passage a été cité souvent pour en faire grief au Saint-Père, *d'autres fois pour marquer une sorte* d'étonnement plus ou moins indigné. C'est celui où Jean-Paul II, après avoir expliqué que *« la tension entre l'Orient et l'Occident [...] vient d'une opposition [...] entre deux conceptions du développement même des hommes et des peuples, tous deux imparfaits et ayant besoin d'être radicalement corrigés »*, ajoute que *« c'est là une des raisons pour lesquelles la doctrine sociale de l'Eglise adopte une attitude critique vis-à-vis du capitalisme libéral aussi bien que du collectivisme marxiste »*.

Comment, ont écrit de nombreux commentateurs, peut-on aujourd'hui encore *renvoyer dos à dos le capitalisme libéral*, quels que soient ses défauts, et le collectivisme marxiste ? Le premier, comme l'écrivait Joseph Schumpeter (pendant la dernière guerre), n'a-t-il pas été à l'origine *d'un prodigieux développement économique* dont la classe ouvrière a certainement été le « principal bénéficiaire » ? Cependant, la critique de l'« attitude critique » adoptée par l'Eglise est-elle *tout à fait justifiée ?*

Dans la même encyclique, il est écrit que *« dans le monde d'aujourd'hui, parmi d'autres droits*, le droit à l'initiative économique *(1) est souvent étouffé »*, et le pape d'ajouter : *« Il s'agit pourtant d'un droit important, non seulement pour les individus mais aussi pour le bien commun. L'expérience nous montre que la négation de ce droit ou sa limitation au nom d'une prétendue « égalité » de tous dans la société réduit, quand elle ne le détruit pas en fait, l'esprit d'initiative, c'est-à-dire la* personnalité créative du citoyen *(1).* »

Le Saint-Père va encore plus loin puisque, à l' *« initiative créatrice »*, il oppose *« la passivité, la dépendance et la soumission à l'appareil bureaucratique »* et, pour que nul n'en ignore, il précise que l'appareil bureaucratique atteint son maximum *de nocivité quand celui-ci est non seulement l'« unique organe d'organisation et de décision »*, mais aussi quand il possède la totalité des biens et des moyens de production.

Conformément à la doctrine de l'Eglise, Jean Paul II répète encore que *« le droit à la propriété privée est valable et nécessaire »*. Cependant, le pape, pour qui, selon une formule assez énigmatique, *« les biens de ce monde sont à l'origine destinés à tous »*, n'aime guère la conception héritée du droit romain qui confère au propriétaire le droit d'user ou d'abuser de son bien. Cependant, il n'existe pas de vie économique sans contrats respectés, et *l'on peut se demander si la définition* extrême du droit de propriété n'a pas été le socle sur lequel s'est édifié le développement capitaliste, sinon le développement tout court de l'Occident depuis deux siècles.

CE n'est sans doute pas par hasard non plus que le pape, parmi les *citations des Ecritures*, a rappelé la célèbre parabole des talents où le Christ s'exprime avec un réalisme particulièrement saisissant. Au mauvais serviteur qui, *au lieu de faire fructifier l'unique talent* (un talent valait à peu près six mille francs or soit quatre-vingt mille francs au moins de nos francs actuels) que son maître lui avait confié, l'avait enfoui dans la terre, le *maître dit : « Mauvais serviteur paresseux, tu savais que je moissonne où je n'ai pas semé et que je ramasse où je n'ai rien répandu. Il te fallait donc placer mon argent chez les banquiers. A mon retour, j'aurais recouvré mon bien avec un intérêt* (2). *Retirez-lui donc son talent et donnez-le à celui qui a les dix talents »*. Le maître avait donné à deux autres serviteurs respectivement cinq et deux talents. Chacun d'eux lui rendit le double des sommes confiées.

Qu'est-ce que le *capitalisme libéral* pour le Saint-Père ? Sans doute ne lui préfère-t-il pas le capitalisme d'Etat (on a vu ce qu'il a dit de la possession par l'Etat de l'ensemble des biens de production) ?. Lui *préférerait-il un capitalisme plus* ou moins protectionniste ? Certainement pas, le pape, dans l'encyclique, condamne avec courage et le protectionnisme et le *« bilatéralisme grandissant »* qui gagne les pays à *économie de marché*. Les pays socialistes organisent, pour leur part, tout le commerce sur la base d'échanges équilibrés deux à deux.

Capitalisme libéral et collectivisme marxiste ne sont pas des concepts symétriques. S'il est bien vrai que le premier ne peut se développer qu'à la condition qu'existe un Etat capable de faire respecter les contrats individuels (le droit n'est pas la justice mais il n'y a pas de justice sans droit), il convient de reconnaître que le capitalisme n'a pas besoin d'être institué *pour exister*. Comme *Lénine* l'avait fort bien vu, il existe en germe à partir du moment où fonctionne un marché où s'échangent les produits. Or la relation d'échange *est une relation d'égalité*. Au contraire, le socialisme collectiviste ne peut exister qu'à condition qu'un Etat le décrète, en interdisant en particulier la plupart des actes d'échange.

Il reste qu'un système, fût-il « naturel », peut être *gravement détourné de* ses fins. C'est ici que le message du pape prend toute sa dimension et sa grandeur, même si dans cet effort de dépassement il peut paraître insuffisant *ou trop vague*.

On comprend qu'il condamne, avec la *« soif du pouvoir »* le *« désir du profit exclusif »*. Mais les bonnes intentions ont rarement conduit au paradis, fût-il terrestre. Faut-il voir, comme le Saint-Père, la clé du développement dans *« une attitude diamétralement opposée »* à celle qui prévaut aujourd'hui et qui consisterait à *« se dépenser pour le bien du prochain »* en étant prêt, au sens évangélique du terme à *« se perdre »* pour l'autre plutôt que de l'exploiter, et à *« le servir »* plutôt que de *l'opprimer à son propre profit » ?*

A ces paroles édifiantes on serait tenté de préférer le sobre jugement exprimé par Adam Smith dans l'un des deux ou trois plus beaux textes d'économie politique, jamais écrits (un autre texte étant *la Loi des débouchés* expliquée par Jean-Baptiste Say pour démontrer que toute offre crée sa propre demande).

Que dit Adam Smith, dans ce texte inoubliable et honni par tous les dirigistes, sur la *« main invisible »* ? Que l'entrepreneur *« en dirigeant son affaire de telle manière que sa production atteigne la plus grande valeur cherche seulement son propre gain et qu'il est en cela comme dans beaucoup d'autres occasions, conduit par une main invisible pour promouvoir une fin qu'il n'était pas dans son intention de réaliser... En poursuivant son propre intérêt, il réalise fréquemment celui de la société tout entière de façon plus effective que lorsqu'il cherche directement à réaliser le bien commun. Je n'ai pas vu beaucoup de bien produit par ceux qui affectent de conduire leurs affaires pour le bien commun »*. Cependant, avec beaucoup d'humour, Adam Smith pose lui-même les limites de son raisonnement en ajoutant que la poursuite du bien pour le bien *« est une attitude qu'on ne rencontre pas souvent chez les marchands et qu'il n'y a pas besoin de dépenser beaucoup de paroles pour les détourner de cette voie »*.

OR que dit Jean-Paul II dans son encyclique ? Que la *« doctrine sociale de l'Église n'est pas une « troisième voie entre le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste »*. Elle constitue ce qu'il appelle *« une catégorie en soi »*. Son rôle est de guider *« la conduite de la personne »*. Or ne serait-ce pas caricaturer la position d'Adam Smith que de prétendre que celui-ci donnait le conseil aux entrepreneurs et autres marchands de se montrer le plus égoïstes possible pour produire le plus grand bien social possible ?

On pourrait trouver dans l'encyclique *un début de réconciliation entre la Providence et la main invisible : « Le développement des peuples commence et trouve sa mise en œuvre le plus appropriée dans l'effort de chaque peuple pour son propre développement en collaboration avec les autres. »* Il n'empêche que la contradiction est loin d'être surmontée. Parmi les désordres du système commercial international, le Saint-Père *dénonce « une sorte de division internationale du travail selon laquelle les produits à faible prix de revient de certains pays dénués de législations du travail efficaces ou trop faibles pour les appliquer sont vendus en d'autres parties du monde avec des bénéfices considérables pour les entreprises spécialisées dans ce type de production qui ne connaît pas de frontière »*. Si les pays pauvres ne pouvaient pas vendre dans de pareille conditions leur production, y aurait-il la moindre chance que ces pays reçoivent le capital dont *il manquent cruellement pour se développer* ? Mais ce n'est pas une raison pour ne pas encourager par tous les moyens l'amélioration du sort des travailleurs coréens, chinois, brésiliens...

DE loin la partie la plus forte de l'encyclique est celle où *Jean-Paul II évoque le rôle du mal dans* la conduite des affaires humaines. Une analyse objective de l'histoire économique, financière, monétaire des vingt-cinq dernières années *ferait apparaître une* série impressionnante d'erreurs de politique, un refus délibéré d'examiner toute solution qui ne sert pas la perpétuation du système tel qu'il existe, *un aveuglement* qu'il est difficile de ne pas qualifier de coupable pour cette raison. Parmi les *« mécanismes pervers »* que dénonce le chef de l'Eglise figure en bonne place *le système monétaire et financier mondial « qui se caractérise par la fluctuation excessive des méthodes de change et des taux d'intérêt au détriment de la balance et de la situation d'endettement des pays pauvres »*.

Faut-il considérer que, dans ce désordre croissant, les hommes ne sont pas responsables d'une façon ou d'une autre ? Jean-Paul II dénonce pour sa part les *« structures du péché »*. La persévérance dans l'erreur n'est-elle pas, à juste titre, qualifiée de « diabolique ».

---

(1) Souligné dans le texte.

(2) Cette phrase : *« Il te fallait donc placer mon argent chez les banquiers... avec intérêt »* n'est pas citée dans l'encyclique.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

L'air des cimes

« DU moins puis-je porter un témoignage : le savoir économique progressivement organisé, contrôlé, épuré par les sciences, l'économie d'intention scientifique, mérite, par l'importance de son enjeu et par ses premières conquêtes, que l'on y consacre l'énergie d'une vie entière. »* Ainsi parle François Perroux en conclusion d'une présentation autobiographique que publia en 1980 *Moneta e credito*, revue de la Banca nazionale del lavoro, et que reprend, en ouverture, le dernier numéro d'*Economie appliquée* (1).

Professeur au Collège de France, après avoir été directeur de la direction de la prévision, puis directeur général de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), Edmond Malinvaud ne désavouerait certainement pas cette phrase, même s'il la formulerait différemment : en témoigne la présentation autobiographique qu'il vient à son tour de publier dans la revue de la Banca nazionale del lavoro (2).

Perroux par Perroux. Malinvaud par Malinvaud. Invitations à prendre de la hauteur.

Les années de jeunesse sont décisives dans la formation d'une pensée. Boursier Rockefeller, François Perroux va à Vienne en 1934 ; il suit le séminaire de Ludwig von Mises, où il rencontre Richard von Strigl et, du côté des dissidents, Oscar Morgenstern « *déjà passionné par la mathématique supérieure* » et Hugh Gaitskell que von Mises excusait avec une feinte indulgence : « *Que voulez-vous, il se destine à une carrière socialiste...* » Puis c'est Rome, où Perroux suit des enseignements de Luigi Amoroso et se lie « *avec cet extraordinaire mathématicien, statisticien, sociologue, économiste qu'était Corrado Gini* ».

La guerre l'empêche de partir aux États-Unis. Ayant fondé l'ISEA (Institut de sciences économiques appliquées), c'est, à la libération, pour l'Angleterre qu'il s'embarque, afin d'y étudier la comptabilité nationale : Oxford, Cambridge, Londres — Thomas Balogh, Paul Streeten, Joan Robinson, Sir John Hicks, Richard Stone, puis Sir Roy Harrod et Friedrich von Hayek, alors professeurs à la London School. La pensée de Perroux s'enracine dans les cultures d'Europe. Et c'est à l'amitié de Joseph Schumpeter qu'il reconnaît devoir son invitation à Harvard en 1947.

Trois ans plus tard, arrive à l'université de Chicago, avec le soutien de la Fondation Rockefeller, un jeune économiste mathématicien, Edmond Malinvaud, sur la base de sa formation française — Polytechnique, l'ENSAE (Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique), les enseignements de Maurice Allais — il se forme aux mathématiques — alors — modernes. Invité de la *Cowles Commission for Research in Economics*, il travaille avec Jacob Marschak, Tjalling Koopmans, Gérard Debreu et rencontre Kenneth Arrow, Leonid Hurwicz, Leonard Savage et, de temps à autre, Milton Friedman. S'il publie des articles sur les indices de prix et les élasticités-prix des importations et des exportations, c'est, à ses yeux, son travail sur les questions théoriques de la microéconomie qui consacre son entrée dans le cercle des chercheurs académiques en sciences économiques — cercle dominé par la pensée d'outre-Atlantique.

En 1980, avec un demi-siècle de travail et de publications derrière lui, Perroux s'exaspère : « *Je ne puis accepter sans appel les verdicts qui réduisent mon apport à une pure critique, ou qui me félicitent de vues pénétrantes sans vue d'ensemble, ou qui polémiquement décrètent que ma position n'est pas opérationnelle ; ce qui n'est pas opérationnel — mais vraiment pas du tout — c'est l'équilibre standard répété sans la finesse et les scrupules des fondateurs, parce qu'il détruit la réalité de l'agent et de son activité sous couleur de la simplifier (...)* ».

Perroux plaide : derrière toutes ses recherches spéciales, derrière tous les concepts qu'il a produits et « *éprouvés assidûment au contact d'observations nombreuses* », admettra-t-on enfin qu'il y a une « *intuition critique et fondamentale* », une même hypothèse, « *une recherche méthodique de l'asymétrie sous des formes et dans des conditions particularisées* (1). »

Autre est la démarche d'Edmond Malinvaud : pour lui, les fondements de la science économique sont posés ; la démarche est en cours ; à chacun, selon ses capacités, revient d'apporter sa contribution. Dès le début des années 50, il relève une confusion dans un des articles de Ludwig Metzler sur la théorie du capital et donne à Paul Samuelson la clé d'un problème concernant l'axiomatique de l'hypothèse von Neumann-Morgenstern ; il contribue à l'unification des deux approches, longtemps opposées, de la théorie du capital.

Coresponsable de 1954 à 1964 de la publication d'*Econometrica*, praticien (avec notamment sa contribution à l'amélioration des méthodes du plan), théoricien (théorie du déséquilibre, théorie du chômage...), conseiller pour l'élaboration de la politique économique (direction de la prévision, direction de l'INSEE), enseignant (longtemps à l'ENSAE, et maintenant au Collège de France), ses apports sont impressionnants. Ce qui ne l'empêche pas de souligner que ce qui peut être affirmé objectivement en économie reste limité (2).

Mais y a-t-il un corpus central de la science économique, définitivement établi et qu'il ne resterait qu'à étoffer, renforcer, enrichir ? La réponse d'Edmond Malinvaud est certainement affirmative ; celle de François Perroux était plus complexe : dans son texte de 1980, il rappela, à propos de l'équilibre général, « *deux affirmations trop peu souvent méditées* » ; l'une de Vilfredo Pareto : « *Je voyais le concret et ne pouvais l'atteindre* » ; l'autre d'Oscar Morgenstern : « *Il n'y a pas de route qui conduise de Léon Walras à la réalité* ».

Sociologie et économie

Réalité. Connaissance de la réalité. Connaissance scientifique. Scientificité de l'économie... Questions essentielles sur lesquelles deux livraisons récentes nous invitent à revenir, l'une en confrontant économie et sociologie (3), l'autre à partir d'un réexamen des positions de Karl Popper (4).

Et d'abord comment spécifier l'économie ? Par son objet ? Ou son approche ? Ou sa méthode ? La confrontation avec la sociologie n'apporte pas de réponse : l'une et l'autre disciplines peuvent être appliquées aux mêmes champs : sur le même champ, « *il arrive*, constatent Christian Baudelot et Jacques Mairesse, *que les textes de l'économiste et du sociologue ne se rencontrent pas, ou presque* » ; chacun sent bien qu'il n'appartient pas à la famille de l'autre, sans qu'il soit aisé, pour autant, d'expliciter ce qui constitue la différence.

Les sociologues Christian Baudelot et Roger Establet se disent, pour leur part, « *toujours impressionnés par le déploiement de modèles déductifs et très fortement mathématisés des économistes : non sans le secret espoir que ces constructions ingénieuses n'aboutissent à des résultats ingénus de naïveté ou de trivialité* » ; mais c'est pour reconnaître aussitôt après « *la valeur heuristique des modèles déductifs* » et l'usage fructueux qui en a été fait dans plusieurs domaines en sociologie.

Point de vue convergent de Jacques Mairesse, de l'ENSAE, qui constate que, si l'on peut opposer « *économiste modélisateur* » et « *sociologue discursif* », les autres espèces, celles du « *sociologue modélisateur* » et de l'« *économiste discursif* » existent aussi (3). Le clivage n'est donc pas là.

Serait-il dans une plus grande scientificité de l'économie, comme le suggèrent certains textes de Karl Popper ? Le monde des économistes serait-il plus rationnel ? On sait en effet que l'hypothèse de rationalité des comportements constitue, pour K. Popper, un postulat méthodologique sans lequel il ne peut y avoir de sciences sociales. Mais, comme le rappelle Hubert Brochier, professeur à l'université de Paris-I, s'il a fréquemment exprimé sa considération pour le noyau dur de la théorie néoclassique, appelée par lui « *logique de situation* », K. Popper le considérait valable pour toutes les sciences sociales (4). Donc, pas de clivage net là non plus.

Pour éviter de conclure, empruntons à J. Mairesse cette citation de Ludwig Wittgenstein : « *L'atmosphère qui entoure ce problème est effroyable. D'épais nuages de langage pèsent sur ce point crucial. Il est presque impossible à atteindre.* »

---

(1) « François Perroux (1903-1987) », numéro spécial d'*Economie appliquée*, 1987 n° 2 (librairie Droz, 11, rue Massot, 1211 Genève 12, Suisse). Ce numéro nous offre des articles ou contributions publiés par F. Perroux entre 1926 et 1977 sur quelques thèmes clés de son itinéraire intellectuel, ainsi qu'une bibliographie ; indispensable pour tous ceux qui portent intérêt à sa pensée et à son œuvre.

(2) Edmond Malinvaud, « The Challenge of Macroeconomic Understanding », *Quaterly Review*, September 1987 (Rivista trimestriale della Banca nazionale del lavoro, Via V. Veneto 119, 00187 Roma).

(3) « Economie, sociologie », numéro spécial consacré à la confrontation, pour quelques domaines, des démarches des deux disciplines, *Revue économique*, janvier 1988 (PFNSP, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07).

(4) « La pensée de Karl Popper et la science économique », un ensemble de contributions sur les problèmes méthodologiques et épistémologiques, *Économies et Sociétés*, octobre 1987 (PUG, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex).

Profil

Chaque mot pesé ; de la mesure en tout : silences, sourires ou regards. Est-ce là l'expression de la rigueur scientifique ? Ou son effet ? Sa froideur même semble retenue, mais sans doute protège-t-elle une profonde délicatesse.

Une compétence appréciée à la fois par les plus éminents de la communauté scientifique, par les plus hautes autorités politiques, par ses collaborateurs et par ses étudiants. Une réussite multiple et prestigieuse. Et, bien sûr, un rare acharnement à travailler.

Maîtrise des langages de la science économique — les mathématiques et l'anglais ; souci de faire progresser la connaissance scientifique ; dialogue permanent avec la recherche anglo-saxonne : c'est en anglais qu'Edmond Malinvaud est de plus en plus amené à publier ses travaux, et tous, tant s'en faut, ne sont pas disponibles en français.

Or voici que cet homme réservé nous offre un récit de sa vie dans le numéro de septembre 1987 de la *Quaterly Review* de la Banca Nazionale del Lavoro : itinéraire intellectuel, parcours personnel, carrière professionnelle, œuvre scientifique...

Un seul handicap, la nationalité : française. Pour le reste, un parfait curriculum pour le prix Nobel.

Kaléidoscope

● « Europe 1992 », dans la perspective du grand marché intérieur, dossier d'*Économie prospective internationale*, revue du CEPII, 1er trimestre 1988.

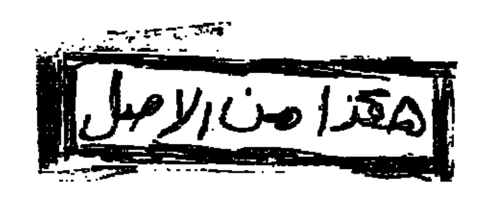
● A l'Est, le réveil de Shanghai, *le Courrier des pays de l'Est*, janvier 1988 ; la gestion des investissements et l'entreprise en Pologne. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1987, n° 4 ; la croissance économique soviétique de 1928 à 1985, *Journal of Economic Literature* décembre 1987 ; et la valeur des estimations de la CIA sur l'économie soviétique, *Journal of Comparative Economics*, décembre 1987.

● De *New-Delhi, Alger et Dar-es-Salam*, trois regards sur « culture et développement », *Razvoj Development*, Zagreb, 1987, n° 2. Et du centre Croissance des jeunes nations de Lyon, un dossier sur « habitat et développement ». *Informations et commentaires*, oct.-déc. 1987.

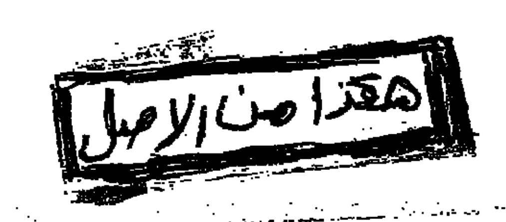
● Dans « La France en politique », *des contributions aux* débats sur libéralisme/socialisme, sur le déclin et sur le krach, *Esprit*, mars-avril 1988 ; et, toujours pour la France, les industries de haute technologie, la croissance et la contrainte *pétrolière, Economie et statistique*, février 1988.

● « L'appareil productif industriel : durée de vie des équipements, productivité et rentabilité », un fort numéro des *Cahiers économiques et monétaires - Entreprises*, de la Banque de France, n° 28, 1988.

● Sur la gestion du travail, la division des tâches, la flexibilité, la participation, *Sociologie du travail*, 1988, n° 1 ; et pour « une automatisation raisonnable de l'industrie », *Annales des mines*, janvier 1988.



مقتطف من الارشيف



Economie

SOMMAIRE

■ **Au congrès de la *Confédération internationale* des syndicats libres (CISL), qui s'est achevé le 18 mars à Melbourne, FO s'est opposée à toute complaisance envers les pays de l'Est *(lire ci-contre)*.**

■ **Le groupe des sept grands pays industrialisés s'apprête à demander aux NPI (nouveaux pays industrialisés) un effort pour équilibrer leurs échanges commerciaux *(lire page 45)*.**

■ **Le conflit qui oppose les Etats-Unis aux pays latino-américains paralyse les travaux de la Banque interaméricaine de développement *(lire page 45)*.**

■ **Des centaines de camions restaient bloqués, à Calais et à Douvres, le 21 mars, en raison de la grève des marins britanniques *(lire page 48)*.**

Le congrès de la CISL à Melbourne

L'ombre des pays de l'Est a pesé sur les débats des syndicats libres

Le XIV[e] congrès de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) s'est achevé le vendredi 18 mars à Melbourne par la réélection de M. John Vanderveken (Belgique), cinquante-huit ans, au secrétariat général et de M. Marayana (Malaisie), soixante-cinq ans, à la présidence. Les 820 congressistes se sont bornés, pour l'essentiel, à approuver des textes regroupés en quatre rapports distincts. Mais les échanges en commission ont parfois été vifs.

MELBOURNE
De notre envoyé spécial

Alors que parmi les pays directement concernés seuls Israël et le Liban étaient formellement représentés, un texte très prudent a été adopté sur le Proche-Orient. Evoquant les violences en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, il affirme la préoccupation de la CISL face aux « *attitudes intransigeantes* » et aux « *actions proscrites d'un certain nombre de parties impliquées*, et réclame l'ouverture d'une conférence internationale qui se prononcerait pour « *une paix globale assurant la sécurité dans tous les Etats de la région et les droits légitimes du peuple palestinien* ».

La résolution sur la paix, la sécurité et le désarmement n'aurait pas dû provoquer plus de difficultés, saluant le récent accord soviéto-américain sur l'élimination des missiles intermédiaires. Elle demande notamment « *de nouvelles mesures immédiates pour une réduction réelle et contrôlée des armements* » et de nouvelles dispositions susceptibles de « *créer la confiance entre Etats et peuples, et ainsi d'œuvrer pour la détente* ».

Mais un seul paragraphe de cette résolution a suffi, juste avant la clôture du congrès, à mettre le feu aux poudres. Ce paragraphe soulignait que la détente « *exige une augmentation de la coopération et des contacts politiques, économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest* » ; de tels contacts qui, au niveau syndical, sont établis ou susceptibles de l'être.

Ces quelques lignes ont provoqué un certain flottement dans la délégation américaine de l'AFL-CIO, mais surtout une vive opposition de FO. Prenant la parole, M. Bernard Mourgues, secrétaire confédéral, qui conduisait la délégation du syndicat français, a affirmé que ce texte lui paraissait « *constituer une inflexion de la politique de la CISL à l'égard des pays de l'Est* ». « *Il ne peut pas rencontrer notre adhésion* », a-t-il conclu. Directement interpellé, M. Vanderveken assura qu'il n'y avait « *ni inflexion, ni changement fondamental* » de la CISL, mais qu'il s'agissait seulement de préciser l'état d'esprit qui doit présider à d'éventuels contacts...

FO a toutefois décidé de s'abstenir sur le rapport incluant la résolution sur le désarmement. La centrale de M. André Bergeron a ainsi voulu adresser une mise en garde face à une évolution de la CISL qu'elle juge préoccupante. Alors que la confédération internationale a réaffirmé son soutien à Solidarité (Solidarnosc) en exprimant son refus de tout contact avec le syndicat officiel polonais OPZ, FO s'inquiète de voir plusieurs syndicats européens – dont le DGB allemand et les Scandinaves – nouer des relations avec les syndicats d'URSS et de l'ensemble des pays de l'Est. Par la bande, FO vise aussi la CFDT, représentée à Melbourne avec rang d'observateur par M. Albert Mercier, secrétaire national, dont l'affiliation à la CISL devrait être décidée fin 1988, et qui a rencontré récemment le syndicat hongrois.

Pour autant, FO se retrouve en harmonie avec la quasi-totalité des propositions de la CISL défendues à Melbourne. Dans son intervention devant le congrès, M. Mourgues avait dénoncé les politiques qui consistent à « *saigner à blanc des pays en pleine mutation économique, contraints de s'endetter plus lourdement pour rembourser les emprunts en regard de leur capacité réelle* ». Il avait lancé un appel « *aux gouvernements des pays industrialisés du monde libre* », afin qu'ils prennent conscience de l'urgence « *de développer un vaste programme de coopération économique* ». L'idée de FO, qui est de promouvoir une sorte de « plan Marshall » à l'échelle planétaire permettant de « *contribuer au décollage économique* » des pays en voie de développement, se retrouve en partie dans l'appel de la CISL pour une meilleure coopération internationale (*le Monde* du 18 mars).

Adaptation constante

Même s'il donne lieu à des interprétations différentes, le consensus était pratiquement total sur le thème dominant du congrès : « *Relever le défi du changement* » (*le Monde* du 15 mars). La résolution, adoptée à l'unanimité, insiste sur « *la nécessité d'adapter constamment les stratégies, structures et activités des syndicats libres afin de satisfaire les besoins changeants des travailleurs en général et de répondre aux conditions particulières des femmes, des jeunes travailleurs, des minorités ethniques et des travailleurs migrants* ».

M. Vanderveken, qui juge que ce n'est pas à une confédération internationale d'inventer un modèle syndical, va multiplier les réunions entre syndicats afin de les faire progresser dans l'harmonisation de leurs programmes et de leurs politiques revendicatives.

Les débats du congrès de Melbourne ont montré, en effet, la grande diversité des pratiques syndicales. Un délégué indien de l'Hind Mazdoor et Sabha (HMS) (deux millions deux cent sept mille adhérents), M. Antony Pillai, a invité les syndicats à faire leur autocritique en prenant plusieurs exemples : « *Lorsque nous luttons contre les privatisations, n'oublions pas que certains d'entre nous ont contribué à une situation qui a amené l'opinion publique à accueillir ces privatisations.* » Comme l'avait fait le premier ministre australien, M. Bobby Hawke, lors de la cérémonie d'ouverture, M. Pillai a jugé positif le soutien apporté par le syndicat australien ACTU au gouvernement travailliste.

A l'opposé de ses voisins australiens, M. Burgess, président du syndicat néo-zélandais NZFC, a vivement critiqué le gouvernement travailliste de son pays. M. Burgess a la particularité, au sein d'une confédération internationale fondée en 1949 sur un rejet du communisme, d'être communiste.

Les atteintes aux libertés syndicales ont été vivement dénoncées par les congressistes, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud, de la Pologne, du Chili ou du Paraguay. Un syndicaliste chilien, M. Bustos, est venu à Melbourne en sachant qu'il risquait de se retrouver en prison à son retour. M. David, le secrétaire général du syndicat malaisien auquel appartient le président de la CISL, est en prison, accusé « *d'incitation à la violence raciale* ».

Mais la CISL a aussi exprimé « sa grave préoccupation » face au fait que, même dans des pays ayant de longues traditions démocratiques, le mouvement syndical fasse de plus en plus l'objet de violations de ses droits. Un délégué néerlandais l'a invité à être plus attentif à la situation syndicale en Asie et à faire le ménage en son sein avec des syndicats se compromettant avec des régimes peu démocratiques.

Avec les 87 millions d'adhérents de 141 centrales de 97 pays qu'elle revendique, la CISL entend renforcer son influence auprès des organisations internationales. La présence à Melbourne de M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (BIT), en était le signe. La collaboration entre la CISL et l'Organisation internationale du travail devrait devenir plus étroite et peut-être plus efficace...

MICHEL NOBLECOURT.

Grâce au satellite Télécom 1 C

Les Antilles, « vitrine » de la technologie française dans les Caraïbes

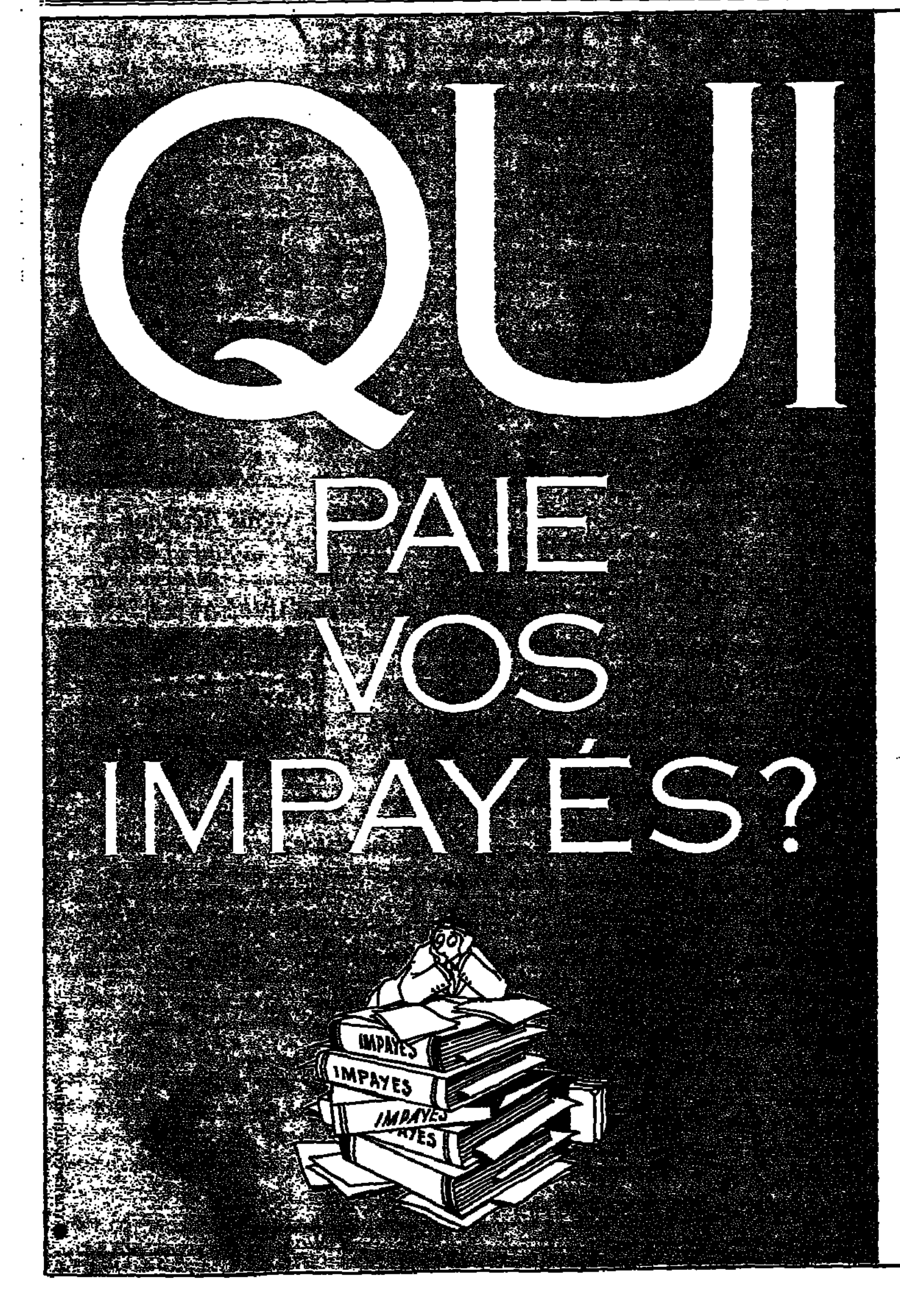
POINTE-à-PITRE
de notre correspondant

Le prochain séminaire international des télécommunications numériques par satellite (Intelsat ICD-SC-8) aura lieu en avril 1989 à la Guadeloupe, a annoncé, vendredi 18 mars, M. Pierre Mattéi, directeur régional de France-Télécom pour la Guadeloupe. M. Mattéi, qui précisait que, dans trois mois, le réseau local serait numérisé à 100 % (il l'est actuellement à 92 %), a également annoncé l'installation « *dans le courant de l'année 1988* » d'un faisceau hertzien Caraïbes de 140 mégabits-seconde (relayé par le satellite Télécom 1 C récemment lancé par Ariane), permettant à moyen terme de transformer l'archipel guadeloupéen « *en une plate-forme de transit dans les Caraïbes* », ainsi que la création prochaine, en liaison avec le port autonome de la Guadeloupe et la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre, d'un réseau direct de fibres optiques dans le futur centre de commerce international (zone franche) de la Guadeloupe.

De son côté, M. Eric Veaux, directeur régional du commerce extérieur pour les Antilles et la Guyane, a formulé le souhait que la Guadeloupe devienne « *une vitrine* » en matière de formation, conception, installation, livraison et maintenance de réseaux sur l'ensemble de la zone Caraïbes-, Amérique centrale, Amérique latine nord.

A l'initiative de l'Agence pour la coopération technique industrielle et économique (ACTIM) se tient, jusqu'au 23 mars, en banlieue de Pointe-à-Pitre, une session sur « la numérisation et la planification des réseaux » à laquelle assistent les représentants d'une quinzaine de pays étrangers ainsi que ceux d'une vingtaine de firmes françaises.

ANDRÉ LÉGER.



Économie

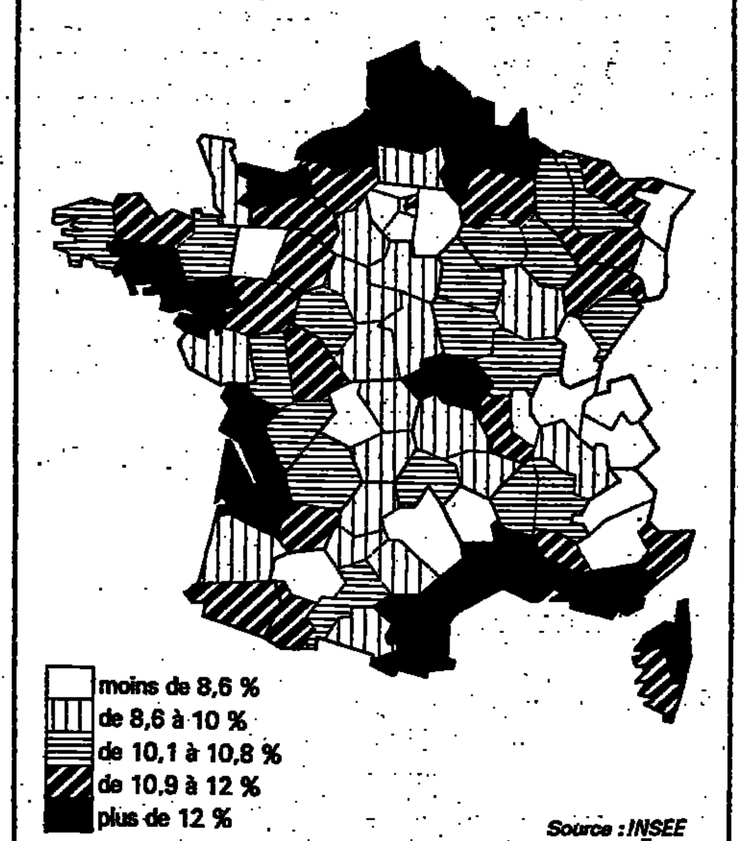
SOCIAL

La France du chômage

La France du chômage évolue peu. Les régions qui avaient à supporter un fort taux de demandeurs d'emploi ont vu leur position se dégrader en 1987. C'est le cas pour le Nord-Pas-de-Calais, toujours en tête avec 14 %, et pour le Languedoc-Roussillon. A l'inverse, celles qui étaient parmi les mieux placées ont encore amélioré leur position.

les Hautes-Alpes jouissent, apparemment, d'une meilleure santé...

Les départements frontaliers avec l'Allemagne ou la Suisse évoluent favorablement comme ceux de Midi-Pyrénées et, bien sûr, ceux de la région parisienne, particulièrement l'Essonne et les Yvelines. Les départements situés sur le littoral de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée sont de plus en plus touchés. La Somme, la Seine-Maritime, la Charente-Maritime, le Var, la Loire-Atlantique ou les Bouches-du-Rhône en fournissent l'illustration la plus évidente.



Ainsi Midi-Pyrénées, Alsace et Rhône-Alpes.

Les disparités régionales se sont donc accentuées. La Haute-Normandie connaît un taux de 13 % et la Franche-Comté, après les licenciements dans l'automobile en particulier, fait partie des régions qui ont le plus souffert au cours de la dernière année. En revanche, et contrairement à une idée reçue, la Bretagne a vu son niveau de chômage baisser entre 1986 et 1987, selon l'INSEE, qui publie toutes ces données.

D'un département à l'autre, les mêmes clivages se retrouvent avec un avantage certain pour les zones rurales, moins affectées par les pertes d'emplois salariés. Puisque les taux de chômage sont calculés par rapport à la population active, la Lozère ou

Les inversions de tendance sont rares, soit dans le sens de la dégradation (Maine-et-Loire, Allier, Vaucluse, Vosges), soit dans celui de l'amélioration (Ariège, Alpes-Maritimes).

Au total, vingt départements se retrouvent avec plus de 12 % de chômeurs, alors que la moyenne nationale est de 10,6 % pour l'ensemble des douze mois de 1987. Treize, seulement, ont moins de 8 % de demandeurs d'emploi.

Retraite complémentaire des cadres supérieurs

La Fédération des compagnies d'assurances menace de quitter le CNPF

De discrète, aux origines, l'opposition des assureurs au projet d'extension des régimes de retraite des cadres supérieurs et à leur intégration dans l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) est devenue menaçante.

La semaine dernière, il n'était question que de remous au sein du CNPF (*le Monde affaires* du 19 mars), les représentants des PME et des compagnies d'assurances étant très mécontents. La signature de l'accord, initialement prévue pour le 17 mars, était d'ailleurs reportée, *in extremis*, au 24 mars (*le Monde* du 19 mars).

Depuis, le climat s'est encore dégradé. La Fédération française des sociétés d'assurances laisse entendre qu'elle pourrait quitter le CNPF. Son président, M. Jacques Lallement, vice-président du CNPF et président de sa commission économique, qui pourrait abandonner ses mandats pour des motifs professionnels, se fait insistant. Dans une déclaration à *la Tribune de l'Expansion*, le 21 mars, il répète son opposition sur le dossier et annonce que cela se fera « *sans* [sa] *complicité* ».

Délicate pour le patronat et pour M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, cette affaire met en évidence les limites de la politique contractuelle quand les intérêts d'une profession sont en cause. Les cadres supérieurs font partie du public visé par les compagnies d'assurances, pour les retraites complémentaires par capitalisation par exemple.

Au-delà se profilent également des difficultés à propos du régime ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaire) des non-cadres. Les syndicats et une partie du patronat voudraient que ce régime puisse accepter des cotisations facultatives pour des retraites supplémentaires, empiétant là encore sur le marché potentiel des assureurs. Ceux-ci, bien sûr, s'opposent à une telle éventualité. Les responsables de l'ARRCO rétorquent, eux, qu'ils pourraient, en cas d'échec, retirer aux compagnies d'assurances la gestion des 70 milliards de réserves qui leur ont été confiés.

Licenciement abusif

Un talon de jambon de 2 F à 80 000 F

Licenciée au début de 1987 pour s'être facturé à une valeur de 2 F un talon de jambon qui était vendu 5,85 F, une vendeuse du rayon boucherie-charcuterie d'un supermarché de Sarreguemines (Moselle) vient d'obtenir 80 000 F d'indemnités pour licenciement abusif.

A l'époque, l'employée avait été réintégrée à la suite du jugement du conseil de prud'hommes, mais la cour d'appel était ensuite revenue sur la décision, en relevant « *une présomption de faute grave* ». Le 18 mars, à nouveau, le conseil de prud'hommes a accordé des indemnités « *pour rupture abusive du contrat de travail* », mais n'a pas ordonné la réintégration. L'avocat du supermarché a annoncé son intention de faire appel, dès qu'il aura pris connaissance des attendus du jugement.

Selon le syndicat CFDT, l'usage veut, dans cette entreprise, que le personnel puisse acheter les talons de jambon à un prix forfaitaire, inférieur au prix de vente.

Les assises du patronat chrétien à Lyon

« Entreprise, qui sers-tu ? »

LYON
de notre bureau régional

A l'occasion de ses assises nationales, réunies du 18 au 20 mars à Lyon, M. Paul de Buyer, soixante-deux ans, président-directeur général de la filiale française de l'entreprise à capitaux canadiens Northern Telecoms et vice-président de la commission de la protection sociale du Conseil national du patronat français (CNPF), a été porté à la présidence du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CFPC). Il succède à M. André Courtaigne.

Les 17es assises du mouvement ont rassemblé près de sept cents personnes sur le thème « Entreprise, qui sers-tu ? ».

Le CFPC se présente comme un mouvement d'Eglise désireux d'apporter des idées sur le fonctionnement de l'économie, en particulier à l'intention de la conférence épiscopale de France. Il revendique dans le pays près de deux mille adhérents et cinq mille sympathisants.

Dès la première table ronde, M. Régis Pelen, président de la représentation lyonnaise du CNPF, avait lancé : « *Je peux parfaitement aimer le salarié que je licencie ou le concurrent que je suis en train de tuer...* »

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, cita abondamment la dernière encyclique du pape Jean-Paul II intitulée *Solicitudo rei socialis* (*le Monde* du 20 février). Pour tenter de lever certaines contradictions entre les principes de la vie des affaires et la morale chrétienne, Mgr Decourtray souligna que, selon des textes de la Genèse, les chefs d'entreprise sont « *créateurs par délégation* ». « *Soyez efficaces, faites réussir, mais pour le bien réel des hommes.* »

Il a mis en garde les chefs d'entreprise contre toutes les formes d'idolâtrie, y compris celle de l'argent, mais a reconnu que « *la parole de Dieu n'est jamais évidente* », en appelant à la conscience de chacun. Ce thème fut repris dans son homélie prononcée dimanche 20 mars.

Le pasteur protestant Jean-Marie Dupeux, d'Oullins (Rhône), avait été appelé à évoquer le jugement des salariés sur les structures actuelles des entreprises : « *Les tentatives pour réintégrer l'humain sont jugées frileuses alors que le personnel est plus qualifié, plus cultivé et plus disponible au dialogue.* »

GÉRARD BUÉTAS.

REPÈRES

Production industrielle

+ 6 % en un an pour la France

L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'est inscrit — après correction des variations saisonnières et hors bâtiment et travaux publics — à 106 en janvier, soit une progression par rapport à janvier 1987. En décembre, l'indice avait atteint 106 après rectification par l'INSEE (au lieu de 105, en première estimation).

Avec le bâtiment et les travaux publics, l'indice a atteint 105, contre 103 en décembre (+ 1,9 %) et 94 en janvier 1987 (+ 11,7 % en un an). Ce résultat s'explique évidemment par la douceur exceptionnelle de l'hiver, qui a permis au bâtiment de travailler normalement.

Taux d'intérêt

Il existe une marge de baisse, estime M. Balladur

Il existe « *une marge de baisse des taux d'intérêt* » en France, estime M. Balladur dans un entretien publié, samedi 19 mars, par le quotidien *le Figaro*. « *Les marchés n'ont pas encore pris conscience que le temps de l'inflation est révolu pour notre pays* », estime M. Balladur pour expliquer que les taux d'intérêt réels (inflation déduite) restent égaux ou supérieurs en France à ce qu'ils sont à l'étranger, exception faite pour l'Italie. En revanche, les taux d'intérêt nominaux ont un niveau « *inférieur à ceux observés au Royaume-Uni, en Italie et au Canada, voisin des taux américains et supérieur aux taux allemands ou japonais* ».

« *Il est paradoxal que les taux d'intérêt soient supérieurs en France aux taux américains alors que notre inflation est nettement inférieure* », note le ministre d'Etat. Selon M. Balladur, cela s'explique par le fait que « *la désinflation a été exceptionnellement rapide* ».

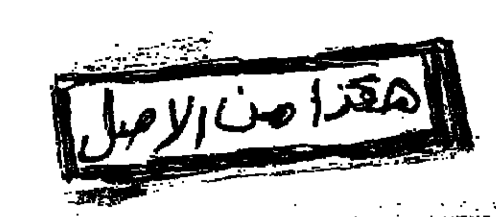
Prix

Légère accélération en janvier dans le monde

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % en moyenne en janvier dans les pays de l'OCDE, et de 3,5 % en un an (janvier 1988 comparé à janvier 1987).

La légère accélération en janvier, après des hausses de 0,1 % en novembre et en décembre 1987, s'explique notamment par une hausse de 0,7 % des prix alimentaires en raison de l'hiver. Les prix de détail de l'énergie avaient pourtant chuté de 0,7 % en moyenne, les Etats-Unis, le Japon, la RFA et la France enregistrant des baisses particulièrement fortes, précise l'OCDE.

Dans les sept grands pays industrialisés, les prix à la consommation ont augmenté de 3 % en moyenne sur un an, avec des hausses allant de 0,7 % au Japon et en RFA à 4 % aux Etats-Unis et 5 % en Italie, la France se trouvant dans une situation moyenne (2,4 %).



CETTE SEMAINE, 01 INFORMATIQUE FÊTE SON **N° 1000**

01 HEBDO N° 1000

L'informatique du 3e millénaire

A l'occasion de la sortie de son numéro 1000, 01 INFORMATIQUE consacre son dossier central au nouveau millénaire : un voyage exploratoire dans la technologie de demain.

LE NOUVEAU MILLÉNAIRE VU PAR ISAAC ASIMOV

LA TECHNIQUE INFORMATIQUE DE DEMAIN
- Quand les ordinateurs pourront lire et parler.
- Les supercalculateurs du XXIe siècle au Japon.
- La généralisation du parallélisme.
- L'avenir des microprocesseurs.
- Le mariage de l'intelligence et du génie.
- Le connexionisme ou l'ordinateur neuronal.
- L'ordinateur biologique.

LES APPLICATIONS INFORMATIQUES DE DEMAIN
- L'informatique se personnalise et se latéralise.
- L'informatique intégrée dans l'entreprise.
- Quand les machines en fabriqueront d'autres...
- La folle histoire de la "space station".
- Les systèmes de Défense intelligents.
- L'ordinateur, observateur et simulateur de l'univers.

L'INFORMATIQUE ET LA SOCIÉTÉ DE L'AN 2000
- L'assistant intelligent.
- L'informatique ou la communication à l'école.
- L'ordinateur, fée du logis.
- L'ordinateur au volant.

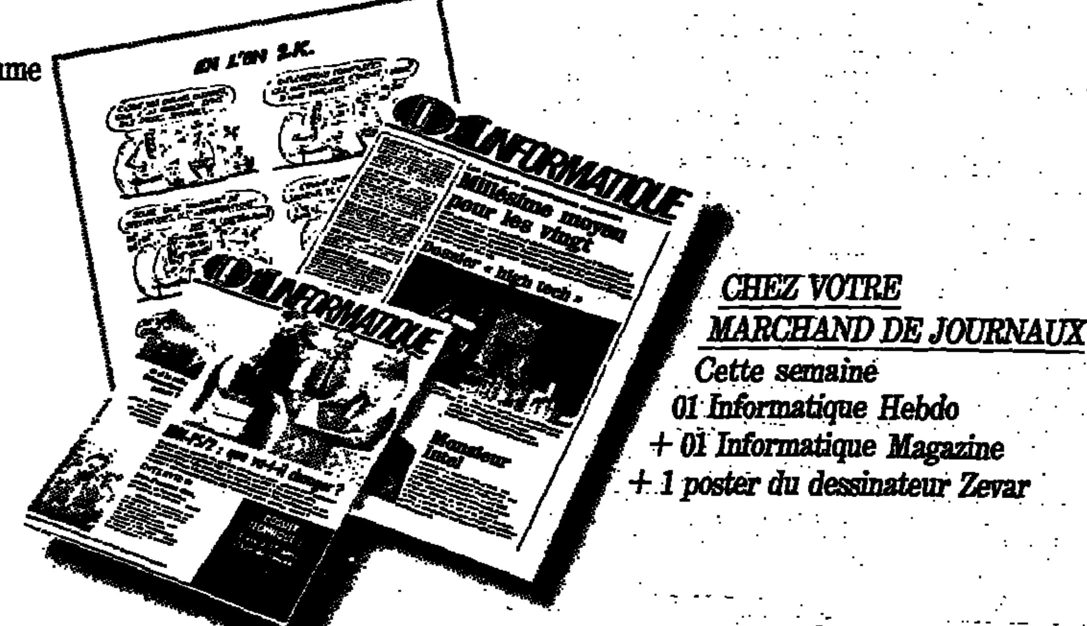
IL ÉTAIT UNE FOIS L'INFORMATIQUE...

Toutes les gammes d'ordinateurs

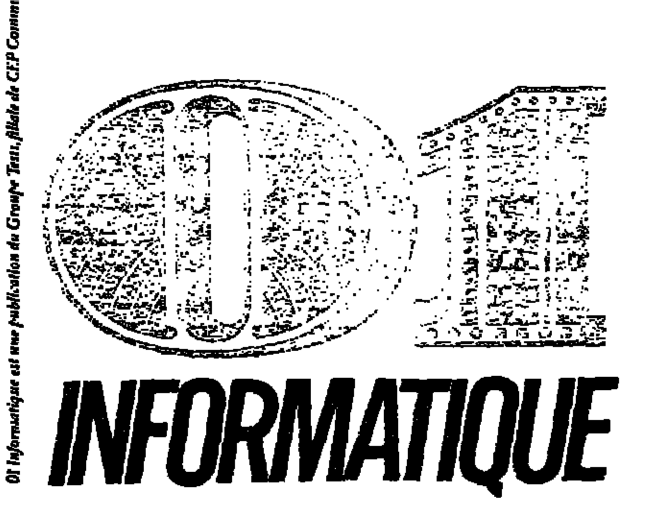
01 MAGAZINE N° 1000

Par constructeur, le panorama complet des différentes gammes - grands ordinateurs et superminis - et pour cette année, les événements marquants, les nouveautés, les tendances techniques, les grands accords industriels.

IBM : l'année des extrêmes
Digital Equipment : extension de la famille Microvax
Bull : accent sur la série GCOS7 et ouverture sur Unix
Unisys : sur tous les fronts
NCR : renouvellement des petits et moyens systèmes
ICL : l'année Unix
Control Data : informatique départementale et supercalculateurs
Amdahl : la série E
NAS : accent sur le marché scientifique
Comparex : renforcement du milieu de gamme
Hewlett-Packard : la disponibilité du Risc
Data General : l'accalmie
Prime : le redéploiement
Wang : extension de la gamme VS
Nixdorf : à l'assaut des nouveaux marchés
Concurrent Computer : à l'assaut de la gestion
Matra Datasystème : le XM 7000 en vedette
Texas Instruments : cap sur Unix et sur l'IA
Gould s'ouvre au monde des "minisupercalculateurs"
TRT-TI : l'ouverture sur Unix
IN2 entre dans le monde de la micro
Goupil : la montée en puissance avec l'informatique de Sféna
MAI : une approche sectorielle
Olivetti-Logabax : Linéa 2 et tolérance de pannes
Télécommunications : l'année des alliances
Les grands accords industriels de l'année 1987.



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Cette semaine
01 Informatique Hebdo
+ 01 Informatique Magazine
+ 1 poster du dessinateur Zevar



INFORMATIQUE

PREMIER JOURNAL FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

Économie

ÉTRANGER

Après une forte contraction de son activité en 1987

La Banque interaméricaine de développement toujours paralysée par le désaccord entre les Etats-Unis et l'Amérique latine

A l'occasion de la vingt-neuvième assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui a débuté lundi 21 mars à Caracas, M. Enrique Iglesias, le nouveau président uruguayen de la banque, devrait faire connaître ses vues sur l'avenir d'un organisme de financement multilatéral bloqué l'an dernier par un désaccord entre les Etats-Unis et les pays latino-américains.

En 1987, la Banque interaméricaine de développement n'a accordé aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes que 2,36 milliards de dollars de prêts, contre 3,04 milliards en 1986 et 3,57 milliards l'année précédente, indique le rapport annuel de la BID, rendu public lundi 21 mars à Caracas. D'après ce document, les sommes mises à la disposition de ces pays se sont élevées, en valeur nette, à 1,92 milliard de dollars. Cela signifie que les transferts nets entre la banque et les pays débiteurs ont été négatifs l'an dernier. La BID n'a consenti que quarante-trois prêts pour le financement de trente-deux projets, contre soixante-trois prêts destinés à cinquante-six projets en 1986.

Cette forte contraction de l'activité de la BID en 1987 est, en fait, la conséquence d'un contentieux qui oppose depuis deux ans les principaux actionnaires de l'organisme financier international, les Etats-Unis d'un côté, les pays latino-américains de l'autre. Ces derniers disposent de 54 % des droits de vote au sein de l'assemblée générale de la banque. Ils souhaitent un accroissement des moyens d'action de la BID, avec, en particulier, une augmentation du capital, qui devrait, selon eux, être porté de 23 à 25 milliards de dollars.

Mécontents du mode de fonctionnement de cette banque multilatérale, les Etats-Unis, qui possèdent 34,5 % des droits de vote, souhaitent pouvoir exercer un quasi-droit de veto sur les prêts accordés par la banque. Les Américains refusent toute augmentation de capital tant que leur proposition n'aura pas été prise en compte.

Dès leur arrivée à Caracas, au cours du week-end, les principaux participants à l'assemblée générale ont réitéré avec force leur position sur cette question. Les dix-sept pays « extra-régionaux » (le Japon, Israël et quinze nations européennes), possédant 7,2 % des droits de vote, ont à nouveau pris le parti des pays latino-américains. L'Allemand Guido Osterhaus, l'un des directeurs exécutifs de la BID, a insisté pour que soit décidée *« le plus rapidement possible »* une augmentation de capital de la banque. Il a également confirmé que les pays extra-régionaux *« n'accepteront jamais »* d'accorder un droit de veto aux Etats-Unis.

Les Américains, pour leur part, ne comptent pas céder. Dès son arrivée, dimanche 20 mars, à Caracas, le représentant des Etats-Unis, W. Allen Wallis, sous-secrétaire aux affaires économiques, a clairement fait comprendre que l'administration Reagan restait opposée à toute augmentation de capital tant qu'aucun changement ne serait intervenu dans les procédures de prêts. *« Nous ne changerons notre position ni cette année, ni l'an prochain, ni l'année d'après »*, a déclaré M. Wallis.

La réunion des ministres du commerce à Constance

Le rôle du GATT doit être renforcé

Les ministres du commerce de vingt-six pays industriels ou en développement, membres du GATT (1), ont exprimé de profondes divergences dimanche 20 mars à Constance (sud de la RFA) sur la libéralisation du commerce mondial de produits agricoles *« Il n'y a eu aucun mouvement sur l'agriculture, chacun s'est contenté de répéter ses positions »*, a déclaré le commissaire de la communauté européenne chargé des relations extérieures, M. Willy De Clercq, à l'issue de la réunion informelle commencée vendredi soir 18.

Les ministres ont tous souligné la nécessité de la réussite des négociations « Urugay round » lancées en septembre 1986 à Punta-del-Este (Urugay) pour libéraliser le commerce mondial. Ces négociations doivent au total durer quatre ans, et les quatre-vingt-seize membres du GATT se retrouveront à partir du 5 décembre à Montréal (Canada) pour une *« revue à mi-parcours des progrès effectués »*.

Les ministres ont souhaité, samedi 19, s'engager plus à fond personnellement dans les négociations du GATT pour ne pas les laisser aux seuls experts. *(AFP.)*

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Les grands pays occidentaux s'apprêteraient à demander des concessions aux nouveaux pays industrialisés d'Asie

Le groupe des sept grands pays industrialisés, dit G-7, devrait se réunir le 13 avril à Washington pour demander aux pays nouvellement industrialisés (PNI) de jouer un plus grand rôle dans la stabilisation de l'économie mondiale, affirme le journal japonais *Asahi Shimbun* du 20 mars, citant des sources gouvernementales.

Selon ces sources, le G-7 devrait demander à la Corée du Sud, à Hongkong, à Singapour et à Taïwan de faire un effort pour équilibrer leur commerce avec les pays industrialisés, ces derniers étant largement déficitaires.

Les membres du groupe des sept sont le Canada, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et la RFA. Ils estiment que le déséquilibre des relations commerciales avec les quatre pays asiatiques nouvellement industrialisés, qui représentent actuellement 25 % du déficit commercial des Etats-Unis, risque de déstabiliser le marché des changes.

Les Etats-Unis et la RFA ont déjà demandé que ce problème soit discuté aussi bien dans le cadre du G-7 que lors de la réunion intérimaire du Fonds monétaire international (FMI) à Washington le 14 avril, ajoute l'*Asahi Shimbun*.

AFFAIRES

1 721 suppressions d'emplois

Alsthom restructure ses secteurs ferroviaire et électrique

CHAMBÉRY
de notre correspondant

Le comité central d'entreprise de la société Alsthom devrait être informé, le jeudi 24 mars, d'un plan de 1 721 suppressions d'emplois dans ses divisions appareillage électrique et matériel ferroviaire. Dans ce dernier secteur, la décision la plus importante concerne la fermeture, le 1er février 1983, de l'usine de Raismes, dans le Nord (1 100 salariés).

Pour l'activité électrique, les réductions d'effectifs affectent divers sites : Le Havre (200 suppressions), Aix-les-Bains (160), Chalon-sur-Saône (75), les ACB de Saint-Nazaire (135) et un atelier à Villeurbanne (51).

En mars 1987, la direction générale d'Alsthom avait déjà mis en œuvre un programme de réduction d'effectifs dans la division électrique, notamment à Villeurbanne et à Aix-les-Bains où, ces dernières années, un investissement de 200 millions de francs avait été réalisé dans la fabrication de portes blindées haute tension et de réducteurs de mesure. La chute des commandes et la volonté de regrouper certaines productions avaient alors été invoquées pour justifier ces compressions, incluant également la fermeture de l'atelier de Frontenex (Savoie). Elles n'ont pas été jugées suffisantes.

Le syndicat CFDT de l'unité d'Aix-les-Bains craint, pour sa part, que le plan présenté maintenant ne soit le prélude à un recentrage d'activités dans la perspective d'un accord possible avec un partenaire européen pour 1992.

M. D.

Alsthom et Merlin-Gerin sanctionnées pour entente

Le conseil de la concurrence a infligé des amendes d'un million de francs à Alsthom (groupe CGE) et à Merlin-Gerin (groupe Schneider), auxquels il reproche d'avoir eu des pratiques anticoncurrentielles sur le marché de l'appareillage électrique moyenne tension. Selon le conseil, ces entreprises se sont concertées sur les prix, lors de consultations d'EDF en 1982-1983. Il estime en outre qu'Alsthom, Merlin-Gerin, Distrilec (contrôlée depuis 1981 par Merlin-Gerin) et CEM (absorbée en 1985 par Alsthom) se sont concertées à partir de 1983 en matière de prix sur le marché privé des appareillages basse tension. Enfin, il souligne que *« ces quatre entreprises se sont concertées pour aboutir à une répartition de l'ensemble du marché à 50/50 entre, d'une part, les sociétés Alsthom et CEM et, d'autre part, les sociétés Merlin-Gerin et Distrilec »*.

● **PÊCHE : les discussions franco-canadiennes progressent.** — Des discussions franco-canadiennes pour tenter de régler le contentieux entre les deux pays sur les quotas de pêche au large de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui avaient eu lieu la semaine passée à Londres, devaient se poursuivre les 24 et 25 mars à New-York. *« Il ne s'agit pas de négociations sur le fond, mais nous avons progressé sur la forme, et les discussions de Londres se sont déroulées dans une bonne ambiance »*, a-t-on précisé du côté français.

EN BREF

● **La Corée du Sud pourrait participer au programme Airbus.** — Après les Néerlandais et les Canadiens, c'est au tour des Coréens du Sud de se voir proposer une participation au développement et à la construction des Airbus A-330 et A-340. M. Jacques Plénier, directeur d'Aérospatiale Avions, a confirmé, le 19 mars, l'ouverture de négociations avec ce pays, excellent client d'Airbus. Face à l'expansion de la demande de transport aérien, la stratégie de l'Aérospatiale se doit *d'être ouverte sur le monde par une coopération généralisée »*, a déclaré M. Plénier.

● **L'espagnol Telefonica rénovera le téléphone argentin.** — La firme téléphonique espagnole Telefonica va participer prochainement à la gestion du réseau argentin, selon des modalités qui restent encore à préciser. L'actuelle compagnie argentine des télécommunications, Entel, va céder ses actifs à une nouvelle société à créer dans laquelle Telefonica et des partenaires prendront une participation de quelque 40 %. Elle investira environ 750 millions de dollars (4,2 milliards de francs) en cinq ans dans la rénovation du réseau téléphonique argentin, qui accuse actuellement un net retard. Cette décision suit de quelques semaines la décision du Chili de confier à l'autralien Bond Corp. la gestion de ses télécommunications.

● **Investissement du Nigéria dans la pétrochimie.** — La première phase du projet pétrochimique nigérian, à Ekpan, dans l'Etat du Bendel (sud du pays), pour un coût d'environ 2 milliards de francs français, a été inaugurée, vendredi 18 mars, par le président Ibrahim Babangida.

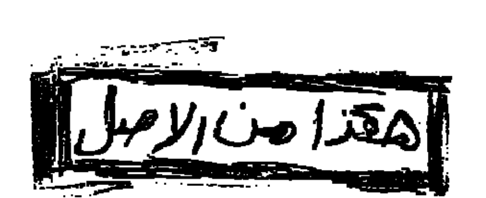
Première installation de ce type en Afrique subsaharienne, l'usine, dont on parle au Nigéria depuis une dizaine d'années, permettra de produire annuellement 35 000 tonnes de polypropylène et 18 000 tonnes de carbon black.

Une autre installation liée à l'industrie pétrolière devait être inaugurée, lundi 21 mars, à Kaduna (nord du pays) par le président Babangida. Elle servira les industries des détergents, des huiles et des solvants. — *(AFP.)*

● **L'Inde veut concevoir son propre super-ordinateur.** — L'Inde envisage de développer son propre super-ordinateur et de créer un centre de technologie informatique avancé, a annoncé, le dimanche 20 mars, le département indien de l'électronique. Elle consacrera 28 millions de dollars (157 millions de francs) à la fabrication de ce super-ordinateur. L'an passé, l'Inde a acheté aux Etats-Unis deux super-ordinateurs pour ses programmes de surveillance agricole et météorologique. Elle avait précisé que ces machines ne seraient pas utilisées à des fins militaires. — *(AFP.)*

● **Les cheminots d'Austerlitz ont repris le travail.** — Aussi brutalement qu'ils avaient lancé, le 18 mars, un mot d'ordre de grève illimitée et sans préavis, les syndicats CGT, CFDT et FGAAC (conducteurs autonomes) ont donné, le 19 mars, aux agents de conduite de Paris-Austerlitz une consigne de reprise du travail, qui a été suivie d'effet (nos dernières éditions datées 20-21 mars).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Marchés financiers

Les autorités américaines à nouveau au secours d'un établissement financier

L'un des organismes de garantie des dépôts bancaires aux Etats-Unis, le Federal Home Loan Bank Board, a annoncé qu'il donnerait sa garantie à tous les clients et créanciers de l'American Savings and Loan Association, la seconde caisse d'épargne américaine, en difficulté. American Savings, basée en Californie, est une filiale de la Financial Corp. of America, et elle a annoncé à la Security and Exchange Commission, organisme chargé de la surveillance des marchés, que sa situation financière s'était détériorée, passant d'une situation nette positive de 20 millions de dollars à une situation négative de 106 millions de dollars à la fin de 1987. La décision de l'organisme de garantie vise à éviter une panique des épargnants et un retrait massif des fonds qui précipiteraient un effondrement.

C'est la seconde fois en quelques jours qu'une agence fédérale intervient pour voler au secours d'un organisme financier. Jeudi 17 mars, c'était la Federal Deposit Insurance Corp., l'autre organisme de garantie pour les banques commerciales, qui avait annoncé un plan de sauvetage de 1 milliard de dollars de la First Republicbank Corp. de Dallas (Texas). L'agence fédérale a assuré qu'elle garantirait tous les dépôts et tous les engagements de la banque et de ses soixante-treize filiales.

Cette intervention des organismes fédéraux semble indiquer qu'une nouvelle doctrine est appliquée par les autorités bancaires depuis la faillite en 1984 de la Continental Illinois Bank and Trust. Jusque-là, en effet, les autorités ne garantissaient pas les dépôts, au-delà de la limite légale de 100 000 dollars.

La Royal Bank of Scotland négocie l'achat de l'américain Citizens Financial

La Royal Bank of Scotland a annoncé qu'elle négociait l'achat de Citizens Financal Group Inc., un établissement financier américain régional. Cette opération s'inscrit dans le courant actuel d'acquisition de sociétés américaines par des entreprises japonaises et européennes. Ce serait pour la Royal Bank of Scotland, sixième banque anglaise, le premier développement important à l'étranger.

Citizens Financial, qui possède la Citizen Bank à Rhode-Island, a acquis, en 1986, un établissement hypothécaire à Atlanta et a signé, à l'automne dernier, un accord pour acquérir Fairhaven Savings Bank, dans le Massachussetts.

Selon la Royal Bank of Scotland, le revenu net de Citizens Financial est passé de 22 millions de dollars en 1986 à 26 en 1987, pour des actifs en augmentation de 1,9 à 2,6 milliards de dollars sur la même période. Sa valeur est estimée à environ 370 millions de dollars.

La Royal Bank a affiché un profit avant impôt de 361 millions de dollars en 1987 et affirme qu'elle n'aurait pas besoin de procéder à une augmentation de capital pour financer son acquisition américaine.

Une agence du CCF facture les comptes-chèques

Une agence du Crédit commercial de France (CCF) a informé ses clients de son intention de leur faire payer 30 francs hors taxes (35,60 francs TTC) par mois les frais de gestion de compte bancaire à compter du trimestre prochain. Dans la lettre qu'il a adressée à ses clients, le directeur de l'agence CCF du centre commercial Elysées II de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) explique : « *Une double exigence de gestion rationnelle et d'information claire* (...) *nous conduit à appliquer, dès le trimestre prochain un montant forfaitaire de frais à la gestion courante de votre compte bancaire.* » Il précise que « *comme toute entreprise privée* » [le CCF a été privatisé au printemps dernier], le CCF est « *particulièrement attentif à contrôler ses coûts* ».

Le responsable de l'agence propose enfin à ses clients une rencontre « *afin d'explorer les possibilités de développement* [des] *relations bancaires et financières de nature à* [leur] *éviter d'avoir à acquitter ces frais* ».

Au siège de la banque, à Paris, les responsables du CCF indiquent qu'il s'agit d'une initiative ponctuelle liée aux particularités de l'agence de La Celle-Saint-Cloud.

● **Le groupe de construction britannique Beazer a amélioré l'offre d'achat qu'il a faite sur la société américaine Koppers.** — Il a proposé un prix de 56 dollars par action, soit au total 1,57 milliard de dollars, contre 45 dollars par action (1,33 milliard) au début du mois. Le groupe attaqué, qui a refusé la première OPA, n'a pas encore donné sa réponse sur la seconde proposition.

● **Black et Decker a prolongé et amélioré son offre de rachat sur American Standard.** — Le prix proposé a été porté de 73 à 77 dollars par action, soit au total de 2,33 à 2,5 milliards de dollars. Cette nouvelle offre, valable jusqu'au 1er avril, reste toutefois inférieure au prix proposé par la société rivale Kelso and Co, qui a conclu un accord avec American Standard, pour en prendre le contrôle avec la participation des cadres.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1987

	11 mars	18 mars
Valeurs franç. à rev. variable	103,9	104,9
Valeurs industrielles	106,7	107,6
Valeurs étrangères	107,8	110,3
Pétroles-Energie	107,8	110,8
Chimie	102,7	104,8
Métallurgie, mécanique	106,9	112,1
Electricité, électronique	115,2	117,5
Bâtiment et matériaux	99,9	100,4
Ind. de consommat. non alim.	102,7	105
Agro-alimentaire	106,1	106,9
Distribution	95	95,5
Transports, loisirs, services	110,6	111,2
Assurances	111,8	110,1
Crédit banque	103,7	104,7
Sicomi	98,9	98,1
Immobilier et foncier	89,9	88,7
Investissement et portefeuille	103,7	103,9
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	102,7	102,6
Emprunts d'Etat	103,4	103,5
Emprunts garantis et assimilés	102,3	102,1
Sociétés	103,3	103,1
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	2 545,5	2 570
Valeurs étrangères	3 590,8	3 674
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	367,3	370,9
Valeurs étrangères	485,7	497
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	118,6	118,5
Emprunt d'Etat	116,8	116,9
Emprunts garantis et assimilés	118,6	118,4
Sociétés	120,3	120,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	294,8	299,2
Produits de base	196,1	201,3
Construction	310,5	312,4
Biens d'équipement	227,2	237
Biens de consom. durables	387,7	401,6
Biens de consom. non durables	392,8	399,3
Biens de consom. alimentaires	367	372,4
Services	275,3	276,92
Sociétés financières	378	377,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	294,2	289,8
Valeurs industrielles	283,5	290,5
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	234,2	238

PARIS, 21 mars ⬇

L'influence des élections

« Les périodes électorales sont rarement propices aux affaires. » Par cette courte déclaration, un gérant de portefeuilles tentait d'expliquer cette baisse sensible qui a étonné plus d'un intervenant durant la séance.

L'indicateur instantané, après avoir reculé de 0,8 % durant les premiers échanges, tombait régulièrement jusqu'à — 2 % durant les transactions officielles avant de clôturer à — 1,9 %. A l'origine de ce recul, encore et toujours, l'attente et les spéculations autour de la candidature de M. François Mitterrand à l'Elysée. Ils sont encore quelques-uns à affirmer que le président renoncera à un second mandat... ce qui avait contribué vendredi au mouvement de hausse des cours.

A cela s'ajoute la mauvaise tenue du marché obligataire et du MATIF, en réponse à la baisse appréciable des marchés américains du crédit. Le contrat notionnel sur juin perdait 1 %. Enfin, l'approche des opérations de liquidation prévues pour mercredi incite à la prudence.

Dans ces conditions, le volume d'affaires traitées demeurait peu élevé, expliquant ainsi d'amples variations sur les cours.

A l'exception de certaines valeurs « opéables » comme notamment la Compagnie du Midi. Les titres de ce groupe étaient très recherchés sur le marché des options en particulier. La Chambre syndicale des agents de change a déclaré recevable la surenchère de la société Framatome sur la Télémécanique aux prix de 4 500 francs par titre. Elle publiait également les modalités de l'OPA partielle du Printemps sur La Redoute. En revanche, la Chambre syndicale décidait de susprendre la cotation des titres Buitoni « dans l'attente de précisions nécessaires sur la teneur des accords intervenus entre le groupe cédant et le groupe cessionnaire ».

Rappelons que Buitoni devrait vendre la totalité de ses actifs industriels au groupe Nestlé. La société Buitoni deviendrait alors une coquille vide, à la grande surprise des actionnaires minoritaires...

HONGKONG

Débat sur une loi pour les délits d'initiés

Il n'est pas nécessaire de promulguer une loi contre les délits d'initiés à la Bourse, ont estimé les responsables de la Bourse de Honkong, affirmant qu'ils devraient eux-mêmes être chargés de réprimer ces délits.

Ces cas sont tellement complexes qu'ils sont, de toute façon, rarement portés devant les tribunaux, car il est très difficile de faire la preuve de ce que quelqu'un a eu connaissance d'informations confidentielles.

Un moyen beaucoup plus simple de punir ces coupables serait simplement de rendre public sur le marché le délit évident, sans avoir à le prouver légalement, ajoutent-ils, notant que la Bourse va mettre en place son propre système de surveillance.

Les autorités boursières s'arrangeront également pour que les informations pouvant affecter le prix des actions soient rendues publiques le plus tôt possible, afin de limiter la période pendant laquelle le délit d'initié est possible.

La publicité autour d'un tel délit est pour l'instant la seule sanction qui puisse être prise, mais le gouvernement examine actuellement la possibilité de mettre en place une loi qui réprimerait ces délits de façon pénale.

Un Canadien dirigera le marché à terme

Le marché à terme de Hongkong (Hongkong futures exchange) a annoncé la nomination du Canadien Douglas Ford comme directeur général de cet organisme. M. Ford, quarante-cinq ans, qui préside depuis dix ans la Bourse des matières premières de Winnipeg, prendra ses fonctions le 13 juin. Son mandat serait de deux ans renouvelables.

L'ensemble du conseil d'administration du marché à terme de Hongkong avait démissionné après l'effondrement boursier d'octobre et après une série de défauts de paiement. N'ayant plus de directeur général, cette place était dirigée par le vice-commissionnaire pour les échanges de matières premières, M. Phillip Thorpe.

TOKYO, 21 mars

Fermeture

La Bourse de Tokyo ainsi que les marchés des changes étaient fermés, lundi 21 mars, à l'occasion d'une fête nationale. Ils ouvriront à nouveau leurs portes mardi 22 mars.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Siemens se renforce dans l'informatique et la communication.** — Le chiffre d'affaires de Siemens, réalisé dans l'informatique et la télécommunication privée (centraux pour entreprises), a doublé en cinq ans. Au cours du dernier exercice budgétaire (clos le 30 septembre 1987), il s'est établi à 10,3 milliards de deutschemarks (34 milliards de francs), en hausse de 16 % sur l'année précédente. Il a été réalisé pour 62 % en RFA et pour 38 % à l'exportation. La firme munichoise compte mettre l'accent sur les logiciels et s'attend à une croissance de 20 % l'an de ses activités mondiales dans ce domaine au cours des prochaines années.

● **ST Dupont se diversifie dans le prêt-à-porter.** — La Dickson Too Holding Company, dont le siège est à Hongkong et qui a racheté, en 1987, la société française ST Dupont à l'américain Gillette, veut implanter huit nouvelles boutiques dans le monde et va diversifier la marque dans le prêt-à-porter masculin. Dupont possède actuellement six boutiques, dont l'une à Paris. Son chiffre d'affaires s'élevait à 450 millions de francs en 1987.

● **Sotheby's n'exclut pas la cotation de ses actions au printemps.** — La cotation en Bourse des actions Sotheby's, le plus important marchand d'art du monde, pourrait intervenir au printemps, a annoncé le président américain et principal actionnaire de la compagnie, M. Alfred Taubman. En décembre dernier, Sotheby's avait dû différer l'émission de ses actions au Stock Exchange (Londres) et à Wall Street (New-York), en raison de l'instabilité des marchés financiers. Les propositions initiales de Sotheby's prévoyaient la cotation de 29 % de son capital, soit environ 350 millions de livres (3,6 milliards de francs). Sotheby's avait été rachetée, en 1984, pour 83 millions de livres (860 millions de francs) par M. Taubman.

● **Progression de 35 % du résultat de Nobel Industries.** — Le groupe suédois Nobel Industries (armement, munitions, explosifs, matières plastiques, peintures, matériels électroniques) a enregistré, en 1987, un bénéfice consolidé après amortissements et charges financières de 622 millions de couronnes (autant de francs), soit une progression de 35 % par rapport au résultat de 1986 (461 millions de couronnes).

Le chiffre d'affaires total de Nobel Industries a atteint, l'an dernier, 13,92 milliards de couronnes, en hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent (11,53 milliards). A elles seules, les ventes de matériels militaires ont représenté, en 1987, quelque 3,74 milliards de couronnes, en progression de 27 % par rapport à 1986.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	225 10	230
Amault & Associés	398	415
Asystel	321	323
B.A.C.	430	430
B. Demachy & Assoc.	389	389
B.I.C.M.	620	620
B.I.P.	474	470
Bolloré Technologies	788	756
Buitoni	740	....
Câbles de Lyon	930	968
Calberson	830	830
Canal Plus	450	460
Cardif	1221	1255
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	255	255
C.A.T.C.	126 50	130 60
C.D.M.E.	800	800
C. Equip. Elect.	296	296
C.E.G.I.D.	475	508
C.E.G.E.P.	156	158
C.E.P.-Communication	1165	1145
C.G.I. Informatique	536	530
Ciments d'Origny	451	458
C.N.I.M.	288	296
Concept	225	234
Conforama	500	489
Creeks	....	....
Dafsa	146 10	146 10
Dauphin	3399	3535
Devanlay	1191	1145
Deville	640	640
Editions Belfond	122	125
Elect. S. Dassault	390	390
Elysées Investiss.	20 60	20 90
Finacor	413	412
Guintoli	590	582
Guy Degrenne	940	902
I.C.C.	235	235
IDIA	150	150 10
I.G.F.	130	130
IN2	116 50	116
Int. Metal Service	168	168
La Commande Electr.	218	219

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Le gd livre du mois	218	225
Loca Investissement	254	256
Locamic	150 10	152 20
Marlin Immobilier	268 90	268 80
Metallurg. Minière	99	102
Métrologie Internat.	300	295
Microservice	126	127
M.M.B.M.	468	458
Molex	240	245
Navale-Delmas	530	522
Olivetti-Logabax	195	197 20
Om. Gest.Fin.	288	300
Presbourg (C. In. & Fin.)	99 90	98 20
Razel	706	700
St-Gobain Emballage	1162	1164
St-Honoré Matignon	144	144
S.C.G.P.M.	149	151
Segin	281	281
Sema-Metra	551	550
S.E.P.	1154	1075 o
S.E.P.R.	1133	1133
Sligos	1149	1130
S.M.T.Goupil	234	235
Sodinforg	650	680
Supra	260	258
TF 1	169 10	175 80
Unilog	112	108
Union Financ. de Fr.	427	420
Valeurs de France	309	309

Marché des options négociables le 18 mars 1988

Nombre de contrats :

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	240	34	43	–	4,60
Lafarge-Coppée	1 200	14	80	41,50	90
Michelin	180	10	24,50	2	13
Midi	1 400	3	63	170	–
Paribas	360	0,35	12,90	46	–
Peugeot	1 000	8	72	50	88
Saint-Gobain	440	3	27,50	18,5	–
Thomson-CSF	184	0,95	11,50	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 18 mars 1988

Nombre de contrats : 42 597

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	102,95	101,35	100,65
Précédent	102,55	101	100,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	2,22	2,43	0,88	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7460 F ⬇

Le dollar était en baisse lundi 21 mars à Paris, où il s'échangeait à 5,7460 F contre 5,7505 F à la clôture des échanges interbancaires vendredi et 5,7490 F au fixing un peu plus tôt le même jour. En raison d'une fête nationale, les marchés des changes étaient fermés à Tokyo.

FRANCFORT	18 mars	21 mars
Dollar (en DM)	1,7130	1,69

TOKYO	18 mars	21 mars
Dollar (en yens)	128,35	des

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (21 mars)	7 3/16-7 5/16 %
New-York (18 mars)	6 3/8-6 7/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	17 mars	18 mars
Valeurs françaises	105	106,5
Valeurs étrangères	109,1	110,4
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	294,1	299,2

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	17 mars	18 mars
Industrielles	2 086,04	2 087,37

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	17 mars	18 mars
Industrielles	1 449,9	1 476,8
Mines d'or	248,6	240,9
Fonds d'Etat	98,47	98,30

TOKYO

	17 mars	18 mars
Nikkei Dow Jones	25 543,73	25 966,26
Indice général	2 091,42	2 134,89

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E.-U.	5,7425	5,7450	+ 48	+ 63	+ 102	+ 132	+ 330	+ 410
$ can.	4,5524	4,5584	– 43	– 16	– 47	– 9	– 143	– 36
Yen (100)	4,4695	4,4753	+ 110	+ 137	+ 266	+ 304	+ 848	+ 965
DM	3,4043	3,4075	+ 117	+ 137	+ 267	+ 292	+ 785	+ 862
Florin	3,0293	3,0320	+ 90	+ 105	+ 205	+ 225	+ 597	+ 663
FB (100)	16,2621	16,2777	+ 213	+ 305	+ 500	+ 631	+1 488	+1 936
FS	4,1134	4,1185	+ 210	+ 231	+ 443	+ 471	+1 222	+1 313
L (1 000)	4,5761	4,5822	– 150	– 108	– 277	– 221	– 685	– 562
£	10,5756	10,5869	– 110	– 63	– 161	– 98	– 408	– 197

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/2	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 15/16	7 1/16
DM	3 1/4	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Florin	3 3/4	4 1/4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8	4 1/16	4 3/16
F.B. (100)	5 3/4	6 1/4	5 7/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4	6 1/8	6 1/2
F.S.	0 3/4	1 1/4	1 9/16	1 11/16	1 5/8	1 3/4	2 1/16	2 3/16
L (1 000)	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11	11 3/4	11 1/8	10 3/4	11 1/8
£	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 5/8	8 9/16	8 11/16	8 3/4	8 7/8
F. franç.	7	7 1/2	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 3/8	8 3/8	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 21 MARS

Cours relevés à 14 h 55

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
3808	C.N.E. 3%	3855	3880	3880	+ 0 65
1065	B.N.P. T.P.	1067	1041	1041	− 2 44
997	C.C.F. T.P.	1062	1058	1058	− 0 38
1056	Créd. Lyon. T.P.	1050	1050	1050	....
1254	Renault T.P.	1265	1261	1261	− 0 32
1465	Rhône-Poul. T.P.	1457	1463	1463	+ 0 41
1265	St-Gobain T.P.	1264	1264	1264	....
1190	Thomson T.P.	1180	1185	1185	+ 0 42
390	Accor	375 50	358	357	− 4 83
520	Air Liquide	478	480	471	− 1 45
1950	Alcatel	1892	1820	1830	− 3 28
1240	Als. Superm.	1150	1120	1120	− 2 61
220	A.L.S.P.I.	234	230 10	228	− 2 56
250	Alsthom ★	244	242	242	− 0 82
1850	Arjom. Prioux	2095	2040	2040	− 2 63
385	Aussedat-Rey	400 10	372	390	− 2 52
890	Aux. Entrepr. ★	774	779	780	− 1 81
680	Av. Dassault ★	680	680	683	+ 0 45
330	BAFIP	334	320	321 20	− 3 83
280	Bail-Equipem. ★	293 50	288	284 80	− 2 98
860	Bail Investiss.	875	880	865	− 1 14
220	B.N.P. C.I.	236	230	228	− 2 98
405	Cie Bancaire ★	442	442	427	− 3 39
280	Bazar H.-V.	327 50	326	324	− 1 07
360	Béghin-Say ★	401 20	399	389	− 3 04
670	Berger (Mé)	730	731	731	+ 0 14
550	Bic ★	637	648	619	− 2 83
1000	B.I.S.	1035	1001	1025	− 0 97
2050	Bongrain S.A.	2094	2075	2049	− 2 15
900	Bouygues ★	782	788	762	− 2 56
48	B.P. France ★	69 15	69	69	− 0 22
4050	B.S.N. ★	4014	4000	3930	− 2 09
1610	Cap Gem. S. ★	1788	1778	1700	− 4 92
1210	Carnaud	1377	1349	1340	− 2 69
2320	Carrefour ★	2130	2140	2130	....
114	Casino	119	118	117 90	− 0 92
98	Casino A.D.P.	100 20	101 50	99 30	− 0 90
970	C.C.M.C.	953	953	953	....
695	Cetelem	715	694	680	− 4 90
540	Cerus	503	495	500	− 0 60
1320	C.F.A.O. ★	1232	1250	1215	− 1 38
250	C.G.E.	233 10	230	229 90	− 1 37
845	C.G.I.P. ★	861	870	845	− 1 86
790	Chargeurs S.A ★	850	830	815	− 4 12
825	Ciments franç. ★	836	838	820	− 1 91
450	Club Méditerr. ★	442 90	428	429	− 3 14
160	Codetel ★	161	163	163 50	+ 1 55
300	Cofimeg	293 50	293 50	295	+ 0 51
1830	Coles	1713	1700	1715	+ 0 12
179	Compt. Entrepr.	180 40	177 90	176 10	− 2 38
545	Compt. Mod. ★	570	575	570	....
980	Créd. Foncier	910	900	898	− 1 32
370	Crédit F. Imm. ★	403	410	400	− 0 74
104	C.C.F.	114	112	112	− 1 75
615	Créd. Lyon. (CI)	491	475	475	− 3 26

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
795	Crédit Nat. ★	810	820	805	− 0 62
192	Crouzet ★	203 50	205	201	− 1 23
1800	Damart S.A.	2110	2000	2000	− 5 21
305	Darty ★	330	326	319	− 3 33
250	Darty (DP)	247	243	241 10	− 2 39
1470	De Dietrich	1500	1486	1480	− 1 33
192	Dév. R.d.C. (Li)	198 10	....	....	....
520	D.M.C.	458	462	452	− 1 31
315	Drouot Assur.	289 90	291	291	− 2 97
1700	Docks France ★	1629	1689	1580	− 3 01
515	Dumez ★	526	526	525	− 0 19
1020	Eaux (Gén.)	1030	1030	1006	− 2 33
1020	Ecco ★	1015	998	980	− 3 45
700	Electrofinanc. ★	670	675	660	− 1 49
255	Elf-Aquitaine	274 80	272 50	272	− 1 01
225	— (certific.)	243	233	233	− 4 12
600	Epeda-B-Faure	596	584	582	− 2 35
2500	Essilor	2311	2285	2280	− 1 34
1590	Essilor inc. (DP)	1472	1580	1524	+ 3 53
280	Esso S.A.F. ★	310 10	310	306	− 1 32
1330	Eurafrance	1278	1251	1225	− 4 15
910	Eurocom ★	926	908	921	− 0 54
2470	Euromarché	2400	2420	2478	+ 3 25
445	Europe n° 1 ★	420 50	425	417	− 0 83
27	Eurotunnel ★	33 70	34 20	34 50	+ 2 37
865	Exor ★	830	833	815	− 1 81
695	Facom	809	803	773	− 4 45
960	Fichet-bauche	960	900	900	− 6 25
215	Finextel ★	210	208	210	....
100	Fives-Lille ★	81	82	80	− 1 23
1070	Fromageries Bel	1038	1020	1020	− 1 73
785	Gal. Lafayette ★	811	825	800	− 1 36
250	Gascogne	249 50	244	244	− 2 20
1190	Gaz et Eaux	1250	1240	1250	....
325	Géophysique ★	379	385	380	− 5 01
505	Gerland	492	489	489	− 0 61
420	GTM-Entrepose	480	480	475	− 1 04
520	Guyenne-Gas. ★	515	516	520	+ 0 97
1740	Hachette ★	1720	1750	1722	+ 0 12
545	Havas ★	526	526	517	− 1 71
440	Hénin (La)	425	425	417	− 1 88
1110	Hutchinson ★	1099	1100	1071	− 2 55
....	Imétal	163 50	157 20	158 80	− 2 87
300	Imm. Plaine-M.	351	350	352	+ 0 28
1100	Ingénico	1070	1051	1051	− 1 78
3300	Inst. Mérieux	3310	3170	3200	− 3 32
540	Interbail ★	524	523	518	− 1 15
800	Intertechnique	990	955	959	− 3 13
705	J. Lefebvre	715	721	692	− 3 22
1000	Lab. Bellon	1094	1095	1095	+ 0 09
1190	Lafarge-Coppée	1165	1165	1160	− 0 42
1340	Lebon ★	1230	1242	1200	− 2 44
2550	Legrand ★	2450	2380	2373	− 3 14
1940	Legrand (DP) ★	1880	1880	1876	− 0 21

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
590	Leroy-Somer ★	581	566	567	− 4 13
1930	Lesieur	1750	1702	1701	− 2 80
745	Locabail Immob.	752	760	755	+ 0 40
375	Locafrance ★	416 50	425	420	+ 0 84
905	Locindus	861	860	871	+ 1 16
230	Lucbaire	263	255	246	− 6 46
1840	L.V.M.H. ★	1792	1793	1780	− 0 67
1290	Lyonn. Eaux ★	1208	1200	1180	− 2 32
48	Mais. Phénix	49 65	48 70	49	− 1 31
335	Majorette (Ly)	326	326	326	....
255	Mar. Wendel ★	256	248	250	− 2 34
139	Matra	145	140	140	− 3 45
1790	Merlin-Gerin ★	1710	1720	1620	− 5 26
181	Michelin	187 50	185 50	181 50	− 3 19
1478	Midi (Cie)	1230	1245	1247	+ 1 38
185	Midland Bk SA ★	190	188 40	182	− 4 21
465	Min. Salaig. (Mé)	470	465	465	− 1 06
32	M.M. Penarroya	36 10	36 50	36 50	+ 1 11
56	Moulinex	54 60	55	54	− 1 10
895	Navig. Mixtes	850	835	835	− 1 76
101	Nord-Est ★	86	84	82 50	− 4 07
320	Nordon (Ny)	335 50	336	335	− 0 15
345	Nouvelles Gal.	365	356	360	− 1 37
705	Occid. (Gén.) ★	720	709	700	− 2 78
990	Omn.F.Paris	922	905	905	− 1 84
195	Olida-Caby	200	194	194 20	− 2 90
....	Opfi-Paribas	294	295 50	295	+ 0 34
2740	Oréal (L')	2900	2894	2857	− 1 48
280	Paribas	313 50	312	310	− 1 11
365	Paris-Réesc. ★	377	374	360	− 4 51
895	Pechelbronn ★	870	880	856	− 1 61
270	Penhoet	318	307	302	− 5 03
....	Pernod-Ricard ★	702	707	681	− 2 99
920	Peugeot S.A.	953	953	941	− 1 25
425	Pollet	432	435	440	+ 1 85
705	P.M. Labinal	644	625	627	− 2 64
2530	Presses Cité ★	2574	2550	2540	− 1 32
1130	Prétabail Sic.	1121	1129	1118	− 0 27
580	Primagaz	599	599	590	− 1 50
405	Printemps ★	393	399	401 30	+ 2 11
1150	Promodès	1272	1270	1255	− 1 34
890	Radiotechn.	873	863	862	− 1 26
....	Raff. Dist. Total	74 50	74 50	74 50	....
2300	Redoute (La) ★	2180	....	....	....
270	Rober financière	324	320	320	− 1 23
690	Roussel-Uclaf	834	797	804	− 3 60
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3560	R. Impériale (Ly)	3455	3453	3453	− 0 06
150	Sade	174 90	166 50	166 50	− 4 80
1480	Sagem ★	1450	1449	1402	− 3 31
425	Saint-Gobain	420 50	415 10	411	− 2 25
1060	St-Louis	1091	1060	1052	− 3 57
960	Salomon	1145	1125	1125	− 1 75
510	Salvepar	611	610	610	− 0 16

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
500	Sanofi ★	580	571	565	− 2 59
470	S.A.T. ★	510	503	490	− 3 92
36	Saulz.-Chât. (li)	32 80	32 05	32 30	− 1 52
950	Saupiquet (Ns)	1049	1025	1025	− 2 29
280	Schneider ★	285 10	284 50	272	− 4 59
39	S.C.O.A.	39	39	38 50	− 1 28
825	S.C.R.E.G.	597	572	580	− 2 85
695	Seb ★	694	679	674	− 2 88
410	Sefimeg ★	427	429	425	− 0 47
1340	S.F.I.M.	1450	1421	1411	− 2 69
29	S.G.E.	30 40	30 10	29 35	− 3 45
420	Signaux ★	518	520	498	− 3 86
750	Silic	721	730	685	− 4 99
530	Simco-U.P.H. ★	530	530	532	+ 0 38
315	Simnor (Li)	305	....	....	....
740	Skis Rossignol	746	758	746	....
705	Siminco	690	670	684	− 0 87
275	Société Générale	304 90	295	298	− 2 25
170	Sodexco	165	165 50	166 50	+ 0 91
159	Sodero (Ns)	170	170	170	....
2000	Sodexho ★	2050	2060	2000	− 2 44
92	Sogenal (Ny)	99	98	96	− 3 03
260	Sogerap	271	272	271	....
2130	Somm-Allib. ★	2005	2003	1995	− 0 50
620	Source Perrier	610	600	598	− 1 97
640	Sovac ★	675	680	660	− 2 22
335	Spie-Batignol.	340	338 50	335 50	− 1 32
410	Strafor ★	444 20	441	440	− 0 95
260	Suez	225 50	222 50	222	− 1 54
345	Synthélabo ★	370	365	368	− 0 54
610	Talcs Luzenac	670	661	661	− 1 34
3735	Tél. Elect.	5505	....	....	....
166	Thomson-C.S.F.	167 10	167 30	161 50	− 3 34
330	Total (CFP) ★	346	345	339 10	− 1 99
71	— (certific.)	70	70 50	70 60	+ 0 86
1150	T.R.T. ★	1065	1020	1013	− 4 88
375	U.F.B.	374	377	366	− 2 14
725	U.I.C. ★	780	785	781	+ 0 13
525	U.I.F. ★	537	530	530	− 1 30
850	U.I.S.	867	875	864	− 0 35
160	U.C.B. ★	194 80	190	185 10	− 4 98
725	Unibail	720	729	718	− 0 28
380	Valéo	412	401	401 50	− 2 55
45	Vallourec	74 40	70	70	− 5 91
310	Via Banque	334	332	330	− 1 20
620	Elf-Gabon	594	590	590	− 0 67
103	Amax Inc.	109	108	107 90	− 1 01
143	Amer. Express	152 50	150 80	150 80	− 1 11
170	Amer. Teleph.	165 80	163 60	163 60	− 1 33
94	Anglo Amer. C.	104 10	105 30	105 30	+ 1 15
490	Amgold	510	517	517	+ 1 37
800	BASF (Akt)	856	847	850	− 0 70
855	Bayer	926	926	926	....
100	Buffelsfont.	102 60	107	107 20	+ 4 48

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
133	Chase Manh.	149 90	148	148	− 1 27
50	De Beers	59 30	60	60	+ 1 18
1400	Deutsche Bank	1489	1475	1465	− 1 61
790	Dresdner Bank	880	875	880	....
69	Driefontein Cst	64	66	66	+ 3 13
490	Du Pont-Nem.	516	504	519	+ 0 58
240	Eastman Kodak	247	243 60	243 60	− 1 38
33	East Rand	33 40	33 10	33 80	+ 1 20
210	Electrolux	240	237	237	− 1 25
189	Ericsson	210	218 40	218 40	+ 4
245	Exxon Corp.	252	251	251	− 0 40
250	Ford Motors	258	257	257	− 0 39
65	Freegold	61 10	61 20	61 90	+ 1 31
89	Gencor	94	93 60	93 60	− 0 43
260	Gén. Electr.	258	252	252 10	− 2 29
780	Gén. Belgique	1265	1270	1270	+ 0 40
400	Gen. Motors	421	411	411	− 2 38
84	Goldfields	96	98 10	97 50	+ 1 56
45	GdMetropolitain	52 40	52 50	52 50	+ 0 19
52	Harmony	47 60	48	49	+ 2 94
66	Hitachi	63 50	63 30	63 30	− 0 31
785	Hoechst Akt.	892	890	890	− 0 22
107	Imp. Chemical	111 30	111	111	− 0 27
655	IBM	658	651	651	− 1 06
270	ITT	271	....	....	....
189	Ito-Yokado	184 20	185 50	185 50	+ 0 71
102	Matsushita	118 90	119	118 90	....
910	Merck	930	930	930	....
340	Minnesota M.	369	364 50	364 50	− 1 22
280	Mobil Corp.	257	257	257	....
210	Morgan J.P.	196 90	193	193	− 1 98
35020	Nestlé	36100	36150	36150	+ 0 14
156	Norsk Hydro	164 90	172 80	172	+ 4 31
164	Ofsil	154 50	154 50	154 50	....
1780	Petrofina	1810	1820	1820	+ 0 55
520	Philip Morris	545	540	532	− 2 39
85	Philips	91 50	91 50	92	+ 0 55
69	Placer Dome	72 30	73 40	73 30	+ 1 38
345	Quilmès	354	355	350	− 1 13
465	Randfontein	478	478	478	....
655	Royal Dutch	680	690	690	+ 1 47
34	Rio Tinto Zinc	39 50	39 30	39 30	− 0 51
52	St Helena Co	53 40	53	52 50	− 1 69
200	Schlumberger	213	211 50	210 50	− 1 17
104	Shell transp.	113	115	115	+ 1 77
1280	Siemens A.G.	1341	1337	1337	− 0 30
215	Sony	238	237	230 10	− 3 32
200	T.D.K.	209	210	210	+ 0 48
34	Toshiba Corp.	36 80	36 20	36 40	− 1 09
335	Unilever	354 50	354	354 90	+ 0 11
220	Unic. Techn.	240 60	240 50	240	− 0 25
550	Vaal Reefs	529	536	535	+ 1 13
295	Volvo	326	322	322	− 1 23
225	West Deep	225 50	223	224	− 0 67
325	Xerox Corp.	340	331 50	331 60	− 2 50
1 35	Zambia Corp.	1 36	1 37	1 37	+ 0 74

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	127 50	7 309
9,80 % 78/93	101 10	8 801
10,80 % 79/94	103 90	5 902
13,25 % 80/90	106 40	10 607
13,80 % 81/89	103 32	2 526
16,20 % 82/90	112 35	3 054
16 % juin 82	114 30	12 546
14,60 % fév. 83	114 15	1 197
13,40 % déc. 83	116 65	3 388
12,20 % oct. 84	111	5 533
11 % fév. 85	110 30	0 902
10,26 % mars 86	103 50	0 281
ORT 12,75 % 83	1860	....
OAT 10 % 2000	103 10	8 197
OAT 9,90 % 1997	105 45	2 705
OAT 9,80 % 1996	101 97	1 392
Ch. France 3 %	148	....
CNB Bques janv. 82	102 53	2 232
CNB Paribas	102 50	2 232
CNB Suez	102 56	2 232
CNI janv. 82	102 50	2 232
PTT 11,20% 85	106 85	3 250
CFF 10,30% 85	101 42	1 570
CNE 11,50% 85	108 10	8 286
CNT 9% 85	97 60	7 746
CRH 10,90% déc. 85	105 10	2 225
C.N.C.A. T.P.	1170	117
Drouot Ass. Obl. conv.	2073	211
Mécalogie I. 6% 6/7	78 90	7 680

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1540	1520
A.G.F. (St Cent.)	588	585
Applic. Hydraul.	625	605
Arbel	345	340
Astorg	180	180
Avenir Publicité	530	530
Bain C. Monaco	185	186
Banque Hypoth. Eur.	388	300
Béghin-Say (C.I.)	342	338
B.G.L.	734	740
Blanzy-Ouest	545	560
B.N.P. Intercontin.	203	211
Bénédictine	5800	....
Bon-Marché	765	770
B.T.P.	125	125
Calif	650	650
Cambodge	606	610
C.A.M.E.	125 10	125 10
Campenon Bern.	164	163
Carbone-Lorraine	463	470
C.E.G.Frig.	460	458
Cemm. Blancy	1750	1700
Centrest (Ny)	194	194
Cerabati	113 80	118 30 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Chambourcy (M.)	978	978
Champex (Ny)	150	144
C.I.C. (Financ. de)	171	165
C.I. Maritime	733	729
Ciram (B)	850	858
Clause	420	470 d
Cofradel (Ly)	1024	1024
Cogifi	335	336
Comiphos	330	345
Cie Industrielle	2230	2413
Comp. Lyon-Alem.	250	260
Concorde (La)	780	785
C.M.P.	14 30	14 60
Créd. Gén. Ind.	575	574
Cr. Universel (Cie)	582	580
Créditel	141	140 10
Darblay S.A.	596	596
Delalande S.A.	1020	1020
Delmas-Vielj. (Fin.)	1590	1600
Didot-Bottin	765	765
Eaux Bass. Vichy	1200	1162 o
Eaux Vittel	1910	1896
E.C.I.A.	555	554
Economats Centre	286 60	286 60
Electro-Banque	298	295
Elf-Antargaz	570	585
E.L.M. Leblanc	565	565
Eneli-Bretagne	229	220
Entrepôts Paris	487	495
Epargne (B)	2740	2740
Europ. Accumul.	38 25	38 05
Europe Soutre Indust.	80	83 20 d
Eternit	1710	1711
Finalens	170	172
FIPP	300	341 20
Fnac	520	520
Foncière (Cie)	425	....
Fonc. Lyonnaise	488	472
Foncina	420	425
Forinter	1070	1070
Fougerolle	246	248
France I.A.R.D.	251 20	281 20
France (La)	3965	4124
From. Paul Renard	510	510
GAN	834	834
Gaumont	340	340
Gévelot	500	480
Gr. Fin. Constr.	408	408
Gds Moul. Paris	269	265
Groupe Victoire	436	453 80
G. Transp. Ind.	391	392
Immindo S.A.	406 10	410
Immoinvest	267	269 50
Immobail	387	389
Immobanque	890	....
Immob. Marseille	6660	6590
Immofice	446	445
Invest. (Sté Cent.)	796	797
Jaeger	100	99 70
Lafitte-Bail	439	443
Lambert Frères	218	215
Lille-Bonnières	541	526
Loca-Expansion	285	283 10
Locafinancière	329	329
Locatel	765	760

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	1280	1300
Lucia	781	790
Machines Bull	112 30	120 30 d
Magasins Uniprix	133	131
Magnant S.A.	110	108
Maritimes Part.	231 50	223 50
Métal Déployé	425	490
Mors	62	59 50 o
Navig. (Nat. de)	50	49
OPB Paribas	188	185 20
Optorg	215	215
Oréal (L') C.I.	1715	1740
Origny-Desvroise	1050	1050
Palais Nouveauté	440	440
Parfinance	166	166
Paribas-CIP	351	362
Paris France	187 50	195
Paris-Orléans	240	239
Partenbas	258 70	....
Patern. Risq. Div.	1150	....
Pathé-Cinéma	361	347
Pechiney (cert. inv.)	234	239 80
Piles Wonder	787	756 o
Piper-Heidsieck	930	925
P.L.M.	94 90	92
Poclain	19 60	26 d
Porcher	370	385
Promodès	950	975
Providence S.A.	1160	1120
Publicis	2035	2099
Rhône-Poul. (c. inv.)	297	297
Ricqlès-Zan	203 50	205
Rochefortaise S.A.	518	513
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	546	....
Roudière	190 50	190 50
Rougier et Fils	62 40	64 90
Sacer	475	479
SAFAA	260 10	269
Safic-Alcan	790	790
SAFT	1200	1200
Saga	175	175
St-Gobain C.I.	508	539 d
Salins du Midi	503	510
Santa-Fé	109	107 20 d
Satam	72 50	73
Savoisienne (M)	203 90	242 60 d
SCAC	431	425
Senelle Maubeuge	340	330
S.E.P. (M)	160	180
Sicil	190	182 40 o
Sicotel	297	300
Sinvim	242 10	246
Siph (Plant. Hévéas)	380 50	370
Sté Générale-CIP	245	240
Soleil financière	1630	1630
Soficel	840	840
Sofio	596	596
Soficomi	712	710
S.O.F.I.P. (M)	125	....
Sofragi	797	780
Soudure Autog.	339	339
Sovabail	620	620
S.P.I.	503	501
Suez (Fin. de)-CIP	175	174
Stemi	763	765
Taittinger	1676	1685

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	304	292 o
Tour Eiffel	340	340
Usiner S.M.D.	510	531
U.A.P.	303 50	303
U.T.A.	1000	1000
Veuve Clicquot	3400	3264
Vicat	1160	1130
Viniprix	1005	1010
Virax	121	121
Wasserman S.A.	700	....
Brass. du Maroc	160	160

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	799	720
Akzo	306	323
Alcan Alum.	162	162
Algemeine Bank	120 10	125
American Brands	264	259
Am. Petrofina	355	....
Arbed	180	....
Asturienne Mines	125	126
Banco de Santander	289 90	285
Bco Pop Espanol	425 10	411 50
Banque Ottomane	1998	1801
B. Régl. Internat.	48000	47800
Br. Lambert	498	488
Canadian-Pacific	104	108
CIR	24	26
Commerzbank	750	765
Dart. and Kraft	329 90	313 50
De Beers (port.)	63	....
Dow Chemical	500	500
Gén. Belgique	1265	1270
Gevaert	1180	1130
Glaxo	113	115
Goodyear	350	370
Grace and Co	150	155 50
Honeywell Inc.	414	386
I. C. Industries	197	203
Johannesburg	791	779
Kubota	30 20	....
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	42	42
Mineral-Ressourc.	70	....
Nixdorf	1890	1990
Noranda	105	108
Olivetti	27 90	29 40
Pakhoed Holding	227	225
Pfizer Inc.	315	313 60 c
Procter Gamble	465	457
Ricoh Cy Ltd	55	55
Rolinco	254	257 50
Robeco	274 60	275 50
Rodamco	452	454
Saipem	9 50	9 60
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	208	225
Steel Cy of Can.	116	....
Squibb	398	398
Tenneco	228 10	....
Thorn EMI	60 10	61 90
Toray indust. inc	35 50	35 60
Vieille Montagne	980	900
Wagons-Lits	792	790
West Rand	13 10	13

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	212	282 d
Calciphos	155	155
Cochery	150 10	....
Cogenhor	142	142
C. Occid. Forestière	185	180
Coparex	336	337 50
Dubois Inv. (Casto.)	579	585
Gachot	78 50	77
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	11 30	....
Nicolas	740	730
Révillon	330	....
Rorento N.V.	172 90	172 90
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	330	306
Sté Lecteurs du Monde	755	755
Ufinex	380	....
Union Brasseries	127	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/3	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 749	5 746	5 530	5 930
ECU	7 035	7 042	....	....
Allemagne (100 DM)	339 470	339 820	329 500	349 500
Belgique (100 F)	16 233	16 250	15 700	16 750
Pays Bas (100 fl.)	302 210	302 560	293	313
Danemark (100 krd)	88 620	88 710	85	92
Norvège (100 k)	90 320	90 410	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 494	10 513	10 200	10 950
Grèce (100 drachmes)	4 245	4 247	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 588	4 591	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	409 850	410 900	398	418
Suède (100 krs)	95 980	96 100	92 500	98 500
Autriche (100 sch)	48 290	48 340	46 800	49 800
Espagne (100 pes.)	5 082	5 075	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 150	4 155	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 599	4 602	4 400	4 800
Japon (100 yens)	4 476	4 516	4 360	4 550

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/3
Or fin (kilo en barre)	82000	82400
Or fin (en lingot)	81950	82400
Pièce française (20 fr)	517	516
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	541	548
Pièce latine (20 fr)	475	480
Souverain	598	599
Pièce de 20 dollars	3025	3035
Pièce de 10 dollars	1460	1497
Pièce de 5 dollars	800	.....
Pièce de 50 pesos	3185	3185
Pièce de 10 florins	490	493
Or Londres	442 80	446 50
Or Zurich	443	446 50
Or Hongkong	443 85	446 05
Argent Londres	.....	.....

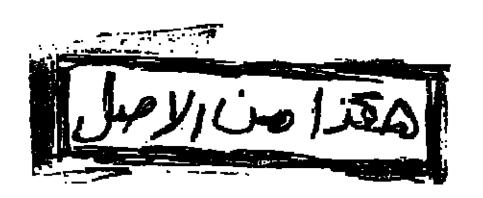
SICAV (sélection) 18/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	719 95	702 39
Action	198 55	193 24
Actions France	400 73	386 25
Action Invest.	342 46	326 92
Actions sélectionnées	518 58	489 84
Audiffond	587 45	565 22
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1022 43	997 49
A.G.F. 5000	501 76	489 52
A.G.F. ECU	1097 18	1086 32
A.G.F. Interfonds	429 95	419 46
A.G.F. Invest	101 37	98 90
A.G.F. OBLIG.	1110 30	1104 78
A.G.F. Sécurité	10630 64	10630 64
Agfimo	569 54	555 65
Altefi	225 35	217 20
A.L.T.O.	194 97	187 92
Amasi-Gan	5014 64	4787 25
América-Valor	684 16	653 14
Amplitude	493 84	479 48
Arbitrages court terme	5336 57	5325 91
Argonautes	346 63	335 72
Associc	1121 98	1121 98
Aurecic	1398 12	1357 40
Axa Europe	117 12	111 81
Axa Investissements	104 61	99 87
Bred Associations	2532 38	2524 81
Bred International	81 50	79 90
Capital Plus	1757 09	1757 09
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compterstraire	105 34	102 27
Convertimmo	338 77	323 82
Cortal court terme	1303 75	1303 75
Cortal Intérêt trim.	1061 73	1041 42
Cortexa	857 81	818 91 ◆
Cradinter	487 51	473 31
Drouot-France	555 62	530 62
Drouot-Investiss.	903 43	882 46
Drouot-Sécurité	249 43	238 12
Drouot-Sélection	138 97	132 67
Ecucic	1141 69	1124 82
Ecureuil Privatisations	320 14	310 82
Energie	229 48	219 07
Epacic	2899 60	2886 70
Epacourt Sicav	4261 56	4260 93
Epargne Associations	25503 53	25485 33
Epargne-Capital	7780 26	7703 23
Epargne-Croiss.	1385 74	1358 38
Epargne-Industr.	86 56	83 54
Epargne-Inter	595 74	579 80
Epargne J	52304 25	52304 25
Epargne Long-Terme	170 68	166 11
Epargne Monde	1033 74	1006 07
Epargne Première	12280 63	12280 63
Epargne-Oblig.	198 97	193 64
Epargne-Quatre	1051 52	1051 52
Epargne-Unie	1129 08	1088 27 ◆
Epargne-Valeur	398 40	388 71
Eparoblig	1254 99	1252 49
Epsilon	1066 29	1045 83
Eurinvest Croissance	1106 51	1056 33
Eurinvest Rendement	1104 07	1054
Eurocic	8807 23	8775 60
Eurodyn	974 39	942 35
Euro-Gan	4221 15	4029 74
Extrême Orient Sicav	535 58	519 98
Finord Placement	63464	63274 18
Finord Valorisation	13798 53	13527 97
Fonsicav (div. par 10)	11219 43	11219 43
Fonchel	239 40	228 54
France-Gan	5185 83	4950 67
France-Garantie	292 20	291 62
France-Investiss.	382 87	365 51
France-Net	127 73	126 47
France-Obligations	461 80	447 33
Francic	334 90	325 16
Francic Pierre	92 36	89 67
Francic Régions	925 20	898 25

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Associations	1387 99	1387 99
Fructi-Epargne	26 16	25 52
Fructicapi	317 14	312 45
Fructicourt	109618 78	109618 78
Fructidor	243	239 41
Fructifrance	665 41	649 18
Fructimmo	234 53	228 81
Fructivar	85260 20	85047 58
Fructi ECU	584 02	575 39
Fructi-Première	11616 15	11443 50
Futuroblig	1094 80	1058 80
Gestilion	60003 33	59863 70
Gestion Sécuricourt	11024 03	10914 88
Gestion Associations	144 85	141 66
Gestion Mobilière	606 38	578 88
Haussmann Associat.	1256 89	1256 89
Haussmann court terme	1243 98	1243 98
Haussmann Epargne	1446 39	1445 39
Haussmann Europe	2022 35	1949 25
Haussmann France	821 89	792 18
Haussmann Obliconv.	1341 40	1280 57
Haussmann Obligation	1486	1432 29
Horizon	1040 67	1010 36
Interoblig.	12146 75	11678 61
Intersélect France	381 84	370 72
Invest. net	14474 88	14445 99
Invest.Obligataire	17896 83	17851 13
Japacic	177 93	172 75
Jeune épargne	236 93	233 43 ◆
Laffitte-Amérique	241 48	230 53
Laffitte Europe	237 15	226 40
Laffitte-Expansion	250 37	239 02
Laffitte-France	277 82	265 03
Laffitte-Immobilière	222 29	212 21
Laffitte-Japon	357 02	340 83
Laffitte-Oblig.	144 65	138 09
Laffitte-Rend.	213 48	203 80
Laffitte-Tokyo	362 94	338 94
Lion-Associations	11135 09	11135 09
Lion court terme	113879 44	113879 44
Lion-Institutionnels	22391 01	22335 17
Lionplus	751 21	743 77
Livret Bourse Investis.	394 50	383 01
Livret portefeuille	608 07	580 36
Méditerranée	149 72	142 93 ◆
Minimax	26665 58	26665 58
Mondiale Investissem.	404 90	386 54 ◆
Monecic	5787 84	5787 84
Monadem	53209 45	53209 45
Moné J.	63950	63950 ◆
Mutuelle Unie Sél.	138 92	132 62
Natio.-Assoc.	6474	6461 08
Natio.-Epargne	14130 80	13990 89
Natio.-Court terme	207662	207662
Natio.-Immobilier	911 93	887 23
Natio.-Inter.	1212 74	1180 28
Natio.-Obligations	532 09	517 85
Natio.-Patrimoine	1271 88	1237 64
Natio.-Placements	63353 84	63353 84
Natio.-Revenu	1043 99	1033 66
Natio.-Sécurité	11196 06	11196 06
Natio.-Valeurs	613 68	597 26
Nippon-Gan	5302 37	5061 93
Nord-Sud Développ.	1235 99	1233 62
Normet IF	12720 38	12470 96
Oblicic Régions	1085 87	1089 82
Obligations Convert.	391 34	373 59
Oblifex	1074 31	1063 67
Optimavalor	177 54	173 21
Oradar	5528 32	5328 50
Paramérique	537 34	512 97
Paneuropa	742 94	709 25
Paribas Croissance	562 28	539 36
Paribas Epargne	16209 51	16177 16
Paribas France	80 89	78 53 ◆
Paribas Opportunités	100 78	97 84 ◆
Paribas Patrimoine	502 92	482 32

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Revenu	94 88	93 94
Parnasse-Valor	1084 92	1063 86
Patrimoine-Retraite	1686 49	1663 23
Pervalor	542 34	526 64
Pierre Placements	260 03	258 74
Pierre Investiss.	656 88	626 14
Placement A	810 13	810 13
Placement court-terme	74480 06	74480 06
Placement J	57429 49	57429 49
Placement Premier	56179 62	56179 62
Placements Rendement	10903 04	10903 04
Placements Sécurité	109335 80	109335 80
Plénitude	105 75	102 92
Première Obligations	10947 53	10925 68
Prévoyance Ecureuil	105 11	102 30
Priv'Association	21766 85	21766 85
Province Investiss.	419 96	400 92 ◆
Quartz	109 63	106 93
Quatre-quarts Retraite	1 01	1 01
Rentacic	161 81	159 42
Revenus Trimestriels	5532 88	5478 20
Revenu Vert	1157 73	1156 57
Rivoli Plus	1105 99	1055 84 ◆
St-Honoré Assoc.	13715 91	13647 67
St-Honoré Bio-aliment.	713 39	681 04
St-Honoré Pacifique	503 23	480 41
St-Honoré P.M.E.	414 53	395 73
St-Honoré Réel	11787 06	11720 18
St-Honoré Rendement	11907 33	11848 09
St-Honoré Services	458 66	441 02
St-Honoré Technol.	695 09	663 57
St-Honoré Valor	12545 04	12446 48
Sécuricic	11384 85	11373 48
Sécuri Taux	10389 53	10389 53
Sélection Croissance	487 92	464 29
Sicavdan (Caudan BP)	723 65	712 98
Sicav-Associations	1455 55	1453 37
S.F.I. fr. et étr.	588 88	571 73
Sicav 5000	311 53	303 19
S.I. Est	1197 08	1142 80
Silvafrance	476 35	463 60
Sivam	394 24	383 69
Silvarente	212 42	210 32
Silvinter	402 76	391 98
S.N.I.	1135 26	1102 19
Sogepargne	352 05	339 33
Sogever	974 63	930 34
Soginter	1277 47	1219 54
Soleil Investissement	488 02	446 80
Stratégie Actions	992 17	954 01
Stratégie Rendement	1099 17	1064 57
Technocic	1083 15	1051 60
Techno-Gan	5738 21	5478
Télicon	5235 97	5184 13
U.A.P. Investiss.	383 74	369 87
Uni-Associations	110 88	110 88 ◆
Unifrance	416 22	400 21
Unifoncier	1104 33	1084 41
Uni-Garantie	1292 58	1257 21
Uni-Régions	2370 92	2285 22
Unirente	2288 28	2193 69
Univer	180 39	180 39 ◆
Univers-Actions	1021 89	986 29
Univers-Obligations	1538 15	1487 57
Valorem	475 38	463 79
Valorg	1541 98	1540 44
Valeal	83028 33	82986 84

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu



Le Monde

ÉTRANGER
2 Les autorités soviétiques durcissent leur attitude face aux revendications arméniennes.
3 Panama : le général Noriega cherche à gagner du temps.
4 La réunion de la conférence islamique à Amman.
5 Avant les entretiens américano-soviétiques.

POLITIQUE
7-8 La campagne pour l'élection présidentielle.
10 Le feuilleton du septennat, par Jean-Yves Lhomeau.
– Trois élections cantonales et une élection municipale.

SOCIÉTÉ
12 Les propositions de Pierre Juquin sur l'éducation.
13 Le syndicat des policiers en civil ouvre un cahier de doléances dans les commissariats.

SPORTS
14 Rugby, judo, football.

CULTURE
16 Musiques : *Elektra*, à Bruxelles. Portrait de Georges Pludermacher.
– Cinéma : *Running Man*, de Paul-Michael Glaser.
17 L'architecture de l'hôpital Robert-Debré à Paris.
– Communication : le comportement des téléspectateurs devant la publicité.

ÉCONOMIE
42 Le congrès de la CISL.
43 La France du chômage.
– Les assises du patronat chrétien.
45 La BID paralysée par le désaccord entre les Etats-Unis et l'Amérique latine.
46-47 Marchés financiers.

SERVICES
Abonnements 12
Annonces classées .. 21 à 36
Campus 20
Carnet 20
Loto 19
Météorologie 19
Mots croisés 19
Radio-télévision 19
Spectacles 18

MINITEL
• *L'info 24 h/24 h.* AFP
• *A cinq semaines de l'élection présidentielle.* ELEC
• *Les derniers sondages.* TELO
Actualité, International, Sports, Campus, FNAIM, Télémarket.
3615 Taper LEMONDE

Le voyage de M. Barre aux Antilles et en Guyane

Le code de bonne conduite majoritaire ne tient plus qu'à un fil

FORT-DE-FRANCE
de notre envoyé spécial

Après la Guadeloupe et avant la Guyane le lundi 21 mars, M. Raymond Barre a passé un week-end chargé en Martinique : rencontres avec les socio-professionnels, grand-messe à la cathédrale de Fort-de-France, départ d'une course de yoles à Sainte-Luce, discours dimanche soir à l'autre bout de l'île, devant la population de Saint-Pierre.

Un an après sa première visite dans ce département, il aura aussi pu constater que ses amis de l'UDF ne s'étaient point endormis sous les cocotiers, mais qu'au contraire ils avaient réussi la mutation du giscardisme au barrisme.

M. Barre a dénoncé « *ceux qui font des promesses qui n'engagent que ceux qui les entendent* » et a souligné qu'à l'élection présidentielle de 1981 les Martiniquais avaient su montrer « *qu'ils étaient des gens fidèles* », « *qu'ils s'étaient, eux, comportés avec loyauté et avec droiture* ». Deux petites pierres lancées dans le jardin de M. Chirac, qui attestent que le déplacement aux Antilles de l'ancien premier ministre n'a sans doute pas contribué à améliorer les relations entre les deux camps. Déjà remué par la débauche de la campagne d'affichage RPR lancée sur place exactement trois jours avant sa venue, M. Barre a pu constater que les manœuvres de division et d'intoxication s'étaient aussi propagées dans les Caraïbes quinze jours avant le passage de M. Chirac.

« *Je sais*, a-t-il prévenu à Saint-Pierre, *il y a des gens qui viendront vous dire : « Vous avez entendu, ce » Barre a raconté qu'il veut larguer » les départements d'outre-mer. » Vous allez entendre cela dans les jours qui viennent. Allons, je les connais bien ! Je sais bien tout ce qu'ils racontent ! Mais croyez-moi, je ne suis pas de ceux qui veulent établir la rupture entre la métropole et les départements d'outre-mer. C'est le contraire que je veux. Mais je veux aussi vous dire la vérité. Je ne veux pas que l'on traite les relations entre la métropole et les départements d'outre-mer en termes archaïques, inadaptés ou réactionnaires.* »

Ces propos situent parfaitement le degré d'exaspération des barristes face à la concurrence chiraquienne. Sous la chaleur des tropiques, leur colère froide se contient de plus en plus mal et, même si M. Barre s'attache laborieusement à modérer ses emportements, son entourage se charge de dire clairement ce qu'il doit vraisemblablement penser tout bas.

Ainsi son directeur de cabinet, M. Pierre-André Wiltzer, qui fait partie de ce voyage, nous a confié qu'à son avis « *le code de bonne conduite avec le RPR ne tenait plus aujourd'hui qu'à un fil* ». M. Barre et M. Chirac étaient convenus de se rencontrer symboliquement une nouvelle fois sitôt l'annonce de la candidature de M. Mitterrand. M. Wiltzer s'interroge désormais sur l'opportunité, voire la portée d'un tel symbole. Expliquant que M. Barre n'a cherché jusqu'à présent à faire entendre sa différence que sur le terrain normal des idées, ce proche lieutenant du député du Rhône dénonce aujourd'hui le « *discours hypocrite d'union du RPR* ».

Continuant de s'interroger avec perplexité sur le comportement du Parti républicain, les barristes constatent que, le jour même où M. Barre devait s'exprimer sur TF 1 chez Christine Ockrent, M. Edouard Balladur, dans son article du *Monde*, a en quelque sorte « *mangé le morceau* » quant au rapprochement envisagé entre le RPR et le PR. M. Wiltzer y voit une tentative supplémentaire de déstabilisation, qui, prétend-il, devrait bientôt introduire l'idée de la candidature unique de M. Chirac.

« Le fric ruisselle »

Outre les « *sondages fabriqués* » et « *certains médias sous perfusion RPR* », M. Wiltzer, marqué lui aussi par son passage en Guadeloupe, dénonce les campagnes d'affichage du RPR : « *Le fric chez eux ruisselle de partout*, note-t-il, *et cela fait éclater de manière spectaculaire l'imposture de la loi de financement des partis politiques que le gouvernement a fait voter précipitamment. Ces affiches sont éditées par le RPR. Elles ne seront pas comptabilisées sur le compte de la campagne du candidat Chirac. Nous assistons à une véritable mascarade.* »

M. Wiltzer estime que ces pratiques et ces manœuvres mettent gravement en cause la qualité des reports de voix au second tour, « *à moins que M. Chirac ait déjà pris son parti de faire perdre à la majorité les élections présidentielles* ». Compte tenu de la dégradation du climat au sein de la majorité, les barristes comptent à présent les jours qui les rapprochent de la candidature officielle de M. Mitterrand. Ils ont toujours pensé que, dès cet instant, le jeu de leur candidat deviendrait plus facile. Malgré les mauvais sondages, ils continuent de le croire et de rêver encore à un « *déclic* ».

Cette arrivée de M. Mitterrand sur le terrain devrait, selon eux, avoir deux avantages : moins focaliser le débat sur la rivalité entre les deux candidats de la majorité, et ôter à M. Chirac une partie de cette légitimité du pouvoir qu'il était seul à exploiter jusqu'alors. De surcroît ils estiment que M. Barre sera moins lié que le premier ministre pour contrer sans retenue le chef de l'État et pour s'attacher « *à nouer un vrai débat* » avec lui afin de prendre l'« *avantage définitif de la crédibilité* ».

Pour autant ils n'ont guère l'intention d'accélérer le rythme de leur campagne. Simplement, M. Barre se prépare à interpeller M. Mitterrand sur ces trois thèmes : quelle majorité pour son gouvernement ; ses propositions en matière fiscale ; sa politique économique, avec notamment la question des privatisations. Enfin et surtout, l'ancien premier ministre compte s'attacher aussitôt à relever « *cette monstruosité* » qui « *pour la première fois dans le monde* » va mettre aux prises pour une élection présidentielle un président de la République et son premier ministre...

DANIEL CARTON.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 mars 1988 a été tiré à 502 725 exemplaires

A B C D F G H

M. Toubon : la « diligence » Mitterrand et le « TGV » Chirac

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré, au cours d'un point de presse, lundi 21 mars, que « *la vague chiraquienne était en train de monter* ».

Evoquant la candidature de M. Mitterrand, il a ajouté : « *La vieille ruse qui se donne visage humain ne pourra pas arrêter le mouvement populaire de fond, pas plus que le passé ne peut retenir l'avenir ou que la diligence ne peut dépasser le TGV. M. Mitterrand a commis une erreur stratégique majeure en attendant trop longtemps. Il présente sa candidature comme un produit libre, c'est-à-dire sans étiquette sur la boîte ; mais dans ce cas on constate que les acheteurs marquent toujours leur faveur pour les produits qui portent une marque. Il sera bien obligé de dire ce qu'il y a dans la boîte, quelle en est la composition, quelle est la date de fraîcheur, quels sont les édulcorants et les colorants du produit.* »

Un nouveau programme de télévision

Canal France pour l'Afrique

Le premier ministre Jacques Chirac devait annoncer, lundi 21 mars, à l'occasion d'un déjeuner en l'honneur de la francophonie, le lancement, dès le 1er avril prochain, de Canal France, un programme de télévision diffusé par satellite à destination de l'Afrique.

Initié et financé par le ministère de la coopération, ce projet vise à combler l'absence d'images françaises dans les pays d'Afrique francophone et à alimenter les télévisions nationales qui peuvent insérer à leur guise les émissions proposées dans leur grille de programme, soit en direct, soit en différé. Un système plus rapide, plus moderne, plus puissant surtout, que l'actuelle distribution par cassette jugée « archaïque » par M. Aurillac, le ministre de la coopération.

Parfaitement généraliste comme le préfigure la bande-annonce diffusée, lundi, devant M. Chirac, Canal France comportera des émissions variées provenant, pour l'essentiel, des chaînes publiques françaises – magazines, films, émissions culturelles – ainsi que des éléments d'informations fournis par AITV (l'agence d'images de Radio-France outre-mer), voire des programmes fabriqués par une télévision africaine et susceptibles d'intéresser les autres.

Légère, la structure s'articulera autour de Trans-Télé, filiale de la Sofirad, et apparaissant aujourd'hui comme une coquille vide. Le capital devrait être rapidement ouvert à des organismes publics et privés français (Antenne 2, RFO, peut-être TF 1 et Canal Plus...) et à des télévisions d'Afrique.

Le conseil d'administration nommerait un président que M. Aurillac décrit comme un diplomate au profil consensuel et parfait connaisseur de l'Afrique, le directeur étant lui un professionnel. Le budget viendrait uniquement du ministère de la coopération, une première somme de 4,5 millions de francs étant prévue pour le lancement.

Réservée dès le mois d'août 1987, la location du dernier canal disponible sur le satellite Intelsat V pourrait cependant être partagée avec Canal Plus, la chaîne cryptée projetant de diffuser son programme à destination de quelques grandes villes africaines. Partage temporaire, insiste-t-on au ministère de la coopération, Canal France ayant vocation à élargir rapidement son temps d'antenne (actuellement huit heures prévues) et à devenir peut-être à terme une véritable chaîne.

Aucune rivalité ni concurrence, précise M. Aurillac, avec les autres chaînes francophones (notamment le projet de deuxième chaîne marocaine). « *Il s'agit d'un « plus » français qui correspond à la fois à une demande pressante de nos partenaires africains et à un besoin.* »

ANNICK COJEAN.

Feu vert à la dernière OPA de Framatome sur Télémécanique

La chambre syndicale des agents de change a donné le lundi 21 mars son feu vert à la dernière surenchère de Framatome sur Télémécanique. Celle-ci porte sur la totalité du capital de l'entreprise à un prix de 4 500 francs par action. La date de clôture de cette OPA est reportée du 28 mars au 5 avril.

Par ailleurs, elle autorise la reprise des cotations de Télémécanique pour le mercredi 23 mars. Toutefois, afin d'empêcher une trop grande variation du titre en Bourse, elle indique qu'elle n'acceptera pas de coter un cours inférieur à 4 500 francs et supérieur à 5 890 francs.

Antoine Gallimard devient PDG des éditions Gallimard

Le conseil d'administration des éditions Gallimard a décidé, vendredi 18 mars, a-t-on appris lundi, de nommer président-directeur général Antoine Gallimard. L'ancien PDG, Claude Gallimard, père d'Antoine et fils de Gaston, fondateur des éditions, devient vice-président.

[Antoine Gallimard est âgé de quarante ans. Après des études de lettres et de droit, il est entré aux éditions en 1972, pour s'occuper des collections de grande diffusion (« Folio », « L'imaginaire »). Il était directeur général depuis 1982.]

• **Inculpation de membres présumés de l'ex-FLNC.** – Jean-André Orsoni et Charles Pietri, membres présumés de l'ex-FLNC, ont été inculpés, vendredi 18 mars, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, chargé des dossiers du terrorisme, pour participation au mitraillage d'une gendarmerie, le 11 juin 1987 à Serra-Di-Scopamène (Corse-du-Sud).

• **Suicide d'un détenu à Fleury-Mérogis.** – Marius Ely, un Martiniquais de trente-quatre ans, détenu à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), s'est pendu dans sa cellule, vendredi 18 mars. Il était incarcéré depuis le 16 septembre 1987 pour homicide volontaire.

Sur le vif

SPE

Vous connaissez l'histoire de l'enfant-chien ? Mais si, la presse en a parlé la semaine dernière, un petit gamin de quatre ans abandonné par ses parents – ils habitent Düsseldorf – à la garde d'un berger allemand, une chienne appelée Asta. C'est le seul mot que connaisse le petit, le seul qu'on ait jamais prononcé devant lui. Pour le reste, il aboie, il jappe, il gémit et il bouffe à même le sol carrelé de la cuisine, au milieu des excréments, des détritus, des restes de pain rassis, ou de viande crue que sa nourrice déchiquète à son intention.

Je lis ça, je saute en l'air et j'y vais de ma cassette stéréo : ouais, c'est quand même insensé, à douze ans du troisième millénaire, en RFA, un pays vachement prospère, c'est des sauvages, ces gens-là... J'ai encore perdu une belle occasion de me taire. Non, c'est vrai, il a eu une chance dingue, ce môme. Mener une vie de chien, c'est pas donné à tout le monde. Il s'en est drôlement bien tiré, comparé à Jessica, dont le petit corps tabassé, brûlé à la bougie et au fer à repasser, violé, membres cassés, écrasés, était représenté hier soir à la télé par une poupée. Morte, Jessica, assassinée par sa maman et son papa, ici et maintenant, ça se passait à Amiens, c'est pas loin.

Il y en a cinquante mille comme ça, retenez bien ce chiffre-là, cinquante mille cas recensés chaque année en France, sans compter tous les enfants battus, séquestrés, torturés, qu'on entend hurler sans intervenir, qu'on laisse crever sous prétexte que chacun est bien libre de faire ce qu'il veut, du moment qu'il n'embête personne.

Un gosse, c'est pas une personne. C'est même pas un animal. Les animaux, il y a des associations pour ça, il y a la SPA. Soyons juste, depuis peu, il y en a une aussi pour les humains. « Enfance et partage ». Moi, j'appellerais ça la SPE, Société protectrice des enfants. Ça dit bien, ça dit mieux ce que ça veut dire. Quitte à faire d'une pierre deux coups et à mettre à la fourrière, dans la cage d'une mère chien, ces petit martyrisés par des hommes loups.

CLAUDE SARRAUTE.

La grève des marins français et britanniques

Des centaines de camions sont bloqués à Calais et à Douvres

La conjonction des grèves des marins français de l'armement naval SNCF (à l'appel de la CGT et de la CFDT) et des marins de l'armateur britannique privé P and O continuait, lundi 21 mars, à provoquer des perturbations pour les particuliers et les camionneurs qui voulaient traverser la Manche. Le principal point noir était toujours Calais, premier port du continent pour le trafic de voyageurs (9,15 millions en 1987), où plus de cinq cents poids lourds étaient en attente d'embarquement dimanche soir. Des embouteillages moins graves, étaient signalés à Dieppe, à Dunkerque et, du côté anglais, à Douvres.

Des deux côtés de la Manche, les autorités ont conseillé aux camionneurs de se diriger vers d'autres ports que ceux qui sont engorgés. C'est ainsi que du trafic a été détourné vers Cherbourg, Caen, Le Havre, Boulogne ou les ports belges, d'où opèrent d'autres compagnies.

Les marins britanniques de P and O ont commencé leur mouvement il y a sept semaines, mais leurs collègues français de la société nationale, qui exploite sept ferries, sont en grève depuis le jeudi 17 mars. Leurs revendications sont similaires : lutter contre les décisions de leurs directions de réduire substantiellement les salaires tout en allongeant la durée du travail, afin d'améliorer la productivité des entreprises dans la perspective de l'ouverture du tunnel sous la Manche.

« *Il ne s'agit pas d'autre chose que d'une grève défensive, mais nous sommes prêts à négocier à tout moment* », nous a déclaré M. François Lagain, secrétaire général des marins CGT.

Les syndicats français protestent aussi contre les conditions de réemploi des marins des deux ferries *Saint-Eloi* et *Saint-Germain*, basés à Dunkerque et Calais et qui vont être prochainement retirés du service. Ils craignent enfin, après les élections, une privatisation de l'armement naval de la SNCF.